

Le Waterloo du «condottiere»

Carlo De Benedetti a vécu son Waterloo, jeudi 14 avril, dans le combat qu'il menait pour la conquête de la Société générale de Belgique. A-t-il quelque chance de prendre sa revanche ? Rien ne l'indique pour le moment, même si l'homme d'affaires italien compte sur la procédure pour se faire rendre justice.

Tout laisse à penser que l'on va parler encore longtemps de ce qui apparaît, en première analyse, comme un affrontement belgo-italien. En réalité, c'est une partie beaucoup plus importante qui se joue à Bruxelles autour d'un empire qui contrôle le tiers des activités économiques de la Belgique. Dans cette affaire, ce sont en premier lieu les réflexes nationalistes qui ont joué : un pays se sentait attaqué à travers les prétentions du «condottiere». On en oublie presque les querelles intestines, et les Wallons de la Société générale acceptaient sans barguigner le secours du Flamand Leyson, PDG de Gevaert.

Les dirigeants de la «vieille dame» ont fait jouer ce réflexe belge jusqu'au bout. Mais, en réalité et par la force des choses, l'essentiel du combat s'est livré sur le sol français. Carlo De Benedetti, opérant au travers de sa filiale Cerus, s'est trouvé opposé à un autre groupe français - celui de Suez, dont il est, ne l'oublions pas, l'un des actionnaires.

L'embroglio démontre la vanité des frontières dans le grand jeu des OPA. (offres publiques d'achat), dont les pays industrialisés sont aujourd'hui le théâtre. Vanité qui n'est toujours pas admise, puisque le ministre français de l'économie lui-même a pu prétendre qu'une telle chose ne se produirait pas dans l'Hexagone sans qu'il intervienne. Mais vanité tout de même, dont l'affaire de la Générale de Belgique donne l'exemple.

N'a-t-on pas vu, en effet, par la suite, Gevaert tourner casaque pour se rapprocher du clan italien et l'UAP se ranger sans détours aux côtés du groupe belge par fidélité à Suez ? Dieu sait pourtant que les sollicitations n'ont pas manqué pour faire entrer le président de l'UAP dans les vœux de Carlo De Benedetti. C'est un nouvel empire des assurances qui aurait pu se construire, de Turin à Bruxelles en passant par Paris, si le président Dromer n'était laissé convaincre.

Qu'il n'en ait rien fait prouve que d'autres intérêts ont été mis en balance, sans que soit posée, peut-être, la question essentielle. Faut-il encore, aujourd'hui, parler d'une lutte entre États dès lors qu'il s'agit d'opérations qui s'effectuent sur le territoire de la Communauté européenne ? Qui peut prétendre que nous soyons à la veille de l'instauration du marché unique si celui-ci est suspecté parce qu'il est italien et celui-là parce qu'il n'est pas belge ? A ce titre, la constitution de «cercles durs» destinés le plus souvent à défendre des sociétés nationales contre les attaques de l'étranger risque d'apparaître comme un comportement surarmé, comme la survivance d'un nationalisme économique qui, toutes les opérations en cours le prouvent, est de plus en plus anachronique.

(Lire nos Informations page 28.)



Le revers commercial américain

Les marchés financiers sont à nouveau ébranlés

Les marchés financiers, déstabilisés le jeudi 14 avril par l'annonce d'un mauvais résultat du commerce extérieur américain - 13,8 milliards de dollars de déficit en février - n'ont guère été convaincus par les fortes interventions concertées des banques centrales pour stopper la chute du billet vert. Paris ouvrait, le vendredi 15 avril, en baisse de 2 % et Londres de 1,3 %. Auparavant, Tokyo avait limité les dégâts de Wall Street.

Il aura suffi, une fois de plus, d'un mauvais résultat du commerce extérieur américain pour que le fragile équilibre né de la concertation internationale soit ébranlé. La chute du dollar et celle de Wall Street ont été les plus spectaculaires, le jeudi 14 avril. La perte de 101 points (-4,8 %) du Dow Jones a ravivé les craintes d'un nouveau krach, entamées depuis celui d'octobre dernier par la persistance de la croissance mondiale. Les places européennes suivent le mouvement : Paris et Londres perdent plus de 1 %.

Pris en défaut de crédibilité après avoir assuré, dans un communiqué émanant de la déséquilibre mondial, que les déséquilibres mondiaux étaient en voie de résorption, le groupe des Sept passait à la contre-offensive. Les banques centrales matraquaient la spéculation et rachaient, dans une opération parfaitement orchestrée, pour quelques 2 milliards de dollars. La devise américaine terminait la journée très en deçà de ses niveaux du mercredi 13 avril. Une nouvelle alerte, à Tokyo, le vendredi 15 avril, était immédiatement contrée par la Banque du Japon, et le dollar se stabilisait dans la

matinée, en Europe, autour de 124 yens, contre 126,25 à la veille de l'annonce du revers commercial américain. Le billet vert s'échangeait à 165,10 DM, contre 168,7, et à 5,64 FF contre 5,73. Mais les places boursières ouvraient en baisse, de 2 % à Paris, de 1,3 % à Londres.

Les ministres des finances et les gouverneurs des Banques centrales, réunis à Washington à l'occasion de comité intermédiaire, la plus haute instance du Fonds monétaire international, ont tenté de minimiser ce coup de tabac. La tendance fondamentale reste bonne, ont-ils tous assuré et, en dépit de la rechute de février, le déficit commercial américain s'amenuisera cette année. Convaincus de l'impuissance des gouvernements, paralysés par l'élection présidentielle américaine notamment, les opérateurs pourraient cependant tenter à nouveau la détermination du groupe des Sept. L'évolution des marchés, lundi, donnera une sérieuse indication.

(Lire page 27, les articles de FRANÇOISE CROUJNEAU et de CHARLES LESCAUT.)

L'élection de Franche-Comté et le débat sur le vote des immigrés

Les socialistes accusent M. Chirac de complaisance envers le Front national

A la suite de l'élection du président de la région Franche-Comté avec les voix du Front national et des déclarations du premier ministre sur le vote des immigrés, les socialistes accusent M. Chirac de complaisance envers l'extrême droite.

M. Jean-Marie Le Pen juge, pour sa part, qu'en matière d'immigration, M.M. Mitterrand et Chirac, «c'est bonnet rose et rose bonnet».



Loin d'être touchés du «débat politique national», comme s'en attristait, le semaine dernière, certains donateurs de conseils travaillant pour M. Jacques Chirac (le Monde du 15 avril), les socialistes du Front national sont, au contraire, en copie de la campagne. Deux facteurs l'expliquent : le niveau d'intention de vote que les sondages créditent M. Jean-Marie Le Pen ; la stratégie de M. François Mitterrand, qui, se posant à la fois en rassembleur de la gauche et en défenseur du pacte social, a pris pour cible, dans un premier

temps, la «tentative de mainmise sur l'Etat», dont il a accusé le RPR, puis, dans un deuxième temps, le courant raciste et xénophobe, à l'adresse duquel il a adopté une position «personnelle» quasi-provocatoire en faveur du droit de vote des immigrés aux élections locales.

PATRICK JARREAU.

(Lire page 7 la suite et un entretien avec Jean-Marie Le Pen, ainsi que «Étrangers sans travail» par Robert Solé, page 6.)

Un appel de Moscou au mouvement communiste international

La «glasnost» à la conquête des PC étrangers

MOSCOU de notre correspondant

Loin de reculer devant la pression idéologique des conservateurs, M. Gorbatchev et ses amis viennent au contraire d'élargir le débat sur l'état réel du mouvement communiste à l'ensemble des partis qui s'en réclament à travers le monde.

Alors que les adversaires de la «perestroïka» sont, depuis dix jours, quotidiennement dénoncés par la totalité de la presse soviétique, le secrétaire du comité central chargé des questions internationales, M. Anastoi Dobrynine, a

en effet appelé, cette semaine, plus de quatre-vingt-dix partis communistes de tous les continents à une discussion «ouverte, légitime et indispensable» sur les «causes de la situation contradictoire et compliquée» qu'ils traversent (le Monde du 15 avril).

Diplomate de carrière, M. Dobrynine a su choisir ses mots pour décrire ce temps «des recherches courageuses, des réflexions, des doutes et des espoirs». Mais le moins qu'on puisse dire est que son diagnostic est alarmant pour le malade. Première des trois grandes difficultés exposées par le dirigeant sovié-

que, mardi 12 avril à Prague, à l'occasion du trentième anniversaire de la revue *Questions de la paix et du socialisme* : la classe ouvrière, la base sociale sur laquelle s'était construit le mouvement communiste dans les pays industrialisés, subit en ce moment des transformations marquées, «ce qui pose des problèmes pas si faciles que cela».

M. Dobrynine n'est pas allé jusqu'à dire, comme de nombreux sociologues occidentaux, que la classe ouvrière telle qu'elle s'était formée à la fin du XIX^e siècle était en train de disparaître, mais il estime que «la révolution scientifique et technique» a pro-

voqué «de profonds changements sociaux» qui ont modifié le «caractère de la base de masse» du communisme.

Ce n'est qu'une question de nuance ou presque, et cela est d'autant plus grave pour le mouvement communiste, que parallèlement, «la plupart des pays en voie de développement se sont trouvés devant la nécessité de lutter pour la vote du développement démocratique progressiste dans les conditions du capitalisme» - et non pas, sous-entendu, pour le socialisme.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 4.)

L'avenir du Théâtre de l'Europe

La tempête de Giorgio Strehler

A Milan, tandis que s'achèvent les représentations de son spectacle *Come tu mi vuoi, de Pirandello*, que l'on verra à Paris à partir du 23 avril, Giorgio Strehler sort de sa réserve et dénonce la «politique hypocrite» qui menace l'avenir du Théâtre de l'Europe, dont il est le directeur depuis sa création, en 1983. Il prépare une lettre ouverte qu'il adressera à M. François Mitterrand dans les prochains jours.

La diminution des subventions et la réduction de la saison du Théâtre de l'Europe à Paris de six à quatre mois, la proposition, au janvier dernier, de son transfert du théâtre national de

l'Odéon - désormais dévolu à la seule Comédie-Française - au théâtre de l'Athénée : telles sont les récentes mesures prises par M. François Létard à l'encontre du Théâtre de l'Europe créé par son prédécesseur, M. Jack Lang, en 1983. Mesures auxquelles il convient d'ajouter la fin de non-recevoir opposée au projet d'école que Giorgio Strehler avait déposé pour le théâtre du Vieux Colombier, M. Létard ayant choisi d'attribuer l'ancien théâtre de Jacques Coeau à la Comédie-Française.

Jusqu'à présent, Giorgio Strehler avait peu commenté ces décisions, et l'on s'en étonnait. En janvier dernier (*le Monde* daté 17-18 janvier) il se déclarait «personnellement optimiste, techniquement pessimiste» sur le

transfert du théâtre de l'Europe à l'Athénée, mais prêt à étudier cette proposition. Il demandait alors, compte tenu des «nombreux problèmes artistiques, techniques et financiers» que posait ce déménagement, que soit menée une étude préalable de quatre ou cinq mois sans sa responsabilité. En effet, si le théâtre de l'Athénée, qui fut celui de son maître Louis Jouvet, n'était pas a priori pour lui déplaire, il lui est apparu, dès sa première visite «officielle», que ce théâtre n'était pas adapté - quant à son plateau, ses dégagements - à la plupart des productions internationales accueillies par le Théâtre de l'Europe au théâtre national de l'Odéon.

ODILE QUIROT.
(Lire la suite page 20.)

Cartier

Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries Cartier et les boutiques Must de Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

7 PLACE VENDÔME, PARIS. 42.61.55.55

سكزا من الاجل

سكننا من الالهي

Etranger

ISRAËL : la révolte dans les territoires occupés La vague de manifestations s'amplifie en Cisjordanie et à Gaza

Deux Palestiniens, âgés d'une vingtaine d'années, ont été tués par l'armée israélienne, le jeudi 14 avril, lors d'une série d'incidents à Naplouse (Cisjordanie). Selon des sources palestiniennes, au moins quatre autres personnes auraient été blessées par balles lors d'affrontements au moment des obusques des deux hommes. Cependant, les commandants de Cisjordanie ont observé jeudi une grève totale pour protester contre les arrestations massives de Palestiniens.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

C'est devenu une des rubriques quotidiennes du « soulèvement » : il ne se passe guère de jours sans que les médias israéliens et les autorités annoncent « de nouvelles arrestations » - souvent opérées de nuit - dans les territoires occupés. Cette vague d'arrestations sans précédent en Cisjordanie et à Gaza a été amorcée fin décembre, puis a redoublé d'ampleur ces dernières semaines. Elle est difficile à quantifier parce qu'ininterrompue, mais le ministre de la Défense citait récemment le chiffre de quatre mille huit cents Palestiniens emprisonnés depuis le début de « soulèvement » (cinq mille, selon la presse).

« Humilier » les détenus

Cette estimation englobe différentes catégories de détenus : ceux qui purgent une peine prononcée en décembre, ceux qui sont en attente de jugement, ceux qui sont en garde à vue prolongée (dix-huit jours) et les centaines de condamnés à une peine de détention administrative prononcée par les autorités militaires sans intervention d'un magistrat.

Pour parer à cet afflux de détenus, les autorités ont dû parfois transformer des écoles en centres de détention et aménager d'urgence, au pied du désert du Néguev, une nouvelle prison, en fait un camp de tentes, appelé Anzar-3. Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme israéliennes et plusieurs formations de gauche (le Ratz, notamment), ont dénoncé les conditions d'entassement et de détention faites aux Palestiniens. Elles ont relevé une volonté quasi systématique d'« humilier » les détenus. Vendredi, il y a plusieurs semaines, la plus grande prison de Gaza, Anzar-2, le ministre de la Défense, M. Itzhak Rabin (travailliste), a vertement rejeté ces critiques, assurant qu'« il n'avait pas connu mieux » lorsqu'il avait été emprisonné par les Britanniques à Gaza en 1946.

Un ancien détenu de la prison de Dahariya (dans la région de Hébron, en Cisjordanie) nous relate la scène suivante, dont il affirme avoir été le témoin à plusieurs reprises : « Dès la sortie de l'autobus, les prisonniers qui venaient d'être conduits au centre de détention, yeux bandés et mains liées derrière le dos, passaient entre deux groupes de soldats qui leur assendaient une volée de coups de matras. Cela durait une à deux minutes et les prisonniers devaient ensuite s'agenouiller dans la cour, où ils pouvaient parfois rester vingt-quatre heures dans cette position. Certains soldats obligaient les détenus à scander en chœur : « Arafat est très mauvais, Yassir Sarraf [un député du Ratz] est très mauvais » ; selon la même source, « d'autres soldats, écumés par cette scène, ont eu une altercation avec leurs camarades ».

A Gaza, le camp d'Anzar-2 a été présenté par le Jerusalem Post (25 mars) comme « une véritable école de la haine », une prison où les brutalités ne sont pas rares et où les détenus « ressentaient avec la trempe de militants nationalistes endurcis ».

A Anzar-3, qu'une organisation palestinienne de défense des droits de l'homme a pu visiter fin mars, il est arrivé que des adolescents, sans avoir eu aucun contact avec un avocat ou leur famille, ne savaient ni où ils se trouvaient ni qu'ils avaient été condamnés à une peine de détention administrative.

Dans une lettre adressée cette semaine à M. Rabin, un député du Ratz, M. Dedi Zucker, estimait que mille deux cents peines de détention administrative avaient été prononcées en quelques mois.

ALAIN FRACHON.

Le détournement du Boeing koweïtien Les pirates ont libéré un passager à Alger

ALGER
de notre correspondant

21 h 45, jeudi 14 avril. Le convoi prend fin pour M. Djamas Abdallah Ech Chahat, un Koweïtien âgé d'environ soixante-dix ans. Il a du mal à marcher, mais il est libre. Vêtu d'une chemise blanche, il descend les marches de la passerelle, accompagné de l'un des pirates de l'air porteur cagoule. Aussitôt arrivé au sol, il prend place dans une voiture en compagnie du docteur Mehdi, spécialiste en médecine légale qui avait en la possibilité d'examiner les otages malades dans l'après-midi, peu après que deux hommes auraient été autorisés par le commando à nettoyer l'intérieur de l'appareil. Après un bref passage dans une pièce du salon d'honneur de l'aéroport international d'Alger, où il a pu s'entretenir avec la presse algérienne, le vieillard, qui est diabétique, a quitté l'aéroport en ambulance à 22 h 10.

Un faux espoir avait été soulevé par l'agence officielle Algérie Presse Service (APS), qui avait annoncé vers 17 heures la libération de deux otages, avant de démentir son information une demi-heure plus tard, semant un début de panique parmi les quelque deux cents journalistes cloîtrés sur place depuis plus de quarante-huit heures.

La preuve a bien été administrée qu'il n'y a pas de fumée sans feu : la presse officielle a juste anticipé un peu. La visite du médecin devait être suivie d'effet, comme l'espéraient les Algériens, qui négociaient en fait la libération de cinq personnes âgées.

Les preneurs d'otages font apparemment une assez grande confiance aux autorités. Ils ont accepté, après un entretien rapide avec M. Mohammed Tahar, spécia-

liste des services algériens pour les questions proche-orientales, la visite à bord du docteur Mehdi ainsi que de l'équipe de nettoyage, et que des repas chauds soient dorénavant servis aux otages. Ils ont surtout accepté que le Boeing-747 des Koweïtiens soit déplacé, vers été le matin, de la place centrale qu'il occupe face au bâtiment principal de l'aéroport international vers la zone de maintenance, à plus de 1 kilomètre du salon d'honneur où les médias du monde entier sont postés. En effet, le chef de l'Etat zambien, président en exercice de l'OUA, était attendu à Alger pour une brève escale. Le président Kenneth Kaunda a bien sûr été accueilli à son arrivée par le président Bendjedid Chadli, qui avait profité de sa présence à l'aéroport pour recevoir longuement dans la matinée le ministre d'Etat koweïtien aux affaires étrangères, M. Saad Hussein El-Oussaybi.

Un message de l'émir du Koweït

Le ministre koweïtien a remis au président Chadli un message de l'émir du Koweït, dont la teneur n'a pas été divulguée. Il s'est également entretenu plus tard dans la journée avec son homologue algérien, M. Ahmed Taleb Ibrahimi. De toute évidence, les dirigeants algériens souhaiteraient beaucoup que les Koweïtiens assoupissent leur position. Car, jusqu'à présent, chacune des deux parties campe sur ses positions. Les Koweïtiens restent inflexibles et les preneurs d'otages sont toujours aussi déterminés dans leur revendication. L'un d'eux eux n'est du reste inconnu, dans un dialogue radio avec M. Mohammed Tahar, de ce que le message qu'il avait dicté mercredi à l'aube, lors de l'arrivée du Boeing à l'aéroport Houari-Boumedienne, n'ait pas été

transmis à la presse. Les Algériens ont simplement répondu que la question allait être examinée.
Les liaisons radio entre les pirates de l'air - qui parlent au nom de l'« avion martyr » - sont écoutées par certains journalistes occidentaux qui disposent de récepteurs sophistiqués. C'est ainsi que quelques privilégiés ont pu entendre vers 14 heures (13 heures GMT) l'un des otages demander en arabe aux autorités koweïtiennes de libérer les prisonniers détenus au Koweït : « Bonjour, je m'appelle Ahmed Zayed. Bonjour à ma famille. Je suis en bonne santé. Je demande la libération des dix-sept prisonniers du Djihad islamique par le gouvernement [koweïtien], sinon ils nous tueront tous », a-t-il dit.

Une négociation sur deux fronts

Les Algériens négocient sur deux fronts : d'un côté avec les Koweïtiens - le dialogue est permanent entre le ministre algérien de l'Intérieur, M. El-Hadi Khouiri, et le chef de la délégation koweïtienne, M. Saad Hussein El-Oussaybi ; de l'autre avec les pirates de l'air, dont le chef, un certain Djamil, serait selon des sources arabes, mortif à bord de l'appareil à Mechhed en Iran. Les mêmes sources affirment que le commando est en fait composé de huit hommes : deux Libanais, deux Irakien, deux Iranien et deux autres personnes dont la nationalité ne peut être définie car ils utilisent indifféremment plusieurs dialectes arabes. Toujours selon les mêmes sources, les pirates seraient porteurs de passeports baharini. Aucune de ces informations n'a pu être confirmée auprès des autorités algériennes, qui affirment également ignorer si le chef baharini Imad Maghnieh se trouve bien à bord de l'avion, comme le prétend la

presse koweïtienne. Les responsables algériens reconnaissent simplement en privé que « cette affaire est plus compliquée que les précédentes ».
Jeudi au fin d'après-midi, le Boeing koweïtien retrouvait sa place à 300 mètres de l'aéroport et à portée des télé-objektifs des journalistes pour lesquels les services de sécurité ont planté trois postes. Tout le monde semble l'installer dans un « projeteur » qui pourrait durer. Une longue barrière métallique a été installée entre le 747 des Koweït Airways et l'aéroport, ainsi que des batteries de projecteurs supplémentaires. Un groupe électrogène a également été mis en service au pied de l'appareil - à la demande des pirates, cette fois - pour éviter de maintenir en marche les réservoirs de l'avion qui fourniraient jusqu'à présent la climatisation à bord.

FREDERIC FRITSCHER.

● KOWEÏT : manifestation de fermeté lors des obusques de deux otages tués. - Près de deux mille Koweïtiens ont manifesté, le jeudi 14 avril, aux funérailles nationales des deux passagers tués par les auteurs du détournement du Boeing des Koweït Airways, beaucoup soutenant leur colère et leur soutien au refus gouvernemental de céder aux exigences des pirates. Alors qu'une trentaine de Koweïtiens restent détenus en otage à Alger, dans l'appareil détourné, aucune des personnes interrogées dans la foule ne s'est prononcée en faveur d'une acceptation de l'exigence des pirates sur la libération de dix-sept ressortissants emprisonnés au Koweït. « Ce devrait être une leçon pour le peuple et le gouvernement américain, comme quoi on ne devrait jamais céder aux exigences des terroristes », affirmait M. Faisal Al-Marzouk, rédacteur en chef du journal koweïtien Al-Anba. - (AP.)

La guerre du Golfe

L'ONU se heurte de nouveau à l'intransigence de l'Irak et de l'Irak

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Après une nouvelle série de négociations entre deux émissaires irakien et irakien et le secrétaire général des Nations unies, l'application rapide de la résolution 598 sur le paix dans le Golfe semble plus éloignée que jamais. Venus à New-York séparément, les représentants des deux belligérants ont déçu le secrétaire général et la majorité des membres du Conseil de sécurité par une attitude intransigente et, en ce

qui concerne l'Irak, plus dure qu'auparavant.

Après M. Mohammad Larjani, vice-ministre irakien des affaires étrangères, son homologue irakien, M. Wissam Zahawi, vient de séjourner à New-York, où il a longuement rencontré M. Perez de Cuellar et plusieurs membres du Conseil de sécurité. Sa réponse aux questions relatives à l'application de la résolution (adoptée en juillet) n'a pas varié : l'Irak exige que le texte soit respecté à la lettre, c'est-à-dire qu'un cessez-le-feu intervienne sans condition et que le retrait de l'armée irakienne des territoires qu'elle occupe en Irak suive « sans délai ».

De son côté, M. Larjani a durci le ton en exigeant qu'un cessez-le-feu intervienne qu'à la fin des travaux du comité chargé de déterminer les responsabilités dans le déclenchement de la guerre. « Le cessez-le-feu et le travail du comité doivent constituer un processus concomitant, ce qui veut dire que l'Irak ne mettra fin aux hostilités qu'après la publication des conclusions du comité », sous a déclaré M. Larjani. Dans un langage plus direct, cela veut dire qu'il n'y aura pas de cessez-le-feu sans une condamnation officielle de l'Irak alors que, jusqu'ici, Téhéran acceptait de faire taire les armes le jour du début des travaux du comité.

Le durcissement irakien est généralement expliqué par le fait que les dirigeants de Téhéran éprouvent moins de craintes devant la menace d'éventuelles sanctions militaires. La reprise de la « guerre des villes »

LIBAN

Une grève largement contestée

BEYROUTH
de notre correspondant

Grève « occasionnelle » - la formule émise des syndicats libanais - dans un climat lourd et de forte incertitude sur son opportunité, y compris parmi les salariés, qui ne savent trop quoi en penser. Depuis trois ans et demi de dure guerre, le grève au Liban, se déroulait dans une atmosphère bon enfant et se terminait souvent à une journée de congé, passée sur le plage.

Cette fois, le climat est différent. Tout d'abord les syndicats ont décidé de faire prendre à leur grève... « l'ascenseur » : deux jours cette semaine, vendredi et samedi (après un jour le semaine dernière) ; trois jours la semaine prochaine, quatre jours la suivante et théoriquement ainsi de suite... De plus, alors qu'en général le patronat suivait - lorsqu'il ne se joignait pas carrément au mouvement - si bien qu'on ne savait pas très bien qui était en grève contre qui. Aujourd'hui, il est contre. Fortement, en secteur chrétien et dans certaines régions de pro-

vinces, où les entreprises ont décidé que le travail se poursuivait.

Ensuite et surtout, tout le monde, à commencer par les salariés, se demande s'il veut mieux obtenir une grosse augmentation, au risque d'une flambée vertigineuse du dollar, et donc des prix, ou se contenter de peu dans l'espoir que la lettre renvoyée de la livre libanaise se poursuivra. Celle-ci avait, en cinq mois, de novembre 1987 à avril 1988, repris les deux tiers du terrain perdu pendant ces cinq mois précédents.

Le mouvement est-il déjà cessé et est-ce vraiment l'effet des exigences syndicales ? Tous jours se dit que le dollar, qui s'était stabilisé autour de 360 livres libanaises, est remonté en quarante-huit heures à 400 L.
Le patronat propose 50 % d'augmentation, les syndicats en demandent 310 ; le gouvernement a plus ou moins tranché, avec l'aide du Parlement, par 75 % jusqu'à 10000 L, et 60 % au-delà.

LUCIEN GEORGE.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 696772 F
Télécopier : (3) 45-23-06-81
Tél : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontana, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonny-Méry (1946-1969) Jacques Flament (1969-1982) André Larminat (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principales associations de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M.F. André Fontana, gérant, et Hubert Bonny-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Correspondant en chef : Claude Sala.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
254 F 572 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 388 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 484 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez adresser vos réclamations et vos lettres sous enveloppe scellée et en double exemplaire à l'administration.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Impression de « Le Monde » sur papier recyclé.
Rédaction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82, ou 45-55-91-71
Télécopier MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24

Un navire américain endommagé par l'explosion d'une mine

Dix marins blessés

Dix marins américains ont été blessés, jeudi 14 avril, dans le Golfe lorsque le navire de la frégate Samuel-Roberts, a été endommagé par une explosion sous la ligne de flottaison, provoquée par une mine. « Le Samuel-Roberts venait juste de repérer plusieurs mines dans l'eau et avait arrêté ses machines avant l'explosion », a indiqué le porte-parole du Pentagone. L'incident a eu lieu à 70 milles à l'est de Bahreïn.

Le porte-parole américain a précisé que l'explosion avait endommagé la coque du navire - qui ne risque pas de couler, a-t-il précisé - et provoqué une inondation dans la salle des machines ainsi que des incendies, qui ont pu être maîtrisés. Le Samuel-Roberts (3 740 ton-

neaux) est du même type que la frégate Stark, qui avait été touchée par un missile irakien le 17 mai dernier. Treize-sept marins américains avaient alors été tués. Après ce drame, Washington avait décidé d'envoyer une armada dans la région du Golfe, où elle est notamment chargée de la protection de pétroliers koweïtiens sous pavillon américain.

Par ailleurs, l'Irak et l'Iran ont poursuivi leur « guerre des villes » au cours des derniers jours, tirant des missiles contre les principales cités de l'adversaire. Téhéran et Bagdad ont notamment été touchés, faisant de nouvelles victimes dans la population civile. - (Reuters.)

- Tu sais, je suis à moitié arabe, dit-elle, et la moitié alexandrine de mon cerveau est celle dont dépend la créativité. C'est pourquoi, si je t'aime d'un amour de juive, quand j'écris sur cet amour je le fais dans un style arabe. J'écrivais d'ailleurs à mon père en arabe. Lui me répondait en français, comme une chose allant de soi, mais on sentait derrière, ses mots les parfums des plages d'Alexandrie, les odeurs de la cuisine de ma mère.

Anton Shammas ARABESQUES

roman traduit de l'hébreu par Guy Saniak.

UNE SAGA PALESTINIENNE ÉCRITE EN HÉBREU

ACTES SUD

Asie

La signature de l'accord sur le retrait soviétique d'Afghanistan

C'est un accord, un point c'est tout. Ce n'est pas un règlement... Cette réflexion de M. Robert Pock, le diplomate américain qui a suivi les négociations de Genève, résume assez bien les réactions élargies de la suite de la signature, le jeudi 14 avril, de l'accord sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan : tout en se félicitant de l'événement, on souhaite que la merie, entre Afghans cette fois, ne dure pas trop longtemps et, du moins, que le conflit perde même sa dimension régionale.

Les premiers intéressés, les résistants - qui n'ont jamais participé à plus de six ans de négociations à Genève, - s'en tiennent à leur rejet de l'accord. L'alliance formée par les sept principaux mouvements de moudjahidines organisés, samedi à Peshawar (Pakistan), une manifestation monstre de protestation. Mais, déjà, l'un des partis les plus modérés de cette alliance, le Jabba (Front de libération nationale) de M. Mojaddidi, a fait savoir qu'il boycotterait ce rassemblement parce que l'accord, à ses yeux, comprend des « bons points ». « Au moins, a déclaré son porte-

parole, cet accord assure le retrait soviétique, qui était notre principal objectif. »

Si les réfugiés, interrogés au Pakistan, n'envisagent pas de retour au pays avant la fin du retrait soviétique, ils ont commencé à racheter, au marché noir, de la monnaie afghane contre des roupies pakistanaises. La résistance va continuer de se battre, a réaffirmé l'un de ses représentants à Paris, mais le porte-parole de l'ancien roi Zahir Shah, exilé à Rome, a déjà lancé un appel à la négociation d'un gouvernement de transition acceptable par la majorité du peuple afghan.

Dans l'autre camp, celui de Kaboul, on continue d'affecter la sérénité. Le président Najibullah a décrété le 14 avril « Jour de la paix », a remercié les signataires de l'accord et « permet aux réfugiés de rentrer chez eux » et annoncé « la mise en place dans la plus brève délais d'un gouvernement intérimaire ».

En Asie, soulignant le « développement positif » que constitue l'accord de Genève, la Chine voit fondre les « obstacles » qu'elle a opposés à

une normalisation de ses relations avec l'Union soviétique. Après la réduction du potentiel militaire soviétique sur la frontière chinoise, il n'en reste plus véritablement qu'un seul, le soutien soviétique à l'intervention militaire vietnamienne au Cambodge. L'agence Chine nouvelle ajoute, pour sa part, que cet accord « est également un signe du réajustement soviétique de sa politique étrangère pour la promotion de nouvelles idées ». La désociation de l'« hégémonisme » soviétique n'est plus du tout de mise.

La réaction de New-Delhi est également instructive. Tout en se félicitant de l'accord, New-Delhi « estime qu'il entraînera une baisse des tensions dans la région et la suppression de la raison d'être de l'introduction d'armes sophistiquées dans cette zone ». En d'autres termes, l'Inde invite les Etats-Unis à ralentir le flot d'armes livrées ces dernières années au frère ennemi pakistanais.

L'OTAN, dont la satisfaction est « très vive », espère « une nouvelle amélioration » des relations Est-Ouest. L'Europe des Douze se fé-

cite également. Pour sa part, dans un communiqué, le Quai d'Orsay réaffirme son « souhait d'un règlement politique global » qui, seul, permettra « une paix véritable » et le retour des réfugiés. Le premier ministre, M. Jacques Chirac, a déclaré, de son côté, au micro d'Europe 1 : « Une crise importante a été réglée par la seule intervention des Etats-Unis et de l'Union soviétique. C'est une raison de plus pour moi de dire « attention ! ». Ce qui est arrivé à l'Afghanistan pourrait un jour arriver à l'Europe, c'est-à-dire qu'on puisse régler nos problèmes en-dehors de nous. »

Quant aux Soviétiques, ils estiment, selon l'agence Tass, que « l'accomplissement du processus diplomatique pour un règlement politique sur l'Afghanistan crée des conditions favorables à la poursuite de la politique de réconciliation nationale dans ce pays ». « Un événement énorme », a déclaré le physicien Andreï Sakharov, qui corrige « l'erreur horrible faite par la direction soviétique et qui a eu des conséquences abominables pour le peuple afghan ».

Les quatre points

Voici les principaux points de l'accord entre l'Afghanistan et le Pakistan signé le jeudi 14 avril à Genève avec le garantie des Etats-Unis et de l'Union soviétique :

1. Accord bilatéral entre l'Afghanistan et le Pakistan sur les principes des relations amicales, en particulier sur la non-intervention et la non-interférence : Le Pakistan et l'Afghanistan s'engagent : - A conduire les relations entre les deux parties contractantes en strict accord avec les principes de non-intervention et de non-interférence et de non-intervention par des Etats dans les affaires d'autres Etats ; - A respecter la souveraineté, l'indépendance politique, l'intégrité territoriale, l'unité nationale, la sécurité et le non-alignement de l'autre partie, ainsi que son identité nationale et l'héritage culturel de son peuple ; - A s'assurer que leur territoire n'est pas utilisé de quelque façon que violerait la souveraineté, l'indépendance politique et l'intégrité territoriale (...) de l'autre partie ; - A s'abstenir de toute intervention armée, de subversion, d'occupation militaire (...) dirigées contre l'autre partie ; - A empêcher sur leur territoire l'entraînement, l'équipement, le financement et le recrutement de mercenaires qui se livrent à des activités hostiles envers l'autre partie ; - A empêcher toute assistance (...) à des groupes terroristes, à des saboteurs ou agents subversifs agissant contre l'autre partie ; - A empêcher l'usage de mass media et le transport d'armes par des individus, des groupes politiques, ethniques et autres agissant dans des buts de subversion, de désordre et de troubles sur le territoire de l'autre partie ; - Le présent accord entrera en vigueur le 15 mai. SIGNED PAR LE PAKISTAN ET L'AFGHANISTAN.

2. Accord bilatéral entre l'Afghanistan et le Pakistan sur le retour volontaire des réfugiés :

- Tous les réfugiés afghans présents temporairement sur le territoire du Pakistan se verront offrir la possibilité de revenir volontairement dans leur patrie ; - Tous les rapatriés doivent avoir le libre choix de domicile et la liberté de mouvement dans la République d'Afghanistan ; - Tous les rapatriés doivent avoir le droit de participer sur un pied d'égalité aux affaires civiles de la République d'Afghanistan ; - L'Afghanistan s'engage à fournir toute l'assistance nécessaire au processus de rapatriement ; - Le Pakistan doit faciliter le rapatriement volontaire, ordonné et pacifique de tous les réfugiés qui se trouvent sur son territoire ; - Des commissions mixtes seront mises en place en vue d'organiser les opérations de rapatriement. Elles devront déterminer des points de passages de la frontière et établir les centres de transit nécessaires ;

Le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies assistera le processus de rapatriement des réfugiés ; - Cet accord doit entrer en vigueur le 15 mai ;

Les dispositions concernant les commissions mixtes resteront en vigueur dix-huit mois. A l'issue de cette période, les parties examineront les résultats du rapatriement et, si nécessaire, envisageront de nouvelles dispositions ; SIGNED PAR LE PAKISTAN ET L'AFGHANISTAN.

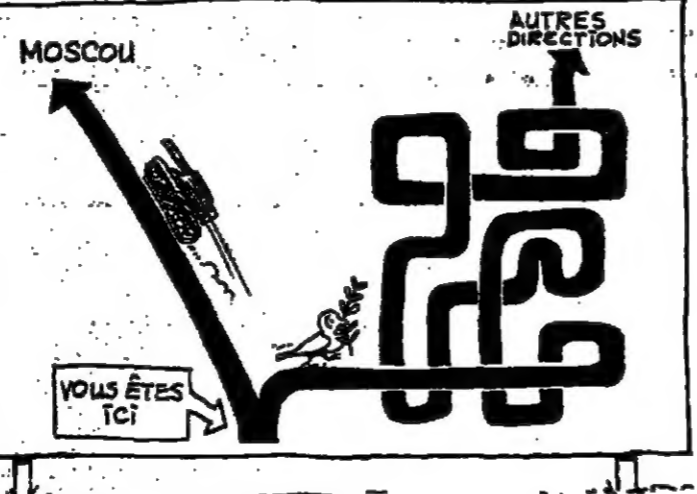
3. Déclaration sur les garanties internationales :

Les Etats-Unis et l'URSS, exprimant leur soutien à la conclusion par l'Afghanistan et le Pakistan d'un accord politique négocié destiné à normaliser leurs relations et promouvoir des relations de bon voisinage ; - S'engagent à s'abstenir invariablement de toute forme d'interférence ou d'intervention dans les affaires internes de l'Afghanistan et du Pakistan et à respecter les engagements conclus dans l'accord bilatéral sur la non-intervention et la non-interférence ; - Appellent tous les autres Etats à agir de même ; SIGNED PAR L'URSS ET LES ETATS-UNIS.

4. Accord sur les inter-relations pour le règlement de la situation relative à l'Afghanistan :

- Conformément au calendrier sur lequel l'Union soviétique et l'Afghanistan se sont mis d'accord, un retrait échelonné des troupes étrangères interviendra à la date d'entrée en vigueur du 15 mai 1988. La moitié des troupes sera retirée au 15 août 1988 et le retrait de toutes les troupes sera achevé en neuf mois ; - A partir du 15 mai 1988, il n'y aura ni interférence ni intervention dans les affaires des parties contractantes. Les garanties internationales fonctionneront. Le retour volontaire des réfugiés vers leur patrie commencera (...); - Un représentant du secrétaire général des Nations unies offrira ses bons offices aux parties contractantes pour organiser des rencontres chaque fois que cela sera nécessaire (...); - A partir du 15 mai 1988, il n'y aura ni interférence ni intervention dans les affaires des parties contractantes. Les garanties internationales fonctionneront. Le retour volontaire des réfugiés vers leur patrie commencera (...); - Le représentant du secrétaire général des Nations unies offrira ses bons offices aux parties contractantes pour organiser des rencontres chaque fois que cela sera nécessaire (...); - Pour étudier des accusations de violations des accords et trouver des solutions aux questions qui pourraient être soulevées dans la réalisation des accords bilatéraux. SIGNED PAR L'AFGHANISTAN, LE PAKISTAN, L'URSS ET LES ETATS-UNIS.

Annexe : Le secrétaire général des Nations unies nommera un officier de haut rang qui sera stationné dans la région comme chef de deux petits quartiers généraux, l'un à Kaboul, l'autre à Islamabad, comprenant chacun cinq officiers et un personnel civil en petit nombre ; - Les deux quartiers généraux vérifieront sur le terrain toute violation des instruments de l'accord. Si nécessaire, ils pourront demander une équipe supplémentaire de quatre officiers.



Le régime actuel de Kaboul « ne tiendra pas longtemps » estime le président du Pakistan

ISLAMABAD de notre envoyé spécial

Un président enjoué, affable, confiant, en ce « jour historique » de la signature de l'accord de Genève, l'Afghanistan et le combat pour la liberté des moudjahidines et qui laissera passer toute une longue conversation à bâtons rompus, puis un plantureux déjeuner arrosé de Coca-Cola, avant de ficher lui aussi sa « bombe » médiatique : « Ça ne peut être rien d'autre qu'un sabotage ». Balaïés donc, tout à la fois, le rapport de la commission d'enquête sur la terrible explosion du dépôt de munitions qui a ravagé Rawalpindi et Islamabad, et les premières explications embarrassées des autorités pakistanaises, forcées d'admettre de graves négligences dans les rangs de l'armée, pilier du régime ; sans fondement, enfin, la campagne rapidement lancée par les partis politiques d'opposition pour demander la démission du chef de l'Etat et de son premier ministre M. Jinnah, puisqu'il s'agit d'un « sabotage ».

Le général Zia Ul Haq, qui recevait, le jeudi 14 avril, un groupe de journalistes, s'est refusé à aller plus avant et chacun a reconnu, sans qu'il soit besoin de le nommer, les auteurs de cet attentat : les agents du KHAD, les services secrets afghans. L'explication, bien que rituelle, est sans doute la bonne (même si elle a l'imconvénient de confirmer que les services soviéto-afghans peuvent frapper n'importe où au Pakistan), d'autant que les dépôts de munitions sautent beaucoup depuis quelques jours : diman-

che, les explosions de Rawalpindi et Lahore, et, mercredi, un nouvel attentat près de Quetta. Cette fois, c'est un dépôt de munitions de la résistance afghane, situé à Jirga, à cent quinze kilomètres au nord de la capitale du Baloutchistan, qui a explosé, détruisant de nombreux bâtiments.

Le président Zia, qui a dit que le dépôt du camp Ojri à Rawalpindi contenait beaucoup d'armes destinées à la résistance afghane, a affirmé sans beaucoup de conviction qu'il se voyait pas de lien direct entre le sabotage de dimanche et la signature de l'accord de Genève. Refusant avec une grande sérénité d'envisager que les moudjahidines mécontents de l'accord de Genève, puissent se livrer à des actes de terrorisme contre leurs hôtes pakistanais, le général Zia a reconnu que l'objectif de la résistance - le renversement du régime communiste de Kaboul - n'était pas atteint alors que, pour sa part, le Pakistan est satisfait : le départ des troupes soviétiques (ce « miracle du vingtième siècle ») est acquis ; et les deux autres objectifs d'Islamabad, la création en Afghanistan des conditions permettant le retour des réfugiés et l'autodétermination du peuple afghan, sont en passe d'être réalisés.

Optimiste donc sur le moyen terme, le président pakistanais ne se fait guère d'illusions sur l'immédiat. « Les difficultés et les troubles » vont se poursuivre en Afghanistan, ne serait-ce que parce que les moudjahidines, qui ne sont pas liés par l'accord de Genève, n'ont aucune raison d'arrêter les combats. En un

sens, estime le chef de l'Etat, la tâche de la résistance est facilitée car, sans le soutien des troupes soviétiques, le régime du président Najibullah ne peut plus compter que sur sa propre armée (« environ soixante-dix mille hommes »).

Le général Zia ne sait pas combien de temps encore ce « régime illégitime » restera au pouvoir, mais sa conviction est qu'il ne « tiendra pas longtemps ». « Si Najibullah veut rester, plaisante-t-il, je lui souhaite bonne chance ! » Le président pakistanais, qui se déclare persuadé que le successeur de l'actuel chef de l'Etat afghan sera un représentant des moudjahidines, a loyalement insisté sur les relations nécessaire-

ment « cordiales » que devront avoir dans l'avenir l'Union soviétique et l'Afghanistan, la première étant - selon lui - l'« allié naturelle » du second pour des raisons géographiques, historiques et économiques (le gaz naturel afghan est exporté - pour l'instant, il est surtout détourné - vers l'Union soviétique).

Le Pakistan, pour sa part, a toujours eu dans le passé les meilleures relations avec son voisin et le général Zia ne voit pas de raisons pour qu'il ne soit différemment à l'avenir. Les moudjahidines, a-t-il affirmé, savent que nous avons agi « dans leur intérêt ».

LAURENT ZECHINI.

Lugubre cérémonie à Genève...

GENÈVE de notre correspondante

Dans un lieu comme le Palais des Nations de Genève, tout le monde ne devrait que se féliciter d'un accord dont le point essentiel est la fin d'une intervention militaire étrangère qui a fait plus d'un million de morts. Or, rien n'a paru plus lugubre que la cérémonie qui s'est déroulée le jeudi 14 avril dans la salle du Conseil, celle-là même où, en 1954, Pierre Mendès France s'était lancé à corps perdu dans la course contre la montre pour signer l'accord sur l'arrêt de la guerre d'Indochine.

A 14 h 25, soit avec vingt-cinq minutes de retard, la délégation de Kaboul, avec le ministre des affaires étrangères Abdul Wakil à sa tête, puis la délégation soviétique, menée par M. Edouard Cheverdenko, ont pénétré dans cette salle solennelle aux murs décorés de fresques allégoriques de José-María Sert sur fond or (Espérance, Solidarité entre les peuples, Progrès de la science, Progrès social, etc.).

Par une autre porte, faisant face, sont entrés MM. Zahir Noorani, ministre des affaires étrangères du Pakistan, et M. George Shultz, le secrétaire d'Etat américain. Tous prirent place en silence autour d'un octogone d'une parfaite symétrie, formé des quatre tables des signataires séparées respectivement par celle qu'occupaient M. Paraz de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, et ses collaborateurs, dont le médiateur, M. Diego Cordova, et par trois tables vides. Après avoir écouté la brève allocution du secrétaire général de l'ONU, qui a exprimé sa confiance en l'avenir, message qu'il devait réitérer à la fin de la cérémonie dans un bref discours de clôture, les quatre ministres des affaires étrangères apposèrent leurs signatures sur les instruments de l'accord, rédigés en anglais, russe, pachou etourdou, tous enroulés dans un maroquin vert.

Beaucoup, parmi les centaines de journalistes, venus pour l'événement, se sont demandé si M. Paraz de Cuellar n'était pas le seul optimiste. Tous étaient frappés par le côté aléatoire de l'accord et avaient l'impression de vivre une journée de dupes. Toujours est-il que la cérémonie, qui a duré moins d'un quart d'heure, a été dominée dans l'ombre par une Arlésienne de taille : les résistants afghans, présentés uniquement dans les textes comme des réfugiés dont on préjugeait le retour volontaire dans un pays pacifié... Pas une poignée de main, pas même un regard ne furent échangés entre

Pakistanaï et Afghans, aussi fignés et glacials que possible.

Américains et Soviétiques ont de bonnes raisons de tenir à cet accord et ont manifesté leur satisfaction au cours de conférences de presse séparées. Mais le régime avec lequel M. Wakil a signé l'accord a d'autant plus étonné qu'on peut, sans prendre trop de risques, considérer ce texte sinon comme son arrêt de mort, du moins comme son acte d'acceptation de sa fin politique. Il a même déclaré aux journalistes que le retrait des Soviétiques présentera l'avantage de mettre fin à « la propagande erronée portant sur une prétendue occupation ». Quant à ce qui se passera après le 15 mai, cela s'inscrira dans une série d'accords bilatéraux avec l'URSS et, par conséquent, une assistance militaire ne présenterait à rien que de traditionnel ». Interrogé par un journaliste suisse sur la libération éventuelle de notre confrère Alain Guillo, M. Wakil a répondu que la question n'était « pas pertinente ».

Les réfugiés

M. Noorani, de son côté, n'a pas perdu un instant pour rendre publique la lettre qu'il venait d'adresser à M. Pérez de Cuellar pour lui signifier qu'il ne reconnaissait pas « le régime de Kaboul » et qu'il souhaitait la mise en place d'un gouvernement acceptable par tous, notamment par les moudjahidines. Face à la presse, il a qualifié ces grands absents de « combattants de la paix ».

Même si l'accord conclu n'apporta pas la paix - aucun cesse-le-feu n'est prévu, - un représentant du secrétaire général (sans doute M. Cordova) a reçu carte blanche pour tenter l'impossible : réconcilier les Afghans. Par ailleurs, M. Jean-Pierre Hocké, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a reçu mission d'organiser un rapatriement « volontaire, ordonné et pacifique » des quelques millions de réfugiés au Pakistan. L'ONU, enfin, doit contrôler l'ensemble du processus. Il faut faire comme si...

Il reste que l'accord n'a pas pris en compte le sort de près de deux millions d'Afghans exilés en Iran. En outre, M. Shultz a confirmé que les Etats-Unis, bien que garants de l'accord, ne s'interdisaient pas le « droit de fournir une aide militaire à la résistance », tandis que M. Chevrenenko déclarait, au même moment, dans une autre salle, que des fournitures d'armes américaines aux rebelles afghans compromettraient un règlement politique du conflit, mais « n'affecteraient pas la situation de manière décisive ».

ISABELLE VICHNIAC.



MARIE-FRANÇOISE HANS Les femmes et l'argent

« Nous avons peur que l'argent nous défeminise. Mais non, l'argent n'est pas un attribut viril. Mais non, il n'appelle pas la malchance en amour. » Dominique Desanti / Marie Claire
« Un remarquable livre, sur un sujet essentiel. » Jacques Attali / Le Nouvel Observateur

Les femmes et l'argent
Marie-Françoise Hans
GRASSET

Europe

ITALIE : attentat anti-américain

L'explosion d'une voiture piégée fait cinq morts et seize blessés à Naples

ROME de notre correspondant

Cinq morts - trois hommes et deux femmes - et seize blessés, dont un grave : tel est le bilan de l'attentat commis, contre un cercle d'officiers et sous-officiers américains de Naples, l'USO (United States Organization).

Vendredi matin à Rome, l'action criminelle a été revendiquée dans un appel téléphonique à une agence de presse par un correspondant anonyme se réclamant de l'« Organisation des brigades du Djihad ». La police fait observer que l'événement sanglant est survenu exactement deux ans après le bombardement de Tripoli, par l'aviation américaine. Toutefois, les enquêteurs italiens qui collaborent avec les services secrets américains, estiment que l'attentat pourrait avoir été commis par un terroriste japonais membre de l'Armée rouge. L'homme, Okudaira Yuzuo, âgé de trente-neuf ans, est déjà recherché pour l'attentat contre l'ambassade des Etats-Unis à Rome en juin dernier. Il était depuis quelques jours à Naples.

L'attentat a été provoqué par l'explosion d'une voiture piégée, une Ford Fiesta immatriculée à Milan, gérée vers 19 h 30, selon certains témoignages, devant le cercle USO, qui se trouve à proximité immédiate

de la place de la mairie, au cœur de la capitale campanienne.

La police a diffusé un portrait-robot d'un homme ayant été vu par un soldat américain en train d'ouvrir et de fermer le coffre du véhicule une demi-heure avant l'explosion. L'une des victimes est une citoyenne américaine originaire de Porto-Rico, employée au quartier général de l'OTAN pour la Méditerranée occidentale, installé un peu au nord de Naples. Le procureur adjoint de Salerno a également été tué. Parmi les blessés figurent des Italiens, tous originaires de Naples, deux militaires américains, deux femmes sénégalaises et une espagnole.

Une centaine de personnes environ se trouvaient dans le local à l'heure de l'explosion pour une réception donnée en l'honneur de l'arrivée d'un nouveau navire américain à Naples. La déflagration a été extrêmement violente, provoquant, en outre, l'incendie de plusieurs voitures et des dégâts importants.

Le président ariézien « étranger » en Italie avait été commis le 27 décembre 1985 à l'aéroport de Rome-Fiumicino. Quatre personnes d'origine paléstinienne avaient, au nom du groupe Abu Nidal, mitraillé une file de passagers se préparant à l'embarquement pour des vols des compagnies El Al et TWA. Il y avait eu seize morts, dont trois des quatre terroristes, et soixante-quinze blessés.

DANEMARK Une querelle sur les problèmes de sécurité pourrait provoquer la chute du gouvernement

COPENHAGUE de notre correspondant

Le Danemark est entré brusquement dans une crise politique qui pourrait aboutir à des élections législatives anticipées au cours du printemps. Un conflit ouvert sur les problèmes de défense et de sécurité a éclaté le jeudi 14 avril entre le gouvernement minoritaire de centre-droit, de M. Poul Schlüter et l'opposition de gauche. Les socialistes, démocrates, soutenus par d'autres formations, ont fait adopter au Parlement une résolution obligeant à l'avenir tous les navires des flottes militaires étrangères désirant mouiller dans un port danois à « informer les autorités de Copenhague sur la nature des armes qu'ils font à bord ». Ce texte, très bien entendu les bâtiments porteurs d'engins nucléaires.

Pour des raisons de sécurité, les Etats-majors alliés occidentaux se refusent à donner la moindre indication sur ce domaine. C'est un principe qui ne connaît pas d'exception. Cette discussion n'est pas nouvelle mais la doctrine des dirigeants du Danemark, membre de l'OTAN, a toujours été que « les pays appartenant à l'Alliance atlantique, connaissant la position danoise qui n'accepte pas le stationnement d'armes nucléaires sur son sol en temps de paix, ne pouvaient qu'en tenir compte loyalement ». Demander devant eux l'information, sur les armements des navires par exemple équivaudrait à douter de la loyauté des Alliés et donc à les offenser.

Le débat qui s'est déroulé au Parlement le 14 avril s'est achevé par l'adoption d'un texte de l'opposition enjoignant le gouvernement de se conformer à la « nouvelle voie » ainsi tracée. Le premier ministre, M. Poul Schlüter, ne s'attendait pas à un tel coup de théâtre. A la suite de la conversation qu'il avait eue la veille avec le leader du parti social-démocrate, M. Svend Auken, il croyait, sincèrement semble-t-il, que les sociaux-démocrates n'iraient pas aussi loin - du moins dans l'immédiat.

Après le vote, M. Schlüter a réuni ses ministres et les chefs des quatre partis qui composent son cabinet pour examiner la situation. Il a ensuite annoncé à l'Assemblée qu'il allait prendre contact avec les pays de l'OTAN pour savoir comment ceux-ci jugeaient la situation. Il fera part de ses décisions - son éventuelle démission et des élections anticipées - le 25 ou 26 avril. Le chef du gouvernement n'a pas caché en l'occurrence que cette résolution sur les navires alliés visitant les ports danois mettait en question, à ses yeux, la position et l'avenir du Danemark au sein de l'OTAN.

La discussion actuelle inquiète déjà, semble-t-il, les Américains. Il y a quelques jours, l'ambassadeur des Etats-Unis au Danemark n'avait pas hésité à mettre en garde M. Schlüter contre les risques auxquels il exposait son pays s'il se lançait dans des initiatives aussi inconsidérées. Jeudi, la Bourse de Copenhague a subi les conséquences de ce chaos politique. Les cours des obligations se sont effondrés en l'espace de quelques heures.

CAMILLE OLSEN.

RFA : la préparation du congrès de Wiesbaden

Priorité à l'Europe ou à la réunification ? le débat continue au sein de la CDU

BONN de notre correspondant

La préparation du congrès du Parti chrétien-démocrate ouest-allemand (CDU), qui doit se dérouler au mois de juin prochain à Wiesbaden, continue de donner lieu à une très vive controverse interne sur la manière dont le parti doit envisager, dans l'avenir, la question nationale. Le projet de rapport initial du secrétaire général du parti, M. Heiner Geissler, dans lequel il était affirmé que la réunification de l'Allemagne ne pourrait s'effectuer qu'avec l'assentiment des pays voisins de l'Ouest, a été vivement critiqué. Une levée de boucliers dans l'aile la plus nationaliste du parti. Les porte-parole de cette tendance, dite des « coqs d'acier », soupçonnent M. Geissler de vouloir concéder aux partenaires européens de la République fédérale un « droit de veto » sur une éventuelle réunification du pays.

Le texte, qui sera dans les prochains semaines, proposé à la discussion des militants de la CDU, a dû être modifié pour tenir compte de la sensibilité des intégristes de la question allemande de la CDU. C'est ainsi qu'on disparaît l'affirmation selon laquelle « la formation des Etats-Unis d'Europe est l'objectif le plus important du parti ». Au lieu de cela, on désigne « la réunification de l'Allemagne dans la liberté » comme le but le plus pressant à atteindre. Dans le texte remanié, il n'est plus question de demander aux voisins de l'Allemagne leur « assentiment » à la réalisation de l'unité du pays ; on leur demande simplement leur « compréhension et leur soutien ». Enfin, sur la question des frontières, le texte a également été « durci » puisqu'il exige « la suppression des frontières arbitraires en Allemagne, et sans seulement une politique visant à les rendre plus perméables ».

Dans ce contexte, on attendait avec intérêt une prise de position du chancelier Helmut Kohl. Ce dernier s'est exprimé sur le sujet à l'occasion

d'une conférence nationale de la CDU consacrée aux questions de politique étrangère et de sécurité, réuni à Bonn jeudi 14 avril, où l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Richard Burt, et celui d'Union soviétique, M. Youli Kvitzinski, avaient été invités à prendre la parole.

Une approche réaliste

Sur la question allemande, le chancelier a apporté un appui sans équivoque aux thèses défendues par M. Geissler. « Tous les démocrates dans notre pays, a-t-il déclaré, doivent être d'accord pour admettre que la solution de la question allemande ne peut être atteinte par les moyens d'une politique de force, comme ce fut le cas au dix-neuvième siècle (...). Nous ne devons pas nous laisser entraîner dans le faux débat consistant à se demander dans quelle mesure nos objectifs concernant la politique allemande sont compatibles avec l'intégration européenne ». Ce plaidoyer pour une approche réaliste, ne fait en fait que confirmer, au niveau des principes, l'orientation adoptée par le gouvernement de coalition chrétien-démocrate libéral depuis son arrivée au pouvoir en 1982.

La poursuite et l'approfondissement de l'ouverture à l'Est - inaugurée par les gouvernements précédents des chanceliers Brandt et Schmidt mais violemment combattue en son temps par le parti chrétien-démocrate - exigent que soit effectué un aggiornamento des principes du parti. Celui-ci ne va pas sans quelques grincements de dents. L'adhésion des « coqs d'acier » semble en net recul et leurs principaux porte-parole sont soit très discrets comme le chef du groupe parlementaire CDU/CSU, M. Alfred Dreger, soit marginalisés, comme M. Jürgen Todenhöfer. Il n'en demeure pas moins que le renvoi au calendrier de l'unité du pays, l'abandon d'une politique « offensive » vis-à-vis de l'Est, crée un certain malaise à la base du parti.

Les honneurs réservés à M. Erich Honecker lors de sa visite à Bonn au mois de septembre dernier n'ont pas été encore totalement digérés par une fraction non négligeable des militants CDU. Les thèmes de la « réunification dans la liberté », du « droit à l'autodétermination du peuple allemand », martelés pendant plusieurs décennies, restent, pour certains militants et responsables chrétiens-démocrates, l'Alpha et l'Oméga de leur conscience politique. Comme le faisait remarquer un des conseillers du chancelier : « La CDU a fait l'économie d'un débat de fond sur la question allemande du temps où elle se trouvait dans l'opposition. Il faut aujourd'hui mettre la théorie et la pratique en accord tout en évitant des responsabilités... ». Le chancelier Kohl veut, d'évidence, « réussir » sa politique à l'Est. Deux voyages périlleux sont programmés : l'un à Moscou à l'automne prochain, et l'autre à Berlin-Est, sur l'invitation de M. Erich Honecker. Il tient par dessus tout à éviter que ses interlocuteurs orientaux ne tirent, comme ce fut le cas dans le passé, prétexte des propos « revanchistes » des ultras de la CDU pour couper les ponts.

LUC ROSENZWEIG.

POLOGNE : l'anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie

Deux mille jeunes juifs participent à une « marche pour les vivants » à Auschwitz

Près de deux mille jeunes juifs, venus des quatre coins du monde, ont pris part jeudi 14 avril à une « marche pour les vivants » de 3 kilomètres entre les anciens camps de concentration de Birkenau et d'Auschwitz, en Pologne. Parmi eux se trouvaient notamment 700 Israéliens, 300 Américains, une centaine de Canadiens et de Français et une cinquantaine d'Allemands de l'Ouest.

Organisés à l'occasion du quarante-cinquième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie, cette marche était conduite par M. Yitzhak Navon, ancien président d'Israël et vice-premier ministre du gouvernement actuel, accompagné du ministre israélien de la Justice et de six membres de la Knesset. Elle coïncidait avec la commémoration en Israël du jour de l'Holocauste, marquée par deux minutes de

silence à la mémoire des six millions de victimes juives du nazisme.

« Tout juif, où qu'il soit, doit se souvenir de l'Holocauste et chaque juif a des devoirs dans sa vie : une marche à Auschwitz et une prière en Israël », a dit M. Navon au cours de son allocution.

A Varsovie, le gouvernement polonais, qui se tient à l'écart des commémorations, a, pour la deuxième fois en trois jours, critiqué la politique israélienne face au soulèvement palestinien dans les territoires occupés.

Le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, avait déclaré mardi que le comportement d'Israël en Cisjordanie et à Gaza constituait une insulte à la mémoire des combattants du ghetto de Varsovie. (AFP, Reuters.)

Afrique

AFRIQUE DU SUD

Le procès des « six de Sharpeville » pourrait être rouvert

Une bombe de forte puissance, placée dans un bac à fleurs, a explosé, jeudi soir 14 avril, sur les marches de l'hôtel de ville de Johannesburg, endommageant des bâtiments, mais sans faire de victime. Le dernier attentat à la bombe perpétré dans la région de Johannesburg remonte au 17 mars, date à laquelle une voiture piégée avait sauté dans la ville-satellite de Krugersdorp, faisant trois morts, dont un policier. La police avait imputé l'attentat au Congrès national africain (ANC, interdit).

Reste désormais à savoir si, aux yeux de la cour, cette rétractation constitue un élément nouveau motivant la réouverture du dossier et si elle est susceptible de faire échapper à la potence ces cinq hommes et cette femme condamnés pour complicité de meurtre alors que les auteurs directs du crime n'ont jamais pu être identifiés. En fait, cette accusation forcée et fabriquée ne concerne que deux des six. Mais la défense va s'attacher à démontrer que la révélation de ce témoignage truqué jette le doute sur la validité d'un autre témoignage qui, lui, a été décidé pour étayer la culpabilité des coaccusés.

JOHANNESBURG de notre correspondant

L'avocat des « six de Sharpeville », M. Prakash Dair, devait soumettre, vendredi 15 avril, sa demande de réouverture du dossier. Les six condamnés à mort pour le meurtre d'un conseiller municipal noir, le 3 septembre 1964, avaient obtenu, le 17 mars, un mois de sursis à exécution. La date butoir avait été fixée au 18 avril. Une fois la demande déposée, l'accusation dispose de trois semaines pour présenter ses arguments. La date de l'examen contradictoire de la requête n'a pas encore été fixée. Les débats n'auront sans doute pas lieu avant la deuxième quinzaine de mai.

En attendant, les « six de Sharpeville » resteront dans le quartier des condamnés à mort de la prison centrale de Pretoria. Si le réexamen de l'affaire est obtenu, ils quitteront sans doute l'antichambre de la mort et pourront, selon leur avocat, assister à un nouveau procès.

Concrètement, donc, ceux que les Noirs appellent « les six patriotes » bénéficient d'un nouveau délai, même si la peine capitale est toujours subséquente. Leur sort dépend de la décision de la Cour suprême de Pretoria concernant un témoin à charge, dont les accusations se sont révélées entachées d'irrégularités. Celui-ci, Joseph Manets, s'était rétracté après avoir été « incité » par la police à mettre en cause deux

des prévenus dont les noms lui avaient été « soufflés ».

S'il est possible juridiquement de faire échapper à la corde deux d'entre eux, il n'est pas sûr que les avocats obtiennent gain de cause pour tous, bien que leur sort puisse apparaître lié. On voit mal, cependant, comment la justice pourrait à nouveau conduire devant le bourreau ceux dont la mort a reculé une première fois, quinze heures avant l'échéance fatale. Il faudra, de toute façon, attendre de nombreux mois avant que les « six de Sharpeville » soient définitivement fixés sur leur sort.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Manifestation à Paris. — « Pour sauver les six de Sharpeville », environ un millier de personnes, rassemblées à l'appel de la Jeunesse communiste, ont manifesté jeudi 14 avril à Paris, de la place Saint-Germain-des-Près au Panthéon. Lundi, deux autres manifestations sont prévues pour faire une ultime pression sur le gouvernement sud-africain de Pretoria. Le Parti communiste français appelle à un défilé de la Bastille à la République à 18 h 30, et le Parti socialiste à un rassemblement, une demi-heure plus tôt, devant l'ambassade d'Afrique du Sud. Enfin, vendredi, l'ambassadeur d'Afrique du Sud, devait recevoir, sur demande, le « groupe d'études sur l'apartheid », qui comprend des parlementaires du PCF, du PS, du RPR et de l'UDF.

NIGERIA

Six morts lors d'émeutes contre la hausse des prix

Les émeutes sanglantes de Jos, dans le centre du Nigeria, qui font suite à l'augmentation gouvernementale du prix des carburants, ont fait six morts, tués par balles, et de nombreux blessés. Le couvre-feu a été décrété de 19 heures à 7 heures du matin, à Jos, capitale de l'Etat du Plateau, et l'université locale a été fermée, tout comme plusieurs autres établissements d'enseignement supérieur dans d'autres villes du pays.

C'est par des mouvements d'étudiants, lundi et mardi, contre les nouveaux tarifs affichés dimanche dernier 10 avril dans les stations-

service que les incidents avaient commencé à Jos. Ils se sont transformés en émeute mercredi matin, quand la police a voulu disperser les manifestations, où vendeurs du marché et chauffeurs de poids lourds avaient rejoint les étudiants, selon les journalistes présents. Outre le couvre-feu décrété « jusqu'au rétablissement de la paix » par le gouverneur de l'Etat du Plateau, l'université de la ville a été fermée.

Selon les autorités, le calme est revenu, jeudi, à Jos. (AFP.)

LIQUIDE

Les transactions les plus importantes après les titres d'Etat

mais...

SOLIDE

Les plus sûres garanties Emprunteurs de premier ordre Garantie Pierre Garantie de l'Etat



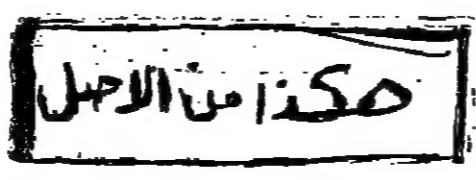
Les obligations hypothécaires simples, liquides et garanties.



CAISSE DE REFINANCEMENT HYPOTHÉCAIRE

41, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris

Tel. : 42.89.49.10 - Téléc. : Eurofin 6.98.618



صحة من الاجل



Politique

Le débat sur l'immigration et l'électorat du Front national

● M. Mitterrand dénonce les « frères jumeaux » RPR et FN ● M. Barre met en garde M. Chirac

L'élection de M. Pierre Chantelat (UDF-PR) à la présidence du conseil régional de Franche-Comté grâce aux voix du Front national ne serait qu'un épiphénomène, une péripétie locale en somme. La Franche-Comté (où la droite parlementaire est à égalité de voix avec la gauche) n'est pas la France... pas plus que l'Aquitaine, la Haute-Normandie, le Languedoc-Roussillon, la Picardie (où droite et extrême droite doivent faire cause commune pour contrer une gauche qui détient la majorité relative), pas plus que la région Champagne-Ardenne, la Corse, l'Île-de-France, le Midi-Pyrénées, la Provence-Alpes-Côte d'Azur (où la droite, qui ne détient qu'une majorité relative, doit se concilier au minimum l'absentéisme bienveillant de l'extrême droite).

Beaucé, membre de l'état-major de campagne du candidat-président, M. Jacques Chirac « ne se contente pas de tractations souveraines, il se fait pas à pas le porte-parole des thèmes du Front national ». C'est ce que M. Jack Lang appelle la « danse du ventre à La Pen » du premier ministre-candidat.

« La véritable campagne » commence donc avec l'affrontement Mitterrand-Chirac sur l'immigration, s'est réjoui à Lyon M. Le Pen. M. Mitterrand, qui avait prévu ce moment, peut désormais contempler les ravages que sa prise de position personnelle sur le vote des immigrés aux élections municipales provoque dans le camp adverse. Devant les étudiants de Villeneuve (Seine-Saint-Denis), le chef de l'Etat a déclaré, le jeudi 14 avril, que les attaques lancées mercredi à Lyon par le premier ministre montrent que ce thème est « un des moyens » qu'il a « offerts, pas innocemment, au RPR et au Front national, de se retrouver frères jumeaux ». Il a ajouté : « Ils en sont tout

contents. Ça leur fait des voix. Moi j'ai accumulé des risques, je cherche à défendre une certaine conception de la démocratie et de la République en face de partis qui ne respectent pas les lois fondamentales... Le président de la République sortant « sent très bien » que la participation aux municipales des immigrés lui « fera perdre des voix ». « Mais un candidat à la présidence de la République doit se placer au regard de l'histoire, d'un devenir d'une société et pas seulement courir dans le sens du poil », a assuré M. Mitterrand. Et de déplorer « personnellement que l'état des mœurs ne permette pas cette évolution qui ne figure pas dans son projet ». « N'a-t-il pas manqué de préciser dans une interview accordée au *Provençal* et à *Var Matin*... Que cette question du vote des immigrés soit actuellement au centre du débat électoral est « fâcheux », a reconnu M. Chirac, jeudi, sur Europe 1. Le premier ministre agit un éponatant : « Si vous donnez le droit de vote aux immigrés, vous leur don-

nez aussi le droit d'être éligibles, parce que l'on ne peut pas faire des Français à deux vitesses. (...) Vous imaginez, par exemple, M. Khomeiny qui serait devenu conseiller municipal de Neuquille-le-Château ? » Selon lui, les déclarations de M. Mitterrand sont « une sorte de clin d'œil à une fraction d'extrême gauche », tandis que lui-même multiplie les caillades à l'adresse de l'extrême droite. Dans un entretien publié par *Sud-Ouest*, vendredi, il affirme : « Il appartient aux électeurs de juger qui est mieux à même de conduire les affaires du pays, et en particulier à ceux du Front national de juger les actions des uns et des autres dans les domaines qui ont compté : le chômage, la sécurité, l'immigration clandestine... » Le président du Front national accuse le président du RPR de ne « manger ni de soufflé ni de culot » en cherchant ainsi à « récupérer son électorat ». Et, à son tour, il a lancé un « appel » aux électeurs de M. Chirac.

L'élection du président du conseil régional de Franche-Comté

M. Pierre Chantelat (UDF-PR) nie qu'il y ait eu un « pacte » avec le FN

BESANCON de notre correspondant

Ce serait donc par le plus grand des hasards que les trois représentants du Front national ont joint, le jeudi 14 avril, leurs voix à celles de l'UDF et du RPR pour élire à la tête du conseil régional de Franche-Comté M. Pierre Chantelat (UDF-PR), député de Haute-Saône et maire de Vesoul, (« suppléant du ministre RPR *Bergelin* », comme ne s'est pas privé de le rappeler M. Chevènement).

Le même hasard a fait qu'aucune candidature ne s'est présentée à droite contre celle de René Mars (Front national) pour la cinquième vice-présidence déléguée, équivalant à un portefeuille de « ministre régional ». « Il n'y a », à en croire M. Chantelat, pas eu de pacte », entre la droite traditionnelle et les amis de M. Le Pen ; tout au plus des « discussions », à quand même admis le successeur d'Edgar Faure qui, après tout, ne s'est peut-être pas mêlé directement de la « cuisine ».

Règlements de comptes personnels

Néanmoins, et quel que soit le poids des états-majors parisiens dans ces « discussions », il faut bien admettre qu'elles ont eu pour résultat de montrer que les rapprochements entre la droite et l'extrême droite ne sont pas exclus.

Les quelques élus gaullistes du conseil régional de Franche-Comté qui, il n'y a pas si longtemps, condamnaient publiquement le président du FN pour sa sorte sur le « détail » n'ont pas cru devoir présenter un autre candidat en face de M. René Mars, ni même s'abstenir lors de son élection à la vice-présidence. Et M. Chantelat, qui se veut l'héritier naturel d'Edgar Faure, aura vite oublié le vote négatif du Front national sur les crédits demandés par le comité du bicentenaire de la Révolution dont l'académicien assurait la présidence...

Certes, il a bien été dit que certains élus régionaux du Parti répu-

blicain ou du CDS étaient furieux de constater au moment du dépouillement que les suffrages de l'extrême droite s'étaient mêlés aux leurs. Mais leurs remords paraissent bien tardifs car ils n'ont - pas d'avantage que les gaullistes - fait défection lors de la désignation des premiers membres du bureau, pour les aider à retrouver leurs sièges de vice-présidents. Il n'a pas manqué, à M.M. Louis Souvet, Michel Bidoux, Yves-Marie Lehmann (tous trois RPR) et André Culinet (UDF) une seule des vingt-trois voix qui s'étaient portées sur M. Chantelat.

Seul M. Jean Perraudin (UDF-PR) n'a pas fait le plein, un des vingt-trois ayant oublié de voter pour lui. Pour autant qu'il soit volontaire, cet « oubli » semble montrer qu'à défaut de considérations idéologiques, des petits règlements de comptes personnels pourraient rompre l'union réaliée à Besançon.

Déjà, M. Jean-François Humbert (UDF-PR), président du groupe UDF de l'assemblée régionale, s'est démis, jeudi après-midi, de ses fonctions de président en vue de fonder un groupe « libéral » au sein de l'assemblée. Invitant d'autres élus de la majorité à venir le rejoindre, M. Humbert, également secrétaire national du Parti républicain, a déclaré qu'« au sein d'une formation libérale (le PR), il faut accepter qu'il y ait plusieurs opinions qui s'expriment ». « Il faudra compter », a poursuivi M. Humbert, dans l'avenir avec certains élus de la majorité qui ne souhaitent pas que les choses se passent comme elles se passent depuis toujours.

La suite de l'élection des autres membres du bureau régional relève de l'anecdote. Quant à la séance peu après l'élection de M. Mars (l'unique représentant de la gauche resté dans la salle étant M. Jacques Maroselli (MRG), socialistes et communistes se sont réjouis à être reconduits dans leurs fonctions de simples membres de l'exécutif régional.

CLAUDE FABERT.

Etrangers sans isoler

REVOILA donc les immigrés ! Ils sont, comme prévu, au rendez-vous de l'élection présidentielle, mais pas exactement où on les attendait. Depuis deux ans, le débat politique sur l'immigration était focalisé sur le code de la nationalité. Or c'est autour du droit de vote que s'affrontent aujourd'hui les candidats.

Une précision de vocabulaire n'est peut-être pas inutile dans ce débat confus où certains finissent par affirmer qu'il n'importe quoi : contrairement à ce que disent toutes les affiches, il ne s'agit pas d'accorder un « droit de vote aux immigrés ». La question posée est celle du droit de vote aux « étrangers » : en effet, beaucoup d'immigrés, ou leurs enfants, ont déjà la nationalité française et, pour eux, la question ne se pose plus. Le débat ne porte que sur les quelques trois millions de personnes majeures, titulaires d'une nationalité étrangère seulement.

Aujourd'hui, en France, les étrangers jouissent des droits syndicaux et du droit d'association. Ils sont électeurs mais non éligibles aux élections prud'homales. Pierre Juquin propose de franchir un pas considérable en leur accordant un droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections politiques, sous condition d'une résidence de trois à cinq ans en France.

Personne ne le suit aussi loin. Le Parti communiste ne réclame qu'un droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections municipales. Plus prudent, le Parti socialiste est favorable à « la participation des étrangers aux élections locales », en soulignant que « des expériences » soient entreprises dans les municipalités pour « préparer » la mise en œuvre de cette réforme. Quant à François Mitterrand, il n'évoque même pas de telles expériences (déjà conduites à Amiens et Mont-en-Barrois) dans sa *Lettre à tous les Français* ; le président-candidat se contente de dire qu'il est personnel-

lement favorable au droit de vote municipal mais que l'opinion française n'y est pas prête.

Jacques Chirac fait semblant d'ignorer cette distinction, attaquant son adversaire bille en tête. Des affiches sauvages ont fait leur apparition sur les murs des villes, affirmant : « Mitterrand, c'est le droit de vote aux immigrés ». Bref, le débat se focalise sur une non-proposition de candidat socialiste qui, lui-même - pressé par certains à gauche d'être plus ambitieux - entend l'ambiguïté.

Le droit de vote des étrangers « à toutes les élections » est une absurdité : en l'état actuel des législations et des mentalités, cette proposition, n'a aucune chance d'être prise en compte. On peut débattre, en revanche, d'une forme de citoyenneté locale, indépendamment de la nationalité, dans laquelle se sont déjà engagés plusieurs pays européens : la Suède (depuis 1976), la Norvège (1978), le Danemark (1981) et les Pays-Bas (1985).

Un seul objectif : intégration

Les partisans de cette réforme - que M. Chirac même jugerait souhaitable en 1980 - ont un argument de poids : toutes les personnes qui vivent dans une commune et qui y paient des impôts devraient avoir leur mot à dire sur le fonctionnement de celle-ci. En leur donnant un droit de vote, on les rend plus responsables ; en leur accordant un poids politique, on les rend moins vulnérables à une discrimination raciale. « La paix dans les HLM » serait mieux garantie.

Mais une telle réforme est moins simple à réaliser qu'elle n'en a l'air. Selon l'article 3 de la Constitution, « la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants ». En étant associée aux choix d'un lieu local, les étrangers participeraient indirectement à l'élection des sénateurs et même... à la désignation du chef de l'Etat puisque le président du Sénat risque à tout moment de devenir président par intérim. Mais on peut faire confiance aux juristes pour trouver une solution.

Autre question, encore plus délicate : logiquement, un électeur doit

être éligible. Imagine-t-on aujourd'hui que le maire de Marseille ou de Roubaix n'ait pas la nationalité française ? Pour surmonter cette difficulté, il faudrait inventer un système permettant aux étrangers d'accéder éventuellement aux postes de conseillers municipaux sans devenir pour autant les premiers magistrats de leur commune. Après tout, les électeurs français de dix-huit ans ne sont pas éligibles à toutes les fonctions politiques.

Un troisième argument mériterait d'être pris en compte, notamment par ceux qui souhaitent - à juste titre - intégrer les nombreux étrangers appelés à vivre définitivement en France. La participation à un scrutin local en est sans doute un moyen (dont on voit les effets positifs à Amiens et à Mont-en-Barrois, où des

délégués étrangers élus siègent au conseil municipal, mais à titre purement consultatif).

Il ne faut cependant pas se faire d'illusions : aujourd'hui comme hier, le premier moyen d'intégration est l'acquisition de la nationalité française. Deux solutions peuvent être envisagées après cinq ans de résidence en France : accorder un vote local ou favoriser l'acquisition de la nationalité française. Elles ne sont pas forcément contradictoires. D'ailleurs, personne n'est obligé de devenir français ni d'ailleurs de s'intégrer. Mais un pouvoir politique responsable ne peut avoir, pour ne part, qu'un seul objectif : l'intégration.

ROBERT SOLÉ.

M. Mitterrand : « Je suis pour, mais... »

Dans sa *Lettre à tous les Français*, M. François Mitterrand écrit, à propos du droit de vote des immigrés aux élections locales : « Quant à l'immigré en situation régulière, pourvu d'une carte de séjour et d'un contrat de travail, il est normal qu'il soit traité, sous tous les aspects de sa vie professionnelle et personnelle, salariale, conditions de travail, protection sociale, école pour les enfants, etc., comme le sont les travailleurs français. Les Grands-Bretagnes, les Irlandais, les pays scandinaves, sont même allés jusqu'à reconnaître à leurs immigrés un droit de regard - par le vote - sur des décisions politiques locales ou nationales. Même si je sais que vous êtes, dans votre grande majorité, hostiles à une mesure de ce genre, je déplore personnellement que l'état de nos mœurs ne nous la permette pas. »

« Quoi qu'il en soit, je vous conjure d'éloigner de nous l'argument raciste. Les immigrés représentent 7% de notre population. Pas plus qu'en 1990. Je n'ignore pas l'extrême sensibilité à ce problème de ceux de nos compatriotes qui habitent dans des quartiers et des villes à forte immigration. Mais ce type de conflit se règlera si la sagesse est là plutôt que la violence. »

M. Chirac : on pourrait le concevoir, mais...

M. Jacques Chirac avait pris position, le 14 octobre 1979, devant l'Association des maires des capitales francophones, en faveur de la participation aux élections municipales des travailleurs immigrés résidant depuis au moins cinq années dans la commune d'accueil.

Interrogé par *le Monde* sur ces déclarations, le maire de Paris avait ensuite déclaré (*le Monde* du 25 janvier 1980) : « Il s'agit d'une erreur de compréhension d'un journaliste étranger. Cela dit, on pourrait imaginer que, l'administration municipale constate à partir des conditions matérielles de la vie des habitants d'une cité, un travailleur immigré est concerné par les structures sociales et économiques de cette cité, au même titre qu'un Français. Par conséquent, on pourrait parfaitement concevoir que le droit de vote, pour l'élection des municipalités, soit donné, tout naturellement, aux résidents et non pas seulement aux nationaux. »

« Mais hélas, les élections municipales sont aujourd'hui à l'origine de décisions politiques qui participent en tant que telles à l'expression de la volonté politique nationale. Dans ces conditions, il n'est pas possible de donner le droit de vote à ceux qui n'ont pas la nationalité française. »

En privé, M. Chirac nous avait à plusieurs reprises confirmé que, à titre personnel, il serait aisément favorable au vote des immigrés aux élections locales, mais qu'il se refusait à le proposer par crainte du « barouf » qu'une telle initiative ne susciterait pas de provoquer.

J.-M. C.

L'information économique

SALON DU LIVRE DE PARIS
Stand 1L3 - 3M4

■ L'INFORMATION ECONOMIQUE
découvrez les outils de base de l'économiste
Pourcentages, indices, taux de variation...
Recueils de données. Analyses et prévisions économiques.
Collection LES CAHIERS FRANCAIS 45 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, QUAI VOLTAIRE PARIS 7^e TEL: (0) 40.15.70.00

SCIENCE ET DROIT

SALON DU LIVRE DE PARIS
Stand 1L3 - 3M4

■ SCIENCES DE LA VIE DE L'ETHIQUE AU DROIT
Etude du Conseil d'Etat
"Un apport fondamental et décisif dans le débat sur ces sujets essentiels"
LE MONDE

Collection: NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES n° 4855 - 50 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, QUAI VOLTAIRE PARIS 7^e TEL: (0) 40.15.70.00

SCIENCE ET DROIT

SALON DU LIVRE DE PARIS
Stand 1L3 - 3M4

■ SCIENCES DE LA VIE DE L'ETHIQUE AU DROIT
Etude du Conseil d'Etat
"Un apport fondamental et décisif dans le débat sur ces sujets essentiels"
LE MONDE

Collection: NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES n° 4855 - 50 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, QUAI VOLTAIRE PARIS 7^e TEL: (0) 40.15.70.00

Mais oui ! CAPEL habille aussi les petits

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes fins
• 74, boulevard de Strasbourg Paris 9^e
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Métro-Montparnasse Paris 19^e
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

Politique

au centre de la campagne pour l'élection présidentielle

Le candidat de l'extrême droite s'en prend vivement au premier ministre

Plus de sept mille personnes se sont rassemblées, le jeudi 14 avril, dans le Palais des sports de Lyon pour écouter M. Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national, qui succédait à M. Jacques Chirac dans la capitale des Gaules, a fait salle comble. Beaucoup de jeunes dans une assistance qui n'a pas ménagé ses applaudissements dès que l'orateur abordait les questions de sécurité, d'immigration et de « préférence nationale ».

M. Le Pen a passé une bonne partie de la soirée à attaquer le premier ministre dont il a fait le nom à maintes reprises. « C'est un haineux et un menteur », a-t-il clamé en dénigrant la politique de « la droite courbe à la tête du pays depuis 1986. [...] Ce gouvernement manque de morale et de volonté ».

Quant à l'attitude du premier ministre dans Le Pen « scandaleuse et honteuse ». « C'est maintenant la Syrie, dont nous avons accordé jadis le protectorat, qui se pose en protectrice de la France ».

M. Le Pen a également expliqué, que loin d'être un facteur de tension dans le pays, le Front national « était le garant de la paix civile puisqu'il propose une solution ferme et humanitaire au problème de l'immigration. Qu'arriverait-il si cet espoir disparaissait ? C'est alors que l'on pourrait craindre des risques d'affrontement », a-t-il déclaré tandis que les votes de béton du Palais des sports résonnaient des cris « Le Pen, Le Pen », croscande. « Vous êtes la grande vague du peuple de France, leur a dit M. Le Pen. Le Front national est implanté dans le pays et, je vous le promets, il n'a pas fini de le faire ».

Dans l'après-midi, M. Le Pen avait tenu une conférence de presse. Interrogé sur l'accord intervenu en Franche-Comté entre sa formation et la majorité pour la succession du président Edgar Faure, M. Le Pen a estimé qu'il ne fallait pas donner à cette entente locale une valeur symbolique pour le report des voix du second tour de l'élection présidentielle.

« Le comportement de Jacques Chirac ne peut que renforcer la méfiance de nos électeurs » nous déclare M. Le Pen

« Le report des voix des électeurs du Front national est la clé de l'élection présidentielle », c'est Alain Juppé qui fait ce constat. De votre côté, vous vous refusez pour l'instant à vous prononcer sur votre attitude pour le second tour. Mais avez-vous vraiment le choix ?

« La victoire de François Mitterrand, si victorieuse il y avait, ce serait d'abord le fait de François Mitterrand et de ses électeurs et, d'autre part, le fruit de l'absence des candidats de la majorité et de leur électorat. Si est vrai qu'une partie des électeurs du Front national ne sont pas ceux qui viennent de la gauche — ne se reportent probablement pas sur l'un des candidats de la majorité, cela est vrai aussi d'une partie de l'électorat de M. Chirac et de M. Barre, l'un vis-à-vis de l'autre ».

« Il y a aussi, au sein de votre parti, deux tendances : l'une autour de M. Jean-Pierre Stirkbois, secrétaire général, qui penche pour un « vote révolutionnaire », en faveur de M. Mitterrand ; une autre autour de M. Bruno Mégret, directeur de campagne, qui prône le déstabilisme sans ambiguïté pour le candidat de la droite classique. Avez-vous tranché ?

« Il n'y a pas de tendances organisées autour de Jean-Pierre Stirkbois ou de Bruno Mégret ».

« Il y a bien pourtant des sensibilités différentes ».

« Personne ne s'est fait chez nous l'avocat d'un vote en faveur de François Mitterrand. Mais il y a des attitudes qui sont plus ou moins favorables ou hostiles au vote en faveur d'un candidat de la majorité. Il existe aussi beaucoup de nuances, et cela dépend pour beaucoup de

l'attitude du candidat du second tour.

« Qu'attendez-vous précisément de lui au second tour ? Les déclarations du premier ministre, M. Jacques Chirac, mercredi à Lyon, contre le droit de vote des immigrés, sont-elles de nature à vous rassurer ?

« Ce qui me satisfait, c'est que la politique française tienne compte des aspirations des Français que nous représentons, en termes d'immigration, de code de la nationalité, de préférence nationale. Quant à la déclaration de Jacques Chirac à Lyon, soyons sérieux ! Il est en train de faire du débranchage électoral. C'est une manœuvre extrêmement maladroite, et qui ne peut que renforcer la méfiance des électeurs du Front national ; cela leur apparaît comme une manœuvre parfaitement démagogique et déloyale. M. Chirac aurait limité son propos à solliciter d'inviter les électeurs du Front national pour le 8 mai, cela, à la rigueur, se serait compris ; mais, pour le 24 avril, il se moque d'eux et, en plus, ce qui est grave, c'est qu'il s'en moque peut-être involontairement. C'est ainsi que l'on a de grandes déconvenues ».

« Je ne me dérobe à aucun contact »

« Avez-vous eu des contacts avec un ou des membres de l'entourage du ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, en vue du second tour ? Connaissez-vous M. Jean-Michel Schoeler, chargé des affaires économiques place Beauvau, présenté par Libération comme étant l'un de vos contacts ?

« Je connais M. Schoeler ; je connais plusieurs membres du cabi-

net de M. Pasqua, ainsi que des collaborateurs de beaucoup de ministres de la majorité. Je les fréquente à l'occasion des travaux parlementaires ».

« Mais, plus précisément, le RPR a-t-il tenté de prendre langue avec vous ces dernières semaines ?

« Non. Pour l'instant, non. Mais je crois que ces contacts se font plutôt par éditoriaux et petites nouvelles interposés que directement. Mais moi, je ne me dérobe à aucun contact ».

« Avez-vous eu, comme l'affirme votre ex-épouse dans Globe, un dîner secret avec M. Raymond Barre au mois de juillet 1987 ?

« Cela fait partie des élocutions de M^{me} Pierrette Lalanne, qui ne méritent même pas un démenti tant les invraisemblances accumulées dans cette misérable histoire sont légions ».

« Songez-vous à modifier le sigle du Front national et, éventuellement, son nom, après l'élection présidentielle ?

« Pour l'instant, non. De toute façon, cela appartiendrait au congrès national. S'il en était ainsi, il faudrait que cela ait été soutenu par la majorité de nos membres et que cela reflète un changement de stratégie ou de dimension ».

« Les enquêtes d'opinion révélaient que vos électeurs, qui se sont agrégés autour de vous dans une sorte de « vote consensuel », ne vous reconnaissent pas dans leur grande majorité une stature de chef d'Etat ».

« Tout d'abord, chaque fois qu'il y a un parti nouveau, il est forgé par la contestation d'un certain nombre d'électeurs contre les formes habituelles de la représentation politique. Mais vous comprenez bien qu'une des forces de l'establishment c'est de faire croire qu'il n'y a que lui qui puisse être l'establishment. Vous seriez allé dire aux gens en Algérie que Ben Bella pouvait devenir président de la République algérienne. Ils vous auraient ri au nez, même les fellagas. Si vous aviez expliqué aux gens que leur condisciple, Bonaparte, allait être empereur des Français ou que le marchand de pinard Murat allait devenir roi de Naples, vous auriez fait rigoler tout le village ».

Propos recueillis par PIERRE SERVIENT.

Collection « Mondes en devenir » dirigée par Edmond Jouve
LA FRANCOPHONIE S'ÉVEILLE
MICHEL GUILLOU
ARNALD LITARDI
15,5 x 24 cm - 284 p. - 120 F

Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

Les VUES de Raymond Depardon



DEPARDON/MAGNUM

JEUDI 14 AVRIL, 12 H 30

Place Nationale à Billancourt
Pierre Juquin
Une centaine d'ouvriers de chez Renault l'écouter parler
Il y a beaucoup de travailleurs immigrés

Un militant du PC le prend à partie
Vif échange
La foule semble gênée
Tout se termine en face au Point du jour devant une merguez

Les accusations de complaisance

(Suite de la première page.)

M. Mitterrand a publié, le jeudi 14 avril, un bulletin de victoire en se félicitant d'avoir amené le RPR à se révéler, face à lui-même, « frère jumeau » du Front national. L'objectif du président-candidat était bien, en effet, d'inciter M. Jacques Chirac à épouser les réactions prévisibles de l'électorat de l'extrême droite, mais aussi d'une partie de la droite, face à la perspective dessinée par M. Mitterrand. Or tout ce qui peut être le signe d'un rapprochement ou d'une complaisance du premier ministre vis-à-vis du Front national, de ses hommes ou de ses idées, est pain béni pour le chef de l'Etat.

L'émervement que manifestait, jeudi, certains chiraquiens était l'expression élogieuse de l'efficacité du piège tendu par le candidat socialiste. Leur indignation, lorsqu'ils rappellent les ambiguïtés de certains socialistes devant le phénoème Le Pen — qui, selon M. Laurent Fabius, apportait de « mensongères réponses » à de « bonnes questions » — et la façon dont M. Mitterrand en instaurant le scrutin proportionnel, avait offert au Front national une représentation et une respectabilité parlementaires, avec l'espoir de priver le RPR et l'UDF de la majorité à l'Assemblée, est à la mesure de l'habileté avec laquelle M. Mitterrand, dans une situation difficile, rejoue, au fond, la même carte. Mais qui lui a donné cet espoir ?

Trois éléments sont venus conforter la tactique du président de la République : les propos de M. Chirac, la rumeur de tractations entre le RPR et le Front national, l'accord au terme duquel la majorité a pu conserver la présidence du

conseil régional de Franche-Comté grâce aux voix des amis de M. Le Pen. Ce dernier fait, aussitôt exploité par les socialistes comme la « préfiguration » d'un futur accord national entre la droite et l'extrême droite. Il a été aussi, à sa manière, par M. Raymond Barre, qui y a vu, comme M. Chirac, une « péripétie locale », mais a aussitôt mis en garde contre les « tractations ou arrangements au niveau national ».

La voix du cafetier de Marseille et celle de M^{me} Delfosse

Le premier ministre a démenti toute discussion et écarté, de nouveau, l'éventualité d'une négociation avec qui que ce soit comme celle d'une participation du Front national au gouvernement si la majorité l'emporte le 8 mai. En formulant une mise en garde sur cette question, M. Barre commence à nouer l'une des principales intrigues du second tour, sinon la principale : comment récupérer la voix du cafetier de Marseille sans s'aliéner celle de M^{me} Delfosse ? La candidate du CDS à l'élection partielle de Lille-Ouest, il y a quelques semaines, est en effet devenue, dans l'entourage de M. Chirac, le symbole de ce centrisme resté proche de son inspiration démocrate-chrétienne que M. Mitterrand cherche à séduire et qui ne saurait accepter dans l'indifférence toute concession à l'extrême droite.

La démarche suggérée par les conseillers du premier ministre, est-elle de vis-à-vis des partisans de M. Le Pen, est claire : il s'agit, purement et simplement, d'adopter le point de vue

de ces électeurs. Les « comprendre », c'est, aux yeux de ces stratèges, comprendre le Front national comme il se comprend lui-même. Ainsi M. Chirac a-t-il déclaré à l'AFP « comprendre le type de mécontentement » manifesté par les électeurs du Front national, même s'il n'est pas « d'accord avec la façon dont ce mécontentement s'exprime ». Il s'agit, selon lui, d'un « ras-le-bol », justifié par « le développement du chômage et de la nouvelle pauvreté, le laxisme à l'égard de l'immigration clandestine, l'accroissement de la délinquance, de la criminalité et du terrorisme de mai 1981 à mars 1986 ».

Cette compréhension du phénomène n'a pas seulement le défaut de faire la part belle à l'idéologie du Front national, qui invoque, précisément, ces mêmes arguments pour justifier sa dénonciation permanente et obsessionnelle — c'est son fonds de commerce — comme la cause de tous les maux. Est-ce vraiment la proportion de clandestins qu'il y a ou qu'il a pu y avoir parmi eux qui fait que les immigrés ofusquent la vue des électeurs de M. Le Pen ? En quoi l'insécurité — délinquance, criminalité, drogue, terrorisme — justifie-t-elle que les immigrés en soient tenus pour responsables ? Et pourquoi le ressentiment des chrétiens se tournerait-il particulièrement contre les immigrés ?

Il y a plus : le vote pour le Front national ne se réduit pas au racisme, même si, dans tous les cas, il conforte cette plaie que les partisans de l'ordre devraient dénoncer à l'égal de la délinquance ou de la criminalité. « Comprendre » le phénomène Le Pen implique de prendre en compte ce qu'il exprime de rejet du jeu et de la classe politique, qui explique, par exemple, qu'il puisse y avoir un mouvement d'une partie des électeurs de M. Barre vers M. Le Pen.

M. Mitterrand se prévaut d'avoir amené M. Chirac à se déporter vers la droite, élargissant ainsi le champ du président-candidat et des valeurs qu'il veut prétendre incarner. La partie, cependant, est-elle jouée ? Les ressources manœuvrières dont le candidat socialiste fait délibérément étalage peuvent se retourner contre lui.

PATRICK JARREAU.

La campagne officielle à la radio et à la télévision

VENDREDI 15 AVRIL
FR 3, 17 heures - 17 h 30 : MM. Mitterrand, Boussel (rediffusion).
A 2, 19 heures - 19 h 45 MM. Le Pen, Lajoinie, Chirac.
FR 3, à partir de 22 h 15 : MM. Le Pen, Lajoinie, Chirac (rediffusion).
France-Inter, 20 heures - 20 h 45 : MM. Jaquin, Boussel, Wachter.

SAMEDI 16 AVRIL
FR 3, 7 h 30-8 h 15 : MM. Le Pen, Lajoinie, Chirac (rediffusion).
A 2, 9 heures-9 h 30 : MM. Mitterrand, Boussel (rediffusion).

SALON DU LIVRE DE PARIS
Stand 1L3 - 3M4

Dans la collection des RAPPORTS OFFICIELS

- LA FISCALITÉ DU PATRIMOINE
Commission présidée par M. AICARDI-60 F
- FISCALITÉ ET MARCHÉ UNIQUE EUROPÉEN
Commission présidée par M. BOITEUX-50 F
- LA DURÉE D'AMORTISSEMENT
Groupe d'étude présidé par P. MENTRE 60 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, QUAI VOLTAIRE PARIS 7^e TÉL. : (1) 40.15.70.00

SALON DU LIVRE DE PARIS
Stand 1L3 - 3M4

Dans la collection des RAPPORTS OFFICIELS

- LE CINÉMA FRANÇAIS FACE À SON AVENIR Jean-François COURT-60 F
Comment remédier à la crise d'une industrie culturelle majeure ?
- UN LIVRE FRANÇAIS A-T-IL UN AVENIR ? Patrice CAHART-60 F
Des propositions concrètes pour donner à l'édition un second souffle.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, QUAI VOLTAIRE PARIS 7^e TÉL. : (1) 40.15.70.00

سكزا من الاجل

سكزا من الاجل



Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

ALJOURD'HUI, c'est la fête : Raymond Barre donne sa leçon d'agriculture. Il a pris son courage à deux mains, empoigné sa pétrole et il s'en va, dans son émission de la campagne officielle, braconner dans la chasse gardée chiraquienne. Hier, c'était l'industrie. Demain (on nous en prévient obligatoirement à la fin de l'émission pour que nous n'allions pas au cinéma), ce sera la solidarité.

Sans même prendre le temps d'un petit clip, hop ! voilà le marauder dans la place. Surprise : il y a trouvé des alliés. A ses côtés dans le studio, une jolie brune piquante, « mère de trois enfants et agricultrice », nullement intimidée — on la sent en terrain de connaissance face au Parisien qui flotte dans ses lourds sabots.

Et elle n'est pas la seule. Au congédiement à images attendent les témoignages d'une

poignée de paysans, indiscutables comme l'attestent le feu de cheminée, le tracteur ou la place de village. On n'est pas allé les chercher pendant le traite, mais c'est tout

Braconnage

juste. Curieusement, le maire de Mimes, M. Cacharel, a trouvé le moyen de se glisser dans ce tableau agreste. On l'avait déjà vu la veille dans le sketch sur l'industrie. Les baristes ne devraient pas trop utiliser les mêmes figurants, ça fait pauvre.

Raymond Barre a du mal à le cacher : il n'est pas à la noce. Une démonstration de manègement de la fourche en public quand

on ne sait peut-être pas distinguer le maïs de l'orge est toujours un exercice délicat. Avec insistance, il répète qu'il « parcourt la France » et « visite des régions agricoles ».

Avant même d'avoir essayé le premier témoignage, forcément accablant, il opine déjà du chef, gravement, presque douloureusement.

Dans cette tête qui se balance doucement comme les épis au vent, quelles pensées peuvent bien se bousculer ? L'ambroisie de son rôle de candidat qui ne fait pas de promesses ?

Il ne sait peut-être pas distinguer le maïs de l'orge est toujours un exercice délicat. Avec insistance, il répète qu'il « parcourt la France » et « visite des régions agricoles ».

Heureusement, son guide en minijupe connaît bien les chemins de traverse. D'une foulée presto et sûre, elle l'oriente en terrain solide : Bruxelles, la recherche, la formation, 1992. Ouf ! C'est terminé. C'eût pu être pire. La randonnée vaut bien un petit remerciement. L'initiatrice de Raymond Barre est gratifiée d'une attention rare. S'avouant « culpabilisée » d'être, avec toute sa profession, « assainie à des assés », elle s'attend retourner quelques compliments, consolateurs par un Barre transféré par le grand air : « Considérez.

qu'il est normal que vous receviez l'aide de la collectivité. » Elle doit se pincer. Nous aussi.

Arlette Leguiller, elle, ne bronche pas. Elle chasse à la loyale, en solitaire. Et le gros gibier. Pour une fois, elle obtient le trio Chirac-Barre-Mitterrand et s'attaque à rien moins que La Pan en personne. Elle n'a toujours ni fatigue, ni atherps, ni décolor. Elle n'a même plus de mains : on ne voit plus que son seul visage. Elle entonne à capelle son chant de guerre désespéré. « Je suis profondément attristée de voir que certains travailleurs s'apprêtent à voter pour Jean-Marie Le Pen. » Cinq minutes sans reprendre son souffle. Sans intervalle, sans courtoisie, sans arrêt. « Elle a de la classe, la petite », doit se dire la poignée de téléspectateurs bouffus qui est en train de zapper chez Bouygues.

Récit de service politique.

Lettre des Dignois au président-candidat

DIGNE
de notre envoyé spécial

Le statut d'envoyé spécial dans une ville-test impose des obligations. Celle qui nous incombe aujourd'hui n'est pas des plus faciles à assumer. Comment dire au président-candidat, de la part de tous les Dignois, que sa « Lettre à tous les Français » est ici, lettre morte ?

Telle est pourtant l'impression qui prévaut au terme du sondage effectué par nos soins le mercredi 13 avril entre le 16 h 30 et 17 h 30 auprès d'un échantillon local sélectionné dans l'annuaire téléphonique des Alpes-de-Haute-Provence, selon la méthode des tranches alphabétiques. Sur dix personnes interrogées (six femmes et quatre hommes) sept seulement ont « entendu parler » de la missive de M. François Mitterrand : les trois autres tombent des nues. Et sur ces sept Dignois qui affirment être au courant, deux seulement ont lu ce document de référence. Cette enquête exprime autorisée à penser que la prose présidentielle ne fait pas un tabac.

Ne mettons pas en cause le *Provençal*. Ce quotidien a publié la Lettre sous sa forme publicitaire, mais la vérité oblige à dire que, ce jour-là, ses ventes n'ont guère augmenté.

Les trois quotidiens diffusés à Digne — *Nice-Matin*, *le Méditerranéen* et *la Marseillaise* — l'ayant négligé, l'éminent courrier a connu dès le départ un impact limité.

Poussé par notre conscience professionnelle nous avons aussitôt changé de méthode d'investigation et pratiqué le porte-à-porte afin d'affiner nos conclusions. Un sympathique infirmier d'origine polonaise installé à Digne depuis treize ans, M. Yves V., nous a dit beaucoup de bien de vous, monsieur le président-candidat, bien qu'il n'ait pas encore, lui non plus, trouvé le temps de lire votre Lettre : « Je n'ai rien contre ce cher François », nous a-t-il dit, mais s'empressant d'ajouter que vous pratiquez trop « le double langage », que « Chirac aujourd'hui présente mieux » et que, personnellement, il aurait préféré voter « pour un homme nouveau, du style Mitterrand, car il est indépendant et loyal ». Nous l'avons donc classé parmi les indécis.

Nous avons fait de même pour l'aimable coiffeur de la rue de la Mairie, M. Emile M., un ancien poujadiste qui ne vous a pas lu davantage. Lui, il reproche à tous les hommes politiques de « raconter pour salades ». Il regrette que M. Barre « n'ait pas le look » et il pense que

« La Pen a le mérite de secouer », tout en se déclarant sensible à la pression de ses enfants, qui votent pour vous.

De porte en porte, nous nous sommes retrouvés devant celle de l'Agence nationale pour l'emploi, 31, allée des Fontaines. Il y avait affluence. L'occasion était inespérée de sonder quelque-uns de ces « exclus » qui vous préoccupent tant.

Le bonjour de Monique et Ibrahim

Les larmes aux yeux, une jeune femme de trente-huit ans, M^{me} Monique X., demeurant 11, rue du Figeonier, nous a raconté son infernale descente dans ce que les experts appellent pudiquement la « précarité ». Statistiquement elle ne fait pas partie, en effet, des « nouveaux pauvres » parce que son mari, employé municipal, gagne 5 000 F par mois. Il n'en reste pas moins que depuis qu'elle a perdu son emploi de femme de ménage à la mairie, le couple n'a plus les moyens de faire face aux échéances. Une heure par jour M^{me} Monique X. nettoie un local administratif pour gagner 500 francs par mois.

Elle n'a plus assez d'argent pour payer la poursuite des études de ses

deux filles dans l'enseignement catholique. Cette mère anglophobe ne vous tient pas rigueur, monsieur le président-candidat, « de ne pas avoir tenu toutes les promesses de 1981 ».

Cela lui a même « fait plaisir » que vous fassiez de nouveau acte de candidature et elle aimerait, de toute évidence, voter pour vous. Mais elle est à bout de nerfs, presque au bord du divorce. Elle a envie d'abord de donner son suffrage « à celui, dit-elle, qui me garantira un emploi tout de suite ».

N'avez-vous aucun espoir d'obtenir la voix de Ibrahim. Ce jeune « tuciste » de vingt-deux ans n'a pas de mots assez durs pour stigmatiser les hommes politiques « qui commencent tous la poursuite des jeunes ». Il n'a jamais eu d'emploi stable. Il y a quelque temps, il a téléphoné à un hôtel de la station de Pra-Loup qui cherchait un plongeur et on a accepté de l'embaucher... jusqu'à ce qu'il précise son prénom.

Sa famille est pourtant installée à Digne depuis plus de trente ans et tout le monde n'en dit que du bien. Lui-même est né à Digne. Il n'y est pourtant pas traité en toutes circonstances comme un Français à part entière. « Même la municipalité fait appel à des gens de l'étranger pour occuper les postes les plus modestes », souligne-t-il. C'est aberrant et écoeurant. Ça ne dégoûte.

Une campagne de sénateur

Bref, le scepticisme nous aurait certainement envahi quant à vos chances de l'emporter à Digne si nous n'avions pas été réconfortés par les dirigeants locaux du Parti socialiste : le plus enthousiaste est M. Max Bonfil, ancien secrétaire général dans le département de la Convention des institutions républicaines, ce compagnon qui partage quelques-uns de vos repas privés à l'hôtel du Grand Paris, chez le fameux maître queux Jean-Jacques Ricard.

Malgré ses soixante-six ans, sa foi militante est intacte. Il n'a pas besoin de lire toute votre lettre pour vous créditer « de 36 à 40 % des voix au soir du premier tour de scrutin », loin devant M. Chirac, dont les partisans ont recueilli près de 34 % des suffrages aux législatives de mars 1986. Il ne fait pour lui aucun doute que les Dignois, dont le républicanisme est la première vertu politique, « se rendent compte aujourd'hui, même s'ils ne sont pas de gauche, que non seulement François Mitterrand est un homme capable et honnête qui rassemble au-delà des clivages politiques, mais un homme qui veut continuer de servir son pays sans dépendre de sa vie personnelle... »

M. Bonfil se montre d'autant plus confiant que les chiraquistes locaux se sont, selon lui, désqualifiés eux-mêmes par leur gestion communale : « Ils ont vidé la caisse, affirment-ils. Ils ont mis le grappin sur toutes les associations, et se comportent comme des voyous. Du coup, même s'ils ont des femmes, ils ne votent pas toutes à droite. »

Un seul reproche de sa part : le clip qui accompagne vos messages pendant la campagne officielle à la télévision : « Ça va trop vite, dit-il. C'est peut-être bon pour les jeunes, mais cela ne plait pas aux gens de ma génération. »

Le premier secrétaire fédéral du PS, M. René Baras, est moins euphorique. Il se contenterait, au soir du 24 avril, de « deux points de plus qu'aux législatives », soit environ 34 %. Cet agent de l'EDF mesure bien que, parmi les électeurs comme parmi les militants, l'enthousiasme n'est pas aussi vif qu'il y a sept ans. Sa confiance en votre réaction se fonde sur quelques signaux.

Plus de cinq cents personnes sur deux mille contactées ont accepté de participer au comité de soutien à votre candidature. Parmi les maîtres qui se sont prononcés en votre faveur, on note également la pré-

sence de certains élus qui n'avaient pas voulu prendre position en 1981. L'autre jour, trois jeunes gens — un étudiant, un employé des PTT et un agriculteur — sont venus proposer leurs services bénévoles pour coller vos affiches. La semaine dernière, M. Baras a enregistré les mêmes jours quatre adhésions : il y avait longtemps que cela ne lui était pas arrivé. Frémissements révélateurs ? Sans doute. M. Baras a mis néanmoins ses soins en garde contre tout excès d'optimisme.

Quoi qu'il en soit, vous pouvez compter, monsieur le président-candidat, sur vos parlementaires. Qu'il s'agisse de M. Fernand Turdy, le sénateur, de M. André Bellon, le député ou de M. François Mitterand, l'ancien député, ils s'illuminent les cautions pour mobiliser l'électorat de gauche et d'ailleurs. Ah ! Si vous entendiez M. Turdy vanter devant les électeurs ruraux « le style luvetteux » de votre Lettre « de prise abord rebatause » ! Est-ce vraiment un problème si tout le monde a cru comprendre, et M. Turdy le premier, que chaque électeur allait en l'ancien député, s'illuminant les cautions pour mobiliser l'électorat de gauche et d'ailleurs. Ah ! Si vous entendiez M. Turdy vanter devant les électeurs ruraux « le style luvetteux » de votre Lettre « de prise abord rebatause » ! Est-ce vraiment un problème si tout le monde a cru comprendre, et M. Turdy le premier, que chaque électeur allait en l'ancien député, s'illuminant les cautions pour mobiliser l'électorat de gauche et d'ailleurs.

Ah ! Si vous voyiez ce vaillant sénateur exalter l'esprit d'ouverture, appeler à « consensus avec les gens qui ne pensent pas comme nous ! ». Si quelqu'un vous a parfaitement lu, c'est bien lui ! N'en déplaise au sondage...

Postscriptum : sur les affiches initialement prévues par vos soins pour inviter la population de Digne à venir assister, le samedi 16 avril, à la réunion publique que doit présider M. Michel Pezet, député des Alpes-de-Haute-Provence, avec la participation de nombreux personnalités socialistes et républicaines du département, « on » a même fait supprimer le mot « socialistes ». N'est-ce pas la preuve irréfutable, sans votre respect, qu'« on » a lu aussi votre Lettre entre les lignes ?

ALAIN ROLLAT.

Cette semaine dans Politis

La copie corrigée de François Mitterrand et aussi au sommaire du n° 13 : — Les carnets de voyage de Jean Chesneaux à Hong Kong — Lire quand même Heidegger, entretien avec Victor Farias.

LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI

APPEL AUX CANDIDATS A L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE POUR UNE PERSONNALITÉ ANIMALE

A l'initiative de la Ligue française des droits de l'animal, des réflexions sont menées depuis plusieurs années sur le statut de l'animal dans le monde moderne.

Ces travaux ont conduit à estimer nécessaire la création d'une catégorie juridique nouvelle au profit de l'animal, à côté des classiques personnalités civile et morale.

Hommes de lettres, philosophes, scientifiques, sociologues, juristes s'accordent également pour constater que le droit positif ne protège pas suffisamment l'animal, sauvage et domestique.

A la veille de l'élection présidentielle, nous avons l'honneur de vous demander si, au cours de votre mandat, vous seriez déterminé à faire accorder à l'animal le statut de personne juridique, ce qui constituerait une solution satisfaisant à la fois le cœur et la raison.

Votre réponse précise est attendue par les millions de citoyens désormais attachés au respect dû à la vie animale.

Ligue française des droits de l'animal
reconnue d'utilité publique
61, rue de Cherche-Midi
75006 PARIS

Assistance aux animaux
reconnue d'utilité publique
23, avenue de la République
75011 PARIS

VIENDE DE PARAITRE

ENCYCLOPÉDIE BERBERE

ANTHROPOLOGIE, linguistique, ethnologie, histoire, géographie, arts... l'ensemble des connaissances sur le monde berbère réunies pour la première fois. Un ouvrage indispensable pour tous les chercheurs et les amateurs de culture.

VOLUME 5, 16 x 24 cm, 168 p., 100 F.

RENSEIGNEMENTS
Edisud
LA CALADE
13000 Aix-en-Provence

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DES MINUTES DU GRIFFER DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e chambre de la Cour d'appel de Paris du vendredi 5 février 1984, M. Max TROBORG, né le 29 novembre 1925 à Vazovro (Polono) demeurant 234, avenue de la Liberté à NICE (06) a été condamné à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et à 20 000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de présentation d'écritures.

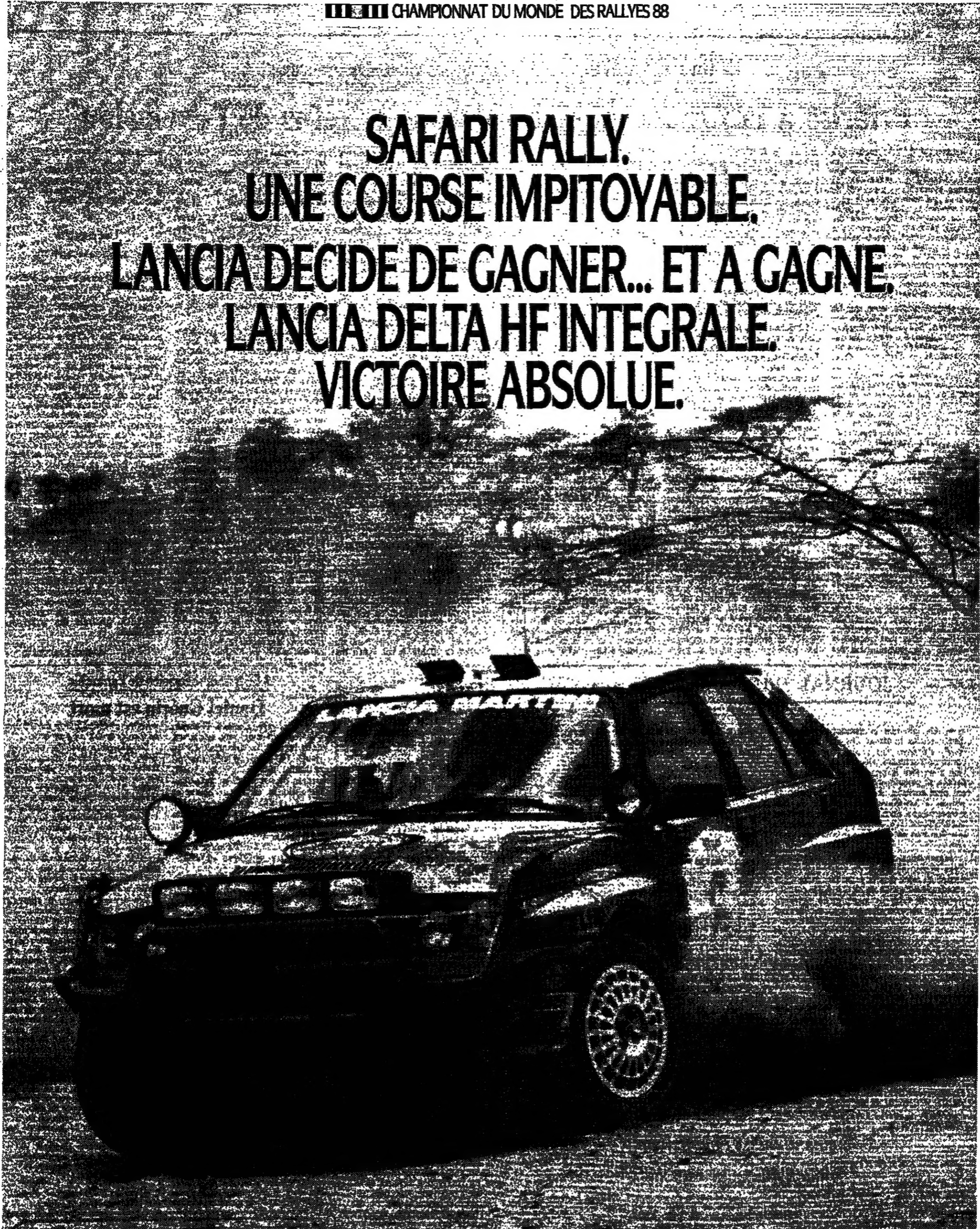
La cour, en outre, ordonne, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux le *Journal officiel de la République française*, le *Figaro* et le *Monde* et l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux affixés à l'affichage des publications officielles de la commune de Nice (06).

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur général au Tribunal.

Pour le greffier en chef.

CHAMPIONNAT DU MONDE DES RALLYES 88

SAFARI RALLY. UNE COURSE IMPITOYABLE. LANCIA DECIDE DE GAGNER... ET A GAGNE, LANCIA DELTA HF INTEGRALE. VICTOIRE ABSOLUE.



La Lancia Delta HF Intégrale triomphe au Safari Rally après 3 victoires consécutives en Europe.



De victoires en victoires, Lancia a remporté 6 titres de Champion du Monde des Rallyes. Il ne lui manquait qu'une seule épreuve pour satisfaire son légitime orgueil : le Safari Rally. En gagnant, Lancia n'a pas seulement triomphé dans une grande course ; la marque peut désormais se prévaloir d'une victoire totale sur tous les terrains en inscrivant sur son livre d'or le palmarès le plus complet de l'histoire des Rallyes. C'est une épreuve réputée impossible, unique en son genre. Pour de nombreuses grandes étapes, c'est le seul rendez-vous mondial, l'unique objectif monopolisant tous leurs efforts et leurs ressources durant une année entière. Lancia en a fait bien davantage en gagnant à Monte Carlo, en Suède, au Portugal et en affrontant le Safari Rally comme une autre épreuve du Championnat. Et malgré son engagement dans toutes les courses mondiales, Lancia a encore gagné. Là où d'autres ont investi toutes leurs ressources et toute leur énergie, Lancia a remporté la victoire avec l'aisance et le panache qui lui sont habituels.

Classement du Safari Rally : 1^{er} Biondi / Siviero sur Delta HF Intégrale.

Ont participé à la Victoire : Biondi, Biondi, Eno (coéquipier), Ferodo, Martini et Rossi, TRW Scheel, Spaxline, Sava Puch. Avec le patronage de : Borletti, Casello, Magnoni Martelli, VSOtto Fiat, Teknocr, Weber.



La Delta HF Intégrale
Martini Racing victorieuse
est équipée de pneumatiques
MICHELIN

Lancia. Une suprématie technologique forgée dans les rallyes et qui se manifeste sur la route.

هكذا من الاجل

Politique

Un sondage IPSOS-le Monde sur les choix des Français

Priorité à la formation et à l'Europe et refus de l'exclusion

Changement de plan, la caméra revient vers la foule : après l'enquête de BVA montrant comment, à travers un échantillon représentatif, les électeurs hiérarchisent les enjeux de l'élection présidentielle et jugent l'attitude des candidats à la prendre en compte (Le Monde du 15 avril), voici une autre approche de l'état de l'opinion avant la consultation. Proposée par IPSOS, elle tend à corser les souhaits que les Français voudraient voir exacerber en priorité, dans les principaux secteurs de l'action politique, quel que soit le président élu le 8 mai prochain.

Un coup de sonde, donc, sur les attentes et les choix privilégiés par les électeurs. Ses résultats surprennent par rapport à la teneur des discours dominants de la campagne qui représente, si l'on peut dire, l'offre. L'enquête illustre et confirme certains des décalages de plus en plus ressentis entre ce qui est proposé par les candidats et ce qui est attendu par les électeurs, entre l'inertie idéologique des uns et la disponibilité et l'ouverture des autres, entre les publics répertoriés comme cibles et la réalité d'une différenciation très... différente des sensibilités et des choix qu'elles induisent.

Les consensus sur l'éducation

Ce sondage a été réalisé pour le Monde entre le 9 et le 11 avril, auprès de 1204 personnes constituant un échantillon représentatif de l'électorat, par téléphone et selon la méthode des quotas.

La première surprise surgit de la hiérarchie établie dans l'éventail des mesures immédiatement souhaitées. Deux d'entre elles font quasiment l'unanimité : la généralisation des

stages de formation en entreprises, pour toutes les personnes qui sont au chômage (souhaitées par 94 %) et la création d'un crédit-formation donnant droit à toute personne ayant arrêté trop tôt ses études de les reprendre plus tard (92 %). On retrouve là deux préoccupations dominantes dans toutes les enquêtes d'opinion, celles de l'emploi et de la formation, qui s'expriment ici en termes de mesures à prendre concrètement. Les électeurs des candidats incarnant les cinq grands courants politiques les privilégient dans la même proportion, toujours à plus de 90 %.

La demande de formation est très forte et très large et se traduit par d'autres choix dans le domaine de l'éducation en général. 76 % des personnes interrogées souhaitent une augmentation du budget de l'éducation nationale pour pouvoir mieux payer les instituteurs et les professeurs, et les électeurs possédant de MM. Mitterrand, Barre et Chirac situent, à cet égard, au même étage, 74 % souhaitent le maintien des subventions de l'Etat aux écoles privées (plus de 90 % à droite, 63 % dans le camp de M. Mitterrand et seulement 36 % dans l'électorat communiste). Une majorité plus courte, (53 %) se prononce pour l'instauration d'une sélection préalable pour l'entrée des bacheliers à l'université (68 % dans l'électorat de M. Chirac).

Ainsi se dégage, sur les thèmes de l'éducation et de la formation, un consensus qui laisse penser que les deux grandes crises de « société » qui ont ébranlé le précédent septennat, celle de 1984 sur l'enseignement privé et le mouvement étudiant de 1986, n'auraient pas dû se produire si les responsables politiques, procédant de ma-

rités différentes, avaient eu une meilleure connaissance de l'opinion.

Impôt sur la fortune et taxe de solidarité

Dans le palmarès des souhaits les mieux partagés, on relève des mesures révélatrices d'une bonne perception de la logique économique et de l'attraction européenne. 78 % des personnes interrogées souhaitent « la diminution de l'impôt sur les sociétés pour relancer l'investissement ». Le vœu est très marqué à droite mais reste fort dans l'électorat socialiste (75 %) et majoritaire (53 %) dans l'électorat communiste. L'obsession de l'emploi conduit à remettre en cause d'anciens critères de partage entre la gauche et la droite.

Le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes, loin de provoquer un mouvement de rejet, est soutenu par 65 % des gens : (90 % et plus à gauche, mais la droite est très partagée sur ce point, l'hostilité la plus grande venant de l'électorat de M. Chirac (57 % contre).

L'attachement à la Sécurité sociale se confirme à travers le souhait à 62 % de voir s'instaurer une taxe sur les revenus du capital (Bourse, immobilier) pour financer la couverture sociale et les sensibilités libérales le partagent à plus de 50 %, tandis que l'électorat de M. Le Pen le fait sien dans la proportion de 59 %.

Pour rester dans le domaine économique, relevons que les souhaits de voir se poursuivre les privatisations ou, à l'inverse, de reprendre les nationalisations ne font pas recette : 39 % dans un cas, et 30 % dans l'autre. Le partage gauche-droite réapparaît dans la répartition des réponses selon les électeurs, mais le

désir de privatisation ne reste fort que parmi les partisans de M. Chirac (67 %) et celui de nationalisation n'obtient que 40 % des suffrages de la gauche socialiste. Voilà qui relativise la portée et la nécessité de ces grandes réformes et contre-réformes du septennat précédent, les balancements symboliques de l'alternance ayant peut-être en des vertus pédagogiques. Toujours est-il que, dans l'opinion, cette querelle est devenue anachronique.

Une monnaie et une armée européennes

L'Europe est plébiscitée à travers plusieurs souhaits dont certains bouillissent, là encore, des idées reçues. 79 % des personnes interrogées approuvent la création d'une monnaie unique européenne, le score le plus faible, relativement, étant celui de 71 % enregistré dans l'électorat communiste. Election d'un président de l'Europe au suffrage universel : 67 % pour ; création d'une armée européenne sous commandement multinational : 56 % pour. Sur ces deux dernières éventualités, la gauche est moins enthousiaste que la droite, mais la mouvance socialiste leur accorde une majorité de suffrages. Il y a, en revanche, un consensus harmonieusement partagé pour refuser une diminution des aides budgétaires européennes aux agriculteurs.

Si, comme on pouvait l'imaginer, la participation de la France aux négociations sur le désarmement est fortement et généralement souhaitée, le principe d'une augmentation de l'aide de la France au tiers-monde est approuvé par 68 %, les partisans de MM. Mitterrand et Chirac se situant à cet égard au

même niveau (73 et 72 %). Les avis sur le budget militaire national sont très partagés (50 % souhaitent le réduire), ce qui annonce, peut-être, la renouveau de vieux débats après une phase de consensus.

Une autre lecture de cette enquête montre que le clivage gauche-droite reste marqué sur des mesures telles que celles concernant l'imposition de la fortune, le couple nationalisation-privatisation, les dépenses militaires et l'éventuelle restructuration de l'Etat (souhaitée par 40 % des personnes interrogées, mais nettement plus au sein de la gauche).

La perspective d'un gouvernement qui comprendrait des socialistes et des centristes est acceptée par 52 % des personnes interrogées, mais c'est une éventualité qui divise, évidemment, le camp de la gauche et celui de la droite car elle trouve surtout des adeptes chez les socialistes et les baristes. Un autre facteur de division dans chaque camp se révèle à propos du code de la nationalité. Globalement, 48 % seulement des gens souhaitent le voir modifier dans un sens plus restrictif, mais, à gauche, les socialistes sont plus enclins à le faire que les communistes, et, à droite, les partisans de M. Chirac plus que ceux de M. Barre (ceux de M. Le Pen étant unanimes ou presque sur ce point). Un partage semblable se manifeste en réponse à la question de savoir s'il faut renvoyer dans leur pays d'origine les immigrés au chômage, mesure souhaitée par 43 % des gens (53 % des chiraquistes et 74 % des lepenistes, 41 % des socialistes et 34 % seulement des baristes pour 26 % des communistes). Sur la base d'autres mesures, des parallèles entre les courants idéologiques, des élements de consensus, se dessinent : il en est ainsi de l'extension du

domaine du référendum (61 %), du reconversionnement de 7 à 5 ans du mandat présidentiel (59 %) et des questions déjà évoquées touchant à la formation, l'éducation, la croissance, la solidarité, l'Europe.

Une capacité de réflexion autonome

Au total, il semble que, en s'éloignant un peu plus des systèmes de pensée qui, à travers les courants idéologiques, contribuent à encadrer l'opinion, celle-ci acquiert une mobilité et une capacité de réflexion autonome. Elle s'affirme nettement dans des choix tels que ceux de la responsabilité politique des méconnaissances pas par rapport auxquels leurs propres projets apparaissent timorés ou en retard. Pas vraiment en phase, en tout cas. Ainsi s'éclaire, peut-être, la bonne cote de M. Mitterrand, si l'on considère quelle est celle d'un candidat soucieux de réfléchir les implications de ses concitoyens et de se situer, sinon au centre, du moins au carrefour de plusieurs sensibilités.

Plus strictement, on retiendra de cette enquête le besoin exprimé de s'armer par l'éducation et la formation, celui de s'ouvrir à un espace plus large, l'Europe, et le refus, marqué en réponse à la question de savoir s'il faut renvoyer dans leur pays d'origine les immigrés au chômage, mesure souhaitée par 43 % des gens (53 % des chiraquistes et 74 % des lepenistes, 41 % des socialistes et 34 % seulement des baristes pour 26 % des communistes). Sur la base d'autres mesures, des parallèles entre les courants idéologiques, des élements de consensus, se dessinent : il en est ainsi de l'extension du

ANDRÉ LAURENS.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

B IEN loin que la campagne électorale excite la verve des candidats, elle l'éteint. Du moins pour ce qui concerne l'actualité, alors que chacun d'eux vise à en être le phare dans son pays. La presse, et singulièrement la presse télévisée, est ainsi amenée, contrairement au reste du temps, à présenter des « unes » ou des « ouvertures » dont les thèmes ne suscitent aucune réaction chez les hommes politiques que l'on voit ensuite dans le cours des journaux.

Autant ils sont profanes sur le passé, à plus forte raison s'il s'agit de celui des rivages, autant ils sont disert pour dépendre (à la constante exception de M. Barre sur certains terrains) le futur lumineux qu'ils sauraient bâtir pour leurs concitoyens si ceux-ci avaient le bon goût de les être, autant, pour commenter les événements du moment, ils sont tout de retenus, c'est-à-dire taciturnes, c'est-à-dire muets, autrement dit prudents.

Il n'est assurément pas de mauvais aloi d'être prudent pour qui aspire à diriger son pays. Mais, alors, que cette prudence n'apparaisse pas comme sélective, moins guidée par la sagesse du chef que par les précautions du postulant.

En dehors de la déclaration de M. Mitterrand sur les condamnés à mort d'Afrique du Sud, qui rappelle soudain que la vie (si l'on ose dire) continue ailleurs, tout paraît figé. A supposer que, dans un siècle ou deux, un historien veuille consigner l'histoire de France et l'histoire vue de France à travers les propos de ses dirigeants, sa tâche serait bien vite accomplie. A peine s'il en tirerait le matière d'un article.

C'EST vrai qu'il n'y a rien à dire sur la prise d'otages dont ont été l'objet les passagers d'un Boeing koweïtien ; rien, sinon des banalités, condamnant les horreurs qui s'en sont suivies, la barbarie du procédé, l'inhumanité de la méthode, la folie politique de l'entreprise. Est-ce une raison suffisante ?

Les dirigeants qui sont ou qu'ont été les « grands » candidats se sont-ils toujours abstenus de la banalité dans d'autres circonstances ? Aujourd'hui, rien. M. Barre se borne à ruminer sur les injustices de la fortune et (souhaitons-le, au nom de la justice imminente) à concocter des vengeances prochaines. M. Chirac s'évertue à faire piler le sort aux meures de l'ambition de ses amis et M. Mitterrand ne parle que le vendredi.

Pourtant, gouverner, avant même d'agir, n'est-ce pas parler ? Non pas parce que ces paroles changeraient quoi que ce soit aux malheurs du temps, mais parce qu'elles seraient la marque d'un intérêt, d'un souci pour ce qui, bien sûr, sidère l'opinion ; une manière de sollicitude qui ne peut s'exprimer que par des mots. Les mots, ce n'est pas si inutile qu'on le pense. Comme le lançait la

grande Zouc lors de son dernier spectacle : « Eh bien, dis quelque chose, mais dis quelque chose ».

Car on a beau soutenir que les Français sont indifférents à ce qui ne les concerne pas, personnellement ou en tant que nation, ils ne sont pas assez fous ni assez insensibles pour ne pas percevoir qu'ils ne sont pas à l'abri d'un tel drame — et que c'en est un. Parler ne conjurerait certes rien, mais cela soulage, y compris les autres.

L'excuse, si elle devait être fournie, se devine de loin : il ne faut rien dire qui puisse compromettre la libération des otages, selon une expression maintenant d'usage pour désigner les trois prisonniers français au Liban.

S'il est vrai, comme on l'entend dire ici et là, que l'armistissement du Boeing n'est pas sans lien avec eux, est-ce une explication suffisante ? Y a-t-il plusieurs catégories d'otages pour les salués qui ont le goût d'en prendre ? Se taire sur certains, filer pour d'apparences bonnes raisons, n'est-ce pas en un sens faire le silence sur tous les autres ?

Muets

Si même l'explication de la raison d'Etat devait être retenue pour ce cas particulier, vaut-elle pour tout ce qui, dans l'actualité, appelleraient commentaires et ne fait l'objet d'aucun ?

Les résultats du commerce extérieur sont mauvais et le taux de l'inflation mensuel s'annonce des plus médiocres. Même en tenant compte de son peu d'attirance pour les chiffres, M. Mitterrand n'a pas pu ne pas être informé de cela. Il y avait matière à brocarder les mitiques résultats de deux années de libéralisme. Eh bien non. Comme si M. Mitterrand, qui n'est pourtant pas le chanteur d'une telle politique, craignait que l'opinion ne le confonde dans une réprobation indistincte de tout ce qui gouverne, de près ou de loin. A moins évidemment qu'il ne réserve cela pour son prochain vendredi. Il faut se maîtriser lorsqu'on parle le même jour, avant.

P LUS honteux, mais heureusement moins grave pour l'avenir du pays, les mésaventures « chéquardes » de M. Michel Droit, de l'Académie française. Des mésaventures qui ont été suivies de justifications si embrochantes qu'elles embarrassent même, dit-on, ses collègues de la CNCL qui y

ont été appelés sur les mêmes critères d'opinion que lui. Pire ! silence radio sur tous les fronts.

M. Chirac est, quant à lui, pardonné d'avance. Il n'est pas homme à lâcher ses amis. Mais M. Mitterrand, qui a su d'une phrase déconsidérer la CNCL ? Peut-être estime-t-il que cela suffit. Mais il serait bien étonnant qu'il n'ait pas envie de réserver un traitement spécial pour M. Droit. Et M. Barre qui avait emboîté le pas ? Voudrait-il maintenant séduire aussi la CNCL ? Allora, qu'on ne vienne en tout cas pas nous dire que c'est le respect sourcilieux de la présomption d'innocence qui légitime cette châtiment modération.

Il faut tout de même avouer que ça la fiche plutôt mal. Pour la CNCL, certes, mais après tout, pas moins pour l'Académie française. Il a défilé bien des gens de tout poil dans cette vénérable, donc admirable, institution : des cardinaux à peine pubères, des militaires qui ne publiaient rien, des écrivains qui ne savaient pas lire, des franc-maçons, des bigots (en plus grand nombre) et même des traîtres à la patrie ; il y manquait Michel Droit.

L n'y a qu'un motif de satisfaction dans cette grisaille de la vie publique, c'est le silence auquel vont être astreint conformément à la loi de 1977 et pour huit jours, les institutions de voyance, pardon, de sondages.

La prolifération des échographies politiques va donc être interrompue un moment. Le mystère, la surprise (bonne ou mauvaise) sont provisoirement rétablis dans leurs privilèges et les délices de l'ignorance restaurées.

Mais, à la différence du sexe de l'enfant qui ne risque pas de changer après que l'échographie l'a révélé aux parents impatients, le nom de l'élu des sondages peut parfaitement changer, lui, entre le jour où ces sondages sont mis sous le boisseau et le jour où le scrutin va intervenir.

Comme ce serait drôle, par exemple, que M. Barre, dont les plus chers alliés préparent l'oraison funèbre, se retrouve la veille du premier tour au coude à coude avec M. Chirac ! La mauvaise nuit que celui-ci passerait ! Seul si M. Mitterrand lui a ramené un faux sondage, plus prometteur, pour que son bébé donne en paix.

Car, si la publication en est interdite, procéder à des sondages n'est en revanche nullement prosaïque. Et de cette fausseté qu'a maintenu la loi, nul doute que les candidats y recourent.

Nul doute non plus qu'ils sauront, de bouche à oreille dans le microcosme dont M. Barre avait bien vu qu'il était son ennemi, le distiller à bon escient. Ou'ils vont être mignons à voir les bénéficiaires de ces confidences intéressées ! Ou'elles vont être amusantes leurs mines entendues d'hommes qui savent ! On s'en pourrait à l'avance !

Militant et théoricien de l'anarchie

Daniel Guérin est mort

L'écrivain Daniel Guérin, quatre-vingt-trois ans, est mort, dans la nuit de mercredi 13 au jeudi 14 avril, d'une longue maladie, à 8 heures, jeudi, après de ses proches. Insatiable militant de l'anarchisme et de la cause homosexuelle, Daniel Guérin est l'auteur d'une quarantaine d'ouvrages. En 1977, il avait publié ses mémoires : *Le Feu du sang, autobiographie politique et charnelle*.

Né le 19 mai 1904, à Paris, de parents « bourgeois dreyfusards », selon le mot de leur propre fils, Daniel Guérin aimait à rappeler que ses ancêtres, un babouviste et un saint-simonien, notamment, l'avaient peut-être prédisposé à devenir ce qu'il était, un socialisme révolutionnaire libertaire.

En 1930, Daniel Guérin débute dans le journalisme révolutionnaire en collaborant à l'hebdomadaire *Monde*, d'Henri Barbusse, avec des articles sur la colonisation en Indochine et au Maroc. Il écrit aussi dans *la Révolution prolétarienne* et *le Cri du peuple*. En 1933, il fait un reportage en Allemagne, qu'il publie (grâce à l'appui de Léon Blum) dans le quotidien *le Populaire*, et qui sera le point de départ d'un livre, *Flaques et grand capital* (1936). En 1938, le « genre révolutionnaire », dont il fait partie, obtient la direction de la Fédération socialiste de la Seine, et Daniel Guérin en devient le secrétaire adjoint.

Quand la seconde guerre mondiale se déclare, il se trouve en Norvège, et il ne pourra revenir en France qu'en 1942, mais, « en internationalisme conséquent », dit-il, il se « refuse à entrer dans une résistance qui n'est que la défaite d'un des deux blocs impérialistes, préférant participer avec les trotskistes à une action clandestine ».

couverture, combattant à la fois l'occupant et le capitalisme français ».

De décembre 1946 au début de 1949, Daniel Guérin séjourne aux Etats-Unis et entreprend une enquête sur la société américaine. Dans les années 50, il fait partie du comité Franco-Maghrab, lutte contre le colonialisme français, et se décide à « apporter [son] soutien à la révolution algérienne ». Il militera activement pour l'indépendance de l'Algérie.

Après l'échec, le 29 octobre 1965, à Paris, du leader de l'opposition marocaine Mehdi Ben Barka, Daniel Guérin crée le comité pour la liberté sur l'Afrique Ben Barka.

Les années passant, il apparaît comme un vétéran du communisme libertaire français, militant infatigable qui verra, naturellement, dans le mouvement de mai 68, la réurgence de ses rêves, comme il le précise dans son autobiographie. En 1972, il fonde le Comité antistalinien. Il était aussi membre du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), très actif au début des années 70. Daniel Guérin, en dépit de la multiplicité de ses actions sur le terrain, a publié une quarantaine d'ouvrages politiques mais aussi littéraires. Parmi eux, *Ni Dieu ni maître : anthologie de l'anarchisme* (Découvertes, 1970), *L'anarchisme, de la doctrine à l'action* (Gallimard, 1976), *Ben Barka, ses assassins* (Plon, 1982). Et puis, à tous ceux qui voudront connaître ou retrouver l'allié et battant traversé d'un siècle, qui fut celle de Daniel Guérin, on ne saurait trop conseiller la lecture de ses deux livres de mémoires : *Autobiographie de jeunesse* (Belin, 1972) et *Le Feu du sang, autobiographie politique et charnelle* (Grasset, 1977).

J. S. (Tous les livres cités sont disponibles actuellement en librairie.)

Cartonné 20x28 cm, 84p. 22 illustrations 98F

Pour les gens d'esprit s'il en reste. Si vous n'êtes pas candidat aux présidentielles, lisez Auriviel.

"Ce que nous craignons le plus de perdre c'est la face"

Argent, bonheur, presse, Etai, tout y passe.

Editeurs du Tricorné, chez votre libraire.

100%



FRAMATOME UNE SOLUTION A 100% CLAIRE POUR 100% DES ACTIONNAIRES DE LA TELEMECANIQUE

Aujourd'hui, Framatome propose la seule solution qui respecte à 100% l'égalité des Actionnaires de la Telemecanique.

En s'engageant à racheter 100% des Actions qui seront présentées à l'offre au prix de 4 500 F, Framatome prend un engagement qui témoigne de sa détermination et surtout de sa volonté d'apporter toute la sécurité nécessaire à ceux qui ont fait confiance à la Telemecanique.

FRAMATOME LE FUTUR EN TÊTE

Une note d'information présentée conjointement par Framatome et Télémechanique Electrique (visa COB n° 8863 en date du 26/02/88) est disponible sans frais au siège des deux sociétés. Dans le cadre de cette dernière surenchère, si le nombre des titres présentés est inférieur à 810 000, Framatome se réserve la faculté de se porter acquéreur de tout ou partie des titres présentés ou de renoncer à son offre.

سكزا من الاجل

Sports

FOOTBALL : une étude ethnologique

Les codes de la mauvaise conduite

Le choc en retour du Heynal amorti, le hooliganisme a repris de plus belle en Grande-Bretagne. Le Times vient de révéler que les arrestations à l'occasion des matches de première division ont augmenté de 7 % par rapport à la saison passée. Les conditions objectives d'une telle violence sont réunies en France, qui reste pourtant relativement épargnée par le phénomène. Des ethnologues expliquent pourquoi.

C'ÉTAIT le 26 septembre dernier. L'Olympique de Marseille venait d'être battu 1-0. Des spectateurs en furie dégringolèrent alors vers le banc de touche du Stade-Vélodrome. Injures et propos racistes ont fusé à l'adresse du gardien camerounais Joseph Antoine Bell : « Sale nègre ! ». A la sortie, l'arrière William Ayache et l'entraîneur Gérard Banide furent pris à partie et leurs voitures lapidées. Commentaire de Bernard Tapie, repris le lendemain dans la presse : « Le foot est devenu fou ».

Ce qui est surprenant, ce n'est pas que de tels incidents surviennent, c'est qu'ils soient si rares. Une étude ethnologique qui, depuis trois ans, étudie les mœurs des supporters et autres « tifosi » sur les stades ultrachauds de Marseille, Turin, Naples et Barcelone (1) semble pouvoir en expliquer les raisons.

Pour eux, l'aspect guerrier des rencontres de foot est attesté par cent détails. Ainsi les supporters se rassemblent dans des cantonnements — des bars le plus souvent — et gagnent le champ de bataille — le stade — en corps constitué, plusieurs heures à l'avance, pour occuper des positions stratégiques. Quand ils se déplacent à l'extérieur, c'est en convoi motorisé avec étendards, tambours et fanfares. Leurs mouvements d'ensemble obéissent à une stricte discipline orchestrée par des chefs. Un véritable déploiement militaire.

Calmer le jeu

« Ce rituel homérique ne dégrènerait que très rarement, observe Christian Bromberger, quarante et un ans, leader de l'équipe des quatre anthropologues marseillais qui travaillent sur le sujet. Autrement dit, les troupes respectent le cérémonial mais ne passent pas à l'acte. » A cela plusieurs raisons, et d'abord leur répartition dans les tribunes qui obéit à une géographie précise. Dans le Stade-Vélodrome de Marseille, par exemple, les jeunes ouvriers et les scolaires des quartiers populaires — généralement les plus ardents — sont cantonnés dans le virage nord. Ils refusent d'en bouger. En 1986, à la suite de jets de projectiles divers, on neutralisa sur ce point les rangées les plus proches de la pelouse. Les supporters préférèrent monter plus haut que de gagner d'autres places plus favorables.

A l'opposé, dans le virage sud, se retrouvent les cols blancs des quartiers sud. Dans la tribune et se placent les artisans, commerçants et cadres moyens portant casquettes. En face, encadrant la tribune officielle, siègent les cadres supérieurs qui parlent pointu. A l'intérieur même de ces secteurs, les spectateurs se réunissent par quartier, collège ou entreprise. Ici les dockers, plus loin les employés de la Sécurité sociale, ailleurs les pieds-noirs.

Les bandes de supporters n'ont rien de hordes inorganisées. A l'OM, ils sont « enrégimentés » dans trois clubs distincts : le « central », qui recrute dans les couches populaires ; l'« OM animation », plutôt peuplé de cadres, l'« association », réputée pour ses ultras. Chacun a ses lieux de réunion, ses rites, ses marques distinctives et son encadrement. C'est à ces courroies de transmission que Bernard Tapie s'adresse quand il veut « calmer le jeu ».

Bien entendu, les dérapages sont toujours possibles. Mais selon les ethnologues marseillais, il faut des circonstances particulières et une exceptionnelle accumulation de griefs. Quand les équipes de Nice ou de Toulon viennent jouer à Marseille, avec de fortes escortes, les antiques rivalités se réveillent. On peut tout craindre. Même situation quand l'OM de Bernard Tapie joue contre les Bordelais de M. Bez. Entre les dirigeants, les joueurs et les sup-

porters de chaque ville, la tension est maximale. Il suffit alors d'une erreur grossière d'arbitrage ou, pis, de coups échangés entre deux joueurs sur la pelouse pour que les « tifosi » s'enflamment à cet exemple.

Les tentations sont également très fortes lors des rencontres dans des villes neutres. Les groupes d'amateurs sont hors de chez eux, dans une ville peu connue, et comme exotisés du rituel ordinaire. Ils peuvent tout se permettre. Lors d'un match OM-Bordeaux, à Paris, des supporters marseillais ont défilé une épicerie et ont bombardé de fruits mûrs des voitures de Bordelais. « Une telle manifestation serait impensable à Marseille ou à Bordeaux même », estime Christian Bromberger. Les coups d'Europe, au cours desquelles le supporter se déplace à l'étranger en terrain totalement inconnu, sont à cet égard particulièrement explosifs.

Quand les violences se produisent à domicile, estiment les ethnologues, elles sont les symptômes d'un malaise plus profond. « Les marseillais redoutent toujours d'être dépossédés de leur équipe et de leur stade, explique Bromberger. Que les relations entre les clubs et les dirigeants de l'OM soient distendues, que ceux-ci renoucent à tout recroisement local, qu'ils installent dans les tribunes des loges et des boxes loués fort cher à des entreprises, qu'ils fassent évoquer le stade trop rapidement, et c'est la grève. Si l'OM gagne, les spectateurs acceptent, mais, si par malheur il perd, alors les supporters exaspérés et malheureux risquent

de manifester leur existence au besoin en prenant les gradins comme champ de bataille. »

Cette tendance est accentuée par la présence des ultras. Les extrémistes de tout bord — de droite ou de gauche — sont apparus sur les stades il y a une dizaine d'années, en Grande-Bretagne, en Italie comme en France. Pas cadencés, tenue de combat, crânes rasés, salut fasciste à l'occasion, ils impressionnent.

« Pas de panique, dit Christian Bromberger. Ces gorytes sont des exhibitionnistes qui empruntent leurs symboles à un passé terrifiant. Mais ce sont avant tout des passionnés de foot. » Après trois ans d'enquête, les ethnologues sont en effet revenus de maintes préventions. Ils observent que les foules sportives sont fortement structurées, qu'elles pratiquent une belligérance symbolique, que les supporters ont davantage besoin de paraître, de gesticuler, que d'en venir aux mains. « Le stade est un théâtre où se débattent les vertus de la compétition et de l'égalité des chances, pense Bromberger. La collectivité y affirme sa cohésion au-delà de tous les clivages, de manière spectaculaire assurément, mais pacifique. »

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) L'équipe est formée de Christian Bromberger, Alain Heyat et Jean-Marc Moritini, auxquels s'est joint plus récemment Paul Dalmas. Lire sur de leurs textes : « Allés l'OM, Forza Juve », dans le revue Terrain n° 3, publiée par la mission des affaires culturelles, mission de patrimoine ethnologique, 4, rue de la Banque, 75002 Paris.

BASKET-BALL : play-off

L'élan d'un outsider

Seule équipe à avoir gagné à l'extérieur, le mercredi 13 avril, au quart de finale aller du championnat de France, l'Élan Béarnais Orthez (EBO) a pris une sérieuse option pour les demi-finales. Cette victoire sur le Racing, au stade Pierre-de-Coubertin, par 100 à 86, après prolongation, est de nature à redonner confiance au petit club pyrénéen après une saison en demi-teinte.

Finis les doutes, balayés les angoisses de ces dernières semaines ! Les Ortheziens les ont enfoncés au fond des paniers parisiens à grand renfort de smashes et de lancers francs, sous les vivats d'un public acquis à leur cause. Pour l'EBO, le championnat de France vient de commencer. Désormais, l'extrême difficulté avec laquelle le champion sortant s'est qualifié pour ce play-off ne restera qu'une péripétie dans la vie du club. Même battus dans leur salle, le samedi 16 avril en match retour, puis éliminés mardi prochain à l'issue de la belle, les hommes de George Fisher conserveraient toutes leurs chances d'obtenir une place en Coupe d'Europe. Largement de quoi satisfaire Pierre Seillant, le président du club : « Je n'ai jamais demandé à mes entraîneurs d'être champions de France, rappelle-t-il, seulement d'être européens. »

C'est un rendez-vous qu'Orthez n'a jamais manqué depuis onze ans. Au début, les recettes supplémentaires des rencontres européennes étaient vitales pour le budget du club. « Cette année, note l'Europe n'aurait pas été catastrophique grâce aux réserves constituées au cours des deux précédentes saisons », admet Pierre Seillant. Il n'espé-

rait pas à vendre mais, seul, il ne pourra longtemps faire face à ses obligations dans un sport en pleine expansion. L'EBO est sans doute le seul club français à fonctionner sans subvention municipale. Les 70 000 F de la commune n'étaient qu'une goutte d'eau dans un budget voisin des 10 millions de francs. Cette année, la subvention est allée en totalité à la section football du club. « C'est ma fierté de penser qu'Orthez est à l'origine du boom médiatique que connaît le basket aujourd'hui », dit Pierre Seillant, même si, en contrepartie, les prix se sont envolés et si la motivation de certains joueurs a fondu sous les feux des projecteurs. Depuis deux ans au sommet, les Ortheziens reconnaissent volontiers qu'ils ont « un peu craqué sous la pression ». Les voilà à nouveau dans leur rôle favori : celui d'outsider.

« Il essaie de se persuader que son avenir est ailleurs », dit Pierre Seillant. Il a laissé une semaine de réflexion à ses trois joueurs tout en se répétant comme si c'était un dicton local : « Être pauvre ne signifie pas être parti. »

Dans une semaine, chacun saura si Orthez sera ou non européen l'année prochaine. Et, pour le président de l'EBO, il sera grand temps de se lancer sur le marché des transferts ouvert très tôt cette saison : « Avant on pouvait bricoler ici et là. Aujourd'hui, la chance se fait en terrain découvert, et les prix montent car le gâcher est rare, dit-il. Si l'on excepte les naturalisés, il y a peu de bons joueurs en France. Je crains que la progression du basket français soit artificielle. » Pour l'an prochain, Orthez ne recrute que deux joueurs au maximum. Paul Henderson, le plus bémol des Californiens, étant enfin autorisé à disputer les coupes d'Europe.

Mais, pour l'instant, Pierre Seillant n'est pas loin de partager l'avis de Freddy Hufnagel : Orthez est décidément trop petit. « La solution passe par un mariage, sinon d'amour du moins de raison, avec une collectivité locale plus importante ; pourquoi ne pas envisager de fusionner avec Pau, par exemple ? », lance-t-il. Pour lui, cette ville, distante de quinze minutes par l'autoroute, a beaucoup d'attraits et certains joueurs d'Orthez y habitent déjà. Toutefois, il n'exclut pas « un accord avec le privé ». Cette solution s'imposerait, au-delà du sponsoring traditionnel, dans une forme de partenariat, comme la société Jet Services souhaite l'instaurer, par exemple, avec la Croix-Rouge olympique en « reprenant » l'équipe première du club lyonnais.

L'Élan béarnais Orthez n'est pas à vendre mais, seul, il ne pourra longtemps faire face à ses obligations dans un sport en pleine expansion. L'EBO est sans doute le seul club français à fonctionner sans subvention municipale. Les 70 000 F de la commune n'étaient qu'une goutte d'eau dans un budget voisin des 10 millions de francs. Cette année, la subvention est allée en totalité à la section football du club. « C'est ma fierté de penser qu'Orthez est à l'origine du boom médiatique que connaît le basket aujourd'hui », dit Pierre Seillant, même si, en contrepartie, les prix se sont envolés et si la motivation de certains joueurs a fondu sous les feux des projecteurs. Depuis deux ans au sommet, les Ortheziens reconnaissent volontiers qu'ils ont « un peu craqué sous la pression ». Les voilà à nouveau dans leur rôle favori : celui d'outsider.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

HANDBALL : le Tournoi des Capitales

L'arbitrage vidéo

SEUL, Berlin-Est, Bucarest et Paris ont rendez-vous au Palais omnisports de Bercy, les 16 et 17 avril, pour le désormais traditionnel Tournoi des Capitales. Sous cette appellation, l'épreuve oppose en fait de véritables sélections nationales.

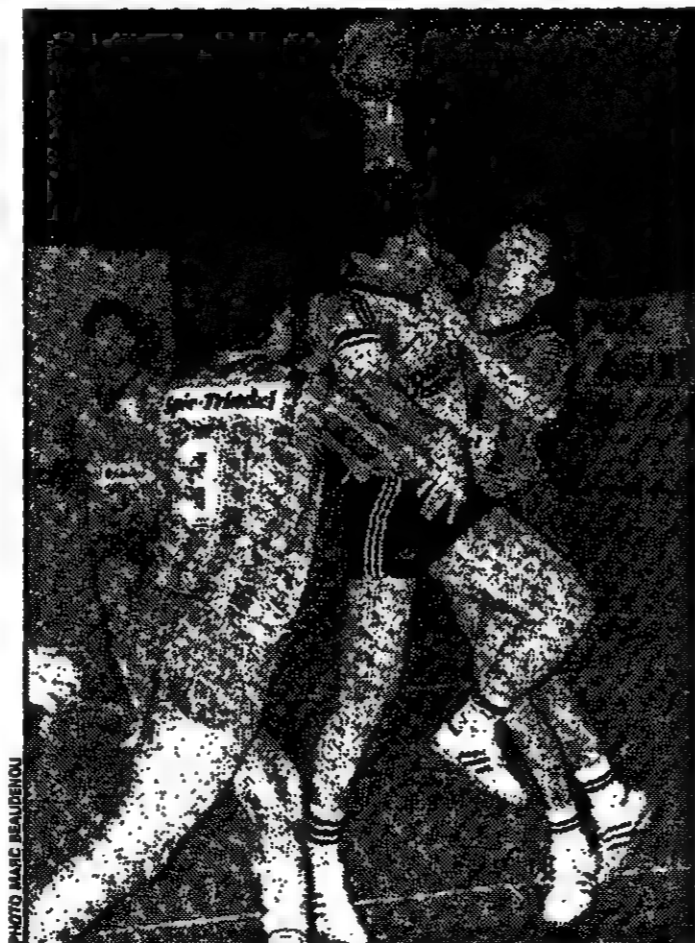
L'équipe de Corée du Sud, révélation du dernier championnat du monde A à Zurich, sera la principale attraction du tournoi, qui est pour elle, comme pour la sélection de RDA, une étape de préparation en vue des Jeux olympiques. Bucarest sera représentée par l'équipe nationale de Roumanie qui disputera, ainsi que la France, le championnat du monde B en 1989 en France.

Pour tenter de succéder au palmarès du tournoi à Zagreb (1984) et à Copenhague (1986), Paris a battu le rappel de tous les meilleurs internationaux français.

Le Tournoi des Capitales sera aussi le théâtre, samedi à 14 h 30, d'une expérience d'arbitrage vidéo, un système déjà utilisé par le football américain aux États-Unis et par le hockey sur glace au Canada. Muni d'un petit émetteur-récepteur, l'arbitre principal est relié en perma-

nence à la régie. En cas de doute, il pourra visionner la faute sur trois écrans de contrôle sans que le match soit pour autant arrêté plus de quelques secondes.

Cette première expérience dans le monde des sports collectifs de salle en France aura-t-elle des prolongements ? Vice-président de Paris-Ouest de la Ligue et organisateur du tournoi, Christian Picard est persuadé que « le vidéo viendra un jour en soutien de l'arbitrage dans les sports collectifs. Il serait bien que le handball apparaisse comme un précurseur, même si les instances fédérales ne sont pas encore mûres pour étendre ce genre d'expérience ».



Sur une phase de jeu confuse, la vidéo pourrait venir au secours de l'arbitre de handball.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme Marathon de Londres, 25 Kilomètres de Paris, 20 Kilomètres de Bordeaux et Marathon de la francophonie à Gagny. Dimanche 17 avril.	Golf Open de Cannes - Mougins. Jusqu'au dimanche 17 avril.	Natation Championnat de la CEE. Samedi 16 et dimanche 17 avril à Luxembourg.
Basket-ball Championnat de France. Quarts de finale retour. Samedi 16 avril à 20 h 30, sauf Orthez-Racing à 15 h (A2, direct).	Handball Tournoi des Capitales. Samedi 16 et dimanche 17 avril à Paris-Bercy (Canal Plus, samedi à 16 h 30, direct ; FR3, dimanche à partir de 14 h 30, direct).	Escrime Challenge Duval au fleuret. Samedi 16 et dimanche 17 avril à Paris.
Cyclisme Liège-Bastogne-Liège. Dimanche 17 avril (à 5, à partir de 15 h 35, direct). Gand-Wevelghem, mercredi 20 avril.	Karaté Championnats de France individuels. Samedi 16 et dimanche 17 avril à Paris-Coubertin.	Ski alpin Klostersee Invit. Samedi 16 et dimanche 17 avril aux Arcs.
Football Championnat de France. Première division (32 ^e journée). Samedi 16 avril à 20 h 30, sauf	Voile Trophées des multicoques. Jusqu'au dimanche 17 avril à La Trinité-sur-Mer.	Tennis Tournoi de Nice. Jusqu'au dimanche 17 avril (FR3, dimanche à partir de 14 h 30, direct). Open de Monte-Carlo. Du 16 au 24 avril (FR3, tous les jours à partir de 13 h, direct).

du 1^{er} au 30 avril

Série spéciale CLUB

vosre 205 XT, XS ou GTI
ou vosre 309 GTI

intérieur complet en cuir
sans supplément de prix*
en livraison immédiate

*Prix tarif Peugeot au 31 janvier 1988 ; Livraison immédiate selon les options choisies.

NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Le Monde SANS VISA



Que reste-t-il des traces de ce rêve des métaux rares qui, trois siècles durant, hanta l'Amérique du sud et ses conquérants venus d'Europe ? De la Colombie au Paraguay, entre la Caraïbe et la Plata, le souvenir et la légende ne survivent pas seulement ; la grande aventure de la terre américaine se perpétue.

Sur les routes de l'or et de l'argent

par Olivier Barrot

On se retourne pas impunément sur les traces de Pizarro et de ses compagnons, à la recherche de la contrée fabuleuse que Francisco de Orellana baptisa Eldorado. Si les péris d' alors ne sont plus les nôtres, on éprouvera parfois, à parcourir l'Amérique du Sud d'après la conquête, le sentiment rare d'aborder l'inconnu. Emotions singulières en terres févrières : distances, alternances de climats, différences de population, temps élastique, prolongent la vocation aventureuse du continent méridional.

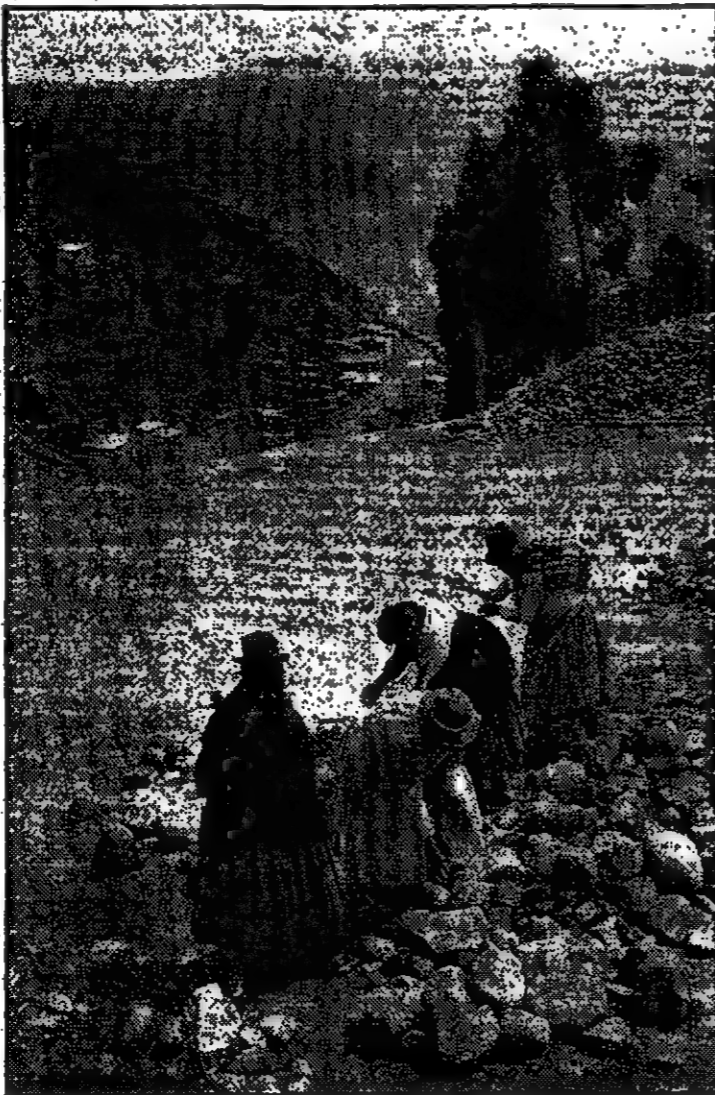
Ils étaient presque tous partis de Cadix, les conquistadores qui, pour la gloire de Charles-Quint, vainquirent en trois lustres le Mexique aztèque et le Pérou inca. C'est là-haut, par Carthagène au pied de l'isthme de Panama, que s'ouvrit, à partir de 1533, l'une des routes de l'or, celle de la Nouvelle-Grenade, qui ne devint Colombienne que trois siècles plus tard.

Midi à Carthagène

Carthagène, ville encinte, toujours assiégée par Anglais et Français, distille aujourd'hui encore les insistants parfums carabes. Noirs, Indiens et créoles mêlés depuis l'histoire espagnole demeurent dans ces maisons à balustrades fleuris et aux murs de pierre blanche, ornés de vantaux et de portails de bois nu. Comme à Gorée, comme à La Havane, de petites échoppes peignent les placettes à statues équestres, ombrées d'arbres aux feuilles cirees où jacsent les foules d'oiseaux multicolores. Que vienne midi, et tout cesse. Lorsque les croisées se ferment, silence et ombre prévalent dans les foyers, tandis qu'au-dehors la lumière blanche assomme.

Tout à l'heure, de la citadelle que domine le monastère de La Popa, le port et la lagune émergent de la brume de chaleur. Le petit garçon à la peau noire, venu d'en bas à pied en pèlerinage, se repose au frais dans l'église. « Français », devine-t-il, et de citer Michel Platini.

Née Santa-Fé-de-Bogota, peu après Carthagène, la capitale de la Colombie, conserve autour de



l'obligatoire plaza Bolívar un quartier colonial où patios, balcons, azulejos et rues pavées célèbrent le glorieux passé de la conquête, toute éblouie d'émeraude, de platine et d'or. Les Indiens en avaient fait des merveilles aussi pures que le métal, et dont la révélation progressive, dans la pénombre raffinée du Musée de l'or, confère une vertigineuse ivresse.

L'Equateur subit la malédiction de son voisin du sud. Esvahi au XV^e siècle par les Incas de Cuzco, rattaché après la conquête à la vice-royauté du Pérou, il a été dépeuplé en 1941 par Lima d'un bon tiers de son territoire. Mais ce petit-pays à forte densité indienne, flanqué au large de son bord Pacifique des anachroniques îles Galapagos, manifeste de

6 000 mètres aux noms de poèmes, Chimborazo, Imbabura, Cotacachi, dont les versants fertiles produisent le maïs, le café et les fruits aux goûts inconnus, guayabas, chirimoyas, cayambas, capullis.

Villes blanches, lacs outremer, l'économie de mots et la timidité indiennes. Dans les marchés, odeurs et couleurs assaillent, les sous s'apaisent. A Chordeleg, bourg d'orfèvres aux ateliers innombrables, le cours du temps s'est ralenti avec le silence installé. A Cuenca la studieuse, où l'on fabrique les couvre-chefs « panama », on n'entend depuis les anciennes demeures coloniales que la mélodie sourde et régulière des lavandières : le linge coloré comme des oriflammes sèche au bord de la rivière.

Au rebours, c'est bien notre monde qui règne à Guayaquil, le grand port, la grande ville équatorienne du Pacifique, noyée sous ses lourdes pluies tropicales. En serait-ce même comme l'image de la fin ? Perdus de misère, défoncés de toutes parts, ravagés par les eaux débordées, Guayaquil fait peur. Mais cela n'est que la peur, la vraie, c'est celle qu'inspire à nouveau depuis sept ans la fièvre de l'or.

A Nanvija, tout au sud des pays, dans les hauteurs montagneuses qu'on n'atteint qu'après des heures d'escalade à dos de mule, par des sentes étroites bordées par le seul précipice, si haute que les nuages l'obscureissent et que la pluie y demeure, la mine d'or à ciel ouvert de Nanvija, nouveau Klondike, draine des familles indiennes entières sur cette montagne sans loi. Les baraques en planches à même le sol défilent les concessionnaires de cette ville folle secouée par les explosions et les hurlements. Les morts, hommes et bêtes, sont légion, les risques innombrables, l'enrichissement aléatoire.

Lima la frénétique

Le Pérou abrite la capitale de l'or inca. Il est si présent bien mal en point, et ce, siècle lui est cruel. Nulle part comme à Lima, en Amérique du Sud, n'affecte ainsi la détresse enserrée par des cioux bas, plombés, moites. Encore agglomération, l'ancienne métropole de la vice-royauté fondée par

Pizarro a l'attrait tumultueux de l'exotisme : elle renferme comme Buenos-Aires certaines des plus belles avenues du continent, bordées de vastes constructions à l'europpéenne et de rappels monumentaux de sa splendeur.

« C'est le matin, écrit Paul Morand, qu'il faut se promener dans le vieux Lima, sous les balcons qui surplombent la rue comme des moucharabieh, anciennes maisons grillées comme des ménageries, cours, fenêtres ; et les jardins eux-mêmes sont enfermés comme des bêtes fauves. Au bout des rues d'un blanc doré aux angles vert d'eau, aux étages rosâtres, les Andes hautes et sèches comme un os de martyr, ferment le paysage. Irrationnelle, excessive en tout, Lima vole et vend tout : sa frénésie épuisante n'est pourtant pas sans charme.

La Paz vue de haut

Plus encore que l'Equateur, la Bolivie a souffert de son voisinage : en un demi-siècle, elle a dû concéder la moitié de son territoire originel au Chili, au Brésil et au Paraguay. Enclavée dans l'altitude andine qui fait de La Paz la capitale la plus élevée du monde,

à près de 4 000 mètres, la Bolivie demeure terre aux trois quarts indienne, peu métisée ; mais ce n'est pas sans surprise qu'on y découvre une omniprésente immigration d'origine allemande, installée en Bolivie depuis la crise des années 20 et renforcée un quart de siècle plus tard par d'autres compatriotes...

L'argent, l'étain, le pétrole, la coca ont successivement fait la fortune du pays. Fortune inégale, mais la Bolivie, pauvre, n'est pas misérable comme le Pérou. Elle laisse parfois supposer : effet de l'altitude, qui au sens propre coupe le souffle, effet des paysages et des situations.

La Paz : l'aéroport d'El Alto est plus haut encore que la ville, et voici que s'amorce la descente à sa rencontre. Un virage, et sur la droite en contrebas, la même vision que celle qu'eut le géographe français Alcide d'Orbigny en 1834 : « Quelle ne fut pas ma surprise de trouver, au bord d'une vaste interruption, une gorge immense et profonde au fond de laquelle à mes pieds je vis la ville de La Paz, ses églises, ses toits couverts de tuiles rouges et jusqu'à ses habitants qui, à plus de 800 mètres en dessous de moi, paraissaient des fourmis. »

(Lire la suite page 14.)

CLUB SANGHO SKANES

(Près de Mousstir) Au bord d'une plage de sable blanc

Une semaine à partir de 3.150 F

Tout compris Paris/Paris

TUNISIE CONTACT

SEJOURS - WEEK-ENDS - VOYAGES SUR MESURE

42 96 02 25

Documentation gratuite

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu 75001 PARIS 1^{er} Arr^t

سكزا من الاجل

VOYAGE

Sur les routes de l'or et de l'argent

(Suite de la page 13.)

A la nuit tombante, le spectacle est plus saisissant encore : la masse sombre et neigeuse de l'Ilampu et de l'Ilimani tapisse le fond du décor rouge encore de l'empreinte solaire, tandis que s'allument un à un les cent mille foyers de la ville. En chacune de ces modestes maisons brillera pour des heures la même lumière. La Bolivie des hommes est terre d'humilité, si la nature qui l'exhaupe sacrifie, elle, à la démesure.

Sur l'altiplano, ces hauts plateaux sans fin posés à 3 000 mètres, les maisons sont en adobe, briques de terre séchées et friable. Les maisons de terre n'ont toujours beaucoup touché, comme si les saints y habitaient (Michaux). Loin dans la lande se détache la silhouette d'une enfant bergère vêtue du poncho et de la jupe aux teintes éclatantes. Moutons, bovins, ânes, cochons noirs s'égaillent autour d'elle. Plus loin, vers le lac Titicaca, l'une de ces terres étendues d'eau visibles, dit-on, de la Lune, à cheval sur Pérou et Bolivie, se sont rassemblés pour leur marché annuel les éleveurs de lamas gris, beiges ou noirs.

Tout de suite, je les ai aimés, ces lamas avec leurs yeux lan-

guissants et mouillés, leurs petites oreilles droites en cornes d'escargot, leur cou mobile qui pivote comme celui d'un oiseau, leur grosse croupe de danse, leur corps élégant caché sous une laine épaisse. (Morand.) Là encore, sous le ciel clair parsemé de nuages flottant à peine au-dessus des hommes tant est présente l'altitude, le silence et les gestes de paix s'imposent.

Oruro et Potosi arborent la fierté de leur sous-sol, l'argent de naguère, l'étain d'aujourd'hui. C'est un enfant qui mène la visite au creux de la terre, dans l'humidité torride et avouglie, et ce n'est que normal, ce sont des enfants aussi qui, avec leur père, perforent à longueur d'année la veine métallifère.

Les colons d'Asuncion

Comment s'étonner que la fibre politique habite le peuple bolivien, qui a connu près de deux cents coups d'Etat en un siècle et demi d'indépendance, et dont le chef Melgarejo, modèle de Drieu La Rochelle pour l'Homme à cheval, prétendit voler au secours de la Commune de Paris insurgée ? On croise souvent, dans les rues

montagnes et éprouvantes de La Paz, des escouades d'anciens combattants et de veuves de la désastreuse guerre du Chaco : plus de cinquante années après, ils ne sont pas guéris de l'humiliation de la défaite et portent l'armée de partir aux frontières reconquérir un accès à la mer, le pétrole et l'honneur perdus.

Enfin, l'in vraisemblable Paraguay, terre démente. Rien n'y ressemble à ce que l'on peut connaître de l'Amérique latine. Sans façade océanique lui non plus, le Paraguay fut la patrie des tribus Guarani, évangélisées par les jésuites pendant deux siècles et qui ont légué au pays le nom de sa monnaie et sa deuxième langue officielle. Capitale d'une république aujourd'hui « blanche » comme l'Argentine, Asuncion regorge de villas hollywoodiennes et de larges artères éclairées à giorno. Avec ses avions de ligne vétustes et ponctuels, doublés d'une impressionnante flottille privée, avec ses colons venus d'Europe et du Japon, son système fiscal des plus compréhens-



BRASILEIRO BALDADO/AGF/REUTERS

sifs, le Paraguay du Parti colorado et de son éternel candidat, le général-président Stroessner, au pouvoir depuis trente-quatre ans, s'est transformé en un paradis du hors-tax. Tout est à vendre, comme le pays lui-même, dans cet emporium oublié.

Un nouvel Eldorado, sans or celui-là ? L'antique chemin de fer à vapeur alimenté au bois qui relie en une vingtaine d'heures Asuncion à Encarnacion donne le change. Le Paraguay accueille les aventuriers venus chercher fortune dans les étendues du Chaco

dévotus à l'élevage, et célèbre le culte officiel et unilatéral de son lide, comme ailleurs celui voué naguère à Peron ou à Bourguiba.

Un barrage et des chutes

Il a offert son nom à l'aéroport de la capitale comme à la ville-frontière avec le Brésil. Les grandes agglomérations du pays s'intitulent Mariscal (maréchal) - Estigarribia ou Coronel (colonel) - Oviedo ; à Asuncion, l'avenue Franco est parallèle à l'avenue Benjamin-Constant, l'université catholique est sise dans une ancienne prison.

Lieu de passage entre le monde andin et celui de la Plata, le Paraguay recèle deux merveilles, l'une fille de l'autre. Les chutes d'Iguazú, en forêt tropicale frontalière du Brésil et de l'Argentine, se déversent dans le rio Parana paraguayen : on y tourne Mission.

En amont, au partage des eaux entre Brésil et Asuncion, le barrage d'Itaipu serait le plus puissant du monde. Il permet au Paraguay d'exporter de l'électricité, de maintenir son taux de croissance et, seul ou presque dans ce cas au sud du Rio Grande, d'ignorer l'endettement.

On est, au Paraguay, à égale distance du Pacifique et de l'Atlantique. Pour regagner l'Europe, le Brésil avec son génie peut clore le voyage, par la droite logique. Devoir partir ? « Dès que la décision en est prise, quand il ne s'agit plus d'une perspective d'avenir plus séduisante qu'indéfinie [...], il se peut que l'idée de partir soudain nous fasse horreur », vient de nous Jacques Réda. Nous reviendrons par Foucault et le port chilien d'Antofagasta : un nom aussi parfait, on n'y résiste pas.

OLIVIER BARROT.

Carnet de route

Y ALLER

Tous les pays d'Amérique du Sud, à l'exception du Pérou, de l'Argentine et de l'Uruguay, exigent un visa des ressortissants français : aucune vaccination n'est requise.

Nouvelles Frontières propose les formules de voyage organisées les mieux adaptées au continent sud-américain. En particulier d'avantageux circuits mixtes Colombie-Équateur-Galapagos, Pérou-Bolivie-Brazil ou Argentine, Pérou-Bolivie-Chili-Bolivie et même trekking au Pérou (de 12 000 à 20 000 FF environ, selon la voyage et le logement choisis, départs de juin à novembre). Nouvelles Frontières a son siège au 87, boulevard de Grenelle, Paris (16^e), tél. : (1) 42-73-06-88. Nombreuses agences à Paris, en province et à l'étranger.

Pour le voyage seul, Nouvelles Frontières offre Paris-Lima AR en vols réguliers (5 600 à 6 900 F), Paris-Bogota AR (5 600 à 5 900 F), Paris-Quito AR (5 700 à

6 300 F) : les prix varient selon la date et la durée de validité du billet.

Air France dessert Bogota, Quito et Lima depuis Paris à des tarifs excursion ou visite respectifs de 10 700, 12 000 et 7 000 FF AR.

Filiales d'Air France, Jumbo organise des vols charter vers Bogota, Quito et Lima (6 200 FF AR) et Air Tours des circuits péruviens (de 10 000 à 13 000 FF) et équatoriens (de 12 000 à 20 000 FF env.).

LIRE

Les « Petite Planète » Bolivie, Pérou et Colombie (Seul).

Les guides Nagel Pérou et Bolivie.

Les citations de l'article proviennent d'Escudor, d'Henri Michaux (Gallimard, 1928, rééd. 1987), d'Air India, de Paul Morand (Grasset, 1932), et de Recommandations aux promeneurs, de Jacques Réda (Gallimard, 1988).

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE
UNIVERSITÉ DE VIENNE
COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS
3 sessions de 11 heures
du 24 septembre 1988
Cours pour débutants et avancés (6 degrés)
Les exercices de langues
occasions, soirées
(âge minimum 16 ans)
Droit d'inscription
et de cours pour 4 semaines :
AS 2780.-F (sew. 1 300.-F)
Pis inscription (inscription, cours, chambre) pour 4 semaines :
AS 7500.-F (sew. 3 400.-F)
INCHARGEUR, Programme d'été, 1988
INTERNATIONAL SOCIETY FOR
A-DU WEST UNIVERSITÄT

(Publicité)
Inoubliable week-end !
au WALDORF ASTORIA
DE NEW-YORK
avec CONCORDE
Départ le 9 juin sur
Boeing 747 Air France.
Retour le 12 juin en
Concorde, à partir de
14 900 F. Aircom : 93, rue
de Monceau, 75008 Paris.
Tél. : 45-22-86-46. Télex
643-780 F. Lic. 175001.

Grand Concours
"Découvrez l'Europe de 1992."

Le Monde
le GUIDE du ROUTARD
AIR FRANCE
QUESTION
11-
PARMI ces 3 endroits de Paris, quel est celui où l'on peut découvrir le plus grand pan de la muraille de Philippe-Auguste ?
(Grand Louvre - Parking Forum-des-Halles - Parking Mazarine)
L'INDICE DU « MONDE »
VOUS n'aurez pas de difficultés pour garer votre voiture avant de visiter.

QUESTION
12-
AIR FRANCE est la compagnie aérienne qui dessert - en vols réguliers - le plus d'aéroports en Europe. Quel sera, au 1^{er} avril 1988, le nombre de ces aéroports (territoire national exclu) ?
L'INDICE DU « MONDE »
EN 1987, il existait 72 aéroports. En 1988, le réseau s'est étendu.

Les questions 13 et 14 et leurs indices seront publiés dans le Monde du vendredi 22 avril (daté 23).
Bulletin réponse et question subsidiaire dans le Monde du vendredi 6 mai (daté 7).
GAGNEZ 40 BILLETS AIR FRANCE
sur 20 destinations européennes et des Guides du Routard

CIRCUITS-PRÉSTIGE
FIORDS ET CAP NORD
AVEC CROISIÈRE À
BORD DE L'EXPRESS
CÔTIER
14 jours
PARIS/PARIS
pour découvrir la
NORVÈGE dans les
meilleures conditions.
Demandez la brochure SCANDITOURS à votre agent de voyages ou à SCANDITOURS
10, rue Anber, 75009 PARIS - Tél. : (1) 47.42.80.00
La qualité scandinave SCANDITOURS

MONTAGNES & DÉSERTS
VOYAGES A PIED
EXPÉDITIONS
NOMADE
50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE
LOUE À FRÉJUS (Var)
Dans VILLA avec JARDIN, un APPARTEMENT pour 4 personnes.
Juin, juillet, août, septembre.
Tél. (16) 94-51-82-82.
VOUS RECHERCHER DE VRAIES VACANCES. DÉCOUVREZ LES ÎLES IONIENNES. Une autre présidence, des gens hospitaliers. Villas et appartements situés à l'ouest. Tél. 43-25-28-38.

ABANO TERME
Des vacances pour une routine en forme
HOTEL TERME MILANO
HOTEL TERME BOLOGNA
1-35031 ABANO TERME-ITALIE TEL. 049 45178 HOT BOL I
Deux hôtels situés au centre d'Abano T., riches de tout confort moderne : chambre avec salle de bains, balcon, 4 piscines (couvertes et au plein air) avec eau thermalisée, court de tennis, parking privé, établissement de cure relié aux étages, grand parc et jardin. Le traitement thermal est indiqué dans les cas suivants : arthrose, séquelles du rhumatisme articulaire aigu, névralgies, sciatiques, névrose, myalgies, séquelles de lésions, de fractures, etc.
FORAAT 12 JOURS PERSON AVEC RUCURE :
HOTEL MILANO FF. 5250
HOTEL BOLOGNA FF. 4995
HAUTE SAISON FF. 5300
Pensions et repas, d'après, sur tables ou dans les Bureaux de Voyages CIT et Donatelli

LE CANADA. 0,19F
LE KILOMÈTRE/AIR, SERVICES COMPRIS
WARDAIR offre à ses passagers le confort et le sérieux d'une compagnie internationale : la fameuse classe Wardair. Nappe blanche, porcelaine, apéritif, vin et digestif à volonté. Les trois vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir de 2.100 F soit 0,19F le kilomètre/air, services compris. Si l'envie vous prend de voyager en classe affaires dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera que 3.100 F.
Avec Wardair, découvrez Toronto, Montréal, Québec, découvrez le Canada, le pays de l'émotion.
Pour vos réservations, contactez votre agence de voyages ou le 42.61.54.24.
WARDAIR HOLIDAYS



environ, tout compris, en pension complète (nôles 3 ou 4 étoiles, meilleures places aux concerts). Ajouter 1 000 F en chambre simple.

Tropiques au nord

Un village où l'on ne circule qu'à bicyclette, regroupé autour d'un lac et d'une baie tropicale où l'on se baigne toute l'année dans une eau à 30 degrés, c'est ainsi que se présente le Centre Parc situé à Vossemeren, à la frontière de la Belgique et des Pays-Bas. Onze villages sont construits sur le même modèle : huit en Hollande, deux en Belgique et un en Angleterre. Un autre Centre Parc, les Bois francs, doit ouvrir le 1^{er} juillet prochain à proximité de Verneuil-sur-Avre, en Normandie (à 120 km de Paris).

Tous proposent de courts séjours : une semaine, un week-end ou un mid-week (du lundi au vendredi). Le prix forfaitaire comprend la location de la maison et l'entrée à la piscine et aux jeux d'eau. De nombreuses autres activités sont proposées à la carte : tennis, squash, bowling, remise en forme, bicyclette, etc. En haute saison, pour quatre personnes, un week-end de quatre jours, du vendredi au lundi, coûte 1 830 F, un milieu de semaine, 1 780 F et une semaine, 4 160 F.

La formule Centre Parc, née en Hollande, connaît un franc succès en Europe du Nord. Les onze villages ne dépassent pas le taux d'occupation annuel de 90 % sur l'ensemble de l'année. Renseignements : Centre Parc, 17-18, place de Catalogne, 75014 Paris. Tél. : 43-35-21-21 et agences sélectour.

Art contemporain à Bâle

La Foire internationale d'art contemporain de Bâle a lieu du 15 au 20 juin. Agence de développement culturel, la société ABCD, 6, rue Danville, 75014 Paris, tél. : 43-20-73-73) lui consacre un voyage artistique qui devrait permettre des rencontres personnelles et de haut niveau entre les acteurs du marché de l'art contemporain : artistes, directeurs de galeries, collectionneurs et amateurs.

Rendez-vous est pris le mardi 14 juin. Un vol Paris-Bâle met les participants à pied d'œuvre. Après-midi libre avant l'inauguration de la foire réservée aux spécialistes mais ouverte aux amateurs à ce voyage, auxquels on offre également la possibilité de prendre part au dîner qui réunira les artistes. Le lendemain, Jean-Luc Chalumeau, critique d'art et directeur de la publication *Opus international*, guidera la visite de la foire et donnera

une conférence sur les tendances de l'art contemporain et le marché de l'art. Une visite guidée du Musée des beaux-arts de Bâle — qui possède des toiles de Braque et de Barnett Newman — marquera la troisième et dernière journée. Le Musée d'art contemporain abrité, lui, Franck Stella, Carl André et Donald Judd. Forfait de 4 500 F tout compris.

Saumur et le Cadre noir

Pour amateurs de sauts et d'obstacles, de croupades et d'exercices de haute école, un voyage est organisé à Saumur du 29 avril au 1^{er} mai, où les fervents pourront assister à deux manifestations dans le même week-end : le concours complet international TDK de Saumur et l'une des quatre représentations annuelles du Cadre noir (sacré de gala). Plusieurs formules sont proposées. Les prix tournent autour de 1 400 F pour les trois jours. Informations auprès de Leslie Aach Communication, 3 bis, rue de l'Abbé-Grégoire, 75008 Paris, tél. : 45-49-45-85.

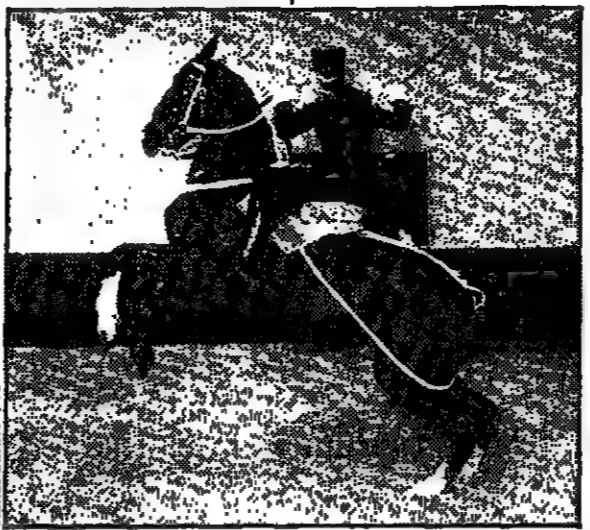


A deux à Sumatra

C'est la meilleure période (d'avril à octobre) pour aller en Indonésie : la saison sèche commence et la lumière est très belle. Asia (3, rue Dante, 75005 Paris, tél. : 43-26-10-35) et dans les agences de voyages, qui connaît bien cette région, propose un voyage à deux, sur trois îles, en totale autonomie (voitures particulières avec chauffeur). Cette Indonésie « essentielle » parcourt successivement Sumatra, Java et Bali. Un vol KLM joint Paris à Sumatra, via Amsterdam. Medan, capitale de Sumatra, sa grande mosquée et le palais du sultan, l'île de Sumatra avec les anciennes

tombe royales du village de Torok et à Java, Jogjakarta, Borobudur, le plateau de Dieng (2 000 mètres d'altitude) et ses temples hindouistes du septième siècle, Surakarta et trois jours libres à Bali constituent l'essentiel du voyage.

Le forfait (15 jours, 12 nuits), entre le 1^{er} mai et le 30 juin, coûte 13 145 F par personne en chambre double sur la base de deux personnes voyageant ensemble. Ce prix comprend les vols, l'hébergement, la pension complète du 1^{er} au 9^{er} jour, le demi-pension, ensuite, à Bali, les visites et les excursions mentionnées, l'assistance d'un guide parlant anglais. Des extensions sont possibles de Bali vers les petites îles de la Sonde ou vers les Cébes, à des prix variés.



Des concerts dans le paysage

En Grande-Bretagne, la musique se met au vent. Symphonique, elle s'écoute dans des « concert halls » royaux ; folklorique, elle se dit dans la convivialité d'un concert pour ainsi dire agrée. C'est la musique aux champs. Solennelle ou familière, la musique, c'est le plaisir de Landscape and Music Tours (10, Frederick Road, Fishbourne, near Chichester, West Sussex PO19 3JQ, Grande-Bretagne, tél. : 243-77-69-05). Un plaisir partagé puisque ce spécialiste pour l'Angleterre propose à ses hôtes séjournant des circuits qui s'accommodent des goûts individuels : conçus pour six personnes au plus, ils se promènent en compagnie d'un lieu à l'autre, au gré des festivals.

Ainsi, du 16 au 20 juin, les amateurs pourront écouter, à Londres, la Flûte enchantée, de Mozart, par l'English National Opera ; ou le Couronnement de Poppea, de Monteverdi ; un concert Mozart, Beethoven et Brahms au Royal Festival Hall ou un concert de jazz avec Stéphane Grappelli, au Barbican Centre. Puis ce sera, à Stratford-upon-Avon,

Much Ado About Nothing (Beaucoup de bruit pour rien), de Shakespeare. Puis cap sur Aldborough, pays de Benjamin Britten, sur la côte du Suffolk, pour un festival d'opéra, de musique instrumentale, contemporaine et de chambre, de haut niveau, avec la participation, notamment, de Murray Perahia, A. Edmunds, ensuite, Mozart, Vivaldi (les Quatre Saisons) et Schubert (Messe en *si mineur*) ; au Festival de York, masterclasses, répétitions et concerts de l'Endymion Ensemble et représentation du London Contemporary Dance Theatre. Deux jours, enfin, parmi les collines boisées et les pâturages de Ludlow, pour le festival annuel qui a lieu dans le château normand de ce gros bourg gallois.

Du printemps à l'automne, Landscape and Music Tours organise plusieurs circuits à l'écoute de toutes les musiques : les grandes formations (Scottish Chamber Orchestra, Royal Philharmonic) et ensembles plus originaux (concert-feu d'artifice par le Band of the Royal Artillery et musique particulière de Gilbert and Sullivan) sans oublier les célèbres Proms du Royal Albert Hall à Londres ; et le 42^e Festival d'Edimbourg. Par personne en chambre double : 11 000 F.

POUR CEUX QUI CROIENT AVOIR TOUT VU : LE RHIN AVEC KD !

Il y a encore des choses à découvrir dans la vie ! Pour apprécier la chaleur et la beauté des sites, pour vous dépayser sans partir aux antipodes, pour vous détendre dans une atmosphère privilégiée, embarquez-vous sur la KD !

Dés aujourd'hui, réservez le cap sur votre agence de voyage.

Pour recevoir gratuitement notre brochure 1988, merci de nous adresser votre carte de visite en précisant le nom du journal et la date de parution : CROSSRHN-KD 8, rue du Fbg Saint Honoré 75005 PARIS - Tél. : (1) 47-42-52-27

LA CROIX DU SUD
5, rue d'Amboise, 75002 PARIS
Tél. : (1) 43-61-82-70 - Licence A 681

DECouvrez LA NOUVELLE-ZELANDE

VOYAGE UNIQUE
12 novembre au 13 décembre 1988
Tout compris en demi-pension
33 500 F

CHINE

Les "Samedis de la Chine" : journées de conférences et projections de films documentaires sur l'histoire, l'actualité et les traditions chinoises, réalisées grâce à la participation des meilleurs sinologues.

PROCHAINS RENDEZ-VOUS :

BORDEAUX
samedi 23 avril, Athénée Municipal, Place Saint Christoly 33000 Bordeaux

PARIS
samedi 4 juin, Club des Arts et Métiers, 9bis Avenue d'Iéna 75016 Paris

UNE JOURNÉE EN CHINE A BORDEAUX

- 9 h 15 : Présentation.
- 9 h 30 : Introduction générale à l'histoire de l'art par CHANGUNG LIAO, sinologue.
- 11 h : La vie quotidienne en Chine, par MARIE HOLLMAN, journaliste et sinologue. C'est une véritable révolution que connaît actuellement la société chinoise, et c'est dans la vie quotidienne que ce bouleversement est le mieux perceptible.
- 12 h : Pause déjeuner. Une liste des meilleurs restaurants chinois des environs sera distribuée aux participants.
- 13 h 30 : Shanghai ou l'Occident en Chine, la ville de "La coexistence harmonieuse" présentée avec une projection de diapositives par ALAIN ROUX, directeur du département de chinois de l'université de Paris VIII.
- 14 h 45 : Le journal d'un ethnologue. Film de PIERRE FAY, sinologue. Un document unique sur les traditions chinoises telles qu'elles se perpétuent dans les campagnes, les monastères bouddhistes et taoïstes, les montagnes sacrées.
- 16 h : Voyager en Chine. L'équipe de CARREFOUR DE LA CHINE présentera les différents sites et les différentes façons de découvrir ce pays-continent.

PARIS

GRANDE SALLE

- 10 h : L'écriture chinoise, conférence avec projection d'un film, par Jacques GUYON, professeur au Collège de France.
- 11 h 15 : Vivre en ville, par MARIE HOLLMAN, journaliste et sinologue.
- 12 h 30 : Déjeuner libre.
- 14 h : La voie du milieu dans la société Tibétaine d'aujourd'hui par FRANCIS LAGRANGE, tibétologue.
- 15 h 15 : Oasis de la Route de la soie par SOVIE BACHULIN et LEX FOMASOVA, reporters-photographes, de retour d'une mission de coopération scientifique dans le Taklamakan.
- 16 h 30 : Vie quotidienne et loisirs en Chine, Comment voyager les chinois par PATRICK DE BISS, correspondant à Pékin de 1984 à 1987 pour le journal Le Monde.

PETITE SALLE

- Conférences Voyager en Chine et avec l'équipe de CARREFOUR DE LA CHINE.
- Dédicaces de livres par les nouveaux romanciers chinois dans le cadre de la manifestation "Les belles étrangères".

Vous trouverez également sur place un stand librairie, présentant de nombreux ouvrages sur la Chine ainsi que tous les guides touristiques et cartes géographiques.

Participation aux frais 100F (50F pour les voyageurs de Carrefour de la Chine). Inscription par correspondance obligatoire à Bordeaux et vivement conseillée à Paris. Admission sur place dans la limite des sièges disponibles.

Pour vous inscrire, envoyez le bon ci-dessous, à : Carrefour de la Chine, 45 rue Sainte Anne, 75001, Paris. Tél. (16-1) 42 61 60 26. À la même adresse, on vous donnera tous les renseignements complémentaires sur ces journées ou sur nos voyages vers la Chine.

Aller en Finlande, c'est renaître

IL y aura le soleil presque sans arrêt dans le ciel. Juste devant vous l'un des 180 000 lacs de Finlande, ourlé de sable. Au-dessus passeront les grands oiseaux du Nord et à peine de vue, tout autour, ce sera la forêt. Vous serez comme un Robinson, attentif aux bruits silencieux de l'air, de l'eau et du feu que vous allumerez le soir. Vous ne vivrez plus hors de la nature, mais en elle, vous y respirant chaque jour davantage.

Au grand Nord, en Laponie, vous aurez le sentiment de posséder le monde à vous tout seul, tellement l'espace y est grand et vierge : les rennes y sont toujours plus nombreux que les hommes. Venez : nos « paquebots-ferries » ont le luxe et le raffinement des transatlantiques. D'Allemagne de l'Ouest en Finlande ou de Suède en Finlande : Finnjet - Silja Line (Scanditours) ; de Suède en Finlande : Viking Line (Bennett Voyages).

Office du Tourisme de Finlande, 13 rue Aubert, 75009 PARIS
Tél. : 42 66 40 13 Minitel 36 16 Finlande

Finlande naturellement vôtre

Pourquoi pas vous ? Paris-Pékin aller-retour : 5700F

Bon à découper et retourner à Carrefour de la Chine, 45 rue Sainte Anne, 75001 Paris.

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, la brochure "Connaitre et aimer la Chine".

Je désire participer au Samedi de la Chine du 23 avril 1988 à Bordeaux.

Je désire participer au Samedi de la Chine du 4 juin 1988 à Paris.

Obtenir la signature de personnes à inscrire dans la liste correspondante.

Je vous joins un chèque de F pour frais de participation aux conférences (50% de réduction pour les voyageurs de Carrefour de la Chine).

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Carrefour de la Chine

هكذا من الاجل

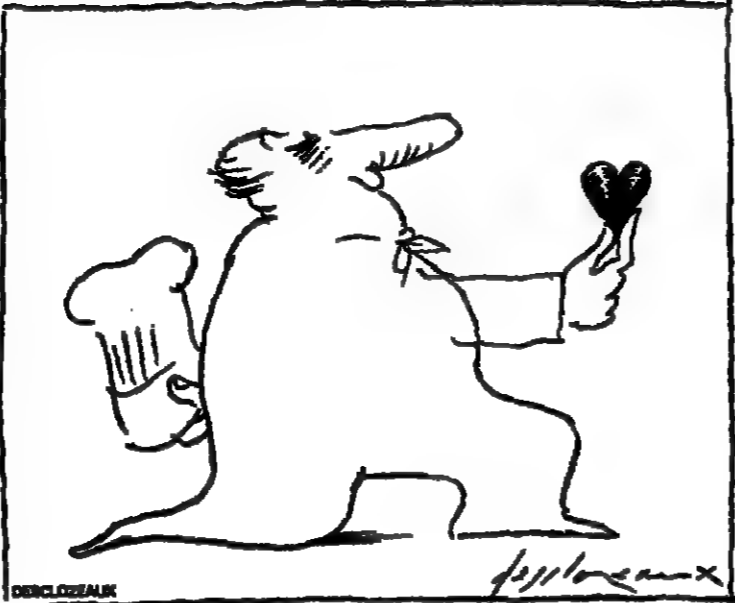
سكزا من الاجل

LA TABLE

L'éclade de moules

VERS l'an 1235, une barque chargée de moutons venue d'outre-Manche fit naufrage dans la baie de l'Aiguillon, à quelques kilomètres d'Étampes où, entre parenthèses, on peut signaler la qualité dans la simplicité de la cuisine du Port (rue de l'Océan, tél. 46-01-32-11) et où déjà Simonon, lorsqu'il habitait en Charente-Maritime, emmenait son commissaire Maigret se régaler d'une mouclade.

Des trois membres de l'équipage, seul le patron, un Irlandais nommé Walton, fut sauvé et, ruiné, il s'installa ici. Pour vivre, il décida de chasser. Ayant remarqué que certains oiseaux, le nuit, volaient très bas, il imagina de planter des piquets dans la vase marine, reliés entre eux par un énorme fil. Au bout d'un certain temps, il s'aperçut que de jeunes moules se fixaient, en essaims, sur ces piquets. Les pêcheurs locaux s'en amusèrent d'abord puis constatèrent que ces moules grossissaient plus vite là que sur leurs bancs naturels. La mytiliculture était née.



Ces pieux collecteurs furent baptisés bouchots (de bout : clôture et chaot : bois, d'après Locard). Les moules de bouchots, c'est-à-dire de culture, sont plus

grandes et rondes que les sauvages (certains pouvant atteindre 6 cm de long) et plus grasses surtout.

En Charente donc, ces moules de bouchots ont donné naissance à deux excellents plats locaux : la mouclade et l'éclade.

La mouclade, j'en ai déjà parlé ici. L'éclade, moins connue, est à mon goût meilleure encore. Mais c'est un plat de plein air, un barbecue marin en quelque sorte. J'en fis la découverte à l'île d'Oléron, il y a bien des années, chez un restaurateur malais. Le jour de fermeture de la maison ! Un peu comme s'il avait honte. Et de reste, les ouvrages sur la cuisine charentaise n'en parlent généralement pas. Pourquoi ?

Certes, il vous faut un jardin pour jouer ainsi au bouchotier gourmand. Il vous faut, aussi, une épaisse planche de bois (l'olivier provençal s'il voulait se laisser naturaliser serait ici parfait). Il vous faut aussi des petits clous de tapissier pour les planter, sur ladite planche, en spirale, laissant entre eux un espace de 2/3 cm.

A présent, ayez vos moules de bouchots. Roby, le spécialiste de « tout ce qui vient de la mer »

constate que, grâce au contrôle permanent de l'Office général des pêches maritimes durant les mois en « R », la consommation des moules de bouchots reste exempte de tous risques d'empoisonnements et surtout de la fièvre typhoïde.

Grattez les moules, lavez-les bien. Disposez-les sur la planche, entre les pointes, le ventre en bas (je veux dire l'ouverture de la coquille). La planche ainsi garnie des moules bien serrées, semez dessus des aiguilles de pin et mettez-y le feu.

M. Gault, qui m'accuse de ne connaître en matière de table que les tomates (épluchées) et le jambon blanc, dit bonnement que l'éclade ce sont des moules grillées sur un feu d'aiguilles de pin. C'est faux. Les aiguilles sont sur les moules, leur chaleur fait ouvrir celles-ci (sans que la corde entre dedans, d'où la nécessité de les planter ventre en bas !). Il n'est plus qu'à chasser les aiguilles consumées de quelques coups de soufflet.

Du gros pain de campagne bien frais, du bon beurre d'Eclairé tartiné dessus... On se brûle un peu les doigts, se les nettoie plus encore... Quelles délices ! Avec un petit blanc de l'île de Ré, méprisé certes des œmophiles distingués mais allégre en diable, l'éclade s'éclate !

LA REYNIÈRE

MIETTES

Lectures. - Signé Rijnling Dorje, la Cuisine traditionnelle tibétaine vient de paraître chez Astro-labs. Cela ne vous donnera peut-être pas envie de manger les baktes (boulettes sucrées), arroches de champ (bâtes), mais si vous êtes curieux d'ailleurs, vous vous passionnerez. Tout comme avec cet ouvrage : Cuisine céleste et chouchou magique, de J. Markale et Valérie Jones (Entente), avec son fil d'amour signé de Morgane Ar Groach, éditeur du miel de rose, quelques larmes (d'elle ?) et un nombre impair de gouttes de « son » sang !

Chaptalisation. - Le revue Que Choisir ? ayant trouvé une abusive chaptalisation dans les beaufais 1986, c'est, là-bas, un tollé unanime. L'invraisemblable n'est-il pas que le chef du service de répression des fraudes de la région lyonnaise, M. Alain Chetelat, reconnaît que, souvent, « on » dépasse la dose réglementaire, avouant ainsi qu'il ne fait pas respecter la loi ! Il est vrai qu'il a déclaré aussi qu'« un vin chaptalisé n'est pas un mauvais vin ». Sous prétexte peut-être (d'autres le disent) que le sucre n'est pas un poison. N'est-ce pas le docteur Carton qui assurait que le sucre industriel est un aliment mort ? Et Lefort Kozak, évoquant « ces inféconds produits d'une raffinerie de sucre blanc » ? Citons enfin Constant Bourquin : « Le petit vin qui pourrait être inoffensif à 10 degrés ne l'est plus quand on l'a suralcoolisé artificiellement et que de 10 il a passé à 13 ou 14 (comme c'est fréquent en Bourgogne par exemple). Ce n'est plus l'action du vin qu'il faut alors envisager mais celle de l'alcool en tant que poison. »

Jacques Maximin se mettra-t-il au Régime ? - Alors que l'on annonce la reprise de Ledoyen par M^{me} Régine, on laisse entendre que Maximin quitterait le Négrasso de Nice pour y venir au « piano ». Déjà autrefois Guérard avait travaillé pour cette dame, l'espace d'un instant. Mais, d'autre part, Maximin serait sur le point d'ouvrir son propre restaurant à Nice. Alors ?

L. R.

250 ans de grands vins

BOUCHARD PÈRE & FILS



VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace 9880 THANNENKIRCH TOURING HOTEL**

Campagne 12110 AUBIN HOSTELLERIE DU ROUERQUE

Côte d'Azur 83240 CAVALAIRE HOTEL-RESTAURANT LA CALANQUE***

NICE HOTEL LA MALMAISON

HOTEL VICTORIA***

Montagne AUVERGNE

HAUTE-SAVOIE

Savoie 74290 TALLONNES

Sud-Ouest 24660 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGOR

Vogues 98360 Nupt/Moselle

Italie VENISE HOTEL LA FENICE

Suisse LAC MAJEUR

GRAND HOTEL

TOURISME

VACANCES HAUTE-PROVENCE

« VAGABONDAGES »

RENARD VAGABOND

Les prés du lac*** Hôtel seul ouvert. Dans un parc magnifique au bord du lac d'Annecy. Haute Savoie pour se reposer tout au long de l'année. Plage privée, tennis, voile, pêche à voile, golf et équitation à 2 km; pêche. Chamb. et pet. déjeunés seulement; restaurants à proximité. Tél. 59-68-74-11 - Téléc 369-288

« VAGABONDAGES » nos trépas et nos voyages sportifs Turquie, Grèce, Maroc, Islande, Canada, Yougoslavie et volcans des îles Éoliennes. Aux meilleurs prix, avec les meilleurs guides. Brochure sur demande au: RENARD VAGABOND Vacances « hors-traces » 30, galerie des Beaux-Arts, 38100 GRENOBLE Tél. : 76-40-18-80 et 76-09-14-92. Agrément Tourisme n° 299007 ANCPSP.

SEMAINE GOURMANDE

Le Pactole

Ce n'est pas pour inviter ses collègues saisis par le décapot que Roland Magne a changé le sien. En fait il s'est agrandi et au su profiter de ce « plus » de place pour tonifier le décor, embellir le cadre du vieux Pactole de Jacques Marière. Bravo ! Mais surtout bravo pour la cuisine, toujours intelligente, teintée de recherches variées, mêlant la terroir de queue de boeuf (80 F) à celle de foie gras à la crème de prunes (140 F); les poissons au beurre d'algues (135 F); à la fricassée de homard au gingembre étuvé au barac (180 F), la côte de boeuf en croûte de sel (300 F pour deux personnes) au rognon de veau sauce basilic (150 F). Bons desserts. Honorable carte des vins. Avec un menu affaires (deux plats, fromage, dessert) à 180 F et un menu « gourmand » à 250 F. Bien gentil accueil de Noëlle Magne. Service discrètement correct.

La Pectole, 44, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris. Tél. : 46-33-31-31. Fermé samedi midi et dimanche. Parking: Saint-Germain-Maubert (sortie en face du restaurant). Salon: 10 couvertes. CB-AE.

Faugeron

Lui aussi vient de rejoindre ses collègues, en faisant un cadre tout d'élegance chaleureuse à ses recettes « complètes ». Henri Faugeron fait ses foies gras, conserve ses truffes, fume son saumon. Ses saint-jacques au citron (il a compté sept noix d'ailleur, eussent-elles fait au moins trois portions !) sont un délice. Le curry de jarret de veau se sauternes une splendide, le rognon à la gousse de sang fait (encore que je l'ausse mieux aimé accompagné de l'excellent gratin de pommes de terre plat, que d'une seule cuiller de celui-ci et d'une mousseline de carottes et d'une mousse de verdure !). Et si l'on me parle de « nouvelle cuisine » à propos des œufs coque à la purée de truffes, je répondrai : « Gouilles donc le queue de boeuf de 10 heures aux carottes « crémées ! ». Remarquable carte des vins sélectionnés par un non moins remarquable sommelier, Jean-Claude Jambon. Comptez 600/600 F avec un menu déjeuner à 225 F. Alors, pour quoi seulement 2 étoiles ?

Aux quatre coins de France

Vins et alcools. En direct du producteur LUSSAC SAINT-ÉMILION CHATEAU DE LA GRENIERE... BORDEAUX SUPER. Fez TTC 1985: 120 bouteilles... 2160 F. Cols 1975: 48 bouteilles... 1340 F. 1975 en 1976: 36 bouteilles... 1092 F. BELLIOT, vigneron, 3926 LARUSCADE, Tél. 57-68-61.

GASTRONOMIE

Le Sybante. Spécialité de la Côte d'Azur. Cuisine traditionnelle. Plats canailles. 42-23-21-84

Le Mayafan. COUSCOUS GRILLADES TAGINES MECHOUI. 7, rue Cornaille, 6 - (Th. Odéon) Salles de 25 à 80 couvertes. T.L.F. - 43-28-03-66

LA COUPOLE. Fermeture le jeudi 16 Avril 1988. Réouverture en Décembre. 102, boulevard de Montparnasse 75014 Paris.

DECOUVERTE

Chez les Toradjas de Sulawesi

SULAWESI, l'ancienne Célèbes des Portugais, capitale Makassar. Une île en forme d'orchidée, qui déploie sa fleur sauvage entre Bornéo, peuplée de Dayaks magiques coupeurs de têtes, et l'archipel des Moluques, où les conquérants hollandais recrutèrent leurs troupes supplétives. Une île frontalière, qui marque la limite entre le monde malais, influencé par l'Islam, et la Mélanésie aujourd'hui christianisée. Une île longtemps convoitée par la Compagnie des Indes (néerlandaises) pour sa production d'épices rares, mais que le royaume des Pays-Bas ne put conquérir qu'au début du siècle, bien après Java.

De Denpasar, l'aéroport de Bali, il suffit d'une heure de vol pour rallier Ujung Pandang (« la pointe des pandanus »), le nouveau nom de Makassar. Ville dense, plate comme la Hollande, où les maisons flamandes de Fort-Rotterdam achèvent de crouper derrière de vieux remparts moossus, au milieu des immeubles sans grâce du quartier chinois. Sur le port de Makassar, qui a conservé son nom, le commerce des épices a cédé la place au transport du riz et des cartons de lessive, transbordés à dos d'hommes sur de longues poutres passerelles qui ploient sous la charge.

Dès qu'on quitte cette ville grouillante, on retrouve le calme des rizières, avec leurs paillotes

Loin de Bali, une île, Sulawesi, avec une capitale, Makassar, et un peuple chrétien de coqs de combat.

sur pilotis et leurs mosquées au toit de tôle rouillée. Certains minarets à bulbes évoquent des clochers barbares, comme égarés parmi les cocotiers. Mais les montagnes, à l'horizon, avec leurs pitons couverts de jungle, rappellent à qui l'oublie que l'on est sous l'équateur.

La plaine littorale appartient aux Bonguis, ces musulmans qui naguère tirèrent tête aux Hollandais. Les hommes portent sarong et veste colorée de batik, avec la toque noire devenue coiffure nationale indonésienne. Le vendredi ils se rassemblent dans les mosquées et se prosternent vers La Mecque, tout à l'ouest. Les femmes, habillées de vives couleurs, ne portent pas le voile. Juste une mantille dans les grandes occasions, comme lors de ce mariage à Rappang où le jeune couple, fardé et maquillé à la manière des poupées chinoises,

reste en vitrine pendant des heures, sous un dais brodé, pour recevoir l'hommage des invités.

Après plusieurs heures de mauvais route dans la montagne, on parvient en pays toradja. Les Toradjas, comme les Dayaks de Bornéo ou les Bataks de Sumatra, appartiennent à ces peuplades implantées depuis plusieurs millénaires dans les îles de la Sonde, et constamment refoulées vers l'est par les cavaliers successifs. Il en reste aujourd'hui quelque 350 000, concentrés dans la haute vallée du fleuve Saddang, entre 800 m et 1 500 m d'altitude.

A Makalé, la capitale du district, le marché hebdomadaire permet de s'immerger d'un coup dans cette civilisation du buffle et du porc. Les buffles, un anneau d'osier dans le nez, se laissent conduire par des enfants. Ce sont les albinos, aux yeux bleus et à la peau tachetée de rose, qui ont le plus de valeur. Non pas qu'ils travaillent mieux dans la rizière ou que leur chair soit plus savoureuse, mais parce qu'ils n'ont pas leur pareil pour transporter l'âme des morts vers la « pays », la « terre des âmes » où s'opère la réincarnation.

Les porcs, noirs ou roses, sont transportés suspendus à une perche de bambou ou étroitement ficelés sur des sortes de brancards, parfois entassés pèle-mêle dans une camionnette. Le déchargement, alors, s'accompagne de cris déchirants, auxquels les porcs, évidemment, ne prêtent



Effigies de notables toradjas au balcon de leur tombe.

attention. Le seul animal choyé par les Toradjas est le coq de combat, que tout homme de bien se doit de porter blotti dans le creux de bras, pattes pendantes, en lui caressant la crête et la cou. Chez ces pacifiques paysans de la montagne, le coq remplace à la fois le chien et l'arme de chasse. Il devient l'attribut de la virilité. Conscient de sa place d'honneur, chaque coq se renorge et chante dans les bras mêmes de son maître, qui le couve du regard.

Les femmes préfèrent vendre fruits et légumes, accroupies devant leur hotte tressée. Elles en sortent des petits sacs remplis d'épices (piments verts et rouges, cils de girofle, noix muscades), des mangues, du tabac en feuilles, des régimes de petites bananes. En attendant le client, elles mûchent une volumineuse mixture de bétel et de tabac dont les feuilles leur déforment la bouche.

Les roupies passent de main en main, sous forme de billets roulés en chiffon, tant les coupures sont petites - il n'y a pratiquement plus de pièces de monnaie dans cette terre d'inflation galopante. La natalité aussi va bon train, si l'on en juge par les bandes d'enfants qui se fauillent entre les dents. Nul ne semble se soucier des mots d'ordre affichés partout :

« Deux ansak outkup » (Deux, c'est assez), avec le dessin d'une main les deux doigts en « V ». Chez les Toradjas - chrétiens à 80 % - le planning familial reste largement ignoré.

A deux pas du marché de Makalé se dresse une falaise calcaire percée de trous. C'est en quelque sorte le cimetière de la ville, son colombarium. Dans une ouverture plus large que les autres, on aperçoit une brochette de poupées soigneusement habillées. Le guide explique qu'il s'agit de « tao-tao », des mannequins représentant les défunts, sculptés dans le cœur du jacquier pour défier le temps. De leur main droite, ils implorant les vivants, et de la main gauche les mânes affligés à Suhraya, sépulture royale où subsistent les anciens cercueils en bois sculptés.

Jadis, les Toradjas morts n'étaient pas enfoncés dans la roche mais seulement placés dans des cercueils de bois que l'on accrochait à flanc de falaise. On peut en voir la trace à Palatoké, où deux cercueils restent encore le vide. Au pied de la falaise, des squelettes échappés de leur boîte sont repris par la jungle. Leurs crânes blanchis semblent fixer de leur yeux vides le ciel où arrent les âmes...

Là où dort le chat

Après ce pèlerinage obligé auprès des grands ancêtres, on va pouvoir découvrir les contemporains dans leurs villages. L'architecture toradja, heureusement, s'est maintenue à peu près intacte depuis ces temps reculés où les premiers colons arrivèrent avec leurs bateaux. Chaque village comporte un alignement de maisons - « tongkewoy » - tournées vers le nord dont le toit rappelle la carène d'un bateau. Au rez-de-chaussée, l'entrées des pilotes forme l'étable pour le buffle. Un escalier extérieur conduit au premier étage, où loge toute la famille. Enfin, sous le toit de paille subsiste un espace « où dort le chat ».

Mais le grenier à riz se trouve dans un autre bâtiment, juste en face de la maison. Ses piliers de palmier parfaitement lisses interdisent tout accès aux rongeurs. Comme la maison principale, le grenier est constitué de panneaux de bois magnifiquement sculptés et peints, avec des motifs géométriques rappelant les tatouages maoris. La richesse du propriétaire n'apparaît qu'à un détail : le nombre de paires de cornes de buffle alignées le long d'une mallesse pour plantée verticalement devant le seuil.

Chaque village d'une certaine importance dispose d'une aire hérissée de menhirs - de la simple pierre levée à l'obélisque taillé de plus de 5 mètres de haut. C'est là qu'ont lieu les « rambu solo », ou cérémonies des morts. Lorsqu'un homme meurt, le temps d'accompagner dignement le défunt à sa dernière demeure -

parfois plusieurs années après s'en être séparé, considéré seulement comme une « maladie », on édifie autour des menhirs une série de pavillons d'accueil en bambou, pour loger les invités. Au jour dit, on va sacrifier les buffles - plusieurs dizaines, dans les grandes occasions - et en distribuer la viande à l'assistance. Chacun se réjouit que le « malade » puisse enfin gagner le séjour des âmes en attente de réincarnation.

Lors d'une marche à flanc de montagne, en suivant les chemins sinueux qui se glissent entre les rizières, nous avons entendu le song. Au village, la femme d'un notable venait de mourir et l'on sacrifiait un buffle pour l'occasion, en attendant la vraie cérémonie. Vidé de son sang au moyen d'un gros bambou, le buffle gisait au milieu du village, reniflé par les chiens. Il sera dépecé le jour même, lorsque les proches et les voisins seront tous accourus pour la « fête ». Point de deuil, en effet. La morte a été installée dans son salon, assise au milieu d'une pile de draps colorés. Les femmes du village, accroupies comme à l'ordinaire, ne manifestent pas la moindre douleur au spectacle du corps décharné. Chez les Toradjas, le mort est naturel. Elle offre même l'occasion des plus grandes fêtes du district.

Au touriste qui se risque à coucher chez l'habitant, les Toradjas font le meilleur accueil. Ils saluent sur-le-champ un cochon, le flambent sur un feu de bambou, puis le découpent en dés qui, mélangés avec de l'ortie et des dignons, seront cuits à l'étouffée dans un bambou vert. Le tout sera servi sur la plate-forme inférieure du grenier à riz, avec du vin de palme tiré l'instant d'avant au sommet de l'arbre. Cuisine rustique, certes, agrémentée ce soir-là du poisson frit dans l'huile de coprah. Les montagnards toradjas, pour eux-mêmes, se contentent de riz aux légumes. Les poulets sont réservés au combat et les buffles pour la rizière, jusqu'au jour du sacrifice. Seule la mort - provisoire - invite au festin.

ROGER CANS.

Repères

Deux compagnies aériennes desservent l'Indonésie depuis Paris. KLM propose quatre vols par semaine Paris-Djakarta (via Amsterdam) et deux vols directs Paris-Bali (jeudi et dimanche) avec escale à Medan (Sumatra). Il en coûte, suivant la saison, entre 6 715 F et 7 100 F l'aller-retour en classe économique.

La compagnie indonésienne Garuda, associée à UTA, propose pour sa part trois vols par semaine pour Bali (mercredi, vendredi et samedi), dont un direct (mercredi). Les tarifs, suivant la saison, s'échelonnent de 6 500 F à 7 675 F en classe économique. Mais Garuda offre un plus : on peut, pour le même prix, acquiescer un billet multi-étapes et faire escale, par exemple, à Singapour ou Djakarta. En outre, les acheteurs d'un passage à bord d'un vol long-courrier Garuda bénéficient d'une remise de 50 % sur les vols intérieurs en Indonésie. De sorte que le billet aller-retour Denpasar/Ujung-Pandang, entre Bali et Sulawesi, qui coûte l'équivalent de 775 F, revient au prix d'un trajet simple.

Comme celui de Bali, le climat de Sulawesi est équatorial, c'est-à-dire chaud et humide. Mais lorsqu'on se rend en pays toradja, on retrouve le fraîcheur (entre 14 degrés et 28 degrés) car on est en altitude, entre 800 mètres et 1 500 mètres, avec des sommets atteignant 2 884 mètres. Cette fraîcheur est relative, toutefois, car l'air est saturé d'humidité (de 80 % à 90 %). Pour des raisons climatiques, mais aussi pour le confort de la visite, il vaut mieux éviter la saison des pluies, de

février à mars. La saison sèche, de juin à septembre, est la période la plus favorable au tourisme, mais aussi la plus demandée car elle correspond aux grandes vacances en Europe.

Pour visiter le pays toradja, il suffit d'un vol Ujung-Pandang-Makalé, mais seulement une fois par semaine - et selon la météo. La plus sûre moyen d'y accéder reste encore la route, mais il faut compter un minimum de huit heures pour parcourir les 330 kilomètres qui séparent Ujung-Pandang de Rantepao, tant la chaussée (goudronnée) est étroite, sinueuse et cahoteuse.

Située au cœur du pays toradja, Rantepao est le séjour obligé pour rayonner dans la montagne. On y trouve quelques très bons hôtels, comme le Toraja Cottage, mais aussi des hôtels bon marché en ville. La chaîne Paranae, qui dispose déjà d'un très agréable établissement à Bali (Paranae-Furi-Bali), en prépare actuellement un autre à Rantepao, sur une colline entourée de rizières.

A Rantepao, on peut se contenter de louer une voiture ou un minibus tout-terrain et pousser des points d'une journée dans chaque village ou site intéressant. La plupart des lieux valent le détour ne sont en effet qu'à quelques dizaines de kilomètres de Rantepao, et plusieurs routes sont goudronnées. Mais si l'on veut découvrir le pays profond, il faut évidemment se mettre à marcher.

Double obligation dans un pays verdoyant : où le soleil des rizières en escalier alterne avec l'ombre de la

jungle et des bosquets de bambous géants ! Le guide-chauffeur, indispensable pour se rendre à pied d'œuvre, connaît chaque village et organise l'accueil chez l'habitant. Rien à préparer en dehors du dîner : on couche à même le plancher de la pallole, où sont déroulés des nattes et, parfois, un matelas.

Pour tout renseignement concernant Bali ou Sulawesi, on peut s'adresser à Asia, qui dispose de deux agences à Paris (3, rue Dante, 75005, tél. : 43-26-10-35, ou 36, rue Brunel, 75017, tél. : 45-74-15-31), une à Lyon (5, rue Alphonse-Faucher, 69002, tél. : 78-38-00-14) et une à Marseille (424, rue de Friedland, 13008, tél. : 91-23-34-92). Asia diffuse notamment un excellent petit guide de poche (Bonjour en Indonésie, de Cécile Bigeon) qui donne toutes les informations souhaitables pour un premier contact avec le pays, et qui a l'avantage d'être récent (1986).

ACCESS
1001615

NEW YORK 2000 AR

DESTINATION	CLASSE	PRIX
LOS ANGELES	AE	2800
SAN FRANCISCO	AE	3000
MIAMI	AE	2850
CHICAGO	AE	3000
DALLAS	AE	3000
WASHINGTON	AE	2800
CHICAGO	AE	2800
INDIANAPOLIS	AE	2800
CASABY	AE	3700
BO DE JANEIRO	AE	4600
MEXICO	AE	4300
SANTO DOMINGO	AE	4700
STONEY	AE	7000
ANTILLES	AE	2800

NOUVEAU
réservez et payez votre voyage par téléphone avec votre Carte Bancaire

TÉL: (1) 4013 0202 ou 42 21 4694
8, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et REN Châtelet-Les Halles

Paris-Douala AR 4.115 F sur vols réguliers.

Si vous avez plus de 31 ans, moins de 55 et pas d'enfant, vous avez perdu votre temps à lire cette annonce.

UTA et Cameroon Airlines vous proposent les nouveaux tarifs Challenge sur Douala et sur Garoua, Paris-Garoua AR 4.035 F sur vol direct Cameroon Airlines: 65% de réduction sur les vols verts et 45% sur les vols rouges*, pour les moins de 27 ans, les familles (parents et enfants, avec au moins 3 personnes voyageant ensemble), les plus de 60 ans (dès 55 ans pour les femmes).

Renseignez-vous auprès de Cameroon Airlines, UTA ou votre agent de voyages pour bénéficier de nos vols réguliers à prix cherté et pour les tarifs au départ de Lyon et Marseille.

CAMEROON AIRLINES

* Tarif au départ de Paris sur vols réguliers. ** Tarif sur vols verts et rouges réservés aux moins de 27 ans, les familles, les plus de 60 ans.

UTA

سكزا من الاجل

JEUX

échecs

N° 1276

LE PANOPTIQUE

(Journal International de Wijk aan Zee, 1988)

Blancs : A. KARPOV
Noirs : L. FARAGO
Défaite française.

- 1. e4 e5
2. d4 d5
3. c3 c6
4. e5 e4
5. a3 f6
6. bxc3 c7
7. dxc4 d5
8. Bxc4 f6
9. Bxc7 e4
10. Cc2 c6
11. f4 f7
12. Bc3 b6
13. Dxc3 c5
14. Th1 d4
15. f4 f7
16. g4 h5
17. Dc3 c6
18. Th1 d4
19. e4 e5
20. Tg3 g4

NOTES

a) De 7. Cc3, Dc5 ; 8. Fd2 ou 8. Dd2.
b) Et non 12. cxd4, Cxd4 !
c) La variante à la mode. Si 13. Fc3, d41 comme dans la partie Spassky-Korchnoi (Belgrade, 1977) 14. Ff2, Dd7 ; 15. Cxd4, Cxd4 ; 16. Dxd4, b6 ; 17. Fb4, Fb5 ; 18. Dd4, Fx1 ; 19. Txf1, Td5 ; 20. Fxg7, Dxc7 ; 21. Tt3, Rb8 ; 22. Rf1, Td2 ; 23. Tt2, Tg-d8 ; 24. Dc3, Txf2+ ; 25. Rxf2, Td2+ ; 26. Rg3, Dd8 ; 27. Dd4, Dg3+ ; 28. Rh3, Dd8+ ; 29. Rg3, Dg7+ ; 30. Rh3, Dd8 ; 31. g4, Th4+ ; 32. Rg3, Dd8 ; 33. Dg2, Dd4+ ; 34. Rh3, Td8 ; 35. Dg3, Dg7 ; 36. g4, Td2 ; 37. Rg4, Dd7 ; 38. Dxc3, Tg2+ ; 39. Rh3, Tt2 ; 40. Rg4, Dd4 ; 41. abandon. Sont encore à l'étude 13. Cc3 ; 13. Cc3 et 13. Th1.

- Dg3+ ; 28. Rh3, Dd8+ ; 29. Rg3, Dg7+ ; 30. Rh3, Dd8 ; 31. g4, Th4+ ; 32. Rg3, Dd8 ; 33. Dg2, Dd4+ ; 34. Rh3, Td8 ; 35. Dg3, Dg7 ; 36. g4, Td2 ; 37. Rg4, Dd7 ; 38. Dxc3, Tg2+ ; 39. Rh3, Tt2 ; 40. Rg4, Dd4 ; 41. abandon. Sont encore à l'étude 13. Cc3 ; 13. Cc3 et 13. Th1.
d) Ou 13... Dd0 ; 14. Th1, d4 ; 15. Dd2, Cc5 et rien n'est bien clair.
e) Le plus énergique.
f) Probablement une légère inexactitude car, malgré la recommandation de Keres, cette suite est un peu trop passive. 14... d4 est sans doute meilleur, bien que les parties jouées sur cette base se soient, en général, soldées à l'avantage des Blancs.
g) Ou 15... Cc-87 ; 16. Dxc7, Txf7 ; 17. Td2, d4 ; 18. e3, d3 ; 19. Cc1, Cc5 ; 20. Rf2, Cc3 ; 21. Fd3, Fc6 ; 22. Tg1, Cxd1 ; 23. Txd1, Tg2+ ; 24. Rf1, Txf2 ; 25. Fxf5, Fxf5 ; 26. Fxf5, Th1+ ; 27. Rf2, Th2+ ; 28. Rf1, Th1+ ; 29. Rf2, Th2+, mat (Seitz-Uhlmann, 1987).

h) 16. Tg1 est bien connu mais les Blancs peuvent répondre par 16... Dd8! menaçant 17... Cc-d4 comme 17... Dd4+.
i) Menace 17... Cc-d4.
j) Malheureusement les Blancs peuvent entreprendre l'avance g3-g4.

- k) Menaçant Dd6-Dd4 et Fb5.
l) Menaçant le pion e2.
m) Menaçant le pion f4.
n) L'art de la défense. Karpov est présent sur toutes les cases montées, pure toutes les tentatives d'attaque et renforce petit à petit sa position, laissant son adversaire à la recherche d'une compensation pour le pion perdu.
o) Si 22... Cc6 ; 23. Tt2, Txc6 ; 24. Dh3 et les Blancs gagnent.
p) Visant la case h4.
q) Mais Karpov surveille tout.
r) Les Noirs n'éprouvent ce moment.
s) Avec encore une idée offensive : Cc5 et Cc4. Farago, grand expert de cette variante, semble avoir accumulé dans cette partie toutes les ressources dont disposent les Noirs.
t) Après vingt-cinq coups de renforcement de sa position, voici que Karpov effectue une première menace : 30. Fb5.
u) 29... Cc5 ne plaît plus aux Noirs à cause de 30. Th4. L'avance du pion d4, tant retardée par les Noirs alors qu'elle était envisageable du treizième au quinzième coup, n'est plus maintenant qu'une menace désespérée.
v) Sans crainte 34... Fxb3 à cause de 35. Fb5. Le pion d4 est perdu. Avec deux pions de moins, les Noirs peuvent abandonner.

- w) Et non 37... Txf3 ; 38. Fb5+.
x) Dernière menace : 40... Cxf4.
y) Dernière parade. Si Kasparov est surnommé « le monstre aux mille yeux », Karpov apparaît ici comme le stratège panoptique, le gardien qui surveille tout et partout.
SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1275
E. DOBRESCU, 1984
Blancs : Rh1, Ta6, Fh5 et c5, Ca5, Pd3 et g3.
Noirs : Rg8, Th8 et c8, Fc4, Pt3.
1. Tg6+, Rf7 ; 2. Tg5+1 (et non 2. Th6+, Rg7 ; 3. Txb8, Txc5 ; 4. Ta8, Txb5+ ; 5. Rg1, Th3 ; 6. Rf2, Fd1, cxd1, Rb6 ; 7. Td5, Rb6 ; 8. Td4+, Rf7 ; 9. Cc6+1, Fxc6 ; 10. Txc6+, Rf7 ; 11. Td5+1 (si 7... Rg7 ; 8. Td5) ; 12. Td5+1 (si 7... Rg7 ; 8. Td5) ; 13. Td5+1 (si 7... Rg7 ; 8. Td5) ; 14. Rb2, Tc1 ; 15. Rg2, Td1 ; 16. Rxf2, Txd3 (nulle), Rb6 ; 17. Tg5, Rf6 ; 18. Tg6+1 (et non 10. Fc3, Tg-d8 ; 11. Tg6+, Rf7 ; 12. Th6+, Rg7 ; 13. Txb8, Txc5 ; 14. Tg6, Tc1 ; 15. Rg2, Txc1, Rf7 ; 11. Th6+, Rg7 ; 12. Txb8, Txc5 ; 13. Td8, Tc1+ (si 13... Txb5+ ; 14. Rg1 suivi de 15. Rf2) ; 14. Rb2, Tc1 ; 15. Rf2, Tc1 ; 16. Ff1, Txf1 ; 17. Rg2, suivi de 18. Rxf2 et les Blancs gagnent.
CLAUDE LEMOINE.



BLANCS (4) : Ra8, Ta7 et h3, Pa2.
NOIRS (6) : Rg5, Cc5 et f3, Pa6, c2, h7.
Les Blancs jouent et gagnent.
CLAUDE LEMOINE.

bridge

N° 1274

TESTS ENTRE DEUX CHAMPIONS

Cette manche à pique jouée aux deux tables de la finale entre Français et Italiens au Festival de Carreau coupé de 1985 est un test excellent puisque le contrat a été réussi par Chemia et chuté à l'autre table par le déclarant italien qui n'a pas su se protéger contre une mauvaise répartition des atouts.

Bridge hand diagram showing cards for West (♠1075, ♥ARDV4, ♦10986, ♣5) and East (♠DV64, ♥873, ♦ARV5, ♣A9). Includes a table for the deal with suits and scores.

(Contre : bicolore conventionnel avec une mineure et une majeure). Ouest ayant entamé le 2 de Carreau pour le Roi d'Est, comment Chemia, en Sud, a-t-il joué pour gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Chemia a coupé, et c'est ici que le dévouement du coup va être différent de celui de la salle fermée où Baratti, au même contrat, n'a pas pensé à se protéger contre une répartition 4-1 des atouts. Après avoir coupé le retour à Carreau, il a tiré le Roi de Pique, mais Ouest n'a plus fourni et, quand Est a repris le main en coupant, il a tiré la Dame d'atout et a fait encore un Carreau sur le chât.

Remarque : Si Ouest avait en le Valet d'atout second (au lieu d'un seul atout) il aurait continué Carreau coupé par le 9 de Pique de Sud qui aurait rejoint Trèfle pour dépasser le dernier Carreau du mort, ce que Sud aurait tiré le Roi de Pique et joué les Coeurs maîtres.

Bridge hand diagram showing cards for West (♠ARD1084, ♥R93, ♦V9, ♣93) and East (♠V952, ♥V87, ♦1053, ♣R72). Includes a table for the deal with suits and scores.

Am. ; E. don. Pica. voit.
Ouest Nord Est Sud
- - - - - Passé passé
1 ♠ - - - - - 2 ♠ contre
3 ♠ contre - - - - - 5 ♠

Le rôle de La Hire
Il ne s'agit pas du célèbre La Hire, qui, au seizième siècle, avait aidé Jeanne d'Arc, mais du rôle du Valet de Carreau dans un contrat difficile visé par le Dr Galula au cours d'un match contre une équipe israélienne aux Championnats du monde de Biarritz.

Gaëls décide d'essayer la manche à Carreau...
PHILIPPE BRUGNON.
COURRIER DES LECTEURS

La Chance des Impasses (n° 1261).
« La double coupe intégrale de Delmour est remarquable, écrit Antoine Roux, mais Chemia devait s'y attendre en voyant le mori et par conséquent jouer atout. » Si Ouest avait en l'As de Pique au lieu de R. V. de Trèfle, le contre-attraque à Pique aurait été la meilleure défense.

scrabble

N° 291

MARATHON MAN

D'abord ravis, puis blasés, par les exploits de Michel Duguet, les scrabbleurs ont pourtant de nouveau matière à s'émerveiller. Notre collaborateur a sprinté tout au long du marathon de l'Étoile, perdant 5 points en deux coups sur sept parties consécutives : il a donc réalisé cinq 100 %, laissant le deuxième, Franck Plaven, à plus de 100 points.
Pour vous, en revanche, pas de course d'endurance aujourd'hui, mais un léger canter d'échauffement avant les épreuves du printemps, à savoir quelques tirages ayant trait, de près ou de loin, à la course (solutions dès votre retour au paddock) : EELPST (1 ana.), AEGLOPRU - AACDHNP - ADOQRU - DEHLRU - AELRRUY - AAHMNORT - ABHILNOT - DEFNORU (1 ana.).
Il y a deux sortes de STEEPLE (PELTERS), course d'obstacle : celle pour bipèdes, que n'apprécie

guère le SPRINTER (REPRINTS), et celle pour GALOPEURS, rendue équitable par le HANDICAP, poids supplémentaire qui épargne le TOUARD. Plus courtes sont les courses de haies pratiquées par les HURLERS et les courses de plat des RELAYEURS. Le Grec censé avoir couru jusqu'à Athènes pour annoncer la victoire de MARATHON ne couvrit que 40 km. La distance de l'épreuve du même nom est de 42,195 km, soit 26 miles et 385 yards. Ces 385 yards supplémentaires ont permis, lors des J.O. de 1908, de faire commencer la course au château de Windsor, résidence du roi d'Angleterre Édouard VII. Enfin le BIATHLON, discipline olympique depuis 1960, est une épreuve de ski couplant aux FONDEURS (REFONDU) sachant appuyer tantôt sur les bâtons, tantôt sur la gâchette.
MICHEL CHARLEMAGNE.

Table with 5 columns: N°, TRACÉ, SOLUTION, RÉP., PTS. Lists words like AAEILNUV, GALOPEURS, etc.

(a) Ou PANGLOSS BANALES.
(b) GITAIENT, HIA, 72.
(c) OXY(D)E, O6, 70.
* Tournoi homologué de nat. Le 1° : Sofia, sé. ; 20-90-03-63. De 12 au 15 : Vichy, 43-80-40-36. Les 21 et 22 : Pôitiers, 49-41-10-36 et Malhouve, 89-06-21-31. Le 29 : Chalon, 85-41-14-07.
* Festival de Proven (Gréno), du 9 au 15 juillet. Le voyage en Gréno. Tél. 43-60-30-30.

Motardes de l'Étoile.
4 manche, 20 mars 1988
4 h de nuit.
Scrabble Étoile
7, rue Le Sueur, 75116 Paris.
Tous les lundis, vendredis à 21 h, samedis à 20 h 30, mercredis, vendredis et samedis à 14 h 30 et 17 h.
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En dessous du cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant.
Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes par un numéro de 1 à 15.
Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le tirage du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.
Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (P.L.I.) de l'année.

mots croisés

N° 504

Grid for crossword puzzle N° 504 with letters I through X and numbers 1 through 13.

travailler la machine. Conduit la bête. - X. Ont fini par rapporter.

Horizontalement
1. Pierre Jaquin. - II. Océano. Urac. - III. Usager. Aient. - IV. Rubicon. Set. - V. Cde. Iomc. So. - VI. Isotope. - VII. Nos. Reinet. - VIII. Tisse. Aérien. - IX. Aser. Score. - X. Gonflait. Lin. - XI. Entérite.
Verticalement
1. Traitre par profession. - 2. Chère au président d'autrefois comme à celui de demain ? - 3. Est sa punition. Dieu de la guerre. - 4. Service, service. Pas vraiment net. - 5. Fait un essai. Accepte. - 6. Demoiselle. A le savoir-faire. Dans le trouble. - 7. Moitié. Nous y voilà bientôt. - 8. Fait la peau. Voyelles. - 9. Tirat d'affaire. - 10. Toutes ne sont pas inoubliables. - 11. Pronom. Adverbe. Se montrent en noir. - 12. Ils furent deux en France au dix-neuvième siècle. Voyelles. - 13. Emetteurs.

SOLUTION DU N° 503
Horizontalement
1. Pierre Jaquin. - II. Océano. Urac. - III. Usager. Aient. - IV. Rubicon. Set. - V. Cde. Iomc. So. - VI. Isotope. - VII. Nos. Reinet. - VIII. Tisse. Aérien. - IX. Aser. Score. - X. Gonflait. Lin. - XI. Entérite.
Verticalement
1. Pourcentage. - 2. Issuc. Oison. - 3. Établisseu. - 4. Régie. Srfc. - 5. Ricc. Ovc. Lr. - 6. Étroite. Bai. - 7. Je. Nois. In. - 8. Admoneste. - 9. Qui. Eperc. - 10. Urcs. Étiole. - 11. Inné. Turin. - 12. Nettoieent.
FRANÇOIS DORLET.

anacroisés

N° 505

Horizontalement
1. EINORRUV. - 2. ABEIORT (+2). - 3. ALNNOFTU. - 4. ABEIRSU (+3). - 5. DEFINNOB (+1). - 6. AAEELNS. - 7. AEBORST. - 8. ACDEGINS. - 9. EBERSEK. - 10. EBERSSST (+2). - 11. CDEBLORU (+2). - 12. AAEILNU. - 13. ABEIPST (+4). - 14. AEELOSS. - 15. AEGINNV. - 16. AAFIMRT. - 17. ABEINRU (+1). - 18. AEILLRS (+2). - 19. ABOSSST. - 20. EEIKLST.
Verticalement
21. ADEHOPRS. - 22. AAEIPTU (+1). - 23. DEIOSK. - 24. ABEIRSU (+3). - 25. DEIRSSU (+2). - 26. GILLNOR. - 27. ABEIRSTU (+1). - 28. AEIORTT (+2). - 29. CBEENRX. - 30. BEERSST (+2). - 31. BENORTTU (+3). - 32. AAALMRT. - 33. AEIILNR (+1). - 34. AEGNPR. - 35. AAIIPRST (+4).

Grid for anacrosés puzzle with letters and numbers. Includes solutions for horizontal and vertical words.



LIRE

« Petite Planète » : deuxième révolution

« **P**ETITE Planète » se met en Points et rejoint la collection de poche des éditions du Seuil. C'est un nouveau démarrage pour cette bibliothèque du voyageur créée en 1954 par Chris Marker, le cinéaste, alors membre du comité de direction du 27, rue Jacob, sur une idée de Tibor Mendé, le tiers-mondiste. Idée pionnière qui resta longtemps unique dans l'abondante production de guides, du plus littéraire au plus pratique, qui prétendent aujourd'hui aider celui qui part ou informer celui qui reste.

Dans un monde qui s'émerveillait d'avoir survécu à la catastrophe, un monde en alerte, où les plus lucides voulaient sinon abolir les frontières, du moins tenter de mieux connaître l'autre pour le mieux comprendre, le voyage allait devenir une infatigable source d'informations. Bientôt les populations nordistes seraient happées en foule vers les soleils de la Méditerranée et, un peu plus tard, attirées par des exotismes charismatiques.

En attendant, il y avait place — et il y aura toujours place — pour des voyageurs avertis, attentifs, discrets, prêts à se plier aux usages locaux et soucieux de ne pas commettre d'impair. C'est à eux que s'adressait — que s'adresse à nouveau — cette collection « Petite Planète » dont le titre dit presque affectueusement que la Terre est ronde et que nous en sommes les citoyens.

Chaque volume est signé par un auteur qui ne s'efface pas dans l'anonymat du guide, qui garde sa personnalité d'observateur étranger et ami du pays concerné — historien, écrivain, journaliste — ou, quand il en est originaire, se montre prêt à en fournir quelques clés. Ainsi, la Grèce qui paraît aujourd'hui est signée par Aris Fakinos, romancier et musicolo-

les Grecs n'ont rien perdu de leur goût prononcé pour le débat politique.

Tenir compte des événements les plus récents, ne pas ignorer les conflits internes, ne pas gommer des faits contemporains que certains Etats voudraient effacer, actualiser et faire œuvre d'historien immédiate, pour emprunter à une autre collection du Seuil

« Petite Planète » peut remplacer un long article d'encyclopédie, le dossier des coupures du Monde et plusieurs dîners avec l'ami indonésien, péruvien ou serbo-croate qui vous dirait comment aborder sa patrie.

Le plus drôle, c'est que le livre vaut aussi sans le voyage, qu'il est un peu un voyage... Ainsi la *Toscane* de Sergio Romano, écrivain et diplomate, est-elle, parmi les nouveautés, un véritable essai, remarquablement écrit. Mais une région se prête sans doute mieux qu'un pays tout entier à cet exercice de vagabondage savant et construit à travers l'histoire.

Face aux Nagel, Guides bleus et autres Bandeker, les « Petite Planète » avaient à l'époque de leur création le privilège d'être maniables comme des « poche » (format commode, couverture souple) et pourtant dotés d'une abondante illustration, souvent factieuse, d'aplats de couleur et d'un papier assez épais. Le prix dans les éditions de poche étant inclus dans l'indice de l'INSEE et donc bloqué, la collection a failli succomber à un rapport qualité-prix qui était une subaine pour le consommateur mais une assez mauvaise affaire pour l'éditeur.

Avec ses quatre-vingts titres, dont huit grandes villes, la collection vient d'être « sauvée » et deviendra progressivement, sous la direction d'Annie François, « Points Planète » : nouvelle maquette, nouveau papier, couverture sobre et élégante. Nou-

La prestigieuse collection du Seuil, créée il y a plus de trente ans et qui — le savait-on ? — avait failli disparaître, prend un nouveau départ en devenant « Points Planète ».

gue, et remplace celle de Mimica Cranki, qui portait le numéro 6 et faisait partie de la livraison de huit pays européens de la toute première année.

Le plan est libre, et si l'on y trouve toujours son contenu — si l'on ose dire — d'histoire ancienne et contemporaine, de données géographiques, de culture, de situation économique et de faits de société, ces éléments sont mis en musique par chacun selon sa fantaisie. L'art du contrepoint permet souvent de lumineuses mises en perspective : on peut par exemple arriver en Grèce avec ses seuls souvenirs scolaires ou savoir que

et à Jean Lacouture une formule qui convient aussi à « Petite Planète » (dont s'occupa longtemps Simone Lacouture), n'est pas si facile et souvent un casse-tête pour les auteurs et l'éditeur.

Présentée sur le ton amical et souple de l'introduction à la connaissance d'un pays (et maintenant d'une ville ou d'une région), cette somme d'informations n'est pas assésée sur la tête du lecteur. Tisné d'anecdotes, de détails de la vie quotidienne, de pratiques sociales, elle laisse au voyageur sa liberté de découverte et le loisir de se faire une opinion. Ouvrage libéral dans le meilleur sens du terme, un « Petite Pla-

TOSCANE

Florence

Sergio Romano



veaux auteurs pour des titres existants (*Grèce*), mises à jour approfondies (*la Venise* de Jean Marabini), nouveaux titres (*Toscane*) et nouvelles idées (*Les Maladies en voyage*, d'Eric Caumes). « Petite Planète » continue (on vient de diffuser un tirage du *Yemen*), mais « Points Planète » annonce pour l'an prochain une *Andalousie* de Michel del Castillo, *Vienne, Londres et la Crète*. Et dès le mois de

juin, l'*Espagne* de Jean-Pierre Amalric et le *Japon* de Philippe Pons.

MICHELLE CHAMPENOIS.

● Collection « Points Planète » : *Toscane*, Sergio Romano, avec 10 cartes et 12 itinéraires, 39 F. *Venise*, de Jean Marabini, 3 cartes et 5 itinéraires, 36 F. *Grèce*, d'Aris Fakinos, 35 F. *Les Maladies en voyage*, d'Eric Caumes, 29 F.



Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai, tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77



POUR VOS PROCHAINES VACANCES,



Mykonos et Santorin
Vols directs CrusAir

Combinaisons d'iles	3775 F
15 jours à partir de :	
Périple en Calque	5375 F
8 jours à partir de :	
Séjours détente	3550 F
Hôtel Thessalonis	
8 jours à partir de :	

L'AGENCE DE TOUS VOS VOYAGES.

KUONI PARIS 9^e : 33, bd. Malesherbes - Tél. 42.15.29.09 - KUONI PARIS 9^e : 12, bd. des Capucines - Tél. 47.42.83.14

En Norvège
la nature est reine, tranquillement



*Un pays humain où les êtres et les choses sont en accord avec la nature.
*Les mille facettes de la mer et de la montagne : fjords, côtes escarpées, vallées verdoyantes avec cascades, forêts sauvages, glaciers.
*En avion, en train, en bateau ou en voiture vous vivrez la vraie nature tout en appréciant les loisirs et l'accueil des Norvégiens.

Pour recevoir une documentation complète sur la Norvège, les moyens d'accès, les itinéraires, formules de voyage et de séjour, renvoyez ce coupon accompagné de 10 F en timbres à M. Jeanne Espéras-Norvège, B.P. 221, 75865 Paris Cedex 18.



Nom, Prénom, Adresse

Si vous avez un Minitel, composez le 36.16 Code d'accès OTNOR ou VOYAGEL.



En 170 expéditions, du Maroc au Tibet, du Jura au Labrador (à partir de 1600 F), Terres d'Aventure réinvente avec vous le plus pur des moyens de transport : le voyage à pied. Brochure sur demande.

Terres d'Aventure
LE VOYAGE A PIED

Nom, Adresse

16, rue Saint-Victor 75005 Paris - Tél. (1) 43.29.94.50 - Minitel 36.15 Code TO
9, rue des Remparts d'Almy 69002 Lyon - Tél. 78.42.99.94. Licence A 1148.

سكزا من الاجل

Culture

THÉÂTRE

D'Homère

Le bain de sang

Retour aux origines de l'art dramatique : des acteurs, seuls sur scène, incarnent tous les personnages d'un drame.

Ainsi Roland Bertin et Francis Arnaud...

Les lettres que Lewis Carroll, l'auteur d'*Alice au pays des merveilles*, adressait à des petites filles sont jouées ces jours-ci, au théâtre d'Anvers, par Roland Bertin. Il est seul sur scène, sauf quelques secondes, le temps pour une enfant de nous lire quelques lignes d'*Alice*.

C'est seul, lui aussi, que Serge Maggiani joue, au petit Montparnasse, des pages de *Florentin* de François d'Assise. Et que Philippe Fretun, à Paris-Villette, joue *La Mort de Satan* de Claudel. Et que le grand Alain Cuny jouait, il y a trois semaines, des textes de Jouve et de Villon à l'Espace Kiron (Cuny jouera, seul, des poèmes de Reverdy, au mois de juillet prochain, à Avignon).

Les théâtres que nous donne, ainsi, un acteur, venu seul sur la scène, ne sont pas des théâtres de « théâtres à l'économie ». Ce sont parfois, au contraire, de très grands soirs. Et, de toute manière, c'est un retour aux origines de l'art dramatique. Un retour aux tout premiers temps du théâtre grec.

En effet l'*Odyssée* d'Homère n'était pas du tout, pour les Grecs,

une très longue histoire en vers, tels qu'allait être, plus tard, l'*Enéide* ou le *Paradis perdu*. Non, l'*Odyssée* était un drame, un vrai drame à plusieurs personnages, et un seul acteur jouait tous les personnages. Quand apparurent les œuvres d'Eschyle, de Sophocle, elles étaient des drames aussi, ni plus ni moins que ceux d'Homère, et ils furent joués par un acteur, puis par deux, puis par trois, quatre acteurs, ainsi de suite.

Il se trouve qu'en ce mois d'avril 1988, justement, le spectacle le plus passionnant — il vous arrache de votre siège — est l'*Odyssée* d'Homère. C'est la traduction, très belle, de Philippe Jauoulet, parue chez Maspero. C'est mis en scène par Jacques Guimet, et joué par Francis Arnaud.

Elle aura bientôt trois mille ans, cette *Odyssée*, et c'est incroyable, tant ses couleurs, sa fraîcheur, sont vives. Il faut voir le Cyclope, dans sa grotte, manger tout crus les camarades d'Ulysse, il faut l'entendre rembarquer Ulysse qui ose (timidement) protester : ça éclate de vie. Il faut entendre Ulysse et son fils, dans le feu de l'action, se partager la tâche pour massacrer les prétendants de Pénélope, une boucharie, dont magnifiques garçons tués par les flèches et les lances, en quelques minutes. Puis Ulysse fait venir les servantes : elles doivent porter dehors les corps de leurs amants, et laver à grande eau les flèches de sang, surtout, après quoi Ulysse les fait tuer, à leur tour : elles pendent



Roland Bertin

dans la cour, en file indienne, comme des robes sur une corde à linge. Aussitôt après, Ulysse et Pénélope font l'amour, dans leur grand lit. En comparaison de l'*Odyssée* d'Homère, les contes de Perrault sont bêtés, le marquis de Sade est un radoteur impuissant.

Le public était fou d'Homère, dès les premiers temps. Pas seulement en Grèce, mais en Crète, en Égypte, partout. Et les acteurs jouaient aussi sur les bateaux, à la demande des marins. Ces acteurs furent d'abord des sœurs, qui jouaient avec un traitement de musique, ce qui limitait leurs gestes. Ensuite, il y eut les rhapsodes, qui tenaient juste un petit bâton. Platon, dans l'un de ses dialogues, fit dialoguer Socrate avec un rhapsode, grand interprète de l'*Odyssée*. Il nous dit que ces acteurs portaient une très belle robe pourpre, et une couronne d'or. Et que le public était bouleversé, tant l'émotion de l'acteur lui-même était forte.

à Lewis Carroll

et la vieille prune

Il est dommage que les poèmes et les drames grecs, latins, aient disparus des salles de classe. Et que les professeurs recommandent aux élèves de lire chez eux, le soir, non pas Homère et Théoclyde, mais Michel Fourrier et Boris Vian. C'est le plongeon dans l'histoire.

Revenons, c'est moins triste, à Lewis Carroll : aux lettres qu'il envoyait à des petites filles. Le spectacle, mis en scène par Dominique Borg, joué par Roland Bertin, s'appelle *De l'autre côté d'Alice*. Titre un peu inexact, car les lettres que Lewis Carroll envoyait à la vraie Alice, sa petite amie préférée, dont il fit de très belles photos, ces lettres ont toutes disparu. La maman d'Alice, Mrs Liddell, les a brûlées. C'est une perte regrettable, bien sûr. Mais cette maman aura trouvé sous les lettres de ce vieux fou étaient un peu trop numéros et un peu trop maladroites. Elle n'avait pas tout à fait tort. — *La princesse aux pois*, écrivait Lewis Carroll à des jeunes correspondantes, mais il ajoutait : « Nous remercions l'un pour l'autre une frissonnante tendresse. » Pour peu qu'une maman soit un petit peu colletée, il y avait de quoi dresser l'oreille.

MICHEL COURNOT.

De l'autre côté d'Alice, Théâtre de la Comédie d'Anvers, 20 h 30.
L'Odyssée, Théâtre d'Édgar, 38, boulevard Edgar-Quélin, les mardi, jeudi, vendredi, à 14 h 30. Les enseignants qui désirent inviter ce théâtre dans les lycées et collèges peuvent s'adresser aux (16-1)-03-51-12-74.

L'avenir du Théâtre de l'Europe

La tempête de Giorgio Strehler

(Suite de la première page.)

Giorgio Strehler considère en effet le Théâtre de l'Odéon comme « le siège naturel du Théâtre de l'Europe, puisque c'est là où il est né de par la volonté d'une France qui voulait mener une politique culturelle européenne ».

Si donc Giorgio Strehler sort de sa réserve, il en a pesé et les raisons, et les conséquences : « La lettre du ministre me donnant mandat d'étudier l'éventuel transfert du Théâtre de l'Europe au théâtre de l'Athénée ne m'a jamais été envoyée. Je comprends aujourd'hui combien le ministre de la culture française a joué d'hypocrisie et voulu simplement, avec cette proposition, me faire taire. Bien sûr, le pouvoir peut faire ce qu'il veut, mais nous, citoyens, pouvons faire savoir que nous ne sommes pas d'accord. Et aujourd'hui je dis : non, je n'accepte pas le transfert du Théâtre de l'Europe à l'Athénée, que je n'ai même pas investi de la réduction de la saison du Théâtre de l'Europe à quatre mois ».

Giorgio Strehler, dont le second mandat triennal s'achève en août 1989, se déclare prêt à démissionner si, dans les deux ou trois mois à venir, il n'a pas l'assurance que l'Institut Théâtre de l'Europe — qui, précise-t-il, « n'est pas mon théâtre, j'en suis simplement le directeur » — sera pérennisé sur des bases solides. « Pour maintenir en vie le Théâtre de l'Europe, j'ai fait des sacrifices. J'ai dit :

« essayons, cherchons, faisons preuve de bonne volonté des deux côtés. Si elle n'existe que du mien, tant que de l'autre je ne vois que la volonté d'attaquer, je passe à la contre-offensive. J'ignore quels seront demain les représentants de la France. Mais l'histoire du Théâtre de l'Europe honore ce pays. Je rends d'ailleurs hommage à la France, qui a soutenu mon projet — était viable. À l'inverse de mon premier mandat, en 1986, il était convenu d'envisager une saison élargie à toute l'année si le public était au rendez-vous. Je peux dire aujourd'hui : il l'est. C'est un public nouveau, jeune, mêlé, composé de communautés ethniques, portugaises, espagnoles, russes. Le bilan du Théâtre de l'Europe est satisfaisant tant au niveau de la bonne santé de l'institution que de sa vitalité artistique ».

Un public nouveau

« A la création du Théâtre de l'Europe, en 1983, j'ai proposé Jack Lang de bâtir les trois premières saisons sur six mois seulement, le temps de voir si ce projet nouveau — jouer dans une langue étrangère, inviter de grandes troupes parfois inconnues en France — était viable. À l'inverse de mon premier mandat, en 1986, il était convenu d'envisager une saison élargie à toute l'année si le public était au rendez-vous. Je peux dire aujourd'hui : il l'est. C'est un public nouveau, jeune, mêlé, composé de communautés ethniques, portugaises, espagnoles, russes. Le bilan du Théâtre de l'Europe est satisfaisant tant au niveau de la bonne santé de l'institution que de sa vitalité artistique ».

C'est au Théâtre de l'Europe que pour la première fois des acteurs de toutes nationalités ont

joué ensemble. Là aussi qu'est née l'idée de coproductions, à part entière, entre les pays de la Communauté européenne. La dernière pour reprendre les termes mêmes de Giorgio Strehler, que peu à peu se concrétise « cette politique de brassage et d'échange qui donne son sens au théâtre de l'Europe », bien au-delà de l'accueil au coup par coup de spectacles étrangers.

Le Théâtre de l'Europe est un « grand projet ». A ce titre, M. François Mitterrand l'a cité le 7 avril dernier dans sa *Lettre aux Français*, aux côtés du Grand Opéra, de l'Opéra de la Bastille, de l'Institut du monde arabe. Aussi, Giorgio Strehler fera-t-il parvenir, dans les prochains jours, un « dernier appel », signé de créateurs européens. « Je veux lui rappeler qu'on est en train de saboter la pyramide Théâtre de l'Europe. Pour cela, je n'attends pas le « bon moment », la « réélection, ou non, de François Mitterrand. Il me semble que c'est très démocratique. J'envoie cette lettre directement à M. François Mitterrand, et à lui seul, pendant la campagne électorale. Pour que l'on sache que je ne suis pas un homme de marchandage ».

Giorgio Strehler ne prétend qu'à une seule chose : contribuer à l'édition d'une identité européenne encore à trouver, et donc à expérimenter. Une « pré-tension » qui mérite estime et une réponse claire.

ODILE COURTOT.

MUSIQUE

« La Belle Maguelone », de Brahms ; « Zaïde », de Mozart

Aménagements en tout genre

Adaptations inattendues de deux œuvres rarement jouées. La première, d'une presque inaccessible beauté. La seconde, inachevée.

La Belle Maguelone est le plus beau cycle de Lieders que le goût pour les légendes de l'Allemagne romantique ait suscité. Singulier par son thème (la marche du temps inversé par l'amour, l'éternel retour), cet ensemble de quinze mélodies a, de surcroît, la particularité d'appartenir, à l'origine, à un récit romanesque, les *Amours de Pierre de Provence et de la Belle Maguelone*, de Ludwig Tieck. Brahms en a extrait les « essences » poétiques pour les mettre en musique. « Le principe de différenciation des romances réside surtout dans cette ganache épique dont Brahms les a arrachées, écrit Marcel Beaubien dans son ouvrage *Le Lied romantique allemand*. Ce cycle, qui n'est pas véritablement cyclo, appelle ainsi le commentateur ».

De cet appel, Michel Rostaing, metteur en scène, s'est autorisé pour demander à Michel Vitez, adaptateur, de remettre Tieck au goût du jour, de le réduire pour l'essentiel à un dialogue entre deux personnages : Pierre au sein de la mort et, dans sa jeunesse future, Maguelone (les comédiens Yves Gouvil et Ruth

Ortlmann). L'écrantage auquel Brahms s'était livré se trouve donc à nouveau dilué dans une scène théâtrale que les mélomanes jugeront à coup sûr importante — cette musique est trop belle pour qu'on ait envie d'y laisser entrer le langage parlé. Brahms, plus génial mélodiste que jamais, s'y découvre divinement dans une nouveauté et une fluidité harmoniques, qui amènent Dupuis et Fauré. Et si ce cycle n'est à peu près jamais joué, c'est que le piano n'y joue jamais les utilités mais enserre la partie chantée avec l'épée d'une forêt et une volupté réellement amoureuse. Par quelques lieux de scène bien trouvés, Michel Rostaing suggère d'ailleurs qu'il s'agit dans l'esprit de Brahms qu'une façon de traiter le thème de la passion : en consacrant l'amour de deux mains féminines sur un chrisme avec une voix de baryton.

Accompagnatrice de Charles Ludwig à l'École de chant de l'Opéra de Paris, la pianiste Susan Marshall joue donc les réinterprétations de Clara Schumann. Intelligent, sensé, volontaire et zélé, son jeu est de bon goût à la hauteur de cette partition injouable : seuls Richter (avec Fischer-Dieskau, dans une version aujourd'hui épuisée) et Gérard Moore (avec Hans Hotter) l'ont affrontée sur disque avec succès.

Le baryton, c'est Jacques Bonnet, réalisateur trop peu connu parce que

français, à cheval entre le baroque (il jouait dans *Arje*, de Laity) et le théâtre musical contemporain. Vite porté vers l'intellectuel, ce réalisateur est parfaitement noble et porteur d'émotions vraies (1).

Mozart a laissé *Zaïde*, son premier « singspiel » et sa première turquerie, à l'état inachevé avant de se consacrer à l'*Enfance de Soliman* qui sera son dernier opéra. Tous ceux — et ils sont nombreux — qui ont voulu monter ce petit drame tantôt chanté, tantôt parlé, tantôt lesté à l'assommoir de mélodrames (parole sur accompagnement symphonique), ont donc été contraints de le compléter. Jean-Claude Malgouère, son orchestre de la Grande Écurie et de jeunes chanteurs insuffisants ou inexpérimentés emboîtent *Zaïde* ce mois-ci en tournée (2).

Deux mouvements des sérénades KV 204 et 239 ont été reconstitués en ouverture et en finale, les dialogues traduits en français pour une meilleure compréhension des péripéties, un comédien ajouté et quelques textes, apparemment, interpolés. Les décors et la mise en scène (Daniel Ogier) sont à la fois pitoyers et compliqués. Le niveau musical, en dépit de l'interprétation vraie, laisse accablé.

ANNE REY.

(1) Jusqu'au 17, Théâtre 14, Tél. : 45-45-69-77.
(2) Du 19 au 24 à Tourcoing ; le 3 mai à Douai ; le 5 à Boulogne-sur-Mer.

COULISSES

Les rencontres de l'Athénée

Après Ariane Mnouchkine et Hélène Cixous qui ont inauguré en janvier dernier la série de rencontres « France théâtrale » du Théâtre de l'Athénée, animées par Georges Banu, Alain Finkielkraut et Danièle Salles, se feraient le point sur « Le texte et l'auteur dans le théâtre d'aujourd'hui ».

Le mardi 19 avril, 19 heures, Théâtre de l'Athénée. Tél. : 47-42-67-81.

Au Salon du livre

Les éditeurs de théâtre, le Centre national des lettres et l'association Volontés organisent, le mardi 19 avril au Salon du livre, une journée consacrée à l'écriture et l'édition théâtrale. Rencontres, signatures sont prévues sur le stand du CNL. Sont annoncés notamment : Arrabal, Billeloux, Hain, Bernusset, Méryny, Cixous, Metellus.

* Renseignements : 45-67-52-26.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION COMMUNICATION

CINÉMA

Festival biblique

En moins d'un siècle, depuis 1903, le cinéma a produit une petite centaine de films pour illustrer — en général — les épisodes des plus fameux épisodes de l'Ancien Testament : Samson et Dalila, David et Goliath, Salomon et la reine de Saba, Judith et Holopherne, quelques autres.

Le Festival biblique organisé par le centre Rachi, du 17 avril au 1^{er} mai, fera revivre, à travers une vingtaine de films, les grands moments de l'histoire sainte au cinéma. De ces films, certains sont très connus (*Samson et Dalila*, *Salomon et la reine de Saba*), d'autres moins (*Hérode le Grand*, *l'Histoire de Ruth*). Les uns ont été boutés par la critique (*la Bible*, de L. Eisenstein), d'autres ont trop vite disparu des écrans (*Adam ou le sang d'Abel*, de G. Benhamou). Qui se souvient encore de la *Judith de Béthulle*, de D. W. Griffith, ou de Gregory Peck dans le *David et Bethsabée* d'H. King ? Certains choix surprennent, dans le registre de la dévotion (*Sauvages*) ou de l'humour noir (*l'Abominable Docteur Phibes*). On s'étonnera de l'absence des Dix Commandements, retenu par le distributeur pour un autre usage, ou d'*Esther et le roi*, de Walsh, dans un trop lamentable état pour être encore visible.

* 30, boulevard Paris-Royal, 75005 Paris. Tél. : 43-31-75-47.

« Étroite surveillance », de John Badham

Amour planqué

Un prisonnier qui s'évade dès le générique, cela met toujours de bonne humeur. Même s'il est la pire crapule, tant l'appât de la liberté est commutatif. Et, en l'occurrence, c'est la pire crapule, Sick (Aidan Quinn), qui joue la fille de l'air en quittant fort périlleusement un pénitencier de Colombie britannique. Comme on sait qu'il cherchera vite et en tend à prendre contact avec son ex-petite amie, Maria (Madeline Stowe), le FBI demande aux policiers locaux de mettre celle-ci en « étroite surveillance ».

Le planqué s'organise donc dans la maison en face de chez Maria, par équipes de deux fins dont celle qui nous intéresse, Chris et Bill (Richard Dreyfus et Emilio Estevez). Symphonique levez-vous qui ne va pas à faire des farces de potiche au tandem qui prend la relève et se veut guère mieux. Avec quelques scènes de cannettes et une foote de gadgets, Chris et Bill mettent la demoiselle sur écoute téléphonique et se collent l'œil à la lunette. D'autres plus assidues que le demoiselle, avec ses airs de madone mécontente, est un sazon, qu'elle se tire

pas souvent les rideaux et a toujours trop chaud.

Chris ne tarde pas à pousser un peu plus loin — ou un peu plus près — ses investigations. Il voudrait se faire passer pour un dur, mais en vain. Elle aussi est une gentille et lui tombe dans les bras toute rôtie. En attendant l'arrivée de l'affreux évadé qui a de beaux yeux mais aucun sens de l'humour.

Heureusement, Dreyfus et Badham (à qui l'on doit la *Fiebre de samedi soir* et *War Games*) en ont à revendre et, sans prétention, du meilleur. Par le jeu des micros et de l'espionnage aux jumelles, on retrouve les ressorts impénétrables du vaudeville à trois ou quatre, dont un dans le placard et deux dans le doute. Une bonne dose de bagarres homériques, de poursuites en voitures dégingolées, de bras de fer dans les acieries à bois, de suspense affreux entre deux plaisanteries, assurent l'équilibre entre publics (enfants et parents, comme *Princesse Bride*) d'un film qui fait passer allégrement deux heures de vrai divertissement. Ce qui est aussi une des fonctions inévitables du cinéma.

MICHEL BRAUDEAU.

EXPOSITION

A l'Hôtel de Ville de Paris Restaurations

Il y a trois peintres français, rénaissances par Daniel Abadie. Ils ont à peine trente ans et quelques notoriétés. Et ils sont « figuratifs », comme l'on dit. De la peinture et de la sculpture que l'on devine immortelles et mûres, langages sous la couleur qui les soie et dissimule les détails de leurs esquisses natures mortes sèches, turlutaines, décoratives et garnies de citations de Manet, de films que ou des symbolistes belges. Lagot peint les citrons de Manet et des crânes sur des toiles et il encadre de plumes de zèbre ses vanités oranges.

Favier cultive la virtuosité sans s'en cacher. Ses plumes de verre se réduisent de plus en plus, la précision du dessin gagne encore en acuité, les couleurs en éclat, les motifs en microcosme. Il semble se soucier assez peu d'expression et de profondeur. Il lui suffit d'obtenir un bel effet. Faut-il peut-être, mais inutilement, que l'œuvre telle réhabilite le plaisir optique et la volupté d'une séduction à laquelle on résiste grand mal à prétendre résister. Avec d'autres moyens, Eric Daltov a vu son amour du musée et des glaces. Sans doute n'a-t-il pas encore atteint, dans son genre, le degré de maîtrise tou-

rique d'un Favier. Ses toiles laissent d'un éclat qui n'est pas toujours plaisant. Ses plumes ne sont pas exemptes d'indécisions. Mais la démarche est ambitieuse et hardie.

Denis Lagot ne craint pas les comparaisons à des artistes. Il se mesure avec la tradition classique de la vanité et avec ceux de son contemporain, Donald Sultan, Francesco Clemente ou Louis Cane, qui s'en sont inspirés à leur tour. Pour l'heure, il lui manque un peu de tragédie que l'on peut croire nécessaire à qui s'attaque à un sujet si fortement symbolique. Ses toiles de mort ont de l'équilibre, un galbe soûlèvement évocateur et des toiles dorées. Elles sont d'un maniement érudite et citateur. Lagot pouvait-il cependant faire l'économie des influences et des postures ? Pour lui, comme pour tous ceux de sa génération, la copie à tout lieu d'école et pallie « l'absence d'enseignement de l'École des beaux-arts » (Lagot écrit). La restauration de la peinture passe aussi par l'imitation des maîtres d'autrefois.

PHILIPPE DAGEL.

Jusqu'au 23 mai.

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

ISTANBUL HOTEL Tourneur (48-87-82-85), 19 h.

FAUBOURG EN VOYAGE Th. nat. de Chaillet (47-27-81-15), 14 h 30.

PITIT ALBERT Métézière (46-55-43-45), 20 h 30.

MIMIC CONTEMPORAIN Cité internationale universitaire (45-89-38-60), 20 h 30.

SOUS LES BOULINGRINS BLEUS Th. nat. de Chaillet (47-27-81-15), 20 h 30.

LE ROI LEAR Th. de Boulogne-Billancourt (46-03-60-44), 20 h 30.

LE BOURGEOIS GENTILHOMME Centre culturel de France des Pouchins (47-27-79-37), 20 h 45.

LES CHAISES Th. nat. de la Colline (43-66-43-06), 21 h.

LA NOUVELLE MÈSE Marais (42-70-10-10), 20 h 30.

WOYZECK Espace des arts de Chaillet (48-09-18-88), 20 h 30.

Les autres salles

AMANDRES DE PARIS (43-06-42-17), 17 h 30.

ANTOINETTE SHIMONE-BERTRAND (42-06-77-17), Les Cahiers du Théâtre, 20 h 30.

ARCANE (43-38-19-70), Quatre ateliers, 20 h 30.

ARTS-HÉBERTOT (43-67-03-61), La Malicie imaginée, 21 h.

ATKINER (46-06-49-34), La Double inconstance, 21 h.

ATHÈNE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27), Salle C. Béraud. Collège, 20 h 30.

MÉRY (43-57-51-55), Potins, 18 h 30.

LES CROQUEURS 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (43-30-34-98), Le 16e vent, pas mouillé! 18h, 20h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-34), La petite chatte est morte, 18 h 30. Bachelard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPIQUE DE BOIS (48-08-39-74), Volpète ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36), Salle I. Un moment à Festival, suivi de La Fête de Chamberlain, 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DU SOLEIL (43-74-34-08), L'Indice ou l'Indice de Jean Rivier, 18 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), Éryon... la gith... 21 h.

CENTRE CULTUREL DE LA POTEMKINE DES FEUILLES (47-26-79-37), Le Bourgeois gentilhomme, 20 h 45.

CENTRE CULTUREL SUISSE (49-71-44-50), Le Jeune Homme, 20 h 45.

CINQ DIAMANTS (46-40-52-81), Répertoire des auteurs de tous les pays.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-60), Grand Théâtre. 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-60), Grand Théâtre. 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), Revue de la Cité, 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (43-81-09-11), Voyage de Paris, 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-45), Salle Richelieu. Le Vieillard et le Jeune Homme, 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-45), Salle Richelieu. Le Vieillard et le Jeune Homme, 20 h 30.

DALNOU (42-61-68-14), Ménégramme, 21 h.

DEUX ANES (46-06-10-36), Théâtre, 20 h 30.

DIJ-BUT THÉÂTRE (42-66-47-67), Le Gardien, 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11), Les Balais Cadents, 20 h 15. Non on fait ça on nous dit de faire, 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-74-99), Les Lichens dérangés, 20 h 30.

ESPACE ACTUEL (42-62-35-00), Soirée à Louanbourg, 20 h 30.

ESPACE KIRON (43-73-50-25), Le Télé-moi, 20 h. Le Monologue de Molly Bloom, 22 h.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19), Le Miroir, 20 h 30.

ESSAON DE PARIS (42-78-46-42), Salle L. Oul mais non, 18 h 30. Chat qui dort, 21 h.

FONTAINE (48-74-74-04), Hors limite: 21 h. Maudie, 21 h 30. La Loge, 21 h 45.

GALLIE 55-THÉ ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-03-01), Your's a good man Charlie Brown, 20 h 30.

GRAND HALL MONTROUGE (42-96-04-06), Le Sala de Rouze, 20 h 30.

GURCHET MONTMARTRE (43-27-88-61), Lettre d'une inconnue, 18 h 45. Le Spectre, 20 h 30. Double je, 22 h 15.

GYMNASÉ MARIE-HELL (42-46-79-79), La Mécanique, 21 h.

HUCHETTE (43-26-38-99), La Comédie humaine, 19 h 30. La Loge, 20 h 30. Prose: j'avais toujours qu'une peur, celle: 21 h 30.

LA BASILLE (43-57-42-16), Combien de fois faudra-t-il mourir dans la ville, 21 h.

LA BRUYÈRE (48-74-76-89), Ce qui volt (P. Paul), 21 h.

LE GRAND ÉDGAR (43-20-90-09), Hémorragie autour des oreilles, 17 h 30. Hémorragie autour des oreilles, 17 h 30. Hémorragie autour des oreilles, 17 h 30.

LES DÉCOURAGÉS (43-34-00-02), Spectacle de magie, 21 h.

LOCEBRAINE FORUM (44-44-57-34), Théâtre noir. Le Petit Prince, 20 h. Non, non, non, Van Gogh, 21 h 15. Théâtre catastrophe. Veuve martinière. Chère catholique chère, 20 h 15. La Ronde, 21 h 30.

MADRIENNE (42-65-07-09), Au bord du R, 21 h.

MARIGNY (42-56-04-41), L'Homme de Marigny (P. J. J.), 20 h 30.

MARIGNY (P. J. J.) (43-25-20-74), La Mousmé, 21 h.

MAURUREN (42-65-00-00), O. Rosel, suivi de Donnez Nuit, 20 h 30.

MÉNAGÈRE DE VEYRE (43-38-33-44), L'Anticipation des Auteurs, 21 h.

MÉRY (43-57-51-55), Potins, 18 h 30.

MICHODÈRE (42-66-25-84), Show Art Lamy l'Ami public, 20 h 30.

MOGADOR (42-85-28-80), George Dandré, 20 h 30.

MONTMARTRE (43-22-77-74), Le Récit, 21 h.

MONTMARTRE (P. J. J.) (43-25-20-74), La Mousmé, 21 h.

MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE (45-35-75-23), Théâtre, 20 h 30.

NOUVEAUTES (43-70-53-76), O. Les Sept Miracles de Jésus, 18 h. Une soirée pas commode, 20 h 30.

OUVRE (43-74-45-32), Ne me suis pas en retard, 20 h 45.

OPERA-COMIQUE (42-96-06-11), O. Boris Godounov (Verdi, 1869), 19 h 30.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-83), Grande salle. La Machine à vapeur et Paris, 21 h. Petite salle. J'ai pu le chien, le chien, le chien, 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81), L'Étranger, ou la Réconciliation amoureuse, 20 h 30.

PARIS-VILLETTE (43-02-42-68), Indes-Fleuve, Vierge, Figue, et Pouchins, 21 h.

ROCHE-MONTMARTRE (45-48-92-97), Salle II. Coup de crayon, 20 h 30.

ROSETTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53), O. Le Temps, 20 h 45.

POITIÈRE (43-61-44-16), Agathe, 19 h. Et puis j'ai mis une cravate et je suis allé voir un psychiatre, 21 h.

RANELAIGH (43-88-64-44), Passant on s'empare sans être volé, 20 h 30.

RENAISSANCE (43-06-18-00), Good in Class, 20 h 45.

Vendredi 15 avril

ROUSSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20), Soirée Fauré, 18 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47), Delle de couple, 20 h 45.

SENTER DES HALLES (42-36-37-27), Divas sur campé, 20 h 30.

SPIRENDE SAINT-MARTIN (42-08-21-93), Jango Edwards espagnol au Splendid, 20 h 30.

THÉÂTRE DE DEUX HEURES (42-64-35-00), Enfa Beumour, 20 h 30, 22 h, du tré: 22 h.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80), Piac, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89), Salle I. O. L'Homme des Jours, 20 h 30. Salle II. O. Les Bonnes, 21 h 30.

THÉÂTRE DES DEUX PORTES (43-61-24-51), Vol au-dessus d'un nid de coucou, 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLET (47-27-81-15), Camil Poyet, Charles et voyage, 14 h 30. Grand Théâtre. O. Le Mésautrop, 20 h 30. Théâtre Clément. O. Sous les boulingrins bleus, 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60), Petite salle. O. Les Chaises, 21 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-56-40-70), Petite salle. Filère romaine, 21 h.

TINTAMARRE (48-47-33-82), Il était temps que j'arrive, 20 h 15. Small, 21 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48), Istanbul Hotel, 19 h. O. L'Homme des Jours, 20 h 30. O. Le Déjeuner, 21 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-06-40), El Scudo (Bill Baxter), 20 h 30.

VARIÉTÉS (42-33-09-92), C'est encore mieux l'après-midi, 20 h 30.

ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFÉ) ALEXANDRE-DUMAS (43-71-28-28), Zingaro, 20 h 15.

LES MENDIANTS (Fr.): Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-50-23).

PICASSO BY NIGHT BY SOLLEERS (Fr.): Studio 43, 9 (47-70-63-40).

PRICK UP YOUR EARS (Brit. v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82).

PRINCESS BRIDE (A. v.o.): Cité Beaubourg, 3 (45-42-32-36); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rodéna, 6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 6 (45-42-20-40); v.f.: UGC Opéra, 9 (45-74-94-40).

RUNNING MAN (A. v.o.): UGC Normandie, 6 (45-43-16-16); v.f.: Rex, 2 (42-35-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Le Galaxie, 13 (45-80-18-03).

SEPTEMBER (A. v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 14 (43-57-90-41); Gaumont Paradoxe, 14 (43-33-30-40).

36 FILLETTE (Fr.): Les Montparnasse, 14 (43-27-32-37).

UN ENFANT DE CALABRE (It.-Fr. v.o.): Les Trois Luxembour, 6 (46-33-97-1); 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-48-18).

URGENCE (Fr.): Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-87-53-74); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30); UGC Haute-Feuille, 6 (46-33-79-38); Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08); George V, 8 (45-62-41-46); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Les Nations, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67); v.f.: Gaumont Convention, 15 (48-28-42-47); Le Maillo, 17 (47-48-06-06); Pathe Cité, 18 (45-22-46-01).

WALL STREET (A. v.o.): Pathe Marignac-Concorde, 6 (43-59-92-82); Trois Paradoxe, 14 (43-20-30-19); v.f.: Pathe Français, 9 (47-70-33-88).

LES ANNÉES SANDWICHES. Film français de Pierre Bontoux; Cité Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Champ-Elysées, 9 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-40); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); UGC Convention, 15 (45-74-94-40); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Sorciers, 19 (42-06-79-79).

BEYFOURTH, THE LAST BOMBE MOVIE (A. v.o.): UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Normandie, 6 (45-43-16-16); v.f.: Rex, 2 (42-35-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Opéra, 9 (45-74-94-40); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Sorciers, 19 (42-06-79-79).

269 CHRONO (Fr.) Film américain de Peter Werger; UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Normandie, 6 (45-43-16-16); v.f.: Rex, 2 (42-35-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Opéra, 9 (45-74-94-40); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Sorciers, 19 (42-06-79-79).

ÉTROITE SURVEILLANCE Film américain de John Badham; v.o.: Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); Pathe Marignac-Concorde, 6 (43-59-92-82); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); UGC Convention, 15 (45-74-94-40); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Sorciers, 19 (42-06-79-79).

ÉTROITE SURVEILLANCE Film américain de John Badham; v.o.: Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); Pathe Marignac-Concorde, 6 (43-59-92-82); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); UGC Convention, 15 (45-74-94-40); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Sorciers, 19 (42-06-79-79).

ETROITE SURVEILLANCE Film américain de John Badham; v.o.: Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); Pathe Marignac-Concorde, 6 (43-59-92-82); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); UGC Convention, 15 (45-74-94-40); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Sorciers, 19 (42-06-79-79).

ETROITE SURVEILLANCE Film américain de John Badham; v.o.: Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); Pathe Marignac-Concorde, 6 (43-59-92-82); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); UGC Convention, 15 (45-74-94-40); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Sorciers, 19 (42-06-79-79).

ETROITE SURVEILLANCE Film américain de John Badham; v.o.: Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); Pathe Marignac-Concorde, 6 (43-59-92-82); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); UGC Convention, 15 (45-74-94-40); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Sorciers, 19 (42-06-79-79).

cinéma

La Cinémaèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Un ciné sans pareil (1935), de Richard Pottier, 16 h; Marcelino, pain et vin (1954, v.o.), de Luis Buñuel, 19 h; Les Mouches (1963, v.o.), de Peter Brook, 21 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-36-57)

L'Œuvre des châteaux (1976), de Daniel Duval, 15 h; Bonaparte (1947, v.o.), d'Hélène Kazan, 17 h; Une noce ornée (1985, v.o.), de Miguel Coural, 19 h.

SALLE GARANCE

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-36-57)

Théâtre sans cesse en progrès 1958-1988: le Voyage de nuit par (1986, v.o.), de Fernando Fernán-Gómez, 14 h 30; Mon journal (1987, v.o.), de Jaime de Armiñan, 17 h 30; Voler à compas (1983, v.o.), de José Luis Garcia, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (46-26-34-39)

Paris la nuit. Fêtes de Noël (1963), de Jean-Denis Follet, 14 h 30; Le Rendez-Vous de minuit (1961) de Roger Lecomte, 16 h 30; Nuit des cloches: la Cloche et ses Cloches (1972) de R. Baber, A. La Belle Boule (1966) de Pierre Fievet, 16 h 30; Nuit de Pâques: Vous avez dit Pâques? (1979) de J. Marignac, Bob le Flouze, Banda (1987) de J. Marignac, 18 h 30; Nuit sans Lune: Banda annonce la Renaissance de minuit (1961) de R. Baber, Banda (1987) de J. Marignac, 18 h 30; Paris, Royal Opéra (1980) de L. Soulez, Eurizon Noël (1979) de Jacques Brel, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

L'AFFAIRE DU CANON NOIR (Chin. v.o.): Utopia Champanelle, 9 (43-26-48-18).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-A.L. v.o.): Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-A.L. v.o.): Utopia Champanelle, 9 (43-26-48-18); Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31); Les Trois Luxembour, 6 (46-33-79-38); Utopia Champanelle, 9 (43-26-48-18); Utopia Champanelle, 9 (43-26-48-18).

LA ROSEME (Fr. v.o.): Vendôme Les Halles, 1 (40-26-12-12); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Normandie, 6 (45-43-16-16); v.f.: Rex, 2 (42-35-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Opéra, 9 (45-74-94-40); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Sorciers, 19 (42-06-79-79).

BROADCAST NEWS (A. v.o.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-87-53-74); Pathe Marignac-Concorde, 6 (43-59-92-82); Pathe Marignac-Concorde, 6 (43-59-92-82); Pathe Marignac-Concorde, 6 (43-59-92-82); Pathe Marignac-Concorde, 6 (43-59-92-82).

CHEVALS (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Rex, 2 (42-35-83-93); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Normandie, 6 (45-43-16-16); v.f.: Rex, 2 (42-35-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Opéra, 9 (45-74-94-40); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Sorciers, 19 (42-06-79-79).

RELAIS DE L'ÉTÉ (A. v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); UGC Odéon, 6 (43-25-10-30); Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08); George V, 8 (45-62-41-46); Gaumont Paradoxe, 14 (43-33-30-40); v.f.: Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); UGC Convention, 15 (45-74-94-40); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Sorciers, 19 (42-06-79-79).

EMPIRE DU SOLEIL (A. v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); UGC Odéon, 6 (43-25-10-30); Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08); George V, 8 (45-62-41-46); Gaumont Paradoxe, 14 (43-33-30-40); v.f.: Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); UGC Convention, 15 (45-74-94-40); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Sorciers, 19 (42-06-79-79).

LES FILMS NOUVEAUX

MÉMOIRES D'UN SUIT TROPI-CAL (Fr.) Film français de Joseph Morder; Relet Logos II, 5 (43-54-42-34); Studio 43, 9 (47-70-63-40).

NEIGE SUR BEVERLY HILLS (Fr.) Film américain de Mark Kamsky; v.o.: Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-87-53-74); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30); UGC Haute-Feuille, 6 (46-33-79-38); Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08); George V, 8 (45-62-41-46); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Les Nations, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67); v.f.: Gaumont Convention, 15 (48-28-42-47); Le Maillo, 17 (47-48-06-06); Pathe Cité, 18 (45-22-46-01).

PONCEPÉRIE JUSTE AVANT L'ÉTOILE Studio 43, 9 (47-70-63-40).

TRAIQUE Film américain de Ridley Scott; v.o.: Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-87-53-74); Pathe Haute-Feuille, 6 (46-33-79-38); Pathe Marignac-Concorde, 6 (43-59-92-82); Pathe Marignac-Concorde, 6 (43-59-92-82); Pathe Marignac-Concorde, 6 (43-59-92-82); Pathe Marignac-Concorde, 6 (43-59-92-82).

ETROITE SURVEILLANCE Film américain de John Badham; v.o.: Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); Pathe Marignac-Concorde, 6 (43-59-92-82); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); UGC Convention, 15 (45-74-94-40); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Sorciers, 19 (42-06-79-79).

ETROITE SURVEILLANCE Film américain de John Badham; v.o.: Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); Pathe Marignac-Concorde, 6 (43-59-92-82); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); UGC Convention, 15 (45-74-94-40); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Sorciers, 19 (42-06-79-79).

ETROITE SURVEILLANCE Film américain de John Badham; v.o.: Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); Pathe Marignac-Concorde, 6 (43-59-92-82); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); UGC Convention, 15 (45-74-94-40); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Sorciers, 19 (42-06-79-79).

GARY Film américain de Linn Mansueti; Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31); Saint-Michel, 9 (43-26-79-17); La Pagode, 7 (45-05-12-15); Gaumont Champ-Elysées, 9 (43-39-04-67); Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31); Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31); Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31); Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31).

UN ZOO LA NUIT (Fr.) Film canadien de Jean-Claude Lauzon; v.o.: Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-87-53-74); Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31); Bataigne, 6 (42-22-37-97); Pathe Haute-Feuille, 6 (46-33-79-38); Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

WHERE IS PARIS? Film britannique de Henri Heine, v.o.: Relet Logos II, 5 (43-54-42-34).

EN EXCLUSIVITE AU REFLET MEDICIS (8^e) VO

Le Récit par

**TONY CURTIS • CASSANDRA DOMEMCA
ERIK ESTRADA • PETER LAWORD
RON MOODY • DONALD PLEASANCE**

et la participation d'**ORSON WELLES** pour la dernière apparition à l'écran

WHERE IS PARS?
UN FILM TERENCE YOUNG

avec Henri HELMAN

PAUL CLAUDEL
"Trucule" et "Efferesse"
DANS
JUDAS-PILATE
avec en scène
SOPHIE LOUČEKOVSKY
R. FRIELIN et R. BERTLAND
PARIS VILLETTE, 43 02 02 63 4

CRETEIL
DU 15 AVRIL AU 7 MAI
LA COMÉDIE DE SAINT-ETIENNE
ET LE THÉÂTRE NATIONAL DE BELGIQUE
PRÉSENTENT
WOYZECK
de
BOCHNER
mise en scène
DANIEL BENON
avec
**Mario d'Alba
Myriam Boyer
Jean-Paul Comart
Ronny Coutereux
Françoise Giret
Claude Koener
Jean-Pierre Jorris**
48.99.18.88

DI L'EUROPE 23-29 avril
Come tu mi vuoi
Comme tu me veux
de **Luigi Pirandello**
PICCOLO TEATRO DI MILANO
mise en scène **Giorgio Strehler**
décor **Ezio Frigerio**
Production Union des Théâtres de l'Europe - Madrid/Milan/Paris
ODEON THEATRE NATIONAL Tel. 43 25 70 32

BRAVO BABETTE!
OSCAR
Meilleur Film Étranger

Le Festin de Babette
UN FILM DE GABRIEL AXEL avec STEPHANE AUDRAN
JEAN-PHILIPPE LAFONT • BIBI ANDERSSON
Primé par la Fondation GAN pour le cinéma

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN FRANCE
SHU UEMURA PRÉSENTE "MAKE-UP"
**L'ART VIVANT ET LE MAQUILLAGE
DU JAPON CONTEMPORAIN**

3 spectacles à l'Espace Pierre Cardin
Les 19, 20, 21 avril 1988 à 20 h 30
Prix des places: 90 francs
Réservations Franc

2 spectacles à la Ménagerie de Verre
Les 24 et 25 avril 1988 à 18 h 30
Prix des places: 60 francs
Réservations Franc Téléphone (1) 43 38 33 44

Informations: Travaux Publics (1) 42 65 20 93

RESTAURATIONS

RESTAURATIONS

RESTAURATIONS

سكروا من الاحوال

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi dans le monde radio-télévision...

Vendredi 15 avril

TF 1 20.00 Variétés: Labaye d'honneur. Emission présentée par Jean-Luc Labaye...

Spécial Arthur Miller, à l'occasion de la publication en France de son livre de souvenirs: Au fil du temps...

LA 5 20.30 Téléfilm: Double jeu mortel. D'Alex Miché, avec Dal Lindner, Tony Lo Bianco, William Graham...

A 2 20.25 Feuilleton: La vallée en cartes. De Michel Wyn et Françoise Verdy.



FR 3 20.30 Série: Miroslava, ancienne prêtresse. Cullere 38, d'après Raymond Chandler...

M 6 20.30 Série: Le Salut. Conférence à Genève. 21.20 Feuilleton: La cité de la Forêt-Noire...

CANAL PLUS 20.30 Football. AS Saint-Etienne-AS Monaco, en direct du stade Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne...

FRANCE-CULTURE 20.30 Radio archévo. Marguerite Yourcenar. 21.30 Musique: Black and blue, Amérique, années 50...

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert (en direct de Stuttgart): Symphonie n°1 de Haydn...

Samedi 16 avril

TF 1 13.15 Magazine: Reportages. De Michèle Corta et Jean-Claude Paris...

FR 3 13.00 En direct des régions. 14.00 Espace 3: Des cahiers et des entreprises...

16h 45 TOP MOTEURS BEAUTÉ DE LA VOTURE avec ROBY et PROGERAL

FRANCE-MUSIQUE 17.00 Flash d'informations. 17.45 Dîner Chantal. Winnie l'ours: Dessins animés...

A 2 13.15 Magazine: L'ennemi américain. De Bernard Rapp. 14.00 Série: Les systèmes de l'océan...

CANAL PLUS 13.05 Magazine: Samedi, 1 heure. De Jean-Louis Burgat...

LA 5 13.15 Le bus-off. 13.30 Série: Autisme. 14.25 Série: Galactica. 16.10 Variétés: Chiffre...

FRANCE-MUSIQUE 18.30 Concert: 18.30 Concert: 18.30 Concert: 18.30 Concert...

M 6 13.15 Magazine: Chiffre 6 première édition. 13.45 Hifi, télé, livres...

TF 1 7.00 Bonjour la France, bonjour France. Magazine présenté par Jean Offredo...

FR 3 7.00 Magazine: Sports 3. 8.02 Boule. 8.15 Croc-notte...

A 2 9.00 Connexion Filles. 9.15 Émissions inédites A Bible ouverte...

LA 5 13.15 Le bus-off. 13.30 Série: Autisme. 14.25 Série: Galactica...

FRANCE-MUSIQUE 18.30 Concert: 18.30 Concert: 18.30 Concert...

FRANCE-CULTURE 20.30 Photo-parlart. Paul Bocuse, cuisinier...

FRANCE-CULTURE 20.30 Photo-parlart. Paul Bocuse, cuisinier...

FRANCE-CULTURE 20.30 Photo-parlart. Paul Bocuse, cuisinier...

CANAL PLUS 7.00 Dessins animés: Ça courrait. Présenté par Philippe Dumas...

FRANCE-CULTURE 20.30 Atelier de création radiophonique. L'écriture...

FRANCE-MUSIQUE 20.30 Concert (donné le 16 avril salle Pleyel)...

Audience TV du 14 avril 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Table with columns: Heure, Foyers ayant regardé la TV (%), TF1, A2, FR3, CANAL+, LA 5, M6. Shows audience percentages for various channels and times.

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 16 avril Paris, Dromont, 14 heures: affiches. Dimanche 17 avril Paris, porte de Versailles, 18 heures: automobile...

PLUS LOIN

Samedi 16 avril Anck, 14 h 30: timbres, cartes postales; Bèrger, 14 heures: mobilier, objets d'art...

FOIRES ET SALONS

Paris, square des Batignolles; Paris, porte de Versailles (salon du livre). BERGER-LEVAULT SALON DU LIVRE...

La « grande enquête nationale » de l'ARC provoque de vives critiques

Médecine par correspondance

La polémique sur l'ARC (Association de recherche contre le cancer) connaît de nouveaux développements. Après l'exclusion du poste de vice-président-secrétaire général de M. Yves Ledoux par le conseil d'administration de cette association (le Monde du 14 avril), une nouvelle initiative de l'ARC baptisée « grande enquête nationale de l'ARC » - inquiète les responsables du conseil national de l'Ordre des médecins comme ceux des caisses de Sécurité sociale. Nous publions, d'autre part, les principaux extraits qui, dans le rapport de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) sur l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif, mettent en lumière les pratiques administratives et financières de l'ARC.

La « grande enquête nationale de l'ARC » lancée il y a quelques mois, connaît une ambition grandissante. Elle était présentée comme une opération due à l'initiative de M. Jacques Crozamarie, président de l'ARC, et du professeur Léon Schwarzenberg, membre du conseil d'administration de cette association. Elle avait pour objectif de « sauvegarder chaque année plusieurs milliers de vies ». Le département médical de la SOFRES a été directement associé à la réalisation de ce projet.

L'ARC a d'abord proposé à l'ensemble de ses adhérents, ainsi qu'à de très nombreuses personnes, de participer à cette opération. On demandait de répondre à un questionnaire « visant à mieux cerner le profil de votre santé », questionnaire rédigé par le professeur Schwarzenberg, « en collaboration avec des spécialistes médicaux, cardiologistes, pneumologistes, psychiatres... » (1). Il en résulte un ensemble d'envois cent soixante-trois lettres, diverses concernant l'existence d'éventuels « troubles de l'appétit », de l'appareil digestif, du « cœur et du souffle », de l'état général, de l'alimentation, du mode de vie ou encore de « l'environnement effectif ou psychologique ».

Les promoteurs du questionnaire, après traitement informatique des réponses, proposaient de renvoyer à ceux qui l'avaient rempli, un « profil de santé » indiquant le niveau de risque pour différents appareils ou organes (poumons, cœur, ovaires, estomac, articulations, yeux, etc.). Pour chacun des vingt et une catégories ainsi définies, on indiquait par un système d'étoiles un niveau allant de « faible risque » à « très grand risque » et parallèlement, la meilleure conduite médicale à tenir. Une série - parfois fort longue - d'examen complémentaires (radiographies, échographies, prises de sang, tests respiratoires, myélogrammes, consultations psychiatriques, etc.) était alors indiquée. Selon les souhaits des personnes ayant participé à l'enquête, le médecin traitant pouvait ou non être directement informé de ses résultats.

Un autre traitement des réponses fournies était également prévu. Elle visait au traitement collectif des données ainsi recueillies. « Les résultats de cette étude permettront à l'ARC de fixer des objectifs d'équipement en matière de dépistage, d'application auprès de l'association. L'ARC aura

alors des informations essentielles sur les besoins en tel ou tel type d'équipement médical et scientifique. Ces résultats seront bien entendu diffusés en avant-première aux lecteurs de la revue Fondamental, le magazine d'information de l'ARC, puis communiqués au public par la presse... Les différents aspects de cette opération sont protégés, assurés-on à l'ARC, par les garanties légales d'anonymat et de confidentialité. « On nous a assuré qu'après saisie informatique anonyme des données l'ensemble des fichiers devait être détruit avant le 21 mars

derrière », indique-on à la Commission nationale informatique et liberté. « Aucune réédition d'une telle opération n'est, à notre sens, prévue. Il ne s'agit pas d'une photographie de l'état de santé de la population française à son moment donné ».

Psychiatre
L'ampleur d'une telle opération et son aspect financier ne sont nullement négligeables. Selon le professeur

Schwarzenberg, 868 388 personnes (l'ARC revendique 2,5 millions d'adhérents) ont répondu à cet appel. En pratique, 203 131 personnes ont renvoyé leur questionnaire, avec le « don minimum de cent francs - sans lequel il n'était pas donné suite à la proposition ».

Plus que la méthodologie - critiquée par plusieurs spécialistes d'épidémiologie ou de santé publique - retenu pour une telle opération, ce sont les réponses qui soulèvent une très vive inquiétude dans les milieux médicaux. De nombreux médecins se sont ainsi

inquiétés, souvent après leurs malades, de très nombreux examens complémentaires et des consultations de spécialistes qui étaient indirectement demandés. « La question est d'autant plus importante, souligne un spécialiste de santé publique, que la plupart des examens que l'on demande aux médecins de prescrire n'ont jamais prouvé leur efficacité en matière de dépistage collectif. L'aspect financier de l'opération a ensuite vivement inquiété les responsables des caisses primaires d'assurance-maladie, de très nombreuses réponses correspondant, en définitive, à des bilans de santé très coûteux pouvant aller jusqu'à des sommes équivalentes à environ 10 000 F. Une « inflation » difficilement supportable à une époque où l'on entend beaucoup faire pour réduire le niveau des dépenses de santé. Une situation particulièrement ambiguë aussi puisqu'en théorie les caisses de sécurité sociale ne prennent pas en charge le coût des examens dits de dépistage.

Plusieurs médecins, inquiets d'une telle situation et percevant cette opération comme l'introduction très critique d'un tiers anonyme dans la relation médecin-malade, ont ores et déjà saisi le conseil de l'Ordre des médecins, qui se cache pas, à l'échelon national, son embarras. La caisse nationale d'assurance-maladie redoutait, pour sa part, les conséquences financières potentielles d'une telle opération. Elle a donc - sans doute un peu tardivement - une riposte technique visant à démontrer, et sans même parler de leur coût, l'inefficacité de la grande majorité des examens que l'on demande aux médecins de prescrire.

JEAN-VYVES NAUJAC
et FRANCK NOUCHÉ
(1) Le questionnaire de l'ARC a été établi par le professeur Léon Schwarzenberg avec la collaboration des professeurs Jean Anar, Marcel-François Kahn et Henri Loo.



« Une dépendance lourde et malsaine »

Le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) concernant « le contrôle du fonctionnement de l'Institut Gustave-Roussy (IGR) de Villejuif (Val-de-Marne) » est un volumineux document de deux cent vingt et une pages, établi par trois membres de cette inspection : M. Catherine Bergali, le docteur Claude Gubler et M. Maurice Ramond.

« L'ordre de mission signé le 13 février 1987 demandait « de façon très large un contrôle du fonctionnement médical, administratif et financier de l'établissement ». Cet ordre de mission, précisaient les rapporteurs, « faisait suite à de nombreuses réunions, notamment au cabinet du ministre le 14 octobre 1986, au cours desquelles la direction des hôpitaux et le conseil départemental avaient exprimé le souci de voir clair dans l'origine et la justification des demandes de dérogations budgétaires qui se répétent d'année en année ».

« Les subventions accordées par l'ARC à l'IGR traversent par deux canaux : soit elles sont versées à l'Institut lui-même, soit directement aux chercheurs de l'Institut. Ainsi, en 1981, 5 920 192 F ont été versés au total à l'IGR ; 2 580 000 F sous la forme de dotations annuelles et 3 340 192 F sous la forme de dotations exceptionnelles. En 1986, 23 611 800 F ont été versés ; 7 180 850 F sous la forme de dotations annuelles et 22 460 000 F sous la forme de dotations exceptionnelles.

« Pour ce qui est des sommes versées directement aux chercheurs, le rapport des comptes tenus par l'ARC que les attributions de subventions en 1985 et 1986 se sont élevées à 4 918 742 F en 1985 et à 8 966 115 F en 1986.

« Les enquêteurs exposent ensuite les problèmes posés par le financement de l'ARC. « Les aides de l'ARC, explique le rapport, sont à l'évidence d'un apport irremplaçable pour l'Institut. Toutefois, l'importance considérable qu'elles ont prise ces dernières années soulève d'importants problèmes. Parmi ceux-ci, le fait que, ne faisant pas « d'inventaire du matériel et des biens se trouvant à l'Institut, l'IGR peut entièrement ignorer la présence d'équipements se trouvant dans ses murs ».

« Le rapport aborde ensuite un point important : « Nous avons pu constater qu'il existait, en dehors des procédures ci-dessus décrites, une procédure exceptionnelle, dite d'urgence, qui permet au président de l'ARC d'attribuer, en cas d'urgence, des crédits, sans l'avis de son conseil d'administration ou des commissions scientifiques (...). Sur les deux années 1985 et 1986, ont été ainsi attribuées aux chercheurs de l'IGR (comptes de l'IGR et de professeur Tubiana ci-dessus), quatre vingt-dix huit subventions, pour un montant total de 11 894 857 F, dont 33 % ont été sur procédure d'urgence pour un montant total de 3 360 342 F (...). Une procédure qui représente le tiers des subventions accordées ne peut être considérée comme une procédure exceptionnelle ».

« Dans la décision d'accorder une telle subvention aux chercheurs, les rapporteurs soulignent que « les relations personnelles que M. Crozamarie peut entretenir avec l'un d'eux - qui peut servir d'improbable justificatif à l'association dans le cas où elle serait poursuivie - plaident, aussi dans ses décisions (Cf. par exemple, le numéro de la revue Fondamental, publiée par l'ARC, où les travaux de certains chercheurs de l'IGR sont mis en valeur, sans mention de leur appartenance à l'IGR) ».

« Cette situation, note le rapport, crée une « dépendance excessive » de l'IGR à l'égard de l'ARC (1). « Il peut s'agir d'une dépendance réciproque », la renommée personnelle d'un chef de service pouvant lui donner, face à l'ARC, un pouvoir de négociation puissant (...). Cette situation porte d'ailleurs généralement ombre sur le président de l'ARC, lequel entend ses pouvoirs de manière quasi théocratique : ainsi, les rapports entre ce professeur Mathé, de l'hôpital Paul-Brousse et l'ARC sont-ils une dépendance réciproque. Mais M. Crozamarie reconnaît qu'il lui faudra attendre le départ de la retraite du professeur Mathé pour mettre fin à des pratiques, en effet, surprenantes : notamment la prise en charge d'une trentaine de salariés, via l'Association Claude-Bernard (association-régie de l'Assistance publique), sur les fonds de l'ARC, en sus d'attributions de subventions importantes.

« Cette dépendance, selon le rapport, induit une certaine pratique de l'auto-censure. « La direction de l'IGR, écrivent les rapporteurs, ne peut se permettre de critiquer les initiatives de l'ARC ». Il en est ainsi du centre de dépistage anticancéreux que l'ARC a approuvé à faire construire à l'hôpital Saint-Louis (Paris) et à propos duquel, note le rapport, « seul le professeur Mathé a publiquement protesté ». Mais lui en prit : les rapporteurs n'ont pu personnellement entendre, sur les ondes radiophoniques, le président de l'ARC réagir à cette contradiction « en mettant en

« doute les facultés mentales du professeur Mathé et en montrant de lui supprimer tout financement... »

« Pour être complet, on notera que, l'IGR a indiqué à plusieurs reprises, avoir toujours été opposé à l'idée d'un centre de dépistage tous cancers. L'Institut ajoute qu'il avait cherché à en dissuader l'ARC, en suggérant plutôt la création d'un centre de recherche sur le dépistage.

« Dans sa réponse, l'IGR conclut : « Ou bien l'ARC travaille pour le bien public dans la recherche sur le cancer, et dans ce cas-ci, on ne voit pas pourquoi il serait « entraîné » d'y avoir recours ; ou bien le fonctionnement de l'association n'est pas satisfaisant, et dans ce cas, c'est à l'Etat d'intervenir et non pas au directeur d'un centre anticancéreux, ce qui mettrait son Institut et ses chercheurs en position d'infériorité vis-à-vis des autres chercheurs, en s'interdisant d'avoir recours à une source de crédits importante et fort utile. »

La refonte du Loto sportif

● Treize matches au lieu de seize
● Gains doublés grâce à un « numéro-pactole »

En chute libre de 1986 à 1987, avec une baisse de 30 % des paris d'une année à l'autre, le Loto sportif change de formule, comme le Monde l'avait annoncé le 19 mars. Les modifications, précises, jeudi 14 avril, devant la presse, par M. Jean-Pierre Teysier, président de la Société de la Loterie nationale et du Loto national (SLLNLN), sont très importantes.

A la reprise des championnats de France de football, le 16 juillet (saison 1988-89), la grille du Loto sportif ne comportera plus que treize matches (les dix rencontres de Division 1 et trois de Division 2) au lieu de seize. Le jeu français s'aligne ainsi sur le Totalcalcio ; comme en Italie, le nombre de gagnants devrait donc être plus élevé, mais les gains au premier rang moins importants.

On gagnera si l'on pronostique treize, douze ou onze résultats justes. La part des enjeux redistribués aux heureux parieurs sera portée de 48 % à 50 % ; l'Etat a consenti à réduire son prélèvement initial de 12 % à 10 %, mais il n'a pas renoncé à la portion supplémentaire déduite en juillet 1986. Le mouvement sportif continuera, lui, à recevoir 30 % du total des enjeux.

Une nouvelle répartition des gains a été instaurée : 30 % à chacun des trois rangs gagnants (soit 90 %), au lieu, actuellement, de 18 % à chacun des cinq rangs gagnants. Cela permettra, conformément au vœu de l'ensemble des parieurs, de ne pas percevoir des sommes dérisoires au dernier rang (onze résultats justes).

Nouvelle interpellation et manifestation nationaliste en Haute-Corse

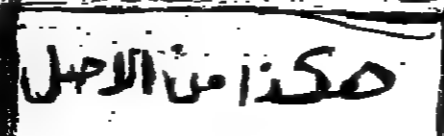
Déjà condamné à deux reprises pour des attentats commis dans l'île en 1983, un militant nationaliste corse, Jean-Michel Rossi, a été interpellé, jeudi 14 avril, à L'Illet-Rousse (Haute-Corse). Cette arrestation s'inscrit dans l'opération engagée au début de la semaine, et qui avait déjà entraîné, après la découverte d'une cache d'armes à Bastia, l'interpellation de quinze personnes (le Monde du 14 avril) dont treize étaient encore en garde à vue, jeudi soir, mais qui, au terme du délai légal de quatre jours, pourraient être remises en liberté samedi matin.

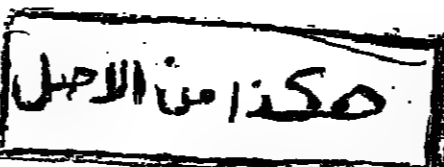
En attendant, les milieux nationalistes corses ont multiplié les actions de soutien aux militants interpellés. Mercredi soir, vers minuit, une centaine de manifestants ont été dispersés par la police aux abords de l'hôtel de police de Bastia. Trois personnes ont été blessées dont M. Tomasi, mère de Félice Tomasi, un militant nationaliste en détention préventive depuis cinq ans. Son avocat, M. Vincent Stagnara a déposé une plainte contre les forces de l'Ordre pour « coups et blessures et abus d'autorité ».

D'autre part, dans un texte qui n'avait pas encore été authentifié, jeudi soir, l'ex-FLNAC a revendiqué vingt-sept attentats parmi lesquels figurent ceux qui, le 29 mars et le 7 avril, ont respectivement visé cinq et quatre agences bancaires de Marseille. Le mouvement dissous revendique aussi l'attentat à l'explosif, le 4 avril, contre la résidence, à Ajaccio, du directeur départemental des polices urbaines.

Arrestation à Nancy de l'auteur du meurtre d'une vieille dame

La sûreté urbaine de Nancy a interpellé, jeudi 14 avril, un jeune homme de vingt et un ans, David Ziani, qui a avoué être l'auteur du meurtre d'une vieille dame, Yvonne Hillier, quatre-vingt-quatre ans, découverte étranglée à son domicile deux jours auparavant, par l'infirme qui venait chaque jour lui faire une piqûre. David Ziani était sorti récemment de prison après une condamnation à huit mois de prison pour vol.





Société

Le responsable de la bavure de la rue de Mogador écroué
Gilles Burgos, le CRS encombrant

Lorsqu'il est entré dans la pizzeria Patricia, dans un centre commercial de Vézity, mardi 12 avril après 21 heures, personne ne s'est étonné de voir arriver un CRS en tenue. La caserne est juste à côté. Les policiers sont de bons clients. En revanche, on l'a bien trouvé un peu bizarre, ce grand gaillard moustachu dont l'uniforme était sale.

Il s'est assis, seul à une table, et a passé sa commande : un apéritif maison, une pizza, des pâtes, du fromage, un demi-bouteille de vin, à laquelle il ne toucha pas. Il mange avec grand appétit et ne laisse pas une miette dans son assiette.

A ce moment, il a l'air nerveux, se frotte sans arrêt les mains. « Il avait l'air un peu saouli, et fatigué », se rappelle un témoin. Et puis, au moment de régler son addition - 150 francs - il explique qu'il lui manque 50 francs. « Ça n'est pas grave », dit le patron : la caserne est à côté, il n'a qu'à y aller chercher l'argent qui lui manque.

Personne ne s'énerve et, quelques minutes plus tard, le policier revient, avec un billet de 200 francs.

Mais là, le ton va changer. C'est un témoin de la scène qui raconte : « Il a demandé au patron : Vous êtes portugais ? Mais non, italien. » Dans une pizzeria, c'est en effet plus logique, « italien ? Sérieux, fit-il, c'est encore pire que portugais. J'ai pas d'arme, mais j'ai ça, ce fait 13 degrés », dit, apparemment avec calme, le CRS, qui sort la bombe lacrymogène dont sont dotés les policiers. Il en arrose le patron, un serveur et des clients attablés, avant de prendre la fuite.

« Il s'est taillé comme un fou, raconte le témoin. Nous on est restés comme des cons. » Les yeux pleins de larmes, toussant et crachotant, abasourdi, le patron appelle le commissariat. Il est 22 heures environ. Dans la caserne, les policiers de la 4ème unité urbaine ne tardent pas à mettre la main sur un irrespectueux collègue : il s'appelle Gilles Burgos, il a trente et un ans et a déjà beaucoup beaucoup trop - fait parler de lui. Dans la nuit du 4 au 6 juillet 1988

(Le Monde daté 6 et 7 juillet), est devenu bien noté de la CRS 54, venue de Marseille assurer des opérations de maintien de l'ordre, avait tué Loïc Lefèvre, vingt-sept ans, ouvrier carrossier, d'une balle dans le dos. Après une poursuite, feuillet de CRS contre vieille 2 CV, dans le quartier de l'Opéra. C'est ce qu'on appelle la bavure de la rue Mogador.

On se rappelle le communiqué hâtif de la préfecture de police avançant la thèse de la légitime défense, les errements d'une enquête, confiée à l'inspection générale des services qui semblait destinée par des rafles musclées à décourager les prostituées du quartier présentes au moment des faits de témoignage et, a contrario, la « chance » rarissime de disposer de témoignages précis de passants qui assistaient de bon en bout à la course-poursuite et avaient, dans un premier temps, préféré parler à la presse plutôt qu'à la police.

Devenu symbolique, l'affaire empoisonnera la ministère de l'intérieur, fraîchement installé après les élections de mars 1986, et donnera à Charles Pasqua l'occasion d'un de ses premiers « coups de gueule » contre la presse : « Si l'y a des fautes, elles seront naturellement sanctionnées. En contrepartie, s'il y a une présentation malveillante des faits, je n'hésiterai pas à saisir la justice, chaque fois que cela sera nécessaire ».

S'écarter avec peine de la thèse de la légitime défense - Loïc Lefèvre aurait fait un geste menaçant en sortant de son brousseau un pistolet - Gilles Burgos a eu dans la poche un revolver chargé d'une arme. Gilles Burgos s'enlève dans les contradictions. Les expertises ne lui sont guère favorables, un nouveau témoignage - celui d'un membre de la Légion étrangère - l'accable. Le 31 octobre, inculpé de coups mortels ayant entraîné la mort sans intention de la donner, il est placé sous mandat de dépôt par le juge d'instruction chargé du dossier, M. Michel Logrand.

Il ne passera que vingt-six nuits au quartier réservé aux policiers à Fleury-Mérogis : la chambre

d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Yvonne Lala, infirme la décision du magistrat, remet le policier en liberté, estimant que l'instruction est suffisamment avancée, qu'aucun élément de l'information ne justifie le maintien en détention de l'inculpé qui offre « toutes garanties de représentation ».

En retrait sur le contrôle judiciaire défini par le juge d'instruction, qui - outre l'assignation du policier à résidence dans une caserne de la région parisienne - demandait la confiscation de son arme de service et de sa carte de police, la chambre d'accusation, sans prévoir qui devait exercer ce contrôle judiciaire, se borne à lui interdire de quitter la région parisienne et de fréquenter les témoins de l'affaire.

« Un incident de quatre jours »

Affecté à la CRS de Vézity, Gilles Burgos était officiellement chargé de l'entretien. Il devait prochainement la quitter pour Toulouse. Un déjeuné de congé bien arrosé, aurait célébré l'événement le 12 avril. C'est cet homme-là que les policiers de Vézity ont enterré après « l'incident » de la pizzeria dans une cellule de détournement - en fait Gilles Burgos a un taux d'alcoolémie de 0,87 g - avant de le présenter au parquet de Versailles.

Une information judiciaire va-t-elle être ouverte, Gilles Burgos sera-t-il jugé en flagrant délit ? Le premier substitut de Versailles, M. Jean-Charles Lecomte, choisit la voie, plus douce, du rendez-vous judiciaire. La CRS, inculpé de vol de fait avec violence, et contre lequel le patron du restaurant a porté plainte, comparaitra le 24 mai en correctionnelle, la restauration ayant porté plainte.

Les choses auraient pu en rester là. Mais très vite, cette fois, le ministère de l'intérieur décide de suspendre Gilles Burgos sans traitement. Que fera-t-il ? Il devra vite quitter sa caserne. Par conséquent, le commandant de la compagnie de CRS avertit donc le juge

d'instruction parisien, M. Logrand, et Gilles Burgos, « spontanément » se présente devant lui, escorté par ses collègues.

Le magistrat parisien a communiqué le dossier concernant l'affaire de la rue de Mogador pour règlement, au parquet depuis le mois de janvier. Mais officiellement le dossier n'est toujours pas revenu et l'ordonnance de transmission de pièces n'est pas intervenue. A ce moment, personne n'envisageait que Gilles Burgos pourrait être, à nouveau, placé en détention.

A la chancellerie, l'incident de la pizzeria - réglé en douceur à Versailles - est pris comme un « incident de quatre jours qui aurait pu être du domaine de la contravention et du ressort du tribunal de simple police. Une bricole ». Mais une « bricole », on en est bien conscient « qui n'arrive pas à n'importe qui ». Et Gilles Burgos est bien encombrant. Il aurait pu - cela aurait arrangé tout le monde - se tenir tranquille, d'autant qu'il avait déjà été condamné en 1983 pour avoir passé à tabac un magistrat.

S'il n'est pas saisi du dossier traité par Versailles, le juge parisien - le policier étant suspendu sans traitement - peut estimer qu'il ne bénéficie plus de l'encadrement assuré par un corps de l'Etat : la police. S'il n'y a pas lieu de révoquer le contrôle judiciaire - Burgos, en effet, ne s'y est pas soustrait - ce nouvel incident éclaire la personnalité d'un jeune homme et les garanties de représentation deviennent insuffisantes. Son comportement - alors qu'il est poursuivi pour un crime - laisse planer le risque d'une récidive : le juge, après un débat contradictoire (le représentant du parquet se serait contenté d'un nouveau contrôle judiciaire au domicile des parents de Gilles Burgos), a passé outre, à la surprise générale, en signant un mandat de dépôt criminel. Gilles Burgos a été écroué à Fresnes.

M. Henri-René Garraud, l'avocat du CRS, a immédiatement déposé une demande de mise en liberté. AGATHE LOGEAERT.

La décision pour une révision du procès Vandapuy sera connue le 22 avril

Une délégation composée de Marguerite Durac, Albert Jacquard, Claude Mauriac, Jean-Marie Domenach et Théodore Monod a été reçue, jeudi 14 avril, au ministère de la justice par M. Paul-André Sadon, directeur de cabinet du garde des sceaux, auprès duquel elle a renouvelé la demande de révision du procès de Max-Ernest Vandapuy, condamné à quinze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises des Alpes-Maritimes le 21 mai 1984.

Max-Ernest Vandapuy, âgé aujourd'hui de trente-six ans, avait été ce jour-là déclaré coupable d'une tentative de meurtre sur deux policiers, crime qu'il a toujours nié. Ses protestations et ses requêtes ont attiré l'attention de plusieurs personnes qui ont constitué un comité de soutien en sa faveur et ont amené la Ligue des droits de l'homme à lui apporter son concours.

En novembre dernier (Le Monde du 11 novembre 1987), les partisans de Max-Ernest Vandapuy avaient annoncé qu'ils avaient transmis au ministère de la justice un dossier apportant des éléments nouveaux de nature à justifier une demande en révision du procès de Nico par la chambre criminelle de la Cour de cassation. La démarche effectuée le 14 avril à la Chancellerie avait pour objet de savoir quel sort était réservé au dossier présenté en faveur de Vandapuy. Les délégués ont appris que la commission chargée de donner son avis au garde des sceaux se réunirait le 18 avril, après que le ministre de la justice eût décidé s'il y a lieu de transmettre le dossier au procureur général près la Cour de cassation et d'engager ainsi le processus de révision.

Le comité de soutien doit être reçu de nouveau au ministère le 22 avril pour être informé de la décision prise.

Les filles de M. Le Pen obtiennent la saisie d'un « encart » de « Globe »

Le tribunal des référés de Paris, qui avait refusé, le 8 avril, la saisie d'un numéro du mensuel Globe comportant un entretien avec M. Pierre Le Pen faisant état de conflits entre le président du Front national et son épouse, et donnant des récits sur la vie privée de leurs trois filles, Marie-Caroline, Yvan et Marion, vient d'ordonner, le jeudi 14 avril, le retrait de la vente et, à défaut, la saisie de l'« encart » spécial que Globe avait tiré à quarante-sept mille exemplaires à la suite de la première décision judiciaire.

Le tribunal, présidé par M. Hugues Le Foyer de Costil, se trouvait en effet saisi d'une nouvelle assignation des filles de Jean-Marie Le Pen. Leur conseil, M. Olivier Sany, avait fait valoir que l'attitude de Globe démentait un « engagement » et une « volonté de sincérité ». Au nom de la société éditrice de Globe, M. Jean-Claude Zylberstein, avait répliqué que les propos de M. Le Pen et leur reproduction ne justifiaient pas une telle mesure et qu'il y voyait pour sa part « pas de quoi fonder un chat ».

Le tribunal, dans sa décision qui ordonne la saisie à défaut d'un retrait volontaire et immédiat de la vente, déclare notamment : « La révélation des mêmes propos dans une publication se présentant comme un hebdomadaire à caractère politique ne saurait être considérée comme une violation de la vie privée de personnes de dimensions exceptionnelles, dont le prix est fort inférieur à celui du mensuel Globe, et alors que ce dernier a été très récemment mis en vente et demeure disponible, continue une agression insupportable dans la répétition défilante (...) démontre à l'évidence la volonté de nuire aux enfants d'un candidat à la présidence de la République pendant la campagne électorale ».

La société éditrice est, en outre, condamnée à verser une provision de 50 000 francs aux trois filles de M. Le Pen.

Dans les Yvelines L'automatisme d'un adolescent

Un adolescent de seize ans a reconnu, mercredi soir 13 avril, qu'il s'était « fait-à-elle » coupé la main droite avec une hachette empruntée à des voisins (nos dernières éditions du 15 avril).

Plusieurs interprétations, sont avancées pour tenter d'expliquer ce geste de détresse : le décès, l'année dernière, de la mère de l'adolescent, le récent mariage de son père et, semble-t-il, la crainte d'une répugnance parentale qu'aurait eu le motif de médiocres résultats scolaires.

Le jeune garçon, qui n'était pas allé lundi au collège, avait été découvert, mardi, amputé, le bras ensanglanté, près du domicile de sa grand-mère paternelle chez laquelle il vit depuis un an.

Interrogé par les policiers du SIRP de Versailles, l'adolescent avait d'abord inventé de toutes pièces l'histoire de son enlèvement par deux hommes portant des casques, qui l'auraient séquestré dans un local situé sur la commune voisine de Guanycourt (Yvelines) et lui auraient infligé de graves violences, lui tranchant, pour finir, la main droite.

Ce sont des militaires qui, au cours d'une séance d'entraînement à la course à pied, avaient découvert la main du jeune garçon mercredi matin, près des étangs de la Minère, sur la commune de Guyanville. Plus tard, les policiers ont retrouvé sur les lieux la hachette utilisée par l'adolescent pour se mutiler.

« Fin de deux évasions. Deux détenus, évadés respectivement l'un de la prison de Soissons, l'autre de l'hôpital de la Timone à Marseille, ont été repris dans la journée du jeudi 14 avril. Le premier, Jean-Pierre Targahi, trente-huit ans, a été arrêté à Chalon-sur-Saône, à la sortie d'un restaurant. Depuis qu'il avait obtenu une permission de sortie pour choisir la liberté, le 12 février, il avait parcouru 14 000 kilomètres à bord d'une voiture volée à Montauban, émis près de 150 chèques tirés de chèques volés et dont le montant représentait environ 200 000 francs. Il était emprisonné pour vol. Il sera en outre poursuivi pour évasion, escroqueries, falsifications et usage de documents administratifs ».

L'autre évadé, Bernard Berger, vingt-sept ans, était écroué à Marseille depuis le mois de mars, inculpé de plusieurs vols avec violence. Tout d'abord, il avait tenté de s'évader les veilles à la prison des Baumettes, ce qui avait entraîné son hospitalisation à la Timone.

« Inconnu à Paris : un mort. Un magistrat d'accusation, au vu de charges d'un inconnu de deux heures, a été déstabilisé par un inconnu, dans la nuit du 14 au 15 avril, 33, rue de Cherone à Paris (17). Le géant du magasin, Théâtre Erasméen, quarante-deux ans, est mort asphyxié. Ses deux enfants, introuvable, ont été admis à l'hôpital Troussou-mais leurs jours ne sont pas en danger ».

Communication

Mis en cause pour ses liens financiers avec le groupe Hersant

M. Michel Droit se met « en congé » de la CNCL

M. Michel Droit, soupçonné d'avoir conservé des liens financiers avec son ancien employeur, le groupe Hersant, a annoncé, le jeudi 14 avril, sa décision de se mettre « en congé » de la CNCL. Un choix jugé « courageux » par M. Gabriel de Broglie, président de la commission, qui affirme conserver à l'académicien son « estime » et son « amitié » et déclare que, « pour le président d'une instance collégiale, il s'agit d'une épreuve ». Un départ, néanmoins, vivement souhaité par plusieurs membres de la Commission.

« Devant la campagne menée contre moi par certains journaux, à un moment politique choisi à dessein, j'ai décidé de me placer en congé de la CNCL afin de faciliter à celle-ci, aux abords de l'élection présidentielle, l'accomplissement de sa mission avec autant de sérénité que cela sera possible et de me permettre, durant une période donnée, de répondre en pleine liberté, ainsi que de toutes les façons appropriées, aux attaques diffamatoires dont j'ai été l'objet pour qu'apparaisse la vérité ». C'est par ce communiqué que M. Michel Droit a annoncé sa décision. « Ces attaques étant dirigées contre mon honneur, s'il s'ajoutaient, mes adversaires ne doivent s'attendre de ma part à aucune sorte de faiblesse. La convergence de leurs agressions laisse évidemment supposer une préméditation et une concertation dont il faudra bien faire apparaître les ressorts. De même qu'il ne faudra demander justice de procédures judiciaires inhabituelles et de la diffusion illégale de documents administratifs interdits par la loi ».

PRÉCISION. - Après la publication dans la Monde du 13 avril d'un article intitulé « Auteurs et professionnels du cinéma font campagne », le bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC) nous prie de préciser que les quatre branches du cinéma (producteurs, distributeurs, industries techniques et exploitants) ont accepté les termes de la plate-forme de revendication - Des propositions pour demain - publiée par le BLIC à l'occasion de l'élection présidentielle.

Le ton est donc vif ; les attaques violentes contre une presse accusée d'arrière-pensées politiques... La prestation de M. Droit, jeudi, au Journal 20 heures, était remarquable : elle adoptait le même style. Démentant fermement avoir conservé des liens privilégiés avec le groupe Hersant, l'académicien précisait cependant avoir remis au parquet l'ensemble de ses fiches bancaires allant de la fin de l'année 1986 (sa nomination à la CNCL) au début de 1988, avec l'identification de toutes les entrées et de chaque versement porté sur le compte. « Tout est d'une totale clarté. Je défie quiconque d'y trouver la moindre irrégularité », a-t-il répété, dans un échange assez vif avec le présentateur.

Pour M. de Broglie, « la CNCL n'avait pas à douter de la loyauté de M. Droit ni à mettre sa parole en doute ». C'est pourtant avec soulagement que plusieurs membres ont appris la décision de leur collègue. Dispersés, afin d'assurer le contrôle des enregistrements de la campagne pour l'élection présidentielle, les membres n'ont pas pu se réunir comme prévu, mais beaucoup avaient conservé des liens privilégiés avec le groupe Hersant. Aussi la Commission s-elle adoptée ces derniers jours un silence prudent, même si, en privé, certains ne cachaient plus leur souhait que l'académicien prenne de lui-même l'initiative d'un départ, jugé indispensable et compris par ses amis politiques. Le statut de l'académicien n'en demeure pas moins ambigu. Congé n'est pas démission et la loi n'avait guère prévu cette situation dont certains craignent les conséquences juridiques sur les décisions futures de la CNCL.

Même s'il n'en est rien, comme le pense son président, le coup est cependant très rude pour la Commission. « Epreuve », dit M. de Broglie. Sans doute. Epreuve fatale, estime-t-il d'autres, médiocres des conséquences imprévisibles de l'action inattendue, y a plusieurs mois, par quelques radios choquées de leur exclusion de la bande FM parisienne. « Une démission ? La

belle affaire ! » exclamait M. Jean-Louis Bessis, l'avocat de Lazard-FM, Cite-FM et Radio-Jaïs. Ce serait le mettre des choses, mais certes par une réparation satisfaisante pour les radios spoliatees. Tout juste un pas dans la reconnaissance de ce qu'elles n'étaient pas mythomane, elles qui, pendant neuf mois, se sont battues contre une armée de juristes du parquet ou de la CNCL. A ce point, il n'est pas étonnant qu'elles poursuivent leur instruction. Jusqu'à quand va-t-on empoisonner l'institution judiciaire pour protéger M. Droit et la Commission ?

Judici, le parquet de Paris saisissait à nouveau la chambre d'accusation de la cour d'appel d'une demande en annulation d'une seconde commission rogatoire dérivée par le juge Grallier pour permettre aux policiers de poursuivre leur enquête.

ANNICK COJEAN.

M. de Broglie : « Si le quorum est réuni, les décisions de la CNCL seront inattaquables »

« La décision de M. Michel Droit est tout à fait personnelle et se place dans une situation courante, nous a déclaré, vendredi 15 avril, le président de la CNCL, M. Gabriel de Broglie. Et c'est d'ailleurs en application du droit commun que le tribunal-pour de la Seine doit suspendre son traitement en application des règles générales de la comptabilité publique. M. Droit s'était expliqué à plusieurs reprises devant nous et nous n'avons pas de raison de mettre sa parole en doute. A ce point, il n'est pas étonnant qu'elles poursuivent leur instruction. Jusqu'à quand va-t-on empoisonner l'institution judiciaire pour protéger M. Droit et la Commission ? »

Pour tenir compte des réserves exprimées par M. Ballardur

Le contrat de vente des « Echos » au groupe Pearson est modifié

Rebondissant inattendu dans le monde des Echos, la société éditrice du Financier, dans le cadre de son P.L.C. le jeudi 14 avril, le groupe britannique a indiqué qu'il « en raison des questions soulevées par les autorités françaises concernant la transaction. Lord Blakenham, président de Pearson, et M. Jacqueline Beytout, PDG des Echos, ont accepté de modifier le contrat original » de vente.

Un lieu d'être réglé en une seule fois, la cession du groupe de presse français aurait lieu en deux temps : 66 % des 885 millions de francs représentant le montant de la transaction seront versés le 30 avril à M. Beytout et aux autres actionnaires - minoritaires - des Echos. Le reste, soit 34 %, constituerait la minorité de blocage, demeurant pendant un an dans leurs mains, avant d'être cédés à Pearson. Ce délai devrait permettre d'établir le caractère durablement communautaire du groupe britannique et rassurer M. Edouard Ballardur, ministre de l'Economie et des finances.

Après l'annonce de la vente des Echos à Pearson, le 11 janvier, le ministre avait, en effet, émis des réserves sur l'appartenance à la Communauté européenne du groupe Pearson, en invoquant notamment la prise de participation de 20 % du capital par le patron de presse américain M. Rupert Murdoch. Pearson et Les Echos avaient contesté cette analyse et assuré que le groupe britannique était « communautaire à plus de 70 % » et n'enfreignait donc en rien la loi sur les investissements étrangers en France.

Le nouvel avenant au contrat de vente ne porte pas seulement sur cette question de durée. Il stipule que, en plus des liquidités qui lui seront versées, les 7 375 000 actions du groupe Pearson que M. Beytout recouvrera en guise de paiement (soit 4 % du capital du groupe britannique) devront, en cas de vente, être obligatoirement proposées au groupe Lazard Frères et Co. Celui-ci, par le truchement de sa filiale la Finassière et Industrielle Gaz et Eau, possède déjà 9,4 % de Pearson. Dans le contrat modifié, Lazard s'engage à conserver cette partici-

tion pendant vingt et un ans. Ces deux additifs sont consensés également rassurer M. Ballardur, dans le mesure où les intérêts français seront présents à hauteur de 14 % dans le capital du nouveau propriétaire des Echos.

Tout cela semble avoir été conclu afin de protéger Pearson et Les Echos d'une possible offre publique d'achat de la part de M. Murdoch. Mais le nouveau contrat assure aussi une importance croissante à Lazard. En effet, des éléments du ministère de l'Economie et des finances, qui explique « n'être en rien dans cette évolution », et de ceux des responsables de Lazard, une entrevue entre ces derniers et M. Ballardur aurait bien eu lieu. Les dirigeants de Lazard ont, semble-t-il, convaincu M. Beytout de céder aux exigences du ministre. Et le PDG des Echos serait ensuite allé plaider les modifications de contrat auprès de Pearson. « Je ne veux pas faire de scandale juste avant l'élection », se contente de commenter M. Beytout. Pearson et moi-même voulons tous faire pour aboutir et pour que les Echos gardent leur indépendance. Mais quand j'ai parlé de ces modifications aux Britanniques, ils m'ont dit que c'était une idée d'homme... »

La vente remodelée des Echos à Pearson donne gain de cause aux exigences de M. Ballardur et renforce, à terme, la position de Lazard au sein du groupe britannique. Ces deux sociétés, il est vrai, sont déjà étroitement liées : Lazard-Paris figure au capital de Pearson, et celui-ci possède 50 % de Lazard-Londres et 10 % de Lazard-Paris et de Lazard-New-York.

YVES-MARIE LAËR.

« Haves : bénéfice en hausse de 23,4 %. Le groupe publicitaire Haves a enregistré un bénéfice net consolidé de 561 millions de francs en 1987 (23,4 % de plus qu'en 1986). Le chiffre d'affaires du groupe est de 13,7 milliards de francs, soit une hausse de 21,3 %. En 1986, le bénéfice par action était de 33,80 francs ; il est de 43,70 francs en 1987 ».

Informations « services »

PARIS

A la suite des résultats d'une étude

La préfecture interdit les sièges électrifiés dans les taxis

Les chauffeurs de taxi ne seront pas autorisés à installer des sièges électrifiés anti-agression. Le préfet de police de Paris vient d'informer le secrétaire général du syndicat FO des conducteurs de taxi des résultats de l'étude d'un appareil destiné à envoyer une décharge électrique de 50 000 volts à basse intensité dans le dos du passager qui agresse le chauffeur. Cet appareil, considéré comme sans danger par le syndicat FO qui s'en faisait le promoteur, a

été expérimenté et examiné par différents ministères (santé, équipement, industrie, intérieur, finances, etc.). « Nous devons, écrit le préfet de police, M. Jean Pothier, prendre en compte le risque d'accident en cas d'utilisation intempestive de l'appareil ». M. Norbert Benarous, secrétaire général du syndicat, avait commandé des prototypes importés en France par la société Koonex (Le Monde du 14 janvier), mais les

mille quatre cents appareils installés avaient été démontés. Affirme M. Benarous, pour éviter tout problème. Il conteste la décision de préfet de police, en déclarant que « ce n'est pas parce qu'un agent de police fait une bêtise qu'on prive d'arme tous les policiers » et réclame « le droit de se défendre pour les chauffeurs de taxi. Il estime que le préfet de police devra « rendre des comptes en cas d'une nouvelle agression ».

PHILATÉLIE

Les PTT et l'espace postal européen

Le premier timbre en ECU

M. Gérard Longuet a présenté à la presse, jeudi 14 avril, le timbre que la poste mettra en vente générale le lundi 18 avril : un timbre à 2,20 F, au type courant Liberté mais affecté d'une surcharge qui donne son équivalent en ECU, soit 0,31. Ne pas oublier les deux points de suspension qui signifient qu'un décime de la seconde décimale, les cours varient.



En effet, l'ECU (ou anglais ECU, European Currency Unit) est une unité monétaire de type « panier de monnaies » où la part de chaque monnaie (à l'exception pour l'instant, de la peseta et de l'escudo) est déterminée de manière à refléter l'importance économique relative de chacun des États membres au sein de la Communauté européenne. Aussi, la valeur de l'ECU résulte-t-elle de l'évolution des cours des monnaies qui le composent. D'où les points de suspension !

Ainsi, au 1^{er} janvier, les 2,20 F valaient plus précisément 0,3146 ECU ; au 16 janvier, 0,3154 ECU et au 23 février, 0,3149 ECU.

Ce timbre marque la volonté du ministre des P et T de faire avancer la réalisation de l'espace postal euro-

péen. Mais cette émission reste symbolique à plusieurs titres.

Ce timbre ne sera valable qu'en France. La réalité appartient en effet aux monopoles postaux nationaux.

En annonçant un tirage important — cinquante-cinq millions d'exemplaires, un timbre par Français — la Poste fait œuvre de propagande, le tarif à 2,20 F permettant d'affranchir les lettres de moins de

20 grammes au départ de la France à destination des douze pays de la CEE.

Le prix de vente de ce timbre continuera à être uniquement fixé en France.

Prochain rendez-vous européen de la philatélie : le 9 mai prochain avec un timbre consacré, en France, à Jean Monnet, qui célébreront aussi l'Allemagne fédérale, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg et le Portugal. Le timbre, au format vertical 15 x 23 mm (n° PTT 1988-16) est dessiné et gravé en taille-douce par Pierre Gandon et imprimé en feuilles de 100.

« Vente anticipée à Paris, le samedi 16 avril, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire ouvert au Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard (15^e) ; de 8 heures à 12 heures, au Musée de la poste, 22, rue de la Harpe (1^{er}) ; et à Paris-Séguier, 5, avenue de Saxe (7^e).

« Souvenirs philatéliques : union des philatélistes des PTT, M^{me} Sic, 49, avenue Saint-Anne, 75002 Paris (tél. : 42-60-13-21). Vente au Musée de la poste, du samedi 17 avril, de 10 heures à 17 heures.

« Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 24, rue Cassette, 75001 Paris Tél. : (1) 42-47-99-68

Le Carnet du Monde

Naissances

M^{me} Thomas COMPERE-MOREL, M^{me} née Florence BÉNARDON et Yvonne ont heureusement annoncé la naissance de

Eliane,

le 6 mars 1988.

— Georges-Yves et Agathe DANSETTE ont heureusement annoncé la naissance de

Lucie,

le 7 avril 1988.

12, rue de la Balme, 69003 Lyon.

— Sophie GHERARDI, Jean-Luc POUTHIER, Adrien et Tristan, ont le joie d'annoncer la naissance de

Lucile,

le 31 mars 1988.

22, rue Charles-Baudelaire, 75012 Paris.

— Sandrine et Eric TOUTOU ont le joie d'annoncer la naissance de

Sarah, Françoise, Clémence,

le 6 avril 1988.

Bienvenue.

— Jean et Cyrille CAREN ont heureusement annoncé la naissance de leurs petits-enfants,

Sophie,

le 9 février, et

Danielle,

le 26 mars 1988.

16, rue de Bézangon, 75004 Paris.

— Grenoble, Montfermeil, Nyons, Valence, Lyon, Voiron.

M^{me} Gilbert ARMAND, Les familles Bonafant, Vincent, Arnaud, Benoit, Chevalier, Lavigne, Lottier, Paulin, Michon, Patzner, allié et amis, ont le bonheur de faire part du décès,

survenu le 13 avril 1988, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, de

M^{me} veuve Albert ARMAND, née Marie-Basé Vincent,

et rappellent à votre souvenir

M. Albert ARMAND,

décédé le 4 janvier 1986.

La levée du corps sera lieu le samedi 16 avril à 11 h 30, 4, rue Antoine-Chabrier à Grenoble.

Les obsèques seront célébrées en l'église de Montfermeil (Seine) le même jour à 15 heures.

« Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 14 avril 1988 :

DES DÉCRETS
N° 88-349 du 8 avril 1988 relatif au Conseil général de l'armement.
N° 88-352 du 12 avril 1988 relatif aux conservatoires botaniques nationaux.

UNE CIRCULAIRE
N° 7 du 7 mars 1988 relative à la réduction de la pollution atmosphérique (directive européenne du 28 juin 1984 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique en provenance des installations industrielles, publiée au Journal officiel des Communautés européennes du 16 juillet 1984).

DES LISTES
Des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

— M^{me} Jean Cohen, Isabelle Cohen et son fils Raphaël, le docteur Pierre Cohen, Brigitte et Marc Lambreau et leurs enfants.

M^{me} Maud Cohen, Les familles Cohen et Chamala, ont la grande tristesse de faire part de la disparition de

docteur Jean COHEN, cardiologue.

Les obsèques ont eu lieu jeudi 14 avril.

— Les familles Drujon et Francoual font part du décès de

M^{me} veuve Jean DENJEAN,

le 12 avril 1988.

37, rue Saint-Vincent, 09000 Foix.

— M^{me} et M^{me} Alfred Georges, M^{me} Alice Moskowitz, ses enfants,

Martine Georges et Alain Vallabriga, ses petits-enfants,

M^{me} et M^{me} Concha Lipsey, M^{me} Edouard Lipsey, ses frères et belles-sœurs,

Ses sœurs et nièces, Toute la famille, font part du décès de

M^{me} Rose GEORGES-MOSKOWICZ, née Lipsey,

survenue le 12 avril 1988, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 14 avril.

On se réunira à la porte principale du cimetière du Père-Lachaise, boulevard de Ménilmontant, Paris (20^e), à 14 heures.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire part.

44, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris.

— M. Michel Gérard et ses enfants,

M. André Dravet, M. et M^{me} Philippe Dravet et leurs enfants,

le docteur et M^{me} Jean-Loup Dravet et leurs enfants,

M. et M^{me} Joffe Dravet et leurs enfants,

ont l'honneur de faire part du décès de

M^{me} Michèle GIRARD, née Dravet,

qui a fait don de son corps à la science.

Une messe sera célébrée à son intention par le Révérend Père Jean-Gabriel Rambry, en la chapelle du collège Stanislas, 22, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris, le 17 avril 1988 à 15 heures.

— M^{me} Rosé Goby, Micheline Goby, M. et M^{me} Alain Goby, Laurent, Jean-Sébastien, Adeline et Guillemette,

M. et M^{me} Alexis Bardin, Christophe, Frédéric, Olivier et Nicolas Le Cuz,

M. et M^{me} Jean-Luc Goby, Catherine et Chloé,

M. et M^{me} Jack-Michel Verger, Justine, Emilie et Julie, Sa famille et ses amis, ont le bonheur de faire part du décès de

docteur Rosé GOBY,

survenue le 5 avril 1988, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Notre-Dame de Tonnerre, le 12 avril 1988.

17, rue du Pècle, 89700 Tonnerre.

— Monique Magie, son épouse,

Baptiste, Florence, Philippe, Christian, ses enfants,

la société Transphax et ses amis, ont le bonheur de faire part du décès de

M. Jean MAGIS,

survenue à Sarcelles, le mercredi 13 avril 1988.

11, rue Beausséjour, 92150 Sarcelles.

— Pierre, Marie-Thérèse Marchand, René, Colette Marchand, Marjorie Poulet, Alain, Sylviane Marchand, Alain Marchand, Ghislaine Montano,

ses vingt-sept petits-enfants, ses quatorze arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

maître MARCHAND, avocat honoraire auprès du Tribunal civil de Montpellier.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 11 avril à Montpellier.

« Maintenez, Seigneur, tu laisses ton serviteur aller en paix, selon Ta parole. » Luc II, 29.

3, rue du Cheval Vert, 34000 Montpellier.

— M^{me} Henri Schloesing, ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

pasteur Henri SCHLOESING,

survenue le 5 avril 1988.

Le service religieux a eu lieu au temple le 7 avril 1988.

« Je suis la Résurrection et la Vie. » Saint Jean XI, 25.

Le Puygou, 30270 Saint-Jean-du-Gard.

Avis de messes
— Les dominicains de la province de Lyon, les Amis de l'abbaye de Beaucourt, l'Association des laïcs éducateurs à l'étranger, vous invitent à partager leur peine et leur prière à l'occasion du décès accidentel, le soir de Pâques 1988 de

Père AUGUSTIN AUSAIRAL, dominicain.

Une eucharistie sera célébrée le 16 avril à 15 heures à l'abbaye de Beaucourt, Croix (05).

Le 23 avril à 11 h 30 au monastère de Chalais, Voroppe (38).

Communications diverses
— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des sociétés combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

Mort de la chanteuse Colette Déréal

La chanteuse Colette Déréal est morte mardi d'un infarctus dans sa villa de Cap d'Ail (Alpes-Maritimes), près de Monaco. Elle avait soixante et un ans.

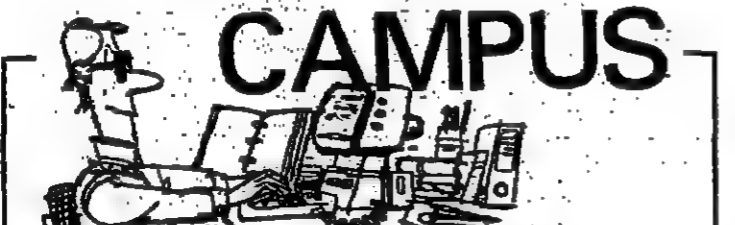
Chanteuse de formation classique, Colette Déréal « monte » à Paris à l'âge de quinze ans. Décidée à devenir comédienne, elle fréquente le cours Simon. Elle Miss France à vingt-deux ans, elle continue avec une carrière de vamp au cinéma, notamment au côté d'Eddie Constantine dans la série des « Lemmy Caution ».

En août 1959, le réalisateur de télévision Claude Loursais lui offre un rôle de chanteuse dans sa dramatique « Les cinq dernières minutes ». Elle y interprète *Ne joue pas*. En un mois, 100 000 exemplaires du disque sont vendus. Devenue du jour au lendemain vedette de la chanson, on la surnomme « le Bécassat féminin ». Elle se produit à Bobino et à l'Olympia et enregistre des duos intimistes et rythmés avec Marcel Amont.

Après avoir vainement tenté de s'imposer dans les studios américains (elle sera même la partenaire de Bing Crosby), Colette Déréal s'était retirée discrètement de la scène au début des années 1970.

« Vol à bord de la dernière « Forteresse volante ». — La dernière « Forteresse volante » (B-17) encore apte — pour quelques semaines — à transporter des passagers sera affectée, le samedi 30 avril, par le Cercle ouest-parisien d'études ferroviaires (COPEF) pour un circuit en région parisienne, en principe d'Issy-les-Moulineaux de la Grande Ceinture.

* 1 800 F par personne. Pour tout renseignement, écrire (en précisant votre numéro de téléphone) au COPEF, 19, rue d'Amsterdam, 75008 Paris.



L'EAP s'implante à Madrid

Le froid était vil mais l'ambiance chaleureuse, lundi 11 avril, dans la belle salle Aida Magna du palais de l'Escorial, pour la signature des statuts du nouveau centre de l'EAP (Ecole européenne des affaires) à Madrid. Cette école originale, créée en 1972 par la chambre de commerce de Paris, comprend jusqu'à présent trois centres — à Paris, Oxford et Berlin — les élèves partagent leurs trois années de scolarité dans ces trois villes. Une nouvelle filière Paris-Oxford-Madrid fonctionnera à la rentrée prochaine. Le centre de Madrid a été créé avec l'appui de l'IESIC (Escuela superior de gestión comercial y marketing), qui l'hébergera.

Moins de la moitié des étudiants de l'EAP sont français, les autres sont en majorité allemands, puis espagnols et anglais. Le financement est assuré à 20 % par les frais de scolarité. Les 80 % restants étaient assurés à l'origine par la chambre de commerce de Paris, aidée maintenant par le Sénat de Berlin et, dans une mesure encore faible, par des entreprises anglaises. La CCP soutiendrait que chaque centre puisse prochainement être financé par moitié par des ressources locales.

Du côté espagnol, cet objectif devrait être atteint sans difficulté, le centre de Madrid, qui accueillera en vitesse de croisière une quarantaine d'étudiants, étant déjà en partie financé par les enseignements de formation continue, qui ont commencé à fonctionner avant même la formation initiale. Les Espagnols sont, en effet, particulièrement intéressés par cette initiative, l'enseignement de la gestion, surtout au niveau européen, étant encore fort peu développé dans leur pays. Et M. Philippe Clément, président de la chambre, a rappelé que c'est à l'occasion d'une visite du roi à la CCP que l'idée de la création du centre madrilène avait vu le jour...

F. G.
EAP, 108, boulevard Malesherbes, 75017 Paris. Tél. : (1) 47-84-00-00.

● **L'agriculture recrute des professeurs**
Le ministre de l'Agriculture recrute, sur concours, de jeunes titulaires d'un diplôme bac + 2, en vue d'une formation de professeur de l'enseignement technique agricole. Retrait des dossiers avant le 22 avril.
(Ecole nationale de formation agricole, BP 97, 91328 Cassanville-Tolouze Cedex. Tél. : 01-75-04-28.)

● **Fictions européennes.**
L'Association des élèves du diplôme « technique et langage des médias » organise, le 18 avril à la Sorbonne, un débat

sur « Les fictions télévisées à caractère européen ».
Paris-IV Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, 75006 Paris.

● **Jeunes et associations.**
Avenir-jeunes, qui regroupe une vingtaine d'associations, organise, le lundi 18 avril, un colloque sur « Les jeunes et le mouvement associatif en France et en Europe ». Les séjours linguistiques, la formation professionnelle et les équivalences des diplômes seront, notamment, à l'ordre du jour.

(Avenir Jeunes, 100, rue Réaumur, 75070 Paris Cedex 02. Tél. : (1) 47-24-48-44.)

En filigrane

● **Présence britannique et française dans le monde.** — La société Coltra (collectionneurs d'extra-mer et des anciennes colonies françaises) et la Société philatélique franco-britannique (Grande-Bretagne, Irlande, Commonwealth, États-Unis et pays scandinaves) organisent, du 23 avril au 6 mai, au Musée de la poste de Paris, une exposition qui réunira deux mille quatre cents pages d'albums de lettres et de timbres anciens les plus rares (Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard, 75015 Paris ; renseignements : commandant Bihout, 4, allée de la Tolosane-Or, 94000 Créteil).

● **Expositions.** — La Société méridionale de numismatique organise à la salle des fêtes de Meulan (Seine-et-Marne), jusqu'au lundi 18 avril à 13 heures, son deuxième Salon du livre régional et du vieux papier de collection (renseignements : direction des affaires culturelles, tél. : 64-62-10-95). Le cercle philatélique La Harriette, d'Avion (Pas-de-Calais), organise, les 16 et 17 avril, une exposition philatélique et une bourse aux timbres, au centre Fernand-Léger.

● **Saint-Germain-des-Fossés (Aisne) accueille une exposition sur le thème des transports terrestres, les 16 et 17 avril, à la Maison des jeunes, avec un Bureau de poste temporaire (renseignements, souvenirs philatéliques : J. Chabrier, 6, rue des Lises, 03260 Saint-Germain-des-Fossés).**

● **Brignoles (Var), une exposition philatélique est organisée dans le cadre de la centième Foire des vins, du 15 au 24 avril, avec bureau de poste temporaire les 16 et 17 (renseignements, souvenirs philatéliques : M. Dick, Les Carrières, 83170 Brignoles. Tél. : 94-63-02-72).**

● **Le Club philatélique de l'Ostrevent organise à Bouchain (Nord), le 19 avril, une exposition philatélique et cartes postales avec bureau de poste temporaire, pour le cent cinquantième anniversaire de l'annexion de Bouchain (renseignements, souvenirs philatéliques : Claude Altzain, 137, rue Massenet, 59111 Bouchain. Tél. : 27-35-84-98).**

● **Philatélie à la télévision.** — L'émission de télévision de Jean Orléans sur TF 1 à Bourges la France — Bonjour l'Europe — accueille une rubrique philatélique tous les dimanches, vers 7 h 40, présentée par Pierre Julien, du « Monde des philatélistes ». Au programme dimanche prochain : le timbre en ECU.

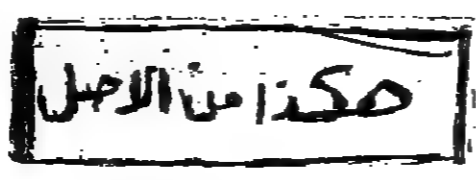
DANIÈLE SALLENAVE
signera ses œuvres
sur le stand P.O.L.

4 N 2
un SALON DU LIVRE DE PARIS
le samedi 16 avril
de 14 h 30 à 17 h

LOTTO
N° 41 16 25 36 38

PROCHAINES TIRAGES, EN DIRECT SUR ORFÈVRE
BARRAGE DE SEINE, VERS 18 H 30
POUR LES SEULS TIRAGES DE LA GRANDE CEINTURE
SÉLECTIONNÉS AU PLUS HAUT NIVEAU
AUSI RÉGULIÈREMENT

10 millions	2	538 065,00 F
5 millions	20	119 210,00 F
1 million	100	9 040,00 F
100 000	500	130,00 F
10 000	2 000	8,00 F



سكزا من الاجل

Météorologie

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 15 avril à 0 heure et le dimanche 18 avril à 24 heures.

Les hautes pressions se décalent rapidement vers l'Europe de l'Est et l'URSS. Le courant perturbé chaud et orageux gagne rapidement la majeure partie du pays.

Le matin, sur la moitié ouest, le temps sera couvert et pluvieux. Sur la moitié est, le ciel sera très nuageux sans précipitations...

régions de l'Est. Les températures maximales évolueront entre 15° et 20° du nord au sud. Il fera localement 23° sur le Sud-Est.

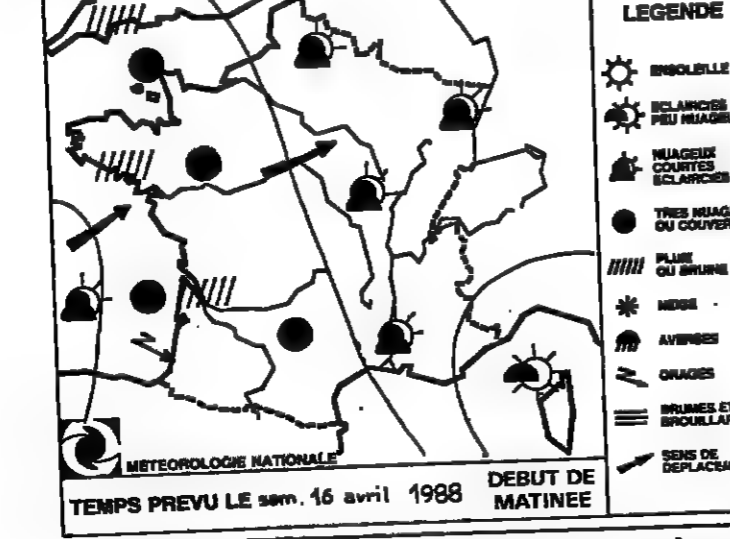
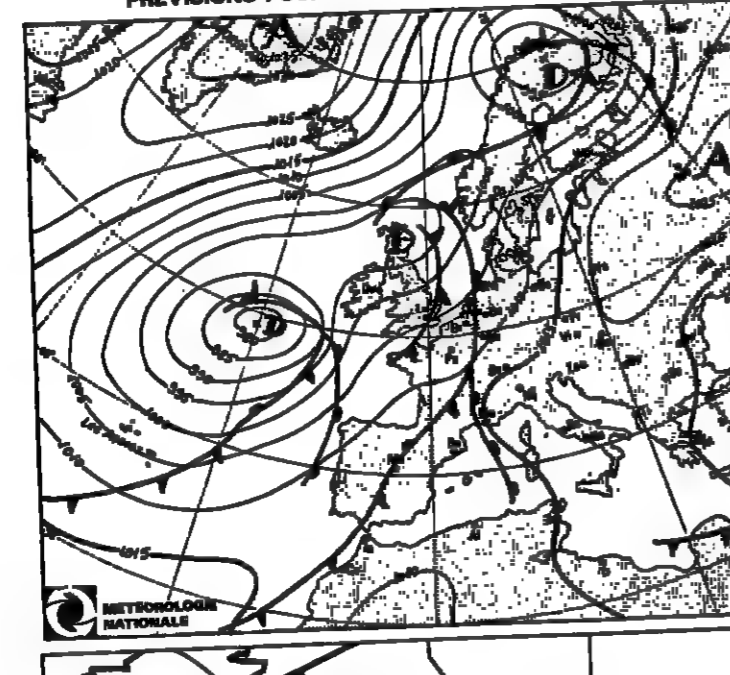
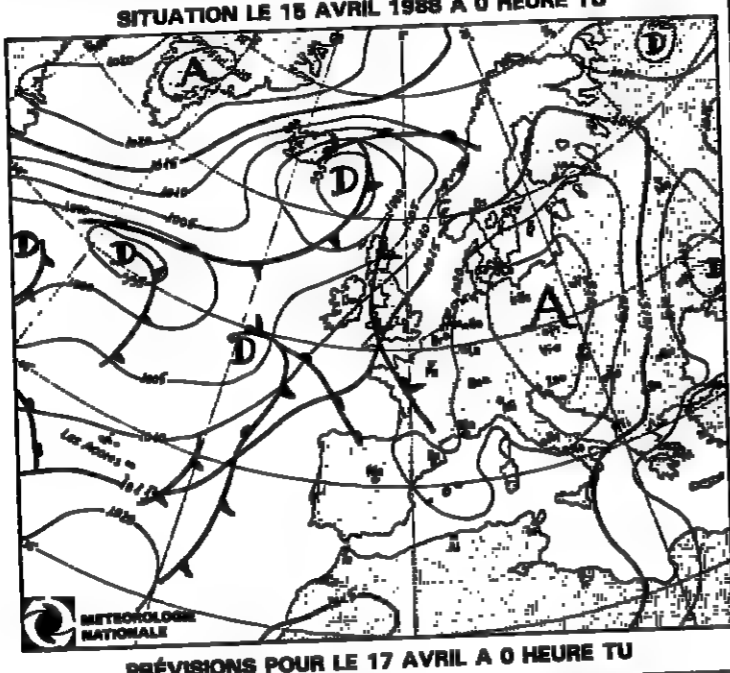


Table with columns for locations (FRANCE, ALGER, etc.), maximum and minimum temperatures, and observed times.

Le Monde CADRES - Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine.

L'AGENDA - Animation, Instruments de musique, Vacances, Bibliothèque, Stages.

ASSOCIATIONS - Conférence, Un Forum exceptionnel ouvert à tous, Session et stages, ITALIEN, VICTOIRE SUR LE TABAC.

Le Monde IMMOBILIER - appartements ventes, locations non meublées offertes, propriétés, appartements achats, locations de vacances.

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

Le déficit du commerce extérieur américain

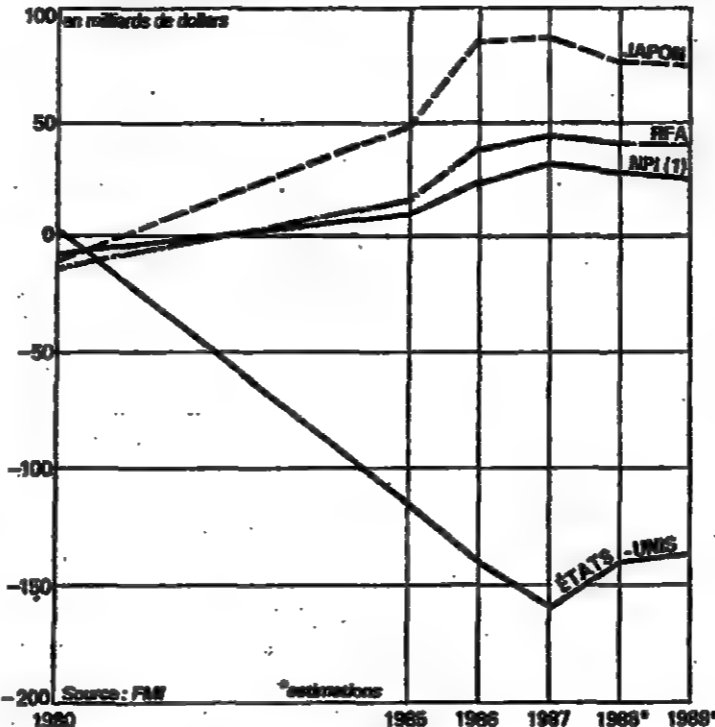
Un sévère rappel aux réalités

L'illustration a été exemplaire. En quelques heures, le groupe des Sept a dû passer de la publication d'un communiqué...

A leur façon, comme toujours excessive, les marchés ont en effet subi par une attaque sur le dollar la confirmation de leurs craintes...

Profitant d'un dollar affaibli, voire sous-évalué, par rapport aux monnaies européennes, l'industrie américaine se remue...

UNE LENTE CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES COMMERCIAUX



Les conseils de rigueur prodigués par les partenaires de Washington commencent à être tropés tous les six mois...

Cette boulimie de produits étrangers tient à de nombreux facteurs. L'implantation aux Etats-Unis de sociétés étrangères durant la période de forte hausse du dollar entre 1980 et 1985 a renforcé l'image de marque de leurs productions...

La puissance exportatrice des Etats-Unis, pourtant, se porte de mieux en mieux. Insuffisante à compenser celle des importations, l'augmentation des exportations, de 5,8 % en février, n'en donne qu'une très faible idée...

ALAIN FALLAIAS

BILLET

Les comptes de l'année 1987

Forte activité et déséquilibres persistants

On savait que 1987 avait été pour la France - comme pour beaucoup de pays industrialisés - une bonne année. Mais au fur et à mesure que sont publiées des statistiques de plus en plus affinées et solides, on s'aperçoit que l'amélioration de la conjoncture a dépassé ce qu'on savait...

On a vu à trois semaines. Que voit-on ? Que la croissance de la production nationale (calculée en termes de PIB marchand) aura été de 2,2 % - au lieu des 2,1 % annoncés mais surtout que la croissance de l'investissement productif des entreprises du secteur commercial aura été de 7,7 %...

Classe de l'épargne Côté « déséquilibre » encore, l'épargne des Français par rapport à leur revenu disponible a chuté jusqu'à un point extrêmement bas : 12 % en 1987, après 13,3 % en 1986 et 13,8 % en 1985...

AL V.

Jeudi gris à Wall Street

NEW-YORK de notre correspondant

«Wow!» «Ouch!» «Ow!» Les exclamations courantes de la vie new-yorkaise ne suffisaient pas pour exprimer l'énorme surprise de Wall Street...

dépassent que légèrement le moyenne habituelle. C'est ce dernier chiffre qui rassure et fait dire à certains que la chute n'aura été qu'une correction.

«Les investisseurs s'étaient auto-persuadés que le commerce extérieur allait s'améliorer», reconnaît Brian Fabbri de la firme de courtage Thompson, à Chicago...

«Devantage d'importations cela veut dire davantage d'activité économique», ce qui est, somme toute, bon signe, souligne tout de même l'analyste de Michael Evans...

Pour la deuxième fois, la Bourse de New-York a utilisé jeudi son nouveau dispositif informatique, destiné à limiter le recours au «program trading»...

Optimisme frileux. Frileux comme le printemps, les courtiers embobèrent le pas en vendant tout, trois courants ou à terme, bons du Trésor, matières premières...

CHARLES LESCAUT.

Contre-offensive éclair de la Banque du Japon

TOKYO correspondance

La Banque du Japon a lancé une contre-offensive éclair, vendredi matin 15 avril, dès l'ouverture du marché des changes...

Après une trêve qui avait permis aux membres du groupe des Sept de saluer un peu vite le retour à une certaine stabilité...

«La nuit a été courte», a déclaré le responsable des changes d'une grande banque européenne. Pendant la nuit, le dollar a perdu 2,20 yen pour se retrouver à 123,95.

La banque centrale nipponne, qui était déjà intervenue la veille sur le marché américain par l'intermédiaire de la Réserve fédérale de New-York...

«Elle a fait remonter le dollar à 124 yens, et cela a tenu comme du béton», a commenté alors un spécialiste japonais...

Malgré une forte tentation de se débarrasser du billet vert, le marché a été impressionné par la présence de toutes les banques centrales lors des interventions de la veille en Europe et aux Etats-Unis...

BERNARD HAMP.

SOMMAIRE

L'annonce du déficit du commerce extérieur américain pour le mois de février a provoqué de vifs remous sur les différents marchés, à Wall Street comme à Tokyo (lire ci-contre).

A Paris aussi la déception a été forte et les cours ont brusquement chuté jeudi (lire en dernière page).

M. Carlo De Benedetti n'a pas réussi à prendre la majorité de la Société générale de Belgique ni à faire nommer ses représentants au conseil d'administration (lire page 28).

Le TGV-Atlantique, plus confortable et plus rapide, est sorti d'usine (lire ci-dessous).

Les effectifs salariés seraient, selon l'INSEE, restés stables en 1987. Selon d'autres sources, ils avaient augmenté (lire page 28).

TRANSPORTS

Sortie d'usine du TGV Atlantique

Le confort à grande vitesse coûte 73 millions de francs

La première rame du TGV Atlantique a été assemblée, le 14 avril, à l'usine Alsthom de Belfort, en présence de M. Jean-Pierre Desgorges...

Le TGV Sud-Est avait été la grande œuvre des ingénieurs. Tout à la passion d'explorer la grande vitesse...

Le TGV Atlantique sera confortable. Sa nouvelle suspension pneumatique procure les mêmes sensations que celles enregistrées dans une voiture Coroll roulant à 160 kilomètres à l'heure...

Nantes au début de 1989. Le «look» n'a pas été oublié. A l'extérieur, le montage de grès, de blanc-argent et de bleu gris à la notice une allure de jet très distinguée...

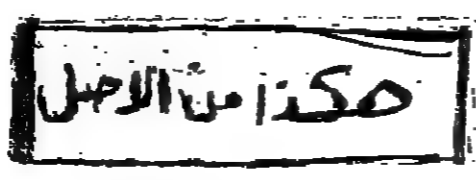
Bien sûr, les ingénieurs n'ont pas oublié les performances techniques. Le TGV nouveau roulera plus vite (300 km/heure au lieu de 270 pour son aîné)...

73 millions de francs, recouvrera le premier au mois de juin, et dix autres d'ici à la fin du mois de décembre. Bessis, rodages et formation des conducteurs seront le lot de ce matériel...

La société nationale espère que la réduction du temps de transport entre Paris et Bordeaux (trois heures), Le Mans (une heure), Rennes (deux heures), attirera au rail une clientèle nouvelle...

Chez Alsthom, on se prépare à travailler les commandes de l'Etat. A la demande de la SNCF, le cadenas de production passera, l'an prochain, de deux à trois rames par mois...

ALAIN FALLAIAS



سكدا من الاجل

Économie

AFFAIRES

M. De Benedetti minoritaire

Le clan Suez gèrera seul la Générale de Belgique

Dans une chaude ambiance, l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société générale de Belgique (SGB) du jeudi 14 avril s'est conclue par la démission de M. De Benedetti. Celui-ci n'a réussi à faire élire aucun de ses représentants au conseil.

Le décompte des voix a donné 14,2 millions d'actions pour l'homme d'affaires italien et ses alliés contre 17,7 millions pour le clan emmené par Suez. Toutefois, M. De Benedetti estime que les 2 millions d'actions nouvelles qu'avait créées la SGB pour se défendre en janvier dernier doivent être soustraites du total de Suez. La justice devra trancher.

Quoi qu'il en soit, fort de sa majorité, Suez a fait élire au conseil douze de ses candidats au côté des douze directeurs actuels. Il s'agit de MM. Renaud de la Genière, président de Suez, Gérard Worms, Bernard Egloff, Antoine Jeancourt-Galignani, Patrick Possolle et d'un représentant encore à désigner.

S'y ajoutent MM. François de Laage de Meux (CGE), Maurice Lippens (Assurances générales de Belgique), Georges Faber (Arbed, Luxembourg), Jean Van Marke et Piet Van Wayenberg (Lessius, banque d'affaires belge). M. Philippe

Boudson, actuel patron des patrons belges, qui sera, selon certains, amené à jouer un rôle important dans la société, a aussi été élu.

Les négociations qu'avaient entamées les deux groupes rivaux semblent dans l'impasse. M. De Benedetti continue à revendiquer la direction du comité exécutif, ce que lui refuse Suez. L'homme d'affaires italien estime toutefois que la guerre n'est pas perdue : « Je suis un actionnaire incontournable ». Le feuilleton de la Générale n'est sans doute pas terminé.

Le « dictateur » contre l' « envahisseur »

BRUXELLES
de notre correspondant

10 à 10. L'immense chapiteau monté pour les besoins de la cause dans la cour même de la Société générale de Belgique bruisse de multiples chuchotements, préface aux beaux spectacles. Plus d'un millier de personnes sont présentes. Des journalistes qui ont tenu à acheter une action aux petits porteurs venus essentiellement par curiosité, en passant par la « clique » de l'un ou l'autre protagonistes. La « vieille dame » a bien fait les choses, choisissant notamment une escale d'hôtes plus revivantes les unes que les autres. Où sont les autres businiers d'antan ?

M. René Lamy, le gouverneur, ouvre la séance. Aux premiers rangs, sagement installés, « ceux de Suez » : les bons élèves attendent, groupés autour du PDG, M. Renaud de la Genière. Mais la vedette du show, celui qui par le scandale est arrivé, M. Carlo De Benedetti, n'est toujours pas là. « Il ne viendra pas, il a peur », susurre une dame en manteau de tweed qui se tient visiblement pour « sa » Générale... enfin, celle d'avant.

Non, M. De Benedetti n'a pas peur. Le voilà qui arrive, tendu mais toujours bronzé, suivi de ses deux « associés » belges, le Flamand André Leyens et le francophone Pierre Schoier, et entouré de la « squadra » de ses collaborateurs,

MM. André Minc, François Sureau... Le public est partagé — applaudissements et huées. M. Lamy, encore plus maître d'école que d'habitude, ne perd pas de temps pour engager les hostilités : « J'espère que l'incident de cette arrivée tardive ne se répètera pas ». Un souffle de ravissement passe sur la salle. « Ça » commence bien. Le spectacle promet d'être animé. La mise au point viendra quelques minutes plus tard : « Si Carlo De Benedetti est arrivé en retard, déclare un de ses partisans, c'est qu'il a été retenu dans un salon par Etienne Davignon ». La vicomte tire pensivement sur sa pipe : « On nous a demandé de ne pas fumer, signifiera d'ailleurs un peu plus tard un actionnaire. Serait-ce trop demander à Etienne Davignon d'en faire autant ? » Réponse de M. Lamy : « Cette pipe, c'est d'abord un ornement, il ne s'en sert pas... l'incident que l'on n'y aura pas beaucoup d'autres. Tant pis pour les amateurs de sensations fortes.

Ecuménisme retrouvé

Le gouverneur, dans une communication solide, charpentée, mais terriblement équilibrée, donne le ton. Tout au long de la journée, c'est à qui apparaitra comme le plus « ouvert au dialogue », le plus partisan d'« une nécessaire sérénité », le plus ardent défenseur « des actionnaires et de l'entreprise ». Le gouverneur félicitera les petits action-

naires présents qui, eux, n'ont pas « sacrifié à des préoccupations idéologiques » en vendant leurs actions. La dame en tweed en soupire d'aise. Symbole de cet ecuménisme retrouvé — où sont les propos acerbes échangés depuis deux mois ? : dans son intervention, M. De Benedetti demande même à la salle d'applaudir M. Lamy !

Les discours vont se succéder. Si les témoins ne tiennent pas leurs promesses, les « petits » en revanche s'en donnent à cœur joie. Un actionnaire, dans une envolée lyrique, cite à la fois Erasme, la sagesse grecque, le sens de la mesure européen et les citoyens romains. Un autre, qui affirme : « Moi je suis venu par le train pour défendre la Générale », déclare sans ambages qu'il est temps de lutter contre les « envahisseurs ».

Surprise lorsque le fils d'un banquier italien come se livre et raconte par le détail le menu des négociations — secrètes de ces derniers semaines. Le commentaire de M. Davignon ne se fera pas attendre : « Lorsqu'on a été chargé d'une mission de médiation confidentielle et que l'on raconte tout le détail du job ! »

À 16 heures seulement, on peut entrer dans le vif du sujet, le vote. On va enfin savoir après quatre mois d'incertitude qui possède quoi. Lui ! Le système informatique est défaillant. « S'ils avaient choisi Olivetti ! », commente un journaliste

italien. Contestations. Il faudra recompter tous les bulletins... à la main. « Comme pour une élection ! », commente, amère, la dame en tweed, qui se souvient des assemblées générales « d'avant », où les administrateurs étaient désignés à main levée et à l'unanimité.

Vers 20 heures, les résultats définitifs sont connus. Les vainqueurs sont ouverts : « L'accord n'est pas loin », déclare M. Gérard Worms. Les battus le sont moins : « Qui est le dictateur ? », interroge M. De Benedetti, qui n'a aucun représentant au conseil d'administration.

JOSE-ALAIN FRALON.

CAP Gemini Sogeti détient 14,9 % de CAP Group

C'était bien CAP Gemini Sogeti, le groupe français de services informatiques s'est dévoilé, le vendredi 15 avril, en annonçant publiquement qu'il avait pris, à la Bourse de Londres, 14,9 % de la société britannique du même secteur CAP Group. L'investissement est d'environ 18 millions de livres (190 millions de francs). Depuis plus d'une semaine, un anonyme « raider » achetait des titres CAP Group par l'intermédiaire de la maison de courtage SG Warburg et un avril écopé CAP Gemini (qui n'a malgré son nom plus aucun lien avec CAP Group).

Ce raid semblait avoir pour objectif d'empêcher la fusion projetée de la firme britannique avec sa consœur française Sema-Metra, filiale de Paribas, pour former un groupe européen (le Monde du 31 mars). Cette fusion aurait pu faire de l'ombre à CAP Gemini. Mais CAP Gemini précise qu'il n'est « pas opposé à cette fusion, bien au contraire. Nous voulons simplement en devenir un actionnaire significatif ». Le groupe ne précise pas s'il veut encore accroître sa taille dans CAP Group pour aller jusqu'à 29,9 %, seuil au-delà duquel il doit lancer une OPA, ce dont il n'a pas l'intention.

REPÈRES

Crédit à la consommation

Forte hausse en France en 1987

Le crédit aux particuliers, sous ses différentes formes, a connu en 1987 une forte progression, a confirmé jeudi 14 avril, M. Jean-Jacques Burgard, le délégué général de l'Association française des banques. Les banques ont accru l'an dernier leurs engagements à la clientèle (entreprises et ménages) de 12,1 %, mais leurs efforts ont surtout porté en direction des particuliers.

Les prêts personnels, qui prennent de plus en plus la forme de crédits de trésorerie, avec notamment le développement des crédits permanents (revolving), ont progressé de 36 % en 1987. Dans les crédits aux particuliers (en hausse globale de 22,7 %), les prêts à l'habitat ont connu l'an dernier une hausse de 20,9 %.

Pétrole

Achat israélien à la Colombie

La Colombie et Israël ont signé, mercredi 13 avril, à Bogota, un protocole ouvrant la voie à d'importants achats d'hydrocarbures et de charbon colombiens par Israël. Les deux pays ont trois mois pour finaliser l'accord qui permettrait à Israël d'acquiescer de 7 à 10 millions de barils de pétrole et de foudre colombien et 2,2 millions de tonnes de charbon par an au cours des quatre prochaines années. En retour, la Colombie importerait de l'essence israélienne et aurait recours à la technologie israélienne pour développer des sources d'énergie non conventionnelles.

SOCIAL

Les effectifs salariés en 1987

- pratiquement stables, selon l'INSEE
- en légère augmentation, d'après l'UNEDIC

Stabilité. Selon l'INSEE, qui a rendu publiques, le 14 avril, ses premières estimations de l'évolution de l'emploi en 1987, les pertes et les créations interviennent en un an seraient pratiquement compensées. Comme cela avait été le cas en 1986 et 1985.

Composé des salariés et des non-salariés, l'emploi « total » rassemble toujours, depuis trois ans, aux alentours de 21,2 millions de personnes avec de faibles variations (+ 0,1 % en 1987, + 0,1 % en 1986, + 0,5 % en 1985). Mais, précise aussitôt l'INSEE, ce maintien apparent est à chaque fois dû à des mesures précises, à savoir les stades. En 1985, le développement des TUC a permis d'atteindre un résultat positif. En 1986 et 1987, ce sont les formules comprises dans le plan d'urgence au profit de l'emploi des jeunes qui ont sauvé la face et, parmi elles, principalement, les SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle). Sans ces dispositifs, les pertes globales d'emploi auraient été de 110 000 en 1985, de 40 000 en 1986 puis en 1987.

Les données fournies ne facilitent pas l'interprétation. Hors TUC et SIVP, le nombre de salariés — et non plus l'emploi total — aurait augmenté en 1985 puis légèrement diminué en 1986 et en 1987. Si l'on ne retient que la catégorie des effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles, la plus usuelle, et qui porte aujourd'hui sur 13,4 millions de personnes au travail, le résultat est sensiblement différent. Hors SIVP, la baisse a été de 0,7 % en 1985, de 0,3 % en 1986 et de 0,1 % en 1987.

Qu'en conclure ? Depuis l'année charnière de 1985, avant laquelle les pertes d'emploi avaient été massives, la situation est devenue incertaine. Un facteur déterminant comme les TUC aurait une période donnée disparaissant ensuite au profit d'un autre comme les SIVP. Les mouvements se font très faibles autour de l'équilibre.

Des indices encourageants

Cela n'empêche pourtant pas les modifications, en profondeur. Si l'emploi non salarié continue de diminuer, à cause de l'agriculture, il se maintient dans l'industrie et progresse dans le tertiaire. Depuis dix années, maintenant, il reste stable dans ces deux derniers groupes additionnés et profite du mouvement de création d'entreprises, y compris de la part des chômeurs (60 000 en 1987). Parallèlement, l'emploi salarié industriel continue de régresser en 1985. Cent vingt mille postes avaient été perdus, 13 000 l'ont été en 1986 et encore 100 000 en 1987.

Les branches industrielles supportent toujours des emplois alors qu'elles entretiennent des haies de productivité extrêmement importantes (+ 4 % en 1987). Le bâtiment et les travaux publics affichent un léger mieux qui s'explique par le recours aux SIVP. Mais, surtout, le tertiaire marchand confirme sa bonne tenue. Hors SIVP, les effectifs y ont augmenté de 1 % chaque année depuis 1985. Les commerces, avec les stagiaires jeunes, se sont bien comportés (+ 1,5 %) alors que les services marchands ont littéralement explosé (+ 2,5 %).

Nuancées, ces constatations de l'INSEE doivent cependant être comparées aux premières indications fournies par l'UNEDIC, de manière encore officieuse et qui, si elles étaient confirmées, permettraient de croire à une reprise significative de l'emploi salarié au cours

de l'année 1987. Une heureuse nouvelle.

Le sujet a été abordé au cours d'une réunion d'experts, le 13 avril, et il semble bien que des indices encourageants se manifestent. Sur la population salariée assujettie à la cotisation pour l'assurance-chômage, l'UNEDIC évalue à 0,7 % l'augmentation des effectifs en 1987. Ce qui représenterait 90 000 emplois supplémentaires. Hors SIVP, la progression serait de 0,5 %.

Par rapport à l'INSEE, les données de l'UNEDIC amplifient les tendances. L'industrie perd ainsi 120 000 emplois et recule de 2,7 % en 1987. Le mouvement positif dans le tertiaire est accentué. Les services marchands ont recruté 141 000 personnes supplémentaires et voient leurs effectifs augmenter de 4,7 %. Les services non marchands ont recruté 17 000 salariés de plus, et leur progression est de 2,2 %.

Manifeste, le surmont doit cependant être possible. Les calculs de l'UNEDIC sont influencés par la forte augmentation des missions d'insertion, reportées dans les résultats du tertiaire. Ils ne tiennent pas compte des entreprises du secteur public telles que Charbonnages de France, EDF-GDF, la SNCF, la RATP, les PTT ou les hôpitaux qui ne sont pas soumis à une cotisation. En revanche, ils intègrent les évolutions du secteur des services non marchands qui, justement, augmentent leurs effectifs.

A champ statistique équivalent, et pour la même définition des effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles, une différence subsiste toutefois entre l'UNEDIC et l'INSEE. Hors SIVP, on pourrait annoncer une augmentation des effectifs salariés de 0,2 % en 1987, soit de 250 000 à 300 000 personnes. Là où l'autre constate une baisse de 0,1 %.

Bien sûr, les deux chiffres ne sont guère éloignés. Ils peuvent largement s'expliquer par les méthodes utilisées pour l'évaluation, par la plus grande sensibilité des indicateurs de l'UNEDIC au comportement des entreprises ou, encore, par les caractéristiques des populations observées. Il est par exemple possible que l'évaluation de l'UNEDIC, basée sur les entrées de cotisation, enregistre plus rapidement la naissance ou la mort d'une entreprise. Par conséquent, elle détecterait plus vite que l'INSEE les mouvements de récession ou de relance de l'activité économique.

Il n'empêche. Même si cela était le cas, il faudrait croire qu'un événement important se serait produit en 1987 : pour la première fois depuis des années, des créations d'emploi salarié auraient eu lieu. INSEE et UNEDIC sont d'ailleurs d'accord pour considérer que le phénomène, nouveau, se serait produit au premier semestre et plus particulièrement au printemps. L'embellie, si ténue soit-elle, serait déjà derrière nous.

ALAIN LEBLAUDE.

Absentéisme : un jour par mois

Selon les premiers résultats de l'enquête INSEE sur la structure des salaires en 1986, les salariés se sont absents en moyenne un jour pour des causes « occasionnelles ». C'est-à-dire ne concernant pas les congés payés, les récupérations, ou les fractions de mois non effectuées pour cause d'embauche ou de départ en cours de mois durant le mois d'octobre 1986.

Puis la qualification croît, plus l'absentéisme occasionnel décroît : 0,25 jour d'absence pour les cadres, 0,61 pour les techniciens, 0,82 pour les agents de maîtrise, 1,07 pour les employés et 1,37 pour les ouvriers. L'INSEE souligne que « la répartition justifie le quart de l'absentéisme des employés » et que « les accidents de travail sont particulièrement élevés chez les ouvriers ».

Seuls 28 % des salariés ont une absence enregistrée (toutes causes confondues) en octobre 1986 pour une durée moyenne s'établissant à six jours.

Fin de la grève SNCF à Paris-Nord. Les agents d'accompagnement de la SNCF qui s'étaient mis en grève sur la liaison Paris-Nord le 13 avril ont repris le travail vendredi 15 avril au matin. Cette décision a été prise après une négociation avec la direction régionale.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ALSTHOM

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART GROUPE : + 12 % EN 1987

Le Conseil d'Administration d'ALSTHOM s'est réuni le 13 avril 1988 sous la présidence de M. Jean-Pierre DESGORGES, et a décidé de convoquer pour le 23 juin 1988 à 10 h 30, au Siège de la Société, une Assemblée Générale Mixte.

Dans cette perspective, le Conseil a arrêté les comptes sociaux et consolidés d'ALSTHOM pour 1987.

Les éléments caractéristiques de ces comptes sont les suivants :

EXERCICES (en millions de F)	1986	1987	Évolution
SOCIÉTÉ			
- Chiffre d'affaires	17.101	18.519	+ 8 %
- Résultat net	276	295	+ 7 %
- Marge brute d'autofinancement (*)	876	897	+ 2 %
GROUPE			
- Chiffre d'affaires consolidé	23.722	28.236	+ 19 %
- Résultat net consolidé	431	455	+ 6 %
- Résultat net consolidé part Groupe	381	437	+ 12 %
- Marge brute d'autofinancement part Groupe (*)	1.243	1.276	+ 3 %

(*) Somme du résultat net et des amortissements de l'exercice, hors dotation aux amortissements dérogatoires.

- Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe pour 1987 traduit la reprise de l'activité ferroviaire de JEUMONT-SCHNEIDER ainsi que celle de BERGERON et ne prend plus en compte l'activité Appareillage Basse tension. Hors effet des changements de structure, l'augmentation du chiffre d'affaires est d'environ 7 %.

- Le résultat net consolidé représente en 1987 1,6 % du chiffre d'affaires consolidé.

- Le résultat net consolidé part Groupe représente 25,3 F par action contre 23,4 F par action en 1986.

Sur la base de ces résultats, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale de mettre en paiement, à compter du 30 juin prochain, un dividende de 16,5 F par action, maintenu inchangé, auquel sera attaché un avoir fiscal de 8,25 F, correspondant, compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions, intervenue en 1987, à une distribution totale de 285 MF contre 275 MF en 1986. Comme les années précédentes, les actionnaires auront la possibilité de choisir, pour le dividende, entre le versement en numéraire ou la répartition en actions.

Le Conseil a, par ailleurs, décidé de proposer à l'Assemblée Générale de mettre les statuts de la Société en harmonie avec les lois du 17 juin 1987 et du 5 janvier 1988. Les modifications proposées concernent notamment le recours au procédé du titre au porteur identifiable, la suppression du régime de garantie des actions détenues par les Administrateurs et la faculté pour l'Assemblée Générale d'accorder à chaque actionnaire une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

Le Conseil a enfin décidé de proposer à l'Assemblée Générale de la dotation de diverses autorisations financières lui permettant de tirer parti à tout moment des opportunités qui pourraient se présenter sur le marché financier en France et à l'étranger. Ces autorisations portent en particulier sur l'émission de valeurs mobilières simples ou composées dont les caractéristiques variées donnent la souplesse nécessaire notamment aux émissions internationales.



en avril dans

Ordinateurs & BANQUE

- AMERICAN EXPRESS
- BANQUE DE FRANCE
- BANQUE POPULAIRE
- TOULOUSE-PYRENES
- CGB CITIBANK
- CHEQUE SERVICE
- SACIEP
- SOREFI AQUITAINE

le numéro 35 FF

AVIS
privatis
bilan
du capi
popula
EXPO

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Compte tenu de l'offre publique d'échange des actions de SEMA-METRA ouverte depuis le 11 avril 1988, le conseil d'administration de SEMA-METRA est autorisé à ne pas verser l'acompte sur dividende qu'il avait l'intention de distribuer avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 29 avril 1988.

Comme prévu, il sera proposé à cette assemblée la mise en distribution d'un dividende de 14 F auquel auront droit tous les actionnaires qu'ils aient ou non apporté leurs actions à l'offre publique d'échange.

Crédit National

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du Crédit National sera convoquée pour le 18 mai 1988 à 9 h 30 au siège social, 45, rue Saint-Dominique, Paris 7^e.

Les actionnaires nominatifs pourront se procurer les documents préparatoires à l'assemblée sur simple demande adressée au Crédit National.

Afin de justifier de leur qualité d'actionnaire, les propriétaires d'actions au porteur devront joindre à leur demande un certificat établi par l'intermédiaire teneur de leur compte et constatant l'indisponibilité de leurs titres.

Tout actionnaire souhaitant voter par correspondance peut solliciter, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un formulaire de vote par correspondance, soit auprès de la société, soit auprès de l'intermédiaire précité.

Epéda-Bertrand Faure

1986	1987	1988
3 481	6 258	10 000

RÉSULTATS 1987

Le conseil d'administration du 13 avril 1988 a arrêté les comptes consolidés à fin 1987.

Résultats en millions de F	1986	1987	ÉVOLUTION
Chiffre d'affaires	3 481	6 258	+ 80 %
Résultat courant avant impôt	244,9	478,5	+ 95 %
Bénéfice net (part du groupe)	108,6	201,6	+ 85 %

Cette évolution intègre l'incidence de l'entrée dans le groupe de la société Luchaire et ses filiales, et de la société SOLEXHO. A structure identique, c'est-à-dire en supposant la part contributive de ces nouvelles sociétés incluse dans les résultats du groupe de l'exercice 1986, la progression serait de 15 % pour le chiffre d'affaires et de 54 % pour le résultat courant.

Cette très forte croissance s'inscrit dans une conjoncture favorable, notamment dans le secteur automobile mais elle concerne également les autres entreprises du groupe de développement pour renforcer les positions de leader d'EPÉDA-BERTRAND FAURE et les investissements industriels réalisés afin d'améliorer sa compétitivité sur ses trois marchés : biens, biens automobiles et bagages. L'activité et les résultats de LUCHAIRE ont été affectés par des charges exceptionnelles dans le secteur automobile et par le coût des restructurations des branches aéronautique et automobile, compensé partiellement par des cessions d'actif.

Le bénéfice par action (de 25 F de nominal) s'élève à 64,40 F au lieu de 43,80 F en 1986, soit une progression de 47 % pour un nombre d'actions lui-même en augmentation de 26 % à la suite de l'OPÉ sur LUCHAIRE.

En conséquence le conseil d'administration propose à l'assemblée de porter le dividende net à 13 F, plus avoir fiscal de 6,30 F, contre 10 F (par action de 25 F de nominal), plus avoir fiscal de 5 F, en 1986.

Les comptes seront disponibles par consultation au siège de la société à partir du 28 avril 1988.



Compagnie La Hémin
Société anonyme au capital de 513 694 700 F
Siège social : 21, rue de la Ville-Périsse 75008 Paris
Assemblée générale

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la compagnie La Hémin, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice de 1987 et sur la répartition du résultat (versement d'un dividende de 14 F par action), se tiendra le 28 avril 1988 à 15 h 30, salle du théâtre de la Madeleine, 19, rue de Suresne 75008 Paris.

Cette réunion sera suivie d'une assemblée générale extraordinaire ayant pour objet de se prononcer sur le changement de dénomination sociale en CLH-Compagnie La Hémin, et d'apporter aux statuts diverses modifications tendant notamment à mettre ceux-ci en harmonie avec les récentes dispositions modifiant le droit des sociétés.

Les actionnaires désirant assister à ces assemblées devront faire la demande d'une carte d'admission auprès de l'établissement dépositaire de leurs titres.

A défaut d'assister à ces assemblées, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des formules suivantes :

- donner une procuration à un autre actionnaire ou à son conjoint,
- adresser une procuration à la société sans indication de mandataires,
- voter par correspondance.

Les formules de vote par correspondance et de pouvoir, et les documents les accompagnant, ont été adressés aux actionnaires inscrits sur comptes nominatifs par ou administrés.

Les titulaires d'actions au porteur inscrites en compte doivent faire la demande de ces formules à la société ou à la banque Indosuez 96, boulevard Haussmann 75008 Paris, par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard six jours avant la tenue des réunions.

Dans ce cas, ils n'auront plus la possibilité de se faire représenter ou de participer directement à ces assemblées.

La Compagnie tient à la disposition de ses actionnaires les documents préparatoires de l'Assemblée tels qu'ils sont visés par les articles 133 et 135 du décret du 23 mars 1967 ; pour obtenir ceux-ci, la demande doit en être faite au siège social.



Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu
75060 Paris Cedex 02

SITUATION DES SICAV AU 31 MARS 1988

ORIENTATION	SICAV ACTIONS				SICAV OBLIGATIONS			SICAV TRESORERIE	
	AGF ACTIONS	AGF INVEST	AGFMO	AGF 5000	AGF ECU	AGF INTERFONDS	AGF OBLIG	PHENIX PLACEMENT	AGF SECURITE
Nombre d'actions	1.684.730	1.196.754	5.038.631	6.058.211	102.655	2.311.975	489.485	1.872.532	12.124
Actif net par action (en francs)	967,13	95,12	541,26	499,59	1.068,40	417,93	1.100,96	258,89	10.657,57
Actif net total	1.628.403.836	113.837.227	2.727.674.288	2.945.336.441	111.946.507	958.246.572	538.886.889	484.772.880	128.212.421
Répartition de l'actif (en %)									
- Obligations françaises	18,54	22,00	25,24	25,56	43,11	43,28	85,28	78,75	1,44
- Obligations étrangères	0,80	4,37	0,28	-	28,93	38,27	-	-	-
- Actions françaises	27,57	23,81	60,11	63,85	1,59	9,71	9,07	-	-
- Actions étrangères	38,27	34,78	8,22	3,08	-	0,57	-	-	-
- Autres espèces	13,86	15,04	6,15	7,51	25,37	11,17	5,73	20,25	98,56
Dividende unitaire	26,57	22,16	13,00	13,00	68,16	23,26	43,37	20,64	Ouvert au public le 15.5.87
Net/Avoir fiscal	4,14	ouverts au public le 15.5.87	1,89	1,90	0,85	1,25	9,84	1,55	Ouvert au public le 15.5.87
Performance (*) depuis le 1.1.86	+ 8,14	+ 8,13	+ 2,20	+ 4,23	+ 4,86	+ 6,60	+ 5,51	+ 3,83	+ 1,83

(*) Classement Paribas au 31.03.88 (dividende net réversé).

AU 31 MARS 1988, L'ACTIF NET TOTAL DES 9 SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GENERALES DE FRANCE S'ELEVE A 9,55 MILLIARDS DE FRANCS

Subscriptions, rachats, renseignements généraux : Banque Générale du Phénix, 31 rue La Fayette, 75009 PARIS, tél. 42.80.88.80 Au gâchet des banques et chez tous les agents de change. Communication des valeurs quotidiennes des titres au 42.44.12.22.

Mars 1988
This announcement appears as a matter of record only



RHÔNE-POULENC S.A.

US\$ 325,000,000
Multi-Option Financing Facility

Arranged by
BNP Capital Markets Limited

Co-Arranged by
Barclays Bank S.A.

Lead Managed by
Banque Nationale de Paris
Banco Di Napoli - Paris Branch
Citibank N.A.
Crédit Industriel et Commercial De Paris

Banco Central Succursale de Paris
BRED Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts
Commerzbank A.G. Succursale de Paris
Barclays Bank S.A.

Managed by
Banque Française du Commerce Extérieur
Crédit National

Caisse Centrale des Banques Populaires

Co-Managed by
Amsterdam-Rotterdam Bank N.V. Paris Branch
The Bank of Tokyo, Ltd.
Banque Paribas
Crédit Commercial De France
Crédit du Nord
Générale Bank

Bank America Capital Markets
Banque Indosuez
Banque Worms
Crédit Lyonnais
The Fuji Bank, Limited - Paris Branch -
Istituto Bancario San Paolo di Torino, Succursale de Paris

Facility Agent
Banque Nationale de Paris

BNP BNP Capital Markets Limited

Privatisations:
le bilan
du capitalisme
populaire.

Expansion

سكزا من الاجل

سكنا من الاصل

Marchés financiers

Le bénéfice net du Crédit lyonnais a progressé de 22% en 1987

1987 a été une grande année pour le Crédit lyonnais... Le bénéfice net consolidé (part du groupe) a atteint l'an dernier 2,2 milliards de francs, en progression de 22% par rapport à 1986, une année déjà très bonne.

En France, a expliqué M. Lévêque, les performances commerciales du réseau de succursales du Crédit lyonnais ont été les meilleures parmi celles des grandes banques... La forte progression du bénéfice net provient, d'une part, de ce haut niveau d'activité commerciale et,

La Compagnie du Midi protège son capital

La Compagnie du Midi met en place la deuxième partie de son système de protection dont elle a présenté les grandes lignes à la mi-février... Ces obligations pourront être converties à tout moment en actions Midi.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ENTREPRISES

Le conseil d'administration de la SGE s'est réuni le 31 mars 1988, sous la présidence de M. Serge Michel... La contribution des diverses unités opérationnelles se présente comme suit :

Table with 3 columns: En millions de francs, Activité IIT, Résultat. Rows include SOGEA, Coehery-Bourdin et Chauzé, Ensemble Tiso, etc.

Les frais financiers nets consolidés marquent une amélioration de plus de 120 millions de francs, suivant en cela les effets du désestimation progressif du groupe...

Le conseil a, par ailleurs, coopté, en remplacement de MM. Marcel-Henri Marty, Raymond Soulas et Xavier de Villepin, aux fonctions d'administrateurs, MM. Guy Dejonay, président-directeur général de la Compagnie des eaux, Jean-Marc Oury, directeur de la Compagnie générale des eaux, et Henri-Bruno de Roussard, chargé de mission auprès de la direction générale de la Compagnie générale des eaux.



Le conseil d'administration du Crédit foncier et immobilier s'est réuni le 30 mars 1988 sous la présidence de M. Dominique Chailion pour arrêter les comptes de l'exercice 1987.

Après exercice des bons de souscription d'actions attachés aux obligations émises en 1984, les capitaux propres de la société sont passés de 1 535 MF à la fin de l'exercice précédent à 1 719 MF au 31 décembre 1987.

Le résultat d'exploitation, qui constate l'activité réelle de la société, marque une forte progression de 11,789 MF à 100,600 MF, soit près de 23%.

Il sera proposé à l'assemblée générale extraordinaire convoquée pour le 9 juin 1988 de distribuer un dividende unitaire de 11 F (contre 10,50 F pour l'exercice précédent) auquel s'ajoutent l'impôt déjà payé au Trésor de 5,30 F, soit au total 16,80 F.

Une assemblée générale extraordinaire se réunira à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à laquelle il sera demandé de modifier la dénomination sociale et certains articles des statuts.

Il est indiqué d'autre part, que, en exécution de l'arrêt de la cour d'appel d'Amiens rendu le 7 mars 1988, la CGJI, filiale du Crédit foncier et immobilier qui avait construit l'immeuble « Le France » à Neuilly, a déjà effectivement reçu à ce jour de son adversaire une somme de 155 555 000 F qui s'ajoute au montant de 148 942 000 F déjà perçu précédemment.

NEW-YORK, 14 avril ↓ Coup de tabac

L'annonce jeudi d'un déficit commercial supérieur de 2 milliards de dollars au chiffre attendu a plongé Wall Street dans le plus complet désarroi. Quelques minutes après l'ouverture, l'indice des Industrielles avait déjà reculé de 16 points.

L'activité s'est notablement accrue avec 211,81 millions de titres échangés, contre 185,1 millions la veille.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours de 13 avril, Cours de 14 avril. Rows include Alcoa, Allegra (ex-IBM), A.T.T., etc.

LONDRES, 14 avril ↓ Déception

Le marché britannique a subi durement l'annonce de l'important déficit américain de février, qui a surpris nombre d'investisseurs. Dès les premiers échanges, jeudi 14 avril, l'indice FT 100 gagnait plus de 10 points, avant de progresser jusqu'à 16 points (+1,1%) quelques minutes avant 13 h 30.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours de 14 avril, Cours de 15 avril. Rows include Alcatel, Amstel, Anglo-Siam, etc.

FAITS ET RÉSULTATS

SAT et Siemens coopèrent pour le futur radiotéléphone cellulaire européen... Le groupe Siemens et Siemens AG ont fondé un consortium pour coopérer dans les futurs systèmes numériques de radiotéléphone cellulaire.

Siemens et TPM (United Technologies) coopèrent dans les turbines à gaz... Le groupe Siemens et TPM ont conclu un accord de coopération dans le secteur des turbines à gaz pour la production d'électricité.

PARIS, 14 avril ↓ A contre-pied

La publication du résultat du commerce extérieur américain pour février a été à contre-pied nombre d'investisseurs à la Bourse. Alors qu'ils anticipaient un déficit compris entre 10 et 11 milliards de dollars contre 12,4 milliards en janvier, l'annonce jeudi à 14 h 30 d'un chiffre de 12,8 milliards de dollars a provoqué une certaine stupeur.

A la clôture de la séance, les investisseurs ont vu leur rivai sur Wall Street et sur le chapeau du dollar, le ne souvenant que, il y a six mois pour jour, ce déficit commercial avait été l'un des catalyseurs de la crise d'octobre.

TOKYO, 15 avril ↓ Très résistant

La chute simulée du dollar et de Wall Street, à l'annonce d'un déficit commercial fort accusé aux États-Unis pour février, a passablement perturbé le marché de Tokyo vendredi.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours de 14 avril, Cours de 15 avril. Rows include Alcatel, Amstel, Anglo-Siam, etc.

PARIS :

Table with 5 columns: Valeurs, Cours préc., Cours cour., Valeurs, Cours préc., Cours cour. Rows include AGP.SA, Amstel, B.A.C., etc.

Marché des options négociables le 14 avril 1988

Table with 5 columns: Valeurs, Prix, Options d'achat, Options de vente. Rows include EF-Aquitaine, Lafarge-Capelle, Michelin, etc.

MATIF

Table with 4 columns: Cours, Juin 88, Sept. 88, Déc. 88. Rows include Derrière, Précédent, Options sur notional.

INDICES

Table with 2 columns: CHANGES, BOURSES. Rows include Dollar, Franc, etc.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with 4 columns: Cours du jour, Un mois, Deux mois, Six mois. Rows include SE-U, Sca, Yen, etc.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with 4 columns: SE-U, DM, Sfr, etc. Rows include SE-U, DM, Sfr, etc.

Marchés financiers

BOURSE DU 14 AVRIL

Cours relevés à 17 h 30

Main table containing market data for 'Règlement mensuel' with columns for Valeurs, Cours, and % changes.

Comptant (sélections)

SICAV (sélections)

14/4

Tables for 'Comptant', 'SICAV', and 'Hors-cote' containing various financial instruments and their prices.

Cote des changes

Marché libre de l'or

Tables for exchange rates and gold market prices.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Handwritten Arabic text at the bottom of the page.

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 La détermination du Boeing koweïtien. 3 La signature de l'accord sur le retrait soviétique d'Afghanistan. 4 Corée du Sud : démission de l'ancien président Chun Doo Hwan. 5 RFA : la préparation du congrès de Wiesbaden.	6 Le débat sur l'immigration et l'électorat du FN au centre de la campagne. 8 La lettre des Dignois au président. 10 Un sondage d'IPSOS sur les choix des Français. « Le Journal d'un amateur », par Philippe Bouchard.	23 La grande enquête nationale de l'ARC pro-vocée de vivre critique. 24 La responsabilité de la bavure de la rue de Mogador évoquée : Gilles Burgos, le CRS encombrant. — Communication : M. Droit se met en congé de la CNCL.	20 D'Homère à Lewis Carroll. — La Belle Maguelone et Zélie. — Trois peintres à l'Hôtel de Ville de Paris. SPORTS 12 Football, basket-ball, hand-ball.	27 Le déficit du commerce extérieur américain. — Sortie d'usine du TGV Atlantique. 28 Les effectifs salariés en 1987. — Le plan Suez gèrera seul la Société générale de Belgique. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 26 Carnet 25 Jeux 18 Météorologie 26 Campus 25 Philatélie 25 Loto 25 Radio-télévision 22 Spectacles 21	• Déroulement du Boeing koweïtien : le dénouement ? ETR • Election présidentielle : tous les sondages TLO • Jouez avec JEUX Actualité, International, Bourse, Abonnements, Campus, AFP, 3615 Taper LEMONDE

L'ouverture du Huitième Salon du livre

Un débat... superficiel

« Que ces pavillons de foire sont bas de plafond ! », disaient jeudi soir 14 avril, à l'inauguration, porte de Versailles, du Huitième Salon du livre, tous les nostalgiques de la dernière du Grand Palais, quoiqu'elle s'étaient déroulés les précédents salons.

Dans la journée, pourtant, les visiteurs déjà nombreux se félicitaient pour la plupart, de voir succéder aux 15 000 m² suscités du Grand Palais, 28 000 m² qui offrent de meilleures conditions de visite. Le déménagement du Salon du livre à la porte de Versailles a aussi permis d'ouvrir cette manifestation à des lecteurs étrangers.

Ce sont les Britanniques qui, cette année, sont présents en grand nombre avec, en particulier, un vaste stand du British Council, fournissant toutes les informations qu'on peut souhaiter sur les livres anglais, et la manière de se les procurer en France.

Mais à partir de 20 heures, au cours de la soirée officielle d'inauguration, qui réunissait écrivains, journalistes, intellectuels et médiatiques, on parlait moins de ces nouveautés du Salon, des livres et de toutes les activités proposées aux visiteurs jusqu'à mercredi soir 20 avril (Le Monde du 15 avril) que du nouveau « lieu », le parc des expositions de la porte de Versailles. Certains n'étaient pas loin de développer des thèses sur l'« œil », le pavillon qui abrite le Salon étant en bordure du boulevard périphérique... le défilé parisien était, on le voit à son comble.

D'autres s'interrogeaient, avec plus de raison, sur le changement « qualitatif » du salon, qui, rejoignant un parc des expositions, et doublant quasiment sa surface, devient plus « une foire », « ce qui modifiera nécessairement le contact que nous avons avec nos lecteurs », affirmait des écrivains. Ils ont peut-être raison, mais ces réflexions paraissent tout de même singulièrement prématurées. Attendons donc jeudi prochain pour tirer les conclusions de cette expérience.

Les seuls constats qui ne préparent pas à confusion, parce qu'ils tiennent de vérités de la Foire, étaient, jeudi 14 avril, qu'il est « plus fatigant de parcourir 28 000 mètres carrés que 15 000 » et que « le nombre des invités ayant dû être augmenté à la mesure de l'espace, on ne circulait pas mieux que les soirs d'inauguration au Grand Palais ». Et voilà qu'on retrouve le débat de « fonds » sur la fameuse vérité dans le pavillon, « plus bas de plafond » l'inauguration du Salon du livre, tenait plus du sautoir collectif que de la célébration d'un événement ou de la promenade dans la plus grande librairie éphémère de France !

Jo. S.

Le sort des otages français au Liban

Rumeurs d'espoir et menaces

L'ombre des otages se profile toujours sur la campagne électorale. Même si M. Le Pen est le seul candidat à user ouvertement de cette carte pour attaquer par avance M. Chirac, nul doute que l'affaire des otages est bien présente à l'esprit au moins du premier ministre et du président de la République.

Toutes les spéculations sur une libération d'un ou deux otages ont été relancées jeudi 14 avril par un coup de téléphone anonyme donné au bureau d'une agence de presse occidentale à Beyrouth. L'interlocuteur, se réclamant du Jihad islamique, a affirmé que deux otages français allaient être libérés dans les vingt-quatre heures. La plupart des précédentes libérations d'otages avaient bien été annoncées à l'avance, mais par un communiqué écrit en arabe auquel était jointe au moins la photo d'un otage. La communication téléphonique de jeudi doit donc être accueillie avec la plus extrême prudence, d'autant plus que les observateurs à Beyrouth n'ont remarqué vendredi matin aucune disposition spéciale dans les différents services d'ordre qui quadrillent la partie ouest (musulmane) de la capitale.

Ce devrait pourtant être le cas si les déclarations faites jeudi soir à Paris par M. Othman Adham, un homme d'affaires syrien très proche du président Assad, étaient totalement fondées. Selon M. Adham, deux otages français devraient être libérés au plus tard samedi, faute de quoi l'armée syrienne investirait la banlieue sud de Beyrouth, place forte chiite où les otages sont détenus. Là encore, il faut prendre avec prudence les propos de M. Adham, qui a toujours dans le passé cherché à grossir le rôle de la Syrie dans les libérations d'otages. Or on sait parfaitement que si Damas a les moyens de s'opposer à des libérations, elle ne peut pas elle seule en obtenir. Inviter la banlieue sud de Beyrouth reviendrait, d'autre part, à mettre en danger la vie des otages et à déclencher une crise ouverte entre Damas et Téhéran.

A Paris, les autorités concernées sont encore plus prudentes dans leurs commentaires depuis le début du dénouement du Boeing des Koweït Airways, dont on a toutes les raisons de penser qu'il est l'œuvre d'extrémistes du Hezbollah, peu désireux de voir libérer des otages français tant que le Koweït ne relâchera pas les dix-sept terroristes chiites emprisonnés pour la vague d'attentats commis dans l'Emirat en 1983. Le Jihad islamique, photos d'otages à l'appui, n'a-t-il pas menacé, il y a quelques jours, d'assassiner ses prisonniers français et américains si une opération militaire était menée contre l'appareil décapoté ?

Un léger espoir est cependant revenu dans l'entourage de M. Pasqua depuis que les Algériens ont accepté de jouer les médiateurs, et M. Marchiani, l'ambassadeur préféré du ministre de l'Intérieur, a repris son bâton de pèlerin. On confirme de plusieurs sources qu'un accord global a bien été « bouclé » avec Téhéran, mais on s'inquiète des imprévisibles et des conditions matérielles d'une libération de deux otages (personne ne croit que les trois puissent être récupérés avant les élections). L'acharnement que met M. Pasqua dans cette affaire soulève cependant de plus en plus d'interrogations dans l'entourage de M. Chirac, au fur et à mesure que l'on se rapproche de la date de l'élection présidentielle. Certains proches du premier ministre se demandent si sa cause ne sera pas desservie par les spéculations sur le prix payé que ne manquerait pas de soulever la libération de deux otages. M. Mitterrand, d'autre part, aurait beau jeu de rappeler qu'il n'est favorable à des négociations qu'en cas de libération de tous les otages.

J. A.

Sur le vif

Retraite à dix-huit ans

J'ai cent ans, moi, aujourd'hui, les enfants ! Hier soir, je sais pas ce qui m'a pris, j'ai fait le comier de ma vie. J'ai joué aux autos tamponneuses entre les stands du Salon du livre, à la porte de Versailles, littéralement prise en gele, pare-chocs contre pare-boue, dans les remous d'une foule tournoyante et déboussolée. Et sur qui je tombe — décidément, c'était pas mon jour — sur mon amie Jeanine.

Vous savez, Jeanine, celle qui a la grosse tête depuis que sa fille a sauté une classe. Elle le tire, cette gamine, elle la pousse, elle la hisse. Elle la voyait déjà s'élever sur les affiches électorales au temps où nos politiciens montraient leurs grandes dents à des Petrus Chaperons rouges caillés à la sortie des écoles. Et puis, là, elle l'a reconvoquée dans le show biz.

Elle ramène, pauvre naufragée, à la recherche du stand Nathan. Elle s'accroche à moi comme à une bouée, et elle me prend le tête :

— Dis donc, tu sais que Véro a un don. Je l'ai entendue chan-

ter dans la salle d'ess. C'est génial. Faut absolument que tu me la pistoignes auprès de Jacques Martin pour l'École des fans.

— Elle est beaucoup trop vieille, arrête ! Dix-sept ans, tu te rends compte ! Tiens, essaie de tourner à gauche, Nathan c'est plus...

— Non, mais ça va pas ! Elle a seize ans et dix mois. L'âge d'Élise, de Charlotte, de Vanessa, de toutes ces vampettes qui sautent leur stylo, leur pouce ou leur micro en couverture de Paris-Match, Tiers, Nathan, c'est là... Ah merde, siors !

— Quoi, qu'est-ce qu'y a ?

— Tu vois bien, la photo là, Barbara, la nouvelle. Sagan, la vedette du Salon. Regarde ce qui est écrit : elle a onze ans, celle-là !

— Ben oui, tu savais pas ? Normal, remarque, avec la retraite à dix-huit ans pour les rigoles du microfilm, ils ont compris, dans l'élection, ils occupent leur bié en herbe.

CLAUDE SARBAUTE.

A la suite d'incidents survenus jeudi soir à Nanterre

Grève à la RATP

La CGT a lancé un mot d'ordre de grève sur l'ensemble du réseau RATP, vendredi 15 avril, à la suite d'incidents qui se sont produits jeudi soir, au dépôt de Nanterre (Hauts-de-Seine). Le service était assuré dans la matinée à 96 % sur l'ensemble du réseau Paris-banlieue de la RATP. Au dépôt de Nanterre, 49 autobus étaient sortis sur les 100 prévus. Sur la ligne A du RER, entre Vincennes et Fontenay-sous-Bois et Vincennes et Val-de-Fontaine, la circulation a été interrompue peu après 7 heures, en raison de la rupture d'un caténaire. Le trafic a été également interrompu sur la ligne Nation-Porte Dauphine, en raison d'un suicide à la station Rozze.

Jeudi soir, la police est intervenue dans le dépôt de bus de la RATP de Nanterre où des agents négociaient la levée de la révocation d'un délégué CGT, M. Alain Berdel, licencié après le constat de dix-huit « manquements à la discipline » et de « fautes professionnelles » en moins de trois ans.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 15 avril

Vive baisse initiale

Le marché a reculé vivement, vendredi 15 avril dès l'ouverture, dans le sillage de Wall Street, au lendemain de la publication du montant du déficit commercial américain. Dès l'ouverture, il perdait 2 %. Toutefois, en cours de matinée, il redressait cette perte, et l'indice revenait à - 1 %. A la hausse figuraient la SCOA (+ 7,5 %), Nord-Est (+ 3,8 %), Schneider (+ 3,6 %), Codétel (+ 2,3 %) et Ecco (+ 2 %).

Le numéro du « Monde » daté 15 avril 1988 a été tiré à 545 337 exemplaires.

(Publicité)

SOYEZ HOMME... DU MONDE

A l'élégance des manières, à la courtoisie et à la bonne éducation, ajoutez le raffinement vestimentaire. Savoir s'habiller, c'est aussi accepter le regard de l'autre.

A LA VOGUE, on vous montrera des costumes griffés réalisés dans un remarquable prêt-à-porter de luxe, des chemises, des cravates, et surtout des matières, des coupes et des coloris qui conviendront à votre look.

La gamme de prix permet de n'investir qu'un budget raisonnable, d'autant que les lecteurs du Monde ont droit aux retouches gratuites.

LA VOGUE, 38, bd des Italiens (près Opéra) et Centre commercial V&EY-II.

ISRAËL

M. Shamir est prêt à inviter M. Chevardnadze

Le président du conseil israélien, M. Itzhak Shamir, est prêt à inviter en Israël le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, s'il est sûr que son invitation sera acceptée, a annoncé, vendredi 15 avril, le porte-parole de M. Shamir.

Moscou a rompu ses relations avec Israël il y a vingt et un ans à la suite de la guerre de six jours, mais les responsables à Jérusalem se sont sentis encouragés par certains signes de rapprochement récents.

L'annonce, cette semaine, d'une prochaine visite de M. Chevardnadze au Proche-Orient a particulièrement excité leur curiosité.

« Si le président du conseil était sûr que M. Chevardnadze accepte une telle invitation, il l'inviterait à visiter Israël et à discuter des relations mutuelles et des problèmes communs », a dit le porte-parole de M. Shamir, M. Yossi Ahimier. — (Rester.)

Grands Jurys spéciaux RTL-Le Monde

« Le grand jury RTL-Le Monde » organise, avant le premier tour de l'élection présidentielle, une série d'émissions spéciales auxquelles il a convié tous les candidats à l'élection présidentielle.

Les « Grands Jurys » se dérouleront de la façon suivante sur l'antenne de RTL avec la participation institutionnelle de journalistes du Monde :

- Dimanche 17 avril à partir de 18 h 15 : M. Pierre Juquin (Rénovateurs), M^{me} Arlette Laguette (LO), M. Antoine Waechter (Verts) et M. Pierre Boussel (MPPF).
- Mardi 19 avril à 18 h 15 : M. André Lajoinie (PCF).
- Mercredi 20 avril à 18 h 15 : M. Jean-Marie Le Pen (FN).
- Vendredi 22 avril à 18 h 15 : M. Jacques Chirac (RPR).

(Question posée par le président des Tisser Rodin :

MODE : VOTRE POUVOIR D'ACHAT QUINTUPLÉ ?

Si vous préférez 5 vêtements à un seul, la solution, c'est votre habileté et ses tissus.

Exemple : pour le prix d'une unique robe à 1 000 F, vous pouvez facilement choisir 5 très beaux vêtements.

Et la qualité en plus - choix abondant d'imprimés, cotons, linages, toiles, polyester, lins, etc.

Commencez sans risque, avec un joli tissu, vous virez pour 100 F, 200 F, ou mieux !

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

MEME CE QUI VA SANS DIRE VA MIEUX EN LE DISANT... ET

LE PRÊT-À-PORTER MASCULIN SIGNE DES GRANDS COUTURIERS

à des prix É-TON-NANTS (de - 25 à - 35 %)

LE VOUS LE GARANTIS c'est STEPHANE MEN'S de luxe

2 MAGASINS à RÉVOLUTIONNAIRES à PARIS A VOTRE SERVICE

Ouverts (en fond de cœur) de midi à 19 h 30, du mardi au samedi

Champs-Élysées : 5, rue de Washington - Métro George-V
Rive gauche : 130, bd St-Germain - Métro Odéon
A Strasbourg : 13, faubourg National (12^e étage)
Pour la franchise : France et étranger, Tél. 32-89-01-11

Merveilleux Tissus soldés 39,50 F le m en 270.

Antipoussière, feu. À coller ou tendre sans joints.

300 000 m² en stock

chez Artirec

8, Impasse Saint-Sébastien, 11^e
M^o Saint-Sébastien-Froissart ou Richard-Lenoir

Superbes Moquettes 59,50 F/m² anti-statique, usure, feu, salissures.
Chintz 1^{er} choix anti-salissures soldé 39,50 F le m en 140.
Beaux sofs plastiques soldés 19,50 F/m², etc., etc., etc.

Artirec-sofs : 4, bd de la Bastille, 12^e. M^o Quai de la Rapée (43 40 72 72). Autres dépôts : 94 Kremlin-Bicêtre : M^o Pie d'Italie (46 58 81 12), 94 St-Maur : (48 93 19 97), 97 Plaisir : N12 (30 55 55 15).

A B C D F G H

RENAULT ÉTOILE

CETTE SEMAINE, UNE SÉLECTION DE 30 SUPERCINQ A

38000 F

MAXIMUM

Sur une sélection de 30 SUPERCINQ marquées d'un point rouge

Sur présentation de cette annonce, la carte grise vous est offerte

Le Monde sur minitel

PRESIDENTIELLE :

Tous les sondages pour comprendre

36.15 TAPEZ LEMONDE
IPSOS 36.16 TAPEZ LMINFO